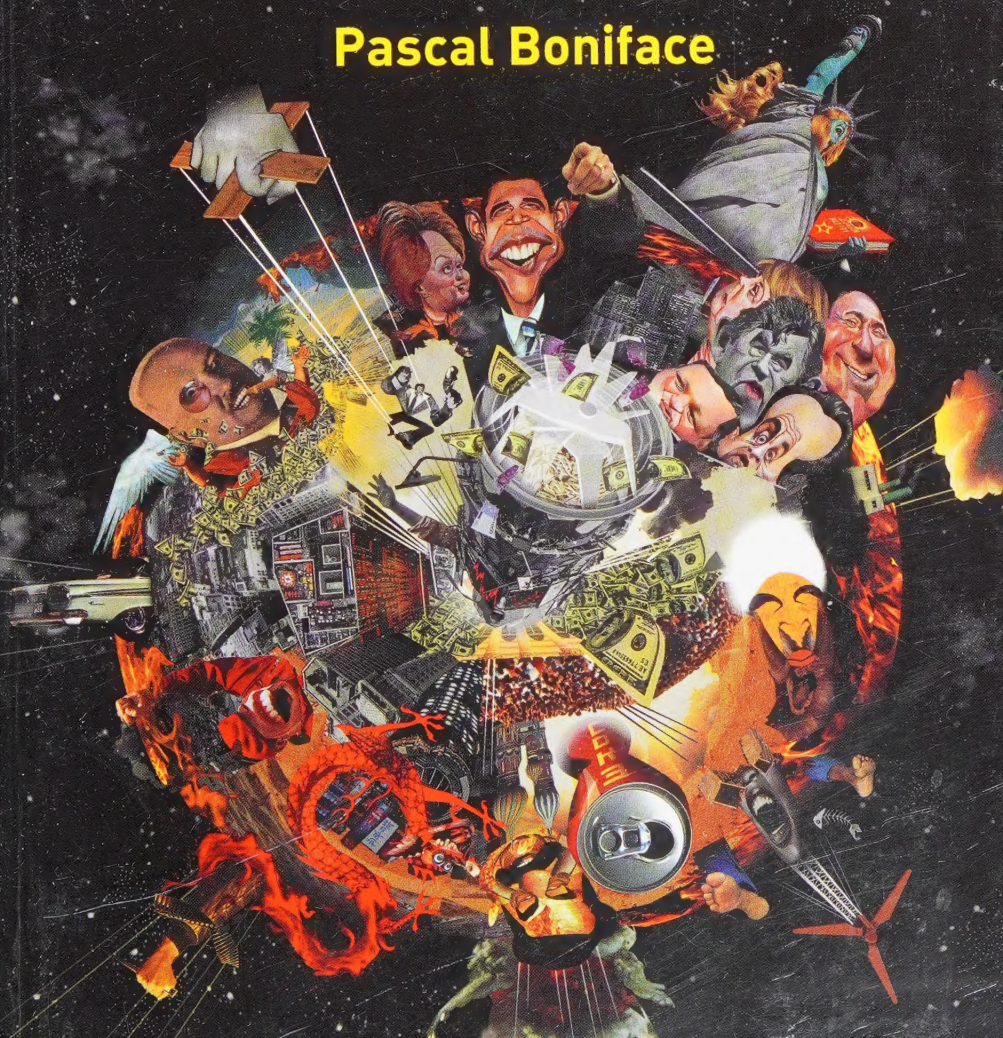


LAROUSSE

DICTIONNAIRE **incorrect** de l'état du monde

Pascal Boniface





Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

DICTIONNAIRE
incorrect
de l'état du monde

L'auteur voudrait remercier Stéphane Khémis, à l'origine de ce projet, et Véronique Sales pour la confiance qu'elle lui a accordé.

Carl Aderhold a effectué un travail éditorial auquel ce dictionnaire doit beaucoup.

Sabrina Contout a patiemment mis en forme ce travail avant de passer le relais à Elodie Farges.

Alican Tayla et Thibault Fouillen ont été des assistants de recherche aussi patients qu'efficaces.

Si, sans leur aide à tous, ce dictionnaire n'aurait pu voir le jour, j'en assume seul les défauts et les éventuels agacements qu'il ne manquera pas de susciter.

Illustration de couverture et lettrines :

Laurent Blachier

© Larousse 2010

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la nomenclature et/ou du texte contenus dans le présent ouvrage, et qui sont la propriété de l'éditeur, est strictement interdite.

ISBN : 978-2-03-584827-7

DICTIONNAIRE
incorrect
de l'état du monde

Pascal Boniface

LAROUSSE



ABKHAZIE



État des lieux

Territoire montagneux de 8 600 kilomètres carrés, l'Abkhazie est située entre les montagnes du Caucase et les bords de la mer Noire. Rattachée à la Géorgie lors de la déclaration d'indépendance de cette dernière en 1991, l'Abkhazie fera sécession en 1992. Les Russes viennent en aide aux Abkhazes pour déloger l'armée géorgienne qui doit quitter le territoire en 1993.

Une nouvelle guerre sera déclenchée le 7 août 2008 lorsque l'armée géorgienne se lance dans une opération militaire contre les séparatistes d'Ossétie du Sud, autre région sécessionniste prorusse de la Géorgie. Le conflit se propagera en Abkhazie et, de nouveau, l'intervention russe entraînera une défaite géorgienne.

L'économie abkhaze est essentiellement agricole et touristique, mais dépend en fait principalement de la Russie. La Russie et le Nicaragua sont les deux seuls États à avoir reconnu l'indépendance abkhaze.



La polémique

Les régions sécessionnistes sont utilisées par la Russie pour gêner la Géorgie et assurer un contrôle aux marches de son empire. Elles ne pourraient pas survivre sans l'aide de Moscou. Mais l'intransigeance du président géorgien Mikhaïl Saakachvili n'a pas aidé à trouver une solution.



Le diagnostic

Pour la Russie, soutenir l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud est une manière de sanctionner la Géorgie qui s'est trop rapprochée à son goût des États-Unis. De fait, il y a un statu quo. L'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie n'est pas reconnue, mais la Géorgie ne peut ni récupérer ces territoires ni y exercer sa souveraineté. C'est également une manière de se venger de l'indépendance du Kosovo reconnue par les pays européens et à laquelle la Russie s'était opposée.

Chacun applique les principes fondamentaux de façon sélective. Au Kosovo, les Occidentaux font prévaloir les principes de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (indépendance des Kosovars) contre celui de l'intégrité territoriale (souveraineté de la Yougoslavie sur le Kosovo), défendu par la Russie. En Abkhazie, la Russie privilégie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (indépendance abkhaze) contre l'intégrité territoriale (souveraineté géorgienne), défendue par les Occidentaux.

ACCORDS DE MUNICH



État des lieux

Les accords de Munich ont été signés le 30 septembre 1938 entre Hitler (Allemagne), Chamberlain (Grande-Bretagne), Daladier (France) et Mussolini (Italie). Ils étaient censés mettre fin à la crise des Sudètes, territoire tchécoslovaque peuplé de germanophones et revendiqué par Berlin. Ces accords prévoient l'évacuation du territoire des Sudètes par les Tchèques avant

le 10 octobre 1938 et son occupation progressive par les Allemands.

La France, pourtant liée par un traité d'alliance avec la Tchécoslovaquie, a accepté parce qu'elle ne s'estimait pas prête pour la guerre et qu'elle était à la veille d'élections importantes. Daladier considérait que l'armée française n'était pas de taille à contenir l'Allemagne sans l'aide de la Grande-Bretagne. Les Britanniques estimaient, pour leur part, que leur sécurité était protégée par leur insularité, la puissance continentale française et la ligne Maginot.

Chamberlain et Daladier s'attendaient à être l'objet des critiques les plus virulentes pour avoir cédé à Hitler. À leur retour, ils ont été au contraire chaleureusement applaudis. Daladier aurait même murmuré : « Les cons, s'ils savaient ! ».

La polémique

Comment expliquer ce « lâche soulagement », comme le dénonce Léon Blum ? Pour une partie de la droite, il valait mieux Hitler que le Front populaire. Pour une partie de la gauche, traumatisée par la Première Guerre mondiale, c'était « tout sauf la guerre ». Churchill pour sa part a fustigé cet accord en déclarant : « Vous aviez le choix entre le déshonneur et la guerre, vous avez le déshonneur et vous aurez la guerre ! » Il eut raison, car l'Allemagne a plutôt été encouragée dans sa politique agressive en voyant que ni la France ni le Royaume-Uni ne réagissaient pour défendre la Tchécoslovaquie ou pour gêner sa politique de réarmement.

La vérité éclatera le 1^{er} septembre 1939 lorsque l'Allemagne envahira la Pologne.



Le diagnostic

Par la suite, le syndrome munichois a été agité à chaque fois que les puissances démocratiques ont négocié avec un régime non démocratique.

L'exemple des accords de Munich a été utilisé à tort et à travers dans toutes les circonstances, d'abord pour s'opposer à la détente, en s'interdisant tout contact avec l'Union soviétique ou la Chine, puis par la suite avec l'Iran, la Libye, l'Irak, la Corée du Nord. D'ailleurs, les « faucons » estiment que toute négociation avec quelqu'un qui n'appartient pas au camp occidental est nécessairement une capitulation.

À terme, l'évocation incessante des accords de Munich et du syndrome munichois conduirait à être en guerre permanente avec les pays qui ne nous ressemblent pas. Or, on peut parfaitement négocier avec un autre État sans accepter ou se plier à son point de vue.

À l'origine, le traumatisme des accords de Munich ou du syndrome munichois évoque un sentiment de banalisation involontaire du nazisme et de Hitler. Aujourd'hui, la dénonciation du syndrome munichois cache (ou cache mal) une posture de volonté de domination occidentale et de préconisation de solutions militaires.

AFGHANISTAN



État des lieux

Le 7 octobre 2001, les États-Unis lançaient une offensive militaire contre l'Afghanistan afin de déloger le régime des talibans.

Ces derniers avaient refusé de livrer Ben Laden avec lequel ils étaient alliés et qui séjournait sur leur territoire à partir duquel il avait organisé les attentats du 11 Septembre.

La guerre fut gagnée en moins d'un mois. Outre son alliance avec Ben Laden, le régime des talibans était quasi unanimement rejeté dans le monde de par son obscurantisme, l'absence de libertés individuelles, une vision très rétrograde de l'islam et une absence presque totale de liberté laissée aux femmes. Celles-ci n'ont pas le droit de travailler, d'aller à l'école et ont l'interdiction de se dévoiler. La musique et le sport sont bannis.

Hamid Karzai, d'origine pachtoune, a été installé au pouvoir par la communauté internationale. Il est considéré comme un musulman modéré, moderne et dispose d'une bonne cote de popularité à l'étranger.

La polémique

Barack Obama va reprocher à George W. Bush d'avoir délaissé l'Afghanistan au moment où la guerre pouvait être définitivement gagnée pour concentrer les efforts sur l'Irak. De nombreux responsables occidentaux estiment que la guerre contre le terrorisme se joue en Afghanistan.

Les contradictions du gouvernement Karzai, sa corruption, le fait qu'il a passé une alliance avec des seigneurs de la guerre qui avaient commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité auparavant, les retards dans les progrès apportés à la vie quotidienne des citoyens vont faire que le régime va devenir impopulaire et que, au fur et à mesure, les talibans vont retrouver une certaine légitimité.

Le comportement des troupes d'occupation a suscité la colère, voire la haine, d'une partie de la population afghane. Les troupes de libération ont été rapidement perçues comme des troupes d'occupation ne se mêlant pas à la population, pouvant avoir un comportement brutal ou irrespectueux et responsables de la mort de nombreux civils du fait de la multiplication des bavures.



Le diagnostic

Malgré un renforcement constant des troupes, l'Afghanistan n'est toujours pas stabilisé. L'OTAN, pour la première fois de son histoire, y mène une guerre terrestre et elle le fait dans un milieu largement hostile.

Le pouvoir afghan ne contrôle qu'une petite partie du territoire et l'insécurité progresse, y compris dans la capitale, Kaboul. L'OTAN ne peut pas militairement perdre la guerre du fait de sa supériorité. Il n'est pas certain cependant qu'elle puisse la gagner en raison du nouvel enracinement populaire des talibans. L'enjeu essentiel est de savoir en faveur de qui joue le temps. Dans ce type de guerre, généralement, celui-ci joue en faveur de la population locale et contre les troupes étrangères.

L'objectif de l'OTAN est d'« afghaniser » la guerre, c'est-à-dire de former l'armée et la police afghanes afin qu'elles puissent prendre le relais en étant plus légitimes aux yeux de la population. C'est une bataille pour gagner le cœur et les esprits. Mais la corruption et l'impopularité du régime Karzai rendent ce scénario relativement improbable.

AFRIQUE DU SUD



État des lieux

Les Néerlandais, implantés en Afrique du Sud à partir de 1652, ont été rejoints à partir du début du XIX^e siècle par des colons britanniques. Des guerres vont les opposer aux populations locales, les Zoulous, mais des conflits vont également éclater entre colons. La guerre des Boers (1899-1902) se solde par une victoire britannique. L'Afrique du Sud devient un dominion en 1910.

L'apartheid, établi en 1948, repose sur le développement séparé des Blancs et des Noirs, ce qui conduit à une domination totale d'un peuple sur l'autre. Il est condamné par l'ONU en 1960. Sa richesse géologique et son positionnement stratégique vont faire de l'Afrique du Sud un allié des États-Unis dans l'affrontement multipolaire avec les Soviétiques. La fin de la guerre froide, la pression des électeurs noirs américains et une contestation de plus en plus forte de l'opinion internationale vont amener l'Afrique du Sud à démanteler l'apartheid.

Le leader historique de l'African National Congress (ANC), Nelson Mandela, est libéré en 1990. Il prône une politique de réconciliation avec les Blancs et est élu premier président noir de l'Afrique du Sud en 1994. L'Afrique du Sud, qui était isolée, renoue avec les autres pays du continent africain. Une commission « Vérité et réconciliation » est mise en place pour établir la vérité sur la politique de l'apartheid mais sans esprit de vengeance.

Thabo Mbeki va succéder à Nelson Mandela de 1999 à 2008, puis sera remplacé par Jacob Zuma.



La polémique

Un tiers des Blancs a choisi l'exil après la fin de l'apartheid. Nombre d'entre eux sont donc restés, mais les sociétés blanche et noire demeurent socialement divisées. L'Afrique du Sud est le pays le plus développé du continent africain mais connaît des problèmes de santé publique, notamment avec l'épidémie de sida qui touche durement le pays – on estime que 20 % de la tranche d'âge 15-19 ans est atteinte – et une criminalité très forte : 19 000 morts par an et 50 000 viols officiellement recensés.

L'Afrique du Sud représente 10 % du PIB de l'Afrique subsaharienne et 25 % du total de l'Afrique. Influencée à l'origine par la pensée marxiste, l'ANC mène aujourd'hui une politique économique d'inspiration libérale.



Le diagnostic

Les défis auxquels est confrontée l'Afrique du Sud sont nombreux. La vague d'optimisme et d'enthousiasme qui a suivi le démantèlement de l'apartheid est terminée. Le retour au quotidien est moins grisant. L'Afrique du Sud sera l'hôte de la Coupe du monde de football en juin 2010. Pour la première fois, l'événement mondial le plus médiatisé sera organisé en Afrique. Il s'agit de relever le défi, notamment en termes de sécurité, pour stimuler le secteur du tourisme dans l'avenir : objectif 10 millions de visiteurs par an.

Le problème de la propriété foncière est majeur. Les Blancs possèdent encore 80 % des terres agricoles. Seules 5 % d'entre elles ont été redistribuées depuis le démantèlement de l'apartheid il y a près de 20 ans. Jacob Zuma voudrait que ce taux passe à 30 % d'ici à 2015. Mais il veut réaliser cette promesse

sans provoquer une crise avec les propriétaires blancs et éviter que ces derniers ne fuient le pays. Au Zimbabwe, où il a été également mis fin à un régime d'apartheid, le régime de Robert Mugabe dresse les Noirs contre les Blancs pour se redonner de l'espace politique et ruine un pays potentiellement riche : c'est un contre-exemple parfait.

La Coupe du monde de football va offrir à l'Afrique du Sud et à son nouveau président une visibilité exceptionnelle. Encore faut-il qu'elle soit réussie, notamment sur le plan de la lutte contre la délinquance.

AL JAZEERA



État des lieux

Chaîne de télévision satellitaire basée à Doha au Qatar, lancée le 1^{er} novembre 1996 par le cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani. Al Jazeera est venue briser le monopole des grandes chaînes satellitaires occidentales, dont CNN est le symbole, pour livrer une vision par le monde arabe des événements, internationaux notamment, du Proche-Orient et du Golfe.

D'autres chaînes ont été créées comme Al Jazeera Sport (2003), Al Jazeera Children (2005) et Al Jazeera English (2006). L'objectif était d'établir une stratégie d'influence pour ce petit émirat, riche en gaz et en pétrole, qui n'avait pas de mal à financer le budget de 150 millions de dollars et qui, en échange, bénéficiait d'un très grand prestige.



La polémique

Après les attentats du 11 Septembre, Al Jazeera a diffusé à plusieurs reprises des messages d'Oussama Ben Laden suscitant des sentiments mitigés : accusée d'être une chaîne favorable ou liée au terrorisme par les uns, elle apparaît comme une source fiable et indépendante d'informations sur les événements en cours pour les autres, la chaîne ayant interrogé de nombreuses fois des responsables américains et israéliens.

La guerre d'Irak puis la guerre du Liban ou de Gaza sont venues accroître son audience et sa respectabilité dans le monde musulman. Pendant la guerre de Gaza, elle était la seule télévision présente montrant des images particulièrement crues des destructions israéliennes. Elle est rapidement devenue une référence dans le monde arabe où elle a fait preuve d'un professionnalisme et d'une liberté de ton que ne connaissaient pas les autres chaînes nationales arabes.



Le diagnostic

Al Jazeera participe au grand mouvement de création de chaînes internationales comme CCTV pour la Chine, France 24 pour la France, BBC World qui a désormais une édition en langue arabe, Russia Today et TéléSU R pour l'Amérique latine. C'est la multipolarisation du monde par les chaînes télévisées.

CNN ou même la BBC sont accusées d'être partiales dans leur traitement du conflit du Proche-Orient et de ne pas montrer l'ampleur des destructions dues aux bombardements des aviations américaine ou israélienne. De son côté, Al Jazeera a beaucoup

contribué à façonner les opinions publiques arabes pour lesquelles elle est devenue la référence. L'émir du Qatar, malgré les différentes protestations internationales, lui a laissé une grande liberté. Il y a même des critiques peu favorables aux autres régimes arabes, le seul tabou étant les affaires intérieures du Qatar.

ALTERMONDIALISME



État des lieux

Le mouvement altermondialiste est un mouvement social informel qui conteste la libéralisation économique mondiale, reproche une montée des inégalités et l'appauvrissement d'une partie de la planète.

Le mouvement est né d'une proposition dans un éditorial du *Monde diplomatique* d'Ignacio Ramonet, en décembre 1997, de taxer les mouvements des capitaux afin de fournir une aide au développement, en reprenant l'idée d'un économiste, la taxe Tobin. Un premier forum social mondial a été organisé dans la ville de Porto Alegre en 2001, se présentant comme une sorte d'anti-Davos. La capitale de l'État brésilien du Rio Grande do Sul a été choisie car elle était emblématique d'une gestion de gauche dans un grand pays du tiers-monde. Dénommé d'abord « mouvement antimondialiste », il a été rebaptisé « altermondialiste » avec comme slogan « Un autre monde est possible ».

Parallèlement au forum social mondial se réunissent des forums sociaux régionaux. Le mouvement altermondialiste représente une multitude de courants allant des marxistes aux

anarchistes, en passant par les écologistes, bref, toute la palette de la gauche et des mouvements informels.



La polémique

Il ne s'agit pas de condamner la mondialisation en tant que telle, en ce sens qu'elle peut être porteuse d'ouverture sur les autres, de communication plus importante, mais ses dérives libérales, qui accentuent les écarts de richesse, organisent le pillage du Sud et portent atteinte à l'environnement.

La contestation est pacifique, même s'il y eut parfois des débordements violents comme lors du sommet de l'Organisation mondiale du commerce de Seattle en 1999. Les revendications portent sur la taxation des transactions financières, l'annulation de la dette des pays pauvres, le rétablissement d'un certain protectionnisme afin de protéger notamment l'agriculture des pays pauvres, le droit à la souveraineté et à la sécurité alimentaire, la protection sociale.

Le mouvement s'oppose globalement à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale.



Le diagnostic

Le mouvement altermondialiste a suscité une immense adhésion populaire, notamment dans les jeunes générations qui ont renoué avec la politique avec ce mouvement en se détournant des partis politiques traditionnels, jugés trop semblables les uns aux autres et pas assez porteurs d'espoir. L'altermondialisme s'est développé également en réaction au triomphe du capitalisme après la disparition du communisme.

Au niveau international, le sommet de la mobilisation a été atteint lors du deuxième forum social mondial de Porto Alegre en 2002. Il avait réuni 50 000 participants, 14 000 délégués, et même de nombreux membres des gouvernements s'étaient déplacés. Le forum social mondial semblait pouvoir éclipser son rival de Davos par une mobilisation exceptionnelle, à l'image d'un Woodstock politique.

En France, le succès du « non » au référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005 a été vu comme un succès d'Attac, la formation altermondialiste française, sur fond de crise des partis de gauche traditionnels. Le mouvement altermondialiste n'est pas seulement utopique, et de nombreux experts élaborent des propositions dont certaines, repoussées car trop hétérodoxes il y a quelque temps, commencent à intégrer les esprits, notamment la taxation sur les transactions financières. On peut voir également dans l'écotaxe « volontaire » sur les billets d'avion une conséquence des propositions altermondialistes.

Il y avait une volonté de proposer des solutions concrètes dans une perspective clairement orientée à gauche au problème de gouvernance économique mondiale. Le grand paradoxe, c'est que le mouvement s'est essoufflé du fait de ses divisions et de son manque de cohérence au moment même où, avec l'éclatement de la crise financière, ses thèses auraient pu prendre une ampleur nouvelle dans la société mondiale.

ANTIAMÉRICANISME



État des lieux

L'antiaméricanisme est l'opposition par principe aux États-Unis et à la société américaine. Il peut avoir des racines à droite et désapprouver le libéralisme social, le laisser-faire, la liberté des mœurs et le dynamisme modernisateur caractéristiques des États-Unis. Il peut être aussi de gauche : critique du capitalisme et du mythe de la réussite individuelle au détriment du collectif.

L'antiaméricanisme peut être alimenté par un sentiment de jalousie à l'égard de la réussite américaine. Le fait que les États-Unis soient la première puissance mondiale accentue également les critiques à leur égard. Par ailleurs, du fait même de leur poids plus important que les autres pays sur la scène internationale, ils sont plus facilement rendus responsables de ce qui ne va pas, de la crise financière au réchauffement climatique.



La polémique

Certains estiment que c'est l'opposition aux valeurs démocratiques incarnées par les États-Unis qui explique l'antiaméricanisme, notamment dans les pays musulmans, et plus largement dans les pays du Sud, ou chez les rivaux russe et chinois.

La France est particulièrement visée depuis le général de Gaulle et sa sortie spectaculaire des organes militaires intégrés de l'OTAN : on l'accuse de s'opposer par principe aux États-Unis, par jalousie pour avoir été détrônée par un autre pays prônant les valeurs universelles. L'opposition de Paris à la guerre d'Irak, en 2003, a constitué un pic d'accusations d'antiaméricanisme.

contre la France, bien que cette guerre se soit avérée un fiasco stratégique, validant a posteriori les mises en garde françaises.



Le diagnostic

S'il y a effectivement un fond d'antiaméricanisme dans de nombreuses sociétés qui reprochent aux États-Unis ce qu'ils sont, il ne faut pas confondre antiaméricanisme et opposition à la politique extérieure américaine. La plupart du temps, les mêmes qui apprécient le cinéma américain, le mode de vie américain, qui aimeraient étudier ou envoyer leurs enfants dans des universités américaines se déclarent opposés aux États-Unis du fait de la politique extérieure de ces derniers, vécue comme arrogante, unilatérale et agressive. En ce domaine, des sommets d'hostilité à la politique extérieure américaine ont été atteints lors des mandats de George W. Bush, notamment suite à la guerre d'Irak.

L'opposition dans les pays musulmans est avant tout liée au sentiment d'un « deux poids deux mesures » dans le traitement du conflit israélo-palestinien et d'un parti pris en faveur d'Israël.

Il pourrait s'agir d'une opposition à la politique américaine et non pas d'une hostilité à la société américaine en tant que telle, comme l'a montré l'enthousiasme suscité dans le monde entier par l'élection de Barack Obama, y compris et surtout dans les pays où les enquêtes d'opinion étaient les plus défavorables aux États-Unis sous George W. Bush.

Certains partisans de George W. Bush ont exagéré l'accusation d'antiaméricanisme pour expliquer les entraves et les critiques à l'égard de la politique internationale américaine. Et, vu le rejet que W. Bush a suscité aux États-Unis, il faudrait en conclure que les Américains faisaient eux-mêmes de l'anti-américanisme.

Les États-Unis, qui s'estiment porteurs de valeurs universelles, ont une vision missionnaire de leur rôle international, et confondent parfois l'opposition à leur politique, qui peut s'expliquer par une divergence d'intérêts, et l'opposition aux valeurs qu'ils défendent.

ARAFAT, YASSER



État civil

Né au Caire le 4 août 1929, Yasser Arafat entre en 1949 dans une école d'ingénieurs. En 1952 il devient président de l'Union des étudiants palestiniens. Il soutient le mouvement des officiers libres de Nasser qui renverse le roi Farouk en 1952. Il combat dans l'armée égyptienne lors de la guerre de Suez de 1956 mais réalise que les Palestiniens ne doivent pas attendre grand-chose de l'Égypte pour leur cause.

Arafat crée en 1958 le Fatah (la conquête) : l'organisation a pour but l'établissement d'un État palestinien de la Méditerranée au Jourdain, c'est-à-dire en démantelant totalement l'État d'Israël. Il veut rendre la cause de la libération de la Palestine indépendante des pays arabes car il pense qu'elle n'est pas une priorité pour eux. Il crée l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) en 1964 et commence des opérations militaires contre Israël qui seront des échecs.

La débâcle arabe pendant la guerre des Six-Jours de 1967 va le décider d'accentuer la lutte armée palestinienne. La Charte de l'OLP, adoptée en 1968, prévoit la destruction de l'État d'Israël. Les massacres de Palestiniens par l'armée jordanienne en

septembre 1970, Septembre noir, vont l'amener à se réfugier au Liban, dont il sera chassé par l'opération militaire israélienne de 1982. L'ONU reconnaît l'OLP en mai 1974 comme représentant du peuple palestinien. Yasser Arafat prend la parole en novembre devant l'Assemblée générale des Nations unies où il définit le sionisme comme une idéologie raciste, impérialiste et colonialiste, et apparaît avec une branche d'olivier, symbole de paix, et un pistolet, disant qu'il est prêt à abandonner le second pour la première.

En décembre 1988, devant l'Assemblée générale des Nations unies, il appelle à une résolution pacifique du conflit israélo-arabe. Il est reçu en mai 1989 par le président François Mitterrand. Au cours de cette visite, il va déclarer que la Charte de l'OLP est caduque et admettre de facto la reconnaissance d'Israël.

Arafat va s'allier avec l'Irak de Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe (1990-1991), ce qui va le décrédibiliser auprès de nombreux pays arabes, notamment les monarchies du Golfe. Mais cette guerre a rendu les Américains et le président George H. Bush encore plus conscients de la nécessité de résoudre le conflit israélo-palestinien afin de calmer la colère de la rue dans le monde arabe.

Il signe avec Yitzhak Rabin les accords d'Oslo le 13 septembre 1993 à Washington, sous l'égide du président Clinton. L'OLP renonce officiellement à la lutte armée contre Israël et reconnaît l'existence de cet État. En retour, Israël reconnaît l'Autorité palestinienne. Arafat reçoit avec Shimon Peres et Yitzhak Rabin le prix Nobel de la paix en 1994.

Il s'installe en Palestine, est élu président de l'Autorité palestinienne avec 87 % des suffrages. Il doit faire face à l'opposition croissante du Hamas qui estime vaine la voie de la négociation avec Israël.

En juillet 2000, le sommet de Camp David avec le Premier ministre israélien Ehoud Barak échoue, chacun accusant l'autre d'être responsable de cet échec. C'est Arafat qui en sera finalement tenu responsable, même si par la suite on découvrira que les concessions de Barak étaient insuffisantes pour être acceptées par la partie palestinienne. L'échec de Camp David et la reprise de l'Intifada, suite à une visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées, vont amener la victoire électorale de ce dernier, hostile au processus d'Oslo. Considérées comme responsables du déclenchement de la seconde Intifada et des attentats suicides, les structures de l'Autorité palestinienne seront détruites une à une et Yasser Arafat, dans une ambiance post-11 Septembre, va se trouver enfermé dans son quartier général de Ramallah et n'aura plus de contacts ni avec Israël ni avec les États-Unis. Il est vu comme l'obstacle à une véritable négociation.

Israël accepte qu'Arafat, gravement malade, soit évacué en France où il va s'éteindre dans un hôpital militaire, à Clamart, le 11 novembre 2004. Il sera inhumé à la Mouqata'a à Ramallah, en Cisjordanie.



La polémique

Rarement un responsable politique international aura-t-il suscité des commentaires aussi contradictoires. Héros national pour les uns, père de la nation palestinienne, symbole de la lutte pour l'indépendance, Arafat est pour les autres le chef d'une organisation terroriste qui n'a jamais voulu vraiment faire la paix avec les Israéliens.

Symbole du combat pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour certains, il est pour d'autres l'incarnation du mal. La plupart des Israéliens pensent qu'il n'a toujours été qu'un chef

de guerre n'ayant pas su se lancer dans une véritable négociation avec eux, et qui était plus intéressé à être le représentant d'une cause qu'un véritable chef d'État. Les Palestiniens le voient comme le père de la nation et les circonstances de sa fin de vie ont augmenté son aura en le victimisant.



Le diagnostic

Arafat a échappé plusieurs fois à la mort, mais n'a pas réalisé son rêve, voir la création d'un État palestinien. Les espoirs nés du processus d'Oslo ont été balayés après l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le tournant fut certainement l'échec du sommet de Camp David de l'été 2000. Arafat ne voulait pas s'y rendre, pensant que les conditions n'étaient pas mûres et que les Israéliens ne faisaient pas suffisamment de concessions. Clinton l'a convaincu de s'y rendre en lui promettant qu'il ne lui ferait pas porter la responsabilité d'un éventuel échec. Les négociations n'ont pas pu aboutir dans la mesure où Ehoud Barak voulait garder pour Israël une partie de la Cisjordanie et de Jérusalem, ce qui n'était pas acceptable pour Arafat. Mais alors que pour la première fois un dirigeant israélien avait cédé partiellement sur Jérusalem, au lieu de dire que les concessions d'Ehoud Barak étaient une base de départ, Arafat a claqué la porte, laissant Ehoud Barak dire qu'il n'y avait pas de partenaires palestiniens.

Cette erreur tactique va s'avérer une catastrophe stratégique permettant l'élection d'Ariel Sharon et l'anéantissement des acquis d'Oslo. Arafat a été en revanche assez réaliste pour passer d'un refus total de la reconnaissance d'Israël à l'acceptation de la création des territoires palestiniens sur uniquement 22 % du territoire de la Palestine mandataire (à l'époque du mandat britannique, avant la création d'Israël).

ARCHE DE ZOÉ



État des lieux

L'Arche de Zoé est une association française fondée par Éric Breteau, un pompier d'Argenteuil, pour venir en aide aux enfants victimes du tsunami du 26 décembre 2004 en Indonésie dans la région de Banda Aceh.

En 2007, sur fond de grandes mobilisations médiatiques en faveur du Darfour, l'association lance un programme destiné à sauver 10 000 enfants du Darfour en proposant à des familles d'accueil de prendre en charge un orphelin de moins de 5 ans pouvant à terme donner lieu à une adoption plénière. En septembre, une délégation de l'association part au Tchad, enregistrée sous le nom de Children Rescue en Europe : 1 300 familles, principalement françaises, auraient versé entre 3 000 et 6 000 euros pour recevoir un enfant. Elle gère un centre de soins où les enfants sont amenés.

Le 25 octobre 2007, les autorités tchadiennes arrêtent à Abéché 9 Français de l'Arche de Zoé qui s'apprêtaient à prendre l'avion avec 103 enfants. Ils sont accusés d'enlèvement d'enfants par le président tchadien Idriss Déby, et même de vouloir alimenter des réseaux pédophiles et de trafic d'organes. Une enquête menée par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, l'Unicef et la Croix-Rouge internationale démontrera que 85 % des enfants que voulait emmener l'Arche de Zoé n'étaient pas orphelins et que la plupart étaient Tchadiens.

Ils seront condamnés le 21 décembre 2007 par la Cour criminelle de N'Djamena à 8 ans de prison et à une amende de 6,5 millions d'euros à payer aux familles des enfants. Extradés

en France, ils seront libérés le 31 mars 2008, suite à une grâce présidentielle accordée par Idriss Déby.

La polémique

Au départ, les membres de l'Arche de Zoé ont été quasi-unaniment soutenus en France, car on les voyait comme des idéalistes peut-être inorganisés, peut-être peu au fait des procédures, mais ayant eu le mérite de prendre des risques personnels pour sauver la vie d'enfants dans le cadre d'un préjugé favorable pour l'ingérence et d'une sensibilité par rapport au drame du Darfour. Par la suite, les ambiguïtés des membres de l'association et des responsables sont venues très largement atténuer ce soutien.

En Afrique, cela a été perçu comme la preuve d'une arrogance occidentale de pouvoir penser, a priori, que des enfants seraient plus heureux, y compris sans leurs parents, s'ils vivaient dans le monde occidental. Et de ce comportement, fût-ce au nom de bons sentiments, comme à l'époque coloniale où les Blancs pouvaient s'affranchir du respect de toute règle.

Le diagnostic

L'Arche de Zoé illustre parfaitement les limites du débat caricatural sur l'ingérence. Vue comme une aventure généreuse au Nord, elle est perçue comme un néocolonialisme et une volonté de domination au Sud. L'objectif humanitaire est a priori sympathique et on en arrive à penser que la fin justifie les moyens, que l'homme blanc a raison par rapport à l'homme noir, qu'il sait mieux que lui ce qui peut être fait pour son bien. Cela montre aussi que, malgré le sérieux des grandes institutions et ONG humanitaires, une bonne volonté initiale peut se transformer en

une soif extrême de médiatisation, au-delà de toute raison et au nom d'une bonne cause. Éric Breteau se prenait certainement pour le nouveau Bernard Kouchner.

Cette aventure est également liée au débat sur le Darfour. À partir de 2006, un certain nombre d'organisations américaines ont mis en avant le drame du Darfour en le qualifiant de génocide. Cette thématique a été reprise en France où une réunion sous la houlette de Bernard Kouchner et Bernard-Henri Lévy avait invité l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle de 2007 à se prononcer en faveur d'une intervention au Darfour. Cependant, même si la guerre continuait, les génocides avaient cessé, le plus fort des massacres ayant été commis 3 ans auparavant. Mais comme l'a fait remarquer l'ancien président de Médecin sans frontières, Rony Brauman, à partir du moment où on communique sur le thème du génocide, tout peut être mis en œuvre pour sauver quelques enfants, il ne faut pas s'embarrasser du respect des procédures.

La vraie question est : l'Arche de Zoé est-elle un dysfonctionnement ridicule d'un principe valable, celui de l'ingérence humanitaire, ou bien dévoile-t-elle l'arrière-fond colonialiste de ce principe en le poussant à l'extrême ?

ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE



État des lieux

Cette catégorie d'armes regroupe des armes nucléaires, chimiques et bactériologiques. Elles sont de nature à provoquer des

destructions physiques et matérielles particulièrement importantes. Le concept a été élaboré aux États-Unis sous l'appellation de *weapons of mass destruction*. La diffusion des connaissances scientifiques et technologiques facilite de plus en plus leur fabrication ou leur acquisition.

C'est parce que l'on soupçonnait l'Irak de vouloir développer des armes de destruction massive que les États-Unis ont déclenché une guerre à son encontre en 2003.

La polémique

La possession de ce type d'armes soit par des États voyous, soit par des groupes infra-étatiques terroristes est régulièrement mise en avant comme étant l'une des menaces principales pesant sur la sécurité internationale. On craint que les nouveaux acquéreurs n'aient pas la même retenue que les pays développés qui en possèdent depuis longtemps et en fassent un usage incontrôlé.

Cette crainte a été renforcée après les attentats du 11 Septembre où l'un des principaux arguments avancés était « Que se serait-il passé si al-Qaïda avait disposé d'armes nucléaires ? »

Le diagnostic

La catégorie d'armes de destruction massive, terme rentré désormais dans le langage courant, n'est pas cohérente d'un point de vue stratégique. On met dans la même catégorie des armes nucléaires, qui sont avant tout des armes de dissuasion, ainsi que les armes chimiques et biologiques, qui sont, elles, des armes d'utilisation.

C'est surtout la possession de ce type d'armes par des pays du Sud qui est mise en avant parce qu'elles ont un pouvoir égalisateur vis-à-vis des puissances développées. C'est bien parce que l'Irak n'avait pas ce type d'armes qu'une guerre a pu être menée contre lui, ce qui n'aurait pas été possible car trop dangereux s'il en avait possédé.

Par ailleurs, les différents conflits récents montrent que des destructions de masse (y compris jusqu'au génocide dans le cas du Rwanda et des crimes de guerre ou contre l'humanité dans de nombreux autres conflits) peuvent tout à fait être causées par des armes conventionnelles ou classiques.

ARMSTRONG, LANCE



État civil

Né le 18 septembre 1971 à Plano (Texas), Lance Armstrong devient cycliste professionnel en 1992. En 1993, il gagne le titre de champion du monde de cyclisme sur route à Oslo.

Il est classé 9^e cycliste mondial en 1996 lorsqu'il doit interrompre sa carrière, car il souffre d'un cancer des testicules. Armstrong réussit à vaincre la maladie et, mieux encore, alors qu'on le croyait perdu pour le sport de haute compétition, il signe un contrat professionnel avec l'équipe américaine US Postal en 1998. Parallèlement, il crée une fondation contre le cancer la Lance Armstrong Foundation également appelée « Live Strong ».

Il gagne son premier Tour de France en 1999, épreuve qu'il va remporter sept fois d'affilée, ce qui constitue le record absolu de

l'épreuve. Il interrompt sa carrière à l'issue de sa septième victoire en 2005. En septembre 2008, il annonce vouloir reprendre sa carrière et refaire un autre Tour de France en 2009. Il ne remportera pas ce Tour, gagné par son coéquipier Alberto Contador, mais finira à la troisième place.

(6) **La polémique**

Lance Armstrong a été l'objet de nombreuses accusations et suspicions de dopage. Lors de sa première victoire, il avait été contrôlé positif aux corticoïdes mais avait bénéficié d'un certificat médical présenté a posteriori.

Dans un livre publié par deux journalistes, Pierre Ballester et David Walsh, en 2004, *L.A. Confidential*, il est fait état de doutes de la part de son ancienne masseuse et d'anciens coéquipiers. Le 23 août 2005, le journal *l'Équipe* publie une enquête dans laquelle il est révélé que six échantillons d'urine de Lance Armstrong datant de l'épreuve cycliste de 1999 contenaient de l'EPO. Armstrong a toujours nié ces accusations, les mettant sur le compte de la jalousie et arguant du fait qu'au cours de sa carrière il n'avait jamais été contrôlé positif.

Le diagnostic

Lance Armstrong est extrêmement populaire aux États-Unis où sa lutte – et sa victoire – contre le cancer servent de modèle et d'espoir pour ceux qui souffrent de cette maladie. Il a noué une relation de proximité avec George W. Bush, adepte du cyclisme et texan comme lui. Lance Armstrong a dominé le cyclisme pendant une décennie sans jamais être réellement populaire en Europe.

Aux États-Unis, le cyclisme n'est pas un sport majeur, et Lance Armstrong y est plus populaire pour son combat contre le cancer que pour ses victoires sportives. En Europe, il agace, son caractère hautain et relativement cassant, ainsi que ces victoires à répétition y étant pour beaucoup. Curieusement, il n'a jamais été considéré comme quelqu'un de chaleureux et d'humain en Europe, et sa victoire contre le cancer n'a pas suscité le même courant de sympathie qu'aux États-Unis.

Homme des courses d'un jour avant sa maladie, il est devenu le roi incontesté des courses d'étapes qui demandent beaucoup plus d'endurance, ce qui a alimenté les rumeurs de dopage. Il avait des rapports ambivalents avec la France puisque c'est sur le Tour de France, épreuve cycliste reine, qu'il a construit sa renommée. Cependant, il a toujours reproché aux Français de lui mettre des bâtons dans les roues par antiaméricanisme, sentiment qui s'exacerbe par sa proximité avec Bush, peu populaire en Europe après la guerre d'Irak.

L'argument de l'anti-américanisme peut paraître non pertinent car les mêmes Français éprouvaient pourtant une très grande sympathie pour son prédécesseur Greg Lemond et l'avaient même applaudi lorsqu'il avait battu de 8 secondes le Français Laurent Fignon dans le Tour de France. Lemond apparaissait aux Français comme sympathique et humain. Greg Lemond s'est d'ailleurs plaint des manœuvres d'intimidation de Lance Armstrong à son égard lorsque lui-même a émis des doutes sur les performances de son compatriote.

En 2009, dans un second livre intitulé *Le sale tour*, Pierre Ballester et David Walsh affirment que le retour de Lance Armstrong dans le peloton est avant tout une affaire économique et politique. Il songerait à se présenter aux élections de gouverneur du Texas en 2014. Ils révèlent par ailleurs que

son combat contre le cancer n'est pas tout à fait désintéressé. Il se ferait payer 200 000 dollars par conférence (le double de Bill Clinton !), somme qu'il garde pour lui et ne reverse pas à sa fondation.



जकार्य सानिपर मास्यमिभ विर

विला मरु

BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE



État des lieux

Crée le 1^{er} juin 1998, afin de définir la politique monétaire commune de l'Union européenne, la Banque centrale européenne (BCE) est basée à Francfort. Elle définit les grandes orientations de la politique monétaire de la zone euro et est indépendante des gouvernements. Elle a repris la mission des banques centrales nationales d'émettre la monnaie et détient les réserves de change des États membres.

Le président de la Banque centrale européenne est depuis le 1^{er} novembre 2003 le Français Jean-Claude Trichet, ancien gouverneur de la Banque de France. Le directoire comprend, outre le président, le vice-président et quatre autres membres, choisis d'un commun accord par les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro. Le Conseil des gouverneurs élit l'ensemble des gouverneurs des différentes banques centrales nationales.



La polémique

La BCE a longtemps maintenu des taux d'intérêt hauts, ce qui avait pour effet de peser sur la croissance économique et lui a valu de nombreuses critiques.

Le souci majeur de la BCE est la stabilité des prix et le combat contre l'inflation. On lui reproche d'être trop concentrée sur cet objectif et de négliger la lutte contre le chômage ou la

stimulation de la croissance. La crise financière de l'automne 2008 l'a amenée à rompre avec cette orthodoxie et à fixer son principal taux directeur à 1,25 %. L'indépendance de la Banque centrale européenne est garantie par l'article 108 du traité de l'Union européenne.



Le diagnostic

Il est souvent proposé que la BCE soit contrôlée par les élus politiques, ce qui est vigoureusement refusé par les Allemands, qui ont longtemps gardé en tête la bonne tenue du Mark : cela a impliqué une très bonne santé économique du fait de la politique de la Banque centrale allemande hantée par les errements monétaires de la période de la république de Weimar. Ainsi, l'Allemagne était extrêmement attachée au Mark, symbole non seulement de sa puissance économique mais également de son enracinement démocratique.

L'Allemagne a accepté de renoncer au Mark pour entrer dans la zone euro afin de montrer sa bonne volonté européenne. Mais elle n'y a renoncé qu'en échange de la garantie de l'indépendance totale de la Banque centrale européenne.

Autre critique récurrente envers la BCE : la technocratie, qui ne prend pas en compte les réalités humaines de ces décisions économiques.

En France, elle est aussi bien critiquée par Nicolas Sarkozy que par la gauche et les altermondialistes qui réclament la mise en place d'un contrôle politique sur la BCE, ce qui constitue une pomme de discorde persistante avec Berlin.

BANQUE MONDIALE



État des lieux

Créée le 27 décembre 1945 sous le nom de Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), dans la lignée des accords de Bretton Woods, la Banque mondiale a été fondée pour aider l'Europe à se reconstruire après la Seconde Guerre mondiale.

Dans les années 1960, en raison des différents mouvements d'indépendance qui secouent le monde, elle se donnera pour objectif d'aider au décollage économique des pays en voie de développement africains, asiatiques ou latino-américains. Après la chute du rideau de fer, elle aidera également les pays de l'Est européen.

Récemment, la Banque mondiale a mis l'accent sur la réduction de la pauvreté et non plus sur la seule croissance économique. Par un accord tacite entre puissances occidentales, son président est désigné par les États-Unis, principal actionnaire de la banque.

Le sommet du G20, réuni à Londres en avril 2009 pour lutter contre la crise financière, a vu, pour la première fois, la Chine devenir pays contributeur. La Banque mondiale compte aujourd'hui 10 000 employés.



La polémique

Influencée, dans les années 1960 et 1970, par l'idéologie keynésienne selon laquelle les gouvernements ont un rôle à jouer dans la relance économique par les dépenses publiques, la Banque

mondiale a été marquée par la révolution libérale des années 1980. Elle fut très critiquée suite au Consensus de Washington au début des années 1980 pour imposer des politiques d'ajustement structurel aux pays qui recevaient son aide.

La lutte contre les déficits publics et la croyance en la toute-puissance du marché, alors que l'État était accusé de mal faire (ou de ne pas savoir faire), avaient conduit à imposer la diminution des budgets publics, y compris les dépenses d'éducation et de santé, ainsi que la fin des subventions aux produits de première nécessité, y compris alimentaires.

Les mouvements altermondialistes et les ONG accusent la Banque mondiale de satisfaire davantage les besoins des firmes multinationales que les populations. On accuse son action d'avoir été dès lors préconditionnée par l'exigence de la libéralisation des mouvements de capitaux et la réduction des déficits budgétaires.



Le diagnostic

Récemment, le FMI et la Banque mondiale ont admis que les mesures d'ajustement structurel dans les pays en développement devaient s'accompagner d'un volet social.

Si le principe est que la croissance économique est au centre du développement et doit permettre la réduction de la pauvreté, il est désormais reconnu qu'une politique de redistribution et de réduction des inégalités peut avoir un effet positif sur la croissance générale.

BENETTON



État des lieux

La famille Benetton a fondé la marque United Colors of Benetton en 1965 à Trévise en Italie. Le premier magasin a été ouvert en 1968. Aujourd'hui, on en compte 5 500 dans 120 pays. Le groupe réalise un bénéfice de 2 milliards d'euros par an.

Il s'est diversifié au point que l'habillement ne représente plus que 30 % du chiffre d'affaires de l'entreprise, le reste venant de la restauration rapide, de la gestion de gares ou d'aéroports et de centres commerciaux.



La polémique

Benetton a fait une entrée fulgurante sur le marché mondial de l'habillement grâce à une politique particulièrement agressive de communication. Le photographe Oliviero Toscani, auquel les dirigeants ont donné carte blanche dans les années 1990, a joué sur les émotions du public avec des images fortes, voire choquantes et sans liens avec les produits vendus : un mourant du sida, un pantalon et une chemise ensanglantés pendant la guerre de Bosnie. Alors directeur commercial de la firme, Flavio Briatore expliquait qu'il avait choisi de créer la polémique : « 50 % vont trouver ça génial, 50 % vont trouver ça horrible, mais en attendant tout le monde parlera de Benetton. ».

Par ailleurs, Michael Schumacher a gagné ses premiers grands prix en pilotant une voiture Benetton.



Le diagnostic

Le groupe Benetton a également été critiqué pour une tentative d'achat de territoires appartenant à des Indiens Mapuche en Patagonie et pour avoir eu l'intention de placer des micropuces sur leurs produits pour un meilleur suivi de leurs inventaires.

L'utilisation d'images agressives dans les publicités a succédé à la première façon de communiquer de Benetton qui montrait des enfants de toutes races et de toutes couleurs rassemblés dans la bonne humeur. Le groupe véhiculait alors une image de tolérance raciale et de vouloir vivre ensemble au point que « United Colors of Benetton » est devenu une expression commune pour désigner un rassemblement cosmopolite, multiracial et multiculturel harmonieux. Le revirement a été radical !

BEN LADEN, OUSSAMA



État civil

Né le 10 mars 1957 à Riyad en Arabie saoudite dans une famille de riches entrepreneurs, proche de la famille royale Ibn Saoud, Oussama Ben Laden entame des études techniques et commerciales à l'université de Djedda avant d'intégrer en 1970 l'entreprise familiale.

À la demande des chefs des services secrets de l'Arabie saoudite, le prince Turki al-Fayçal, il organise l'envoi de moudjahidin saoudiens en Afghanistan, alors en guerre contre l'URSS dans les années 1980, qu'il forme militairement et idéologiquement. Il va travailler de concert avec la CIA et, sur place, avec Gulbuddin

Hekmatyar, un chef fondamentaliste afghan. Après le retrait soviétique de l'Afghanistan et l'arrêt des soutiens logistiques saoudiens et américains, il rentre en Arabie saoudite. Ben Laden va s'élever contre la présence et le stationnement de militaires américains à l'occasion de la guerre du Golfe de 1990-1991, proposant que les moudjahidin qu'il a formés s'occupent de la sécurité du pays et qu'on ne permette pas la présence de militaires étrangers sur les terres où se trouvent les lieux saints de l'islam. Il sera privé de sa nationalité saoudienne en avril 1994.

Avec des aides privées, Ben Laden finance massivement les camps d'entraînement des islamistes radicaux et est soupçonné d'être impliqué dans le financement du premier attentat contre le World Trade Center de 1992 et d'une tentative d'assassinat du président égyptien Hosni Moubarak en 1995. Il se réfugie en Afghanistan en 1996 après que les talibans y ont pris le pouvoir et établit une alliance avec leur chef, le mollah Omar. Il est accusé d'être le responsable des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en août 1998. Interpol lance un premier mandat d'arrêt international contre lui en avril 1998. Avec les attentats du 11 septembre 2001, il devient l'ennemi public numéro un.

La polémique

Ben Laden incarne le terrorisme international, lui et son organisation al-Qaida. Il représente le fondamentalisme religieux, la haine de l'Occident, le rejet de la démocratie et des libertés. Si une partie du monde musulman et du Sud a vu en lui un nouveau héros qui défie l'hyperpuissance américaine et s'est projetée sur lui par une sorte de volonté de revanche collective, d'autres l'accusent, de façon fantasmatique, d'être toujours contrôlé par la

CIA et de servir de chiffon rouge afin de perpétuer la domination américaine sur le monde arabe. Les États-Unis ont offert 25 millions pour sa capture.

Le fait qu'il ait échappé à toutes les tentatives d'arrestation ou de mise à mort depuis 2001 entretient la double légende d'un homme surpuissant qui défie les Américains ou qui, au contraire, a signé un pacte avec eux.



Le diagnostic

Ben Laden n'est pas à la tête d'une « Internationale terroriste » surpuissante, al-Qaida étant plutôt considérée comme une sorte de franchise à laquelle se rattachent plusieurs groupes, inspirés par la même idéologie, mais ne coordonnant pas forcément leurs actions par un commandement central. Bref, al-Qaida n'est pas le pacte de Varsovie du terrorisme.

Ben Laden apparaît régulièrement dans des vidéos diffusées par la chaîne Al Jazeera. S'il incarne « l'Islam religieux », il n'est pas considéré comme un grand théologien. Son programme est avant tout politique et son agenda réel – au-delà de ses appels en faveur du peuple irakien pendant l'embargo de 1991 à 2003, puis pendant la guerre contre les États-Unis ou son soutien affiché à la cause palestinienne – concerne l'Arabie saoudite, le départ des troupes américaines et le renversement de la monarchie.

S'il n'a jamais revendiqué officiellement les attentats du 11 Septembre, il a laissé entendre à plusieurs reprises qu'il en était le maître à penser et s'en est félicité.

Alors que Ben Laden voulait affaiblir la puissance stratégique américaine et leur présence militaire dans le Golfe, son action a eu pour effet de les renforcer, de desservir l'image des musulmans ainsi que la cause palestinienne et de limiter les

marges de manœuvre de l'Arabie saoudite face à Washington. Sa chance a été d'avoir eu comme principal adversaire politique après les attentats du 11 Septembre George W. Bush, car, sur le long terme, c'est sa réaction – la guerre d'Irak – qui, à son tour, a affaibli les États-Unis.

BERLUSCONI, SILVIO



État civil

Silvio Berlusconi est né le 25 septembre 1936 à Milan et est issu d'une famille de la classe moyenne. Après des études de droit, il devient brièvement musicien et entame une première carrière dans l'immobilier. Il va se lancer dans l'industrie des médias à partir de 1976 avec la création d'une petite chaîne locale.

En 1978, il fonde le groupe Fininvest avec des fonds dont l'origine reste inconnue aujourd'hui et y mène un système de réseau national de chaînes locales. L'abolition du monopole de la chaîne publique Rai lui permettra de lancer la première chaîne privée d'Italie, Canale 5, et de bâtir un groupe d'envergure internationale. Il va multiplier les contacts avec le milieu politique, ce qui lui permet de faire adopter des législations favorables à son groupe.

Berlusconi rachète en 1986 le club Milan AC dont il va faire l'une des meilleures équipes européennes. Le football et la télévision seront deux instruments majeurs de sa popularité.

En 1994, il fonde le parti de centre droit Forza Italia reprenant le slogan des supporters de l'équipe nationale italienne sur

fond de remise en cause des partis classiques existants, après le scandale « mains propres » (*mani pulite*) qui a touché la plupart des partis politiques pour faits de corruption. Il s'allie avec la Ligue du Nord, parti populiste de droite, ce qui lui permet de remporter les élections législatives et de devenir président du Conseil en mai 1994. La coalition qu'il dirige ne résiste pas longtemps à l'exercice du pouvoir et il doit quitter le gouvernement : de nouvelles élections amènent une coalition de centre gauche aux commandes de l'État.

Berlusconi devient en juin 2001 le nouveau chef du gouvernement après une campagne prônant une réduction massive des impôts. Il va, alors que les Italiens y sont hostiles, lancer l'Italie aux côtés des États-Unis dans la guerre contre l'Irak. Il perd de nouveau le pouvoir en 2006 pour le regagner en 2008.

La polémique

Silvio Berlusconi a une réputation sulfureuse. L'origine de sa fortune est toujours restée inconnue, pour ne pas dire douteuse, et il est accusé d'avoir régulièrement entamé un bras de fer avec la justice pour défendre ses intérêts personnels alors qu'il était président du Conseil. Excellent communicant, il a pour surnom Sua Emittenza (« Son Émittence », en rapport avec ses télévisions, et non « Son Éminence » comme cela est parfois dit à tort). Berlusconi séduit autant qu'il irrite. On l'a même accusé de s'être lancé en politique afin d'obtenir une immunité et de sauver ses intérêts.

Un nouveau scandale a éclaté en avril 2009, lorsque son épouse a réclamé le divorce en déclarant que Silvio Berlusconi avait des relations avec une jeune actrice mineure, Noemi

Letizia. Cela n'a pas empêché Berlusconi d'être en tête (bien qu'en baisse) pour les élections européennes de juin 2009.

Devenu l'homme le plus riche de l'Italie avec une fortune estimée à 12 milliards de dollars, il est également accusé, sans preuve, d'entretenir des relations avec la Mafia. Le très libéral et très sérieux journal *The Economist*, qui reflète les vues du milieu des affaires, s'est plusieurs fois élevé contre Berlusconi.



Le diagnostic

En matière de politique étrangère, après les attentats du 11 Septembre, Berlusconi a, à de nombreuses reprises, assez maladroitement parlé de la supériorité de la civilisation occidentale sur les autres. Il s'est très fortement engagé aux côtés de George W. Bush dans la guerre d'Irak et, à partir de 2008, n'a pas hésité à mettre en place des législations jugées xénophobes, surfant sur le sentiment de crainte au sujet de l'immigration. Ses déclarations, à deux reprises, sur le « bronzage » de Barack Obama ont été perçues comme un dérapage volontaire.

Il entretient néanmoins d'excellentes relations avec Vladimir Poutine et les dirigeants russes et réussit, pour le meilleur et pour le pire, à incarner l'Italie à l'étranger et avoir rendu son pays plus présent sur l'échiquier international, même si cela lui vaut de nombreuses critiques.

BENOÎT XVI, voir Ratzinger

BETANCOURT, INGRID



État civil

Ingrid Betancourt est née le 25 décembre 1961 à Bogotá en Colombie, dans une famille influente et aisée. Son père a été ministre de l'Éducation, puis ambassadeur de Colombie à l'Unesco puis à Paris : sa mère est sénatrice. Elle fait ses études à Sciences Po Paris où elle aura pour professeur Dominique de Villepin. Elle se marie avec Fabrice Delloye, un Français avec lequel elle aura deux enfants. Elle dispose alors de la double nationalité française et colombienne.

Ingrid Betancourt divorce en 1990 et rentre en Colombie. Elle est élue députée en 1994 et crée son parti, Oxygène vert, en 1998, date à laquelle elle est élue sénatrice. La même année, elle se remarie avec Juan Carlos Lecompte, un homme politique colombien. Elle fait campagne contre la corruption et se présente aux élections présidentielles.

Alors qu'elle se trouve dans une zone où la guérilla des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) est fortement présente et malgré les avertissements des forces de sécurité, elle est enlevée le 23 février 2002. Des comités de soutien se créent alors en sa faveur, notamment en France où elle fera l'objet d'une campagne de solidarité hautement médiatisée. Alors que des nouvelles contradictoires parviennent sur son état de santé, allant jusqu'à évoquer sa mort, elle est libérée par l'armée colombienne le 2 juillet 2008. Elle retrouve sa famille à Bogotá le lendemain puis s'envole pour Paris en compagnie de Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, pour

être reçue à l'Élysée par Nicolas Sarkozy, puis par la suite par le pape Benoît XVI.

La polémique

Ingrid Betancourt est devenue un symbole, celui du courage en politique, du combat des femmes et du combat contre les prises d'otages. C'était le combat d'une femme politique et d'une mère de famille. Elle est devenue une figure mondiale, du moins dans le monde occidental. Sa famille et ses proches ont longtemps reproché au président colombien Álvaro Uribe de retarder sa libération en adoptant une attitude intransigente vis-à-vis des FARC.

Différents moyens ont été utilisés pour tenter de la libérer avec, en point d'orgue, l'envoi par la France sur ordre de Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, d'un avion militaire destiné à l'exfiltrer : l'avion ayant dû se poser au Brésil, qui n'en avait pas été informé, cela a provoqué une crise politique entre les deux pays. Le président vénézuélien Hugo Chávez a également été sollicité pour servir d'intermédiaire avec les FARC.

Différentes vidéos diffusées par les FARC ont montré Ingrid Betancourt affaiblie et ont renforcé le courant de sympathie autour d'elle. Lors de son élection, Nicolas Sarkozy en a fait un exemple en disant qu'il ferait tout pour la libérer, la désignant comme symbole politique du respect des droits de l'homme, qu'il voulait mettre en place. Le bruit médiatique fait autour de sa captivité a peut-être contribué à retarder sa libération en augmentant sa valeur aux yeux des preneurs d'otages. L'annonce de sa libération a suscité des suspensions de programmes et des éditions spéciales dans tous les médias français.



Le diagnostic

La cote d'Ingrid Betancourt, icône incontournable en France, est moins élevée dans les autres pays occidentaux et également en Colombie. Alors que l'enlèvement de personnalités est monnaie courante en Colombie, c'est son statut social et la mobilisation de ses proches qui en ont fait une cause tout à fait à part en France.

Son image souffre toutefois du récit fait par ses compagnons de détention, notamment le livre *Out of captivity*, écrit par trois ex-co-otages d'Ingrid Betancourt qui dressaient le portrait d'un personnage égoïste, orgueilleux et arrogant. Clara Rojas, sa directrice de campagne qui avait été enlevée avec elle, a également publié un livre où Ingrid Betancourt est critiquée.

Alors que tous les comités de soutien et sa famille incriminent l'action d'Uribe, c'est une des premières personnes qu'elle a remerciées à sa descente d'avion... avec Dieu.

BLAIR, TONY



État civil

Né le 6 mai 1953 à Édimbourg en Écosse, Tony Blair étudie le droit, devient avocat et rejoint le Parti travailliste (Labour Party) en 1975. Il devient porte-parole du parti sur les questions économiques et sociales

Élu député pour la première fois en 1983, Tony Blair veut faire renouer le Labour Party avec l'exercice du pouvoir. À la mort du leader du Parti travailliste John Smith, il prend avec

l'aide de Gordon Brown, le 21 juillet 1994, la tête d'un Parti travailliste jusque-là régulièrement battu par les conservateurs et Margaret Thatcher aux élections. Il veut mettre fin à une dérive du Parti travailliste qu'il juge gauchiste et le ramener au centre afin de revenir aux affaires : c'est le « New Labour ». Il remporte les élections législatives de mai 1997, devenant à 41 ans le plus jeune Premier ministre britannique depuis 1812. Il sera également le Premier ministre travailliste le plus longtemps en exercice pour avoir remporté trois élections législatives successives (1997, 2001, 2005). Il démissionne le 27 juin 2007, laissant le gouvernement et le Parti travailliste à Gordon Brown.

Tony Blair est alors nommé représentant du Quartet au Moyen-Orient (Union européenne, ONU, États-Unis, Russie). Il rejoint la banque privée d'investissement Morgan Chase et donne des conférences fort bien rémunérées, ses revenus annuels pour 2008 s'élevant à 7 millions de livres. De confession anglicane, Tony Blair s'est converti au catholicisme le 21 décembre 2007.

La polémique

Tony Blair a dénoncé l'attitude protestataire et gauchiste du Labour Party avant qu'il n'en prenne la tête. Il entend incarner une troisième voie entre capitalisme et socialisme. Il va donc mener une politique de réformes allant dans le sens du libéralisme économique, mettant en place, par exemple, l'indépendance de la Banque d'Angleterre.

Le 10 avril 1998, l'Accord du Vendredi saint à Belfast ouvre la perspective de la fin de la guerre en Irlande du Nord. Ce sera son plus grand succès diplomatique. Mais sa place dans

l'histoire restera ternie par son soutien et sa participation à la guerre d'Irak, qui se révélera un fiasco. En effet, après un rapprochement avec la France lors du sommet de Saint-Malo sur la défense européenne en décembre 1998, Tony Blair va s'opposer à Paris et à Berlin sur la question de la guerre d'Irak en 2003. Si la participation de la Grande-Bretagne à la guerre du Kosovo, en 1999, n'a pas été critiquée, il n'en ira pas de même avec ce nouveau conflit. Après les attentats du 11 septembre 2001, Tony Blair soutiendra inconditionnellement les États-Unis et leur guerre contre le terrorisme. On lui reproche un trop grand suivisme à l'égard de George W. Bush. On l'accuse par la suite non seulement d'avoir pris une mauvaise décision, mais aussi d'avoir menti en modifiant des documents sensés prouver l'existence d'armes de destruction massive en Irak.

Cependant, le Royaume-Uni connaît une réussite économique durant cette période, le chômage passant en dessous de la barre des 5 %. De plus, au début de son troisième mandat, Tony Blair va encore remporter un succès en obtenant pour Londres les jeux Olympiques de 2012. Mais ces succès seront immédiatement ternis par les attentats du 7 et du 21 juillet 2005, faisant 56 morts et blessés. Ce sont les attentats terroristes les plus meurtriers que Londres ait jamais connus. 64 % des Britanniques considéreront qu'il y a un lien entre ces attentats et la guerre d'Irak.



Le diagnostic

Très critiqué, Tony Blair fut affublé de différents sobriquets : Nelson Mandela l'a qualifié de ministre des Affaires étrangères des États-Unis et les Britanniques lui ont donné le surnom de caniche (*poodle*) de George W. Bush. Cependant, Tony Blair

a été extrêmement populaire : jeune, moderne (lorsqu'il arrive à Downing Street, sa femme, mère de trois enfants, travaille comme avocate et un quatrième enfant naîtra au cours de son mandat), énergique, très à l'aise dans l'exercice médiatique et donnant l'image de la modernité. Les citoyens britanniques, pourtant proaméricains, commenceront à trouver que la Grande-Bretagne ne reçoit pas grand-chose en échange de son soutien total et inconditionnel à la politique américaine.

Ce qui apparaissait comme des qualités sera pris ensuite comme des défauts. Bon communicant, Tony Blair passera pour un manipulateur d'opinion. Considéré comme pro-européen initialement, il n'a réussi ni à faire adopter l'euro, ni à faire de la Grande-Bretagne une locomotive de l'Europe du fait de son tropisme ultra-proaméricain au moment où les États-Unis étaient dirigés par George W. Bush. Son alliance avec le président va-t-en-guerre entouré de néoconservateurs a été jugée contre nature.

Tony Blair a justifié son engagement auprès des États-Unis en affirmant que cela permettait à Londres d'influencer la politique de Washington. C'est la base de la « relation spéciale » anglo-américaine. Mais, avec un gouvernement aussi caricaturalement unilatéral que celui de George W. Bush, il n'a pu exercer aucune influence sur lui. Entre Bush et Blair, la « relation spéciale » s'est traduite par un alignement inconditionnel de Londres. Cette relation sans aucun retour ni contreparties a été jugée inadmissible par les Britanniques, pourtant pro-américains, et a fait échouer sa candidature à la présidence de l'Union européenne.

BOEING



État des lieux

Le 15 juillet 1916, William E. Boeing et George C. Westervelt créent la firme B & W d'après leurs initiales, rebaptisée un an plus tard Boeing Airplane Company. En 1934, Boeing est devenue un géant économique qui fabrique des avions, des moteurs, qui transporte le courrier, s'occupe des aéroports et assure même de nombreuses lignes aériennes. La Seconde Guerre mondiale sera une aubaine pour la firme, qui construit, avec un taux important de profits, de nombreux avions militaires. Le gros porteur 747 (le célèbre « Jumbo Jet » mis en service en 1969) a été le symbole à la fois de ses performances technologiques et de sa rentabilité économique.

En 2008, le chiffre d'affaires de Boeing a été de 61 milliards de dollars pour 2,7 milliards de bénéfices. La firme emploie 162 000 personnes à travers le monde : son activité est à moitié militaire et à moitié civile. Ses ventes sont concentrées en Amérique du Nord (64 %) et en Asie (21 %) et atteignent seulement 9 % en Europe du fait de la concurrence d'Airbus.



La polémique

Boeing est un géant de l'industrie aéronautique qui a, au fur et à mesure, éliminé ses concurrents américains comme McDonnell Douglas.

Boeing et Airbus se livrent une lutte sans merci. Boeing accuse Airbus d'être subventionnée par les États de l'Union européenne, alors qu'Airbus estime que Boeing jouit, pour sa

part, des facilités des commandes militaires américaines, elles aussi de nature étatique.



Le diagnostic

Boeing est, avec Coca-Cola, McDonald's ou CNN, l'un des symboles de la puissance et du rayonnement américains. Boeing mène un lobbying extrêmement efficace au sein du Congrès américain. En mars 2003, l'US Air Force avait annoncé que le consortium EADS Network, dont fait partie Airbus, avait gagné l'appel d'offres pour remplacer une flotte de 180 avions ravitailleurs en vol pour 35 milliards de dollars. Boeing avait saisi la Cour des comptes pour faire casser cette décision.

Boeing est souvent pointée du doigt pour le non-respect de l'environnement. Elle serait, selon l'université de Massachusetts, le 13^e plus gros pollueur des États-Unis. Boeing est également accusée d'obtenir par différents moyens des exonérations de taxes, parvenant pour la période 2005 à n'être taxée qu'à hauteur de 3 % de ses bénéfices.

BOLLYWOOD



État des lieux

Le mot Bollywood est la contraction de Hollywood et Bombay (Mumbai) et désigne l'industrie du cinéma indien, concentrée dans la région de Bombay. Son développement en Inde remonte aux années 1930 où on produisait déjà plus de 200 films par an. Les films traitent la plupart du temps d'histoires d'amour

tragiques, sujet qui a succédé aux polars, plus en vogue dans les années 1970.

Les budgets des films produits à Bollywood sont bien inférieurs à ceux de leurs homologues américains. Le film indien le plus onéreux de l'histoire, *Devdas* (2002), a été réalisé avec un budget de 8 millions de dollars, 25 fois inférieur à *Spiderman III*, le film le plus onéreux produit aux États-Unis.

L'importance du marché national permet à l'industrie indienne de dépasser l'industrie américaine en nombre de spectateurs. En 2006, Bollywood a en effet réalisé plus de 800 films pour 3,7 milliards de spectateurs, alors que Hollywood a réalisé 500 films pour 1,4 milliard de spectateurs aux États-Unis.

La polémique

L'industrie de Bollywood souffre du piratage, phénomène récurrent en Asie, mais elle souffre également d'une difficulté d'accès aux marchés occidentaux, le romantisme un peu sirupeux des films ne parvenant pas à toucher largement ce public. 90 % des films indiens ne sortent pas du marché national et il n'y a pas de « blockbusters » (gros succès commerciaux internationaux) indiens.

Si la production traditionnelle demeure, Bollywood commence à produire toutefois des films appréciés par le public occidental.

Le diagnostic

Le ministre des Finances indien Pilaniappan Chidambaram a qualifié l'industrie cinématographique indienne de source de

« soft power », c'est-à-dire de source de puissance et d'influence du fait de son attractivité.

De même que Hollywood a été un instrument de puissance pour les États-Unis en termes de soft power, Bollywood accompagne l'émergence de l'Inde sur la scène internationale, mais sa zone d'influence reste limitée à l'Asie et aux pays arabes. À l'image du rôle de l'Inde, leader des pays non-alignés, le cinéma indien touche, pour l'heure, encore avant tout le public du tiers-monde.

BOND, JAMES



État civil

Personnage de roman créé en 1952 par l'écrivain britannique Ian Fleming, James Bond est un espion des services secrets britanniques, le MI-6. Son matricule est 007 : le premier 0 signifie qu'il a l'autorisation de tuer, le second qu'il l'a déjà fait. Le premier James Bond, *Casino Royale*, est publié le 13 avril 1953. Le président Kennedy citera l'un des romans de la série, *Bons Baisers de Russie*, parmi ses livres préférés. Mais James Bond va devenir un personnage emblématique à partir du moment où les romans vont être adaptés au cinéma.

Le premier film sort en 1962, il s'agit de *James Bond contre Dr. No*. L'espion britannique est alors incarné par l'acteur écossais Sean Connery. Le prochain épisode, qui sera le 23^e film de la série, sortira en salle en 2010.

Les recettes totales des 22 films précédents ont dépassé 1 milliard et 100 millions de dollars, soit plus de 50 millions de dollars par film.



La polémique

Incarné successivement par Sean Connery, George Lazenby, Roger Moore, Timothy Dalton, Pierce Brosnan et Daniel Craig, James Bond est l'une des références cinématographiques le plus connues. James Bond est un espion bien sûr courageux, intelligent, mais qui a surtout le sens de l'humour et qui est épicurien en diable.

En avance pour son époque, au début des années 1960, il affiche un goût assumé pour le libertinage, le luxe, la gastronomie et l'œnologie. Dans chaque épisode, il est accompagné par une actrice principale au physique avenant, désignée comme « James Bond girl ». Ce personnage a été, entre autres, incarné par Ursula Andress, Kim Basinger, Grace Jones, Carole Bouquet, Sophie Marceau ou Eva Green. Mais aucune James Bond girl ne peut prétendre avoir le monopole des faveurs de James Bond, très actif sur tous les terrains à l'occasion de chaque épisode.



Le diagnostic

James Bond est un produit de la guerre froide, ses aventures se déroulant dans un monde bipolaire. Mais, dans la mesure où le premier film sort en pleine période de détente, les auteurs et scénaristes tiendront à une présentation politiquement correcte : l'ennemi ne sera donc pas l'Union soviétique, mais un groupe terroriste tentaculaire appelé « le Spectre » qui, bien avant al-Qaïda, représente un groupe infra-étatique constituant une

menace majeure pour la sécurité internationale. Mais, contrairement à al-Qaïda, le spectre possède des infrastructures, des financements et des moyens humains et technologiques dignes d'un État puissant.

Dans l'épisode *On ne vit que deux fois*, James Bond évite même une crise entre l'URSS et les États-Unis, dont les engins spatiaux avaient disparu conjointement du fait d'une manœuvre du Spectre. De même, dans *Jamais plus jamais* (1983), il réussit à élucider la disparition d'ogives nucléaires américaines : encore un mauvais coup du Spectre.

À une époque où la Grande-Bretagne a perdu une grande partie de sa puissance et où elle joue le rôle de la Grèce dans la Rome antique, c'est-à-dire un pays qui par sa culture et la profondeur de sa réflexion peut éclairer la nouvelle nation dominante du monde, les États-Unis, James Bond - agent britannique - permet à de nombreuses reprises de sauver le monde occidental et donne une image flatteuse de son pays. La Grande-Bretagne n'est plus la première puissance du monde, mais elle a toujours un rôle déterminant grâce à son savoir-faire, son courage, sa détermination et le flair d'un agent plein d'humour et de charme, que ne peuvent posséder les agents américains.

BOVÉ, JOSÉ



État civil

Né le 11 juin 1953 à Talence (Gironde), José Bové passe une partie de son enfance aux États-Unis où ses parents sont cher-

cheurs à l'université de Berkeley. De retour en France, il entame des études de philosophie puis, dans les années 1970, milite contre la guerre du Viêt Nam et rejoint les mouvements antimilitaristes. En 1973, il rencontre Lanza del Vasto, qui prône la non-violence. Bové refuse de faire son service militaire, ce qui est interdit à l'époque : il est considéré comme déserteur.

En 1973, il participe à un grand rassemblement national contre l'extension du camp militaire sur le causse du Larzac. Il fera partie du groupe de 22 personnes qui y investissent en 1976 pour acheter des terres afin de s'opposer à l'extension de ce camp militaire. L'élection de François Mitterrand en 1981 permettra l'annulation de ce projet qui est devenu un combat emblématique de l'antimilitarisme.

Bové crée en 1981 le Syndicat des paysans travailleurs, puis en 1987 la Confédération paysanne qui s'oppose à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, majoritaire et considérée comme étant proche de la droite. Il défend le modèle d'une agriculture de petits paysans, hostiles à la politique agricole commune de l'Union européenne, favorisant selon lui les grands exploitants. Le 12 août 1999, il participe à la destruction d'un McDonald's qui était en construction à Millau : l'opération appelée « démontage » vise à protester contre la décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a avalisé les sanctions américaines contre des produits européens comme la viande et le fromage, dont le roquefort.

Bové se présente aux élections présidentielles de 2007, mais ne parvient pas à fédérer un mouvement autour de lui. Il recueille, du fait de la dispersion de l'extrême gauche, 1,32 % des voix et finira 10^e sur les 12 candidats. Il sera élu député européen le 7 juin 2009.



La polémique

José Bové fait de McDonald's le symbole de la malbouffe et du capitalisme étendu au domaine agricole. Il est condamné en 2000 à 3 mois de prison ferme pour le « démontage » de 1999, mais l'affaire tourne à son avantage : il se fait photographier les mains tendues et menottées et devient une icône nationale.

En 1995, il avait déjà participé à une opération de Greenpeace contre la reprise des essais nucléaires français décidée par le président Jacques Chirac. Parfaitement anglophone, il est tout à fait à l'aise dans les mouvements mondiaux et sera l'un des piliers de la contestation du sommet de l'OMC de Seattle de 1999.

En 2002, Bové se rend dans les territoires occupés palestiniens avec une délégation invitée par les paysans locaux pour commémorer le Jour de la Terre (la naissance du mouvement environnemental). Il est expulsé et il met publiquement en cause la politique israélienne. Il sera l'un des architectes de la campagne du « non » pour les élections du référendum sur le traité constitutionnel du 29 mai 2005.



Le diagnostic

José Bové est un homme de symbole : Larzac, McDonald's, Seattle. Il a un sens inné de la communication, mais également de l'organisation en faisant de la Confédération paysanne un acteur important du monde agricole dont la visibilité est sans doute supérieure à sa puissance réelle. Il a su organiser une grande manifestation altermondialiste en août 2003 au Larzac qui a réuni plus de 200 000 personnes.

Il est considéré comme étant très antiaméricain alors que ses parents ont enseigné à Berkeley, qu'il connaît parfaitement la société américaine et qu'il maîtrise l'anglais. Il est l'un des adeptes de la désobéissance civile, prônant la destruction des cultures transgéniques pour lutter contre les OGM.



État des lieux

Le terme de « BRIC » a été développé par des économistes de la banque américaine Goldman Sachs en 2001 pour décrire les quatre économies des pays émergents les plus importants : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Ces pays avaient pour particularité de posséder une population nombreuse et un fort potentiel de développement. Les analystes prédisaient qu'ils allaient surpasser les actuelles économies dominantes d'ici à 2050.



La polémique

Il s'agissait avant tout de donner un motif d'espoir aux investisseurs après les attentats du 11 Septembre en distinguant des pays ayant un fort potentiel et tournés vers l'avenir.

La catégorie de BRIC n'est cependant ni économiquement ni stratégiquement pertinente. Il y a parmi eux deux pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (la Chine et la Russie), deux puissances nucléaires officielles (la Chine et la Russie), deux pays qui aspirent à devenir membre permanent

du Conseil de sécurité (le Brésil et l'Inde), l'un (l'Inde) étant une puissance nucléaire officielle, l'autre (le Brésil) ayant renoncé aux armes nucléaires.

La Chine peut être satisfaite des tendances actuelles qui font d'elle la future puissance dominante de demain. La Russie veut retrouver un statut de superpuissance perdu, le Brésil et l'Inde estiment que la communauté internationale ne reconnaît pas suffisamment leurs places. Les quatre pays n'ont pas le même système politique et peuvent même, pour le Brésil, l'Inde et d'un certain point de vue la Chine, revendiquer la place de puissance majeure du Sud.



Le diagnostic

Cependant, ces quatre pays peuvent avoir tactiquement des intérêts communs, notamment pour contester la thèse du monde unipolaire et la domination américaine, voire le rôle du dollar comme monnaie internationale. Ils représentent 15 % du PNB mondial, mais détiennent 40 % de l'or et de la monnaie internationale de réserve et 40 % des réserves de change internationales.

Les BRIC ont tenu leur premier sommet formel en Russie en juin 2009. Le communiqué final de la réunion déclare qu'ils travaillent pour créer les conditions d'un ordre mondial plus juste et pour faire entendre leurs voix sur le système financier international et sur un système monétaire mondial plus diversifié. Ils devraient tenir un second sommet au Brésil en 2010.

BUSH, GEORGE H. W.



État civil

George Herbert Walker Bush est né le 12 juin 1924 dans le Connecticut. Après l'attaque de Pearl Harbor en 1941, il s'engage dans l'US Navy où il sert comme pilote de chasse. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il entreprend des études à Yale, l'une des plus prestigieuses universités américaines.

Il est élu à la Chambre des représentants en 1966 et 1968 pour le compte de l'État du Texas, mais échoue aux élections sénatoriales de 1970. En 1971, le président Richard Nixon le nomme ambassadeur des États-Unis auprès des Nations unies. Il sera ensuite ambassadeur des États-Unis en République populaire de Chine en 1974-1975 avant d'être nommé directeur de la CIA. Il en démissionne en 1976 après l'élection du démocrate Jimmy Carter, et se lance dans le monde des affaires en prenant la présidence de la First National Bank.

Candidat aux élections primaires du Parti républicain contre Ronald Reagan, il est battu mais est choisi par celui-ci comme vice-président, grâce, notamment, à son expérience internationale qui compense l'inexpérience en ce domaine de l'ancien acteur et gouverneur de Californie. Il est le premier vice-président à assurer un intérim par deux fois lorsqu'en 1980 Reagan est victime d'un attentat, puis en 1985 lorsqu'il est opéré d'un cancer du côlon. Au cours de ces deux mandats, il se rendra dans 70 pays.

Le 8 novembre 1988, il est élu président des États-Unis avec 53 % des voix contre 46 % à son adversaire démocrate Michael Dukakis. Il doit faire face au déficit budgétaire hérité des années

Reagan et à un Congrès à majorité démocrate. Il doit revenir sur sa promesse de ne pas augmenter les impôts. Il est l'initiateur de l'Accord de libre-échange nord-américain, l'ALENA, signé avec le Mexique et le Canada en décembre 1992 et qui établit un marché commun entre les trois pays. Mais c'est à un niveau international plus large qu'il remporte ses plus grands succès avec la fin de la division Est-Ouest du monde et la guerre d'Irak.

Sur le plan économique, le taux de chômage monte jusqu'à 8 % de la population active, chiffre important pour les États-Unis. Malgré ses succès internationaux, il est battu aux élections de 1992 par Bill Clinton, qui profite de la présence d'un candidat indépendant, Ross Perot (qui recueillera 19 % des voix contre 38 % à George Bush et 43 % à Bill Clinton).

La polémique

En 1989, George Bush autorise une intervention militaire contre le président du Panamá, Manuel Noriega, accusé de protéger le trafic de drogue mais surtout de vouloir remettre en cause le contrôle américain du canal. Il va poursuivre la collaboration établie par Reagan avec Gorbatchev et gèrera de façon extrêmement multilatérale la fin de la guerre froide, la chute du mur de Berlin et du rideau de fer, en liaison constante avec Mikhaïl Gorbatchev, Helmut Kohl, François Mitterrand et Margaret Thatcher. Il sera donc le président américain qui aura vu l'implosion de l'Union soviétique, le démantèlement du rideau de fer, la fin du clivage Est-Ouest, sans que cela soit le résultat ou la cause d'une guerre majeure.

Lorsque l'Irak envahit le Koweït le 2 août 1990, Bush réagit immédiatement et obtient le concours de l'Union soviétique, pourtant liée par un accord stratégique avec l'Irak. Si les États-Unis

pouvaient prendre seuls l'initiative de lancer une coalition militaire. Bush prend grand soin de le faire de façon multilatérale et obtient, au Conseil de sécurité de l'ONU, un vote favorable pour une intervention militaire contre l'Irak en cas de non-évacuation du Koweït. Il va plaider pour un nouvel ordre international dans lequel l'ONU pourrait jouer un rôle de sécurité collective qui lui a été confié par la Charte adoptée en 1945, mais qu'elle n'a pu exercer jusqu'alors du fait des divisions de la guerre froide.



Le diagnostic

Après la guerre d'Irak, Bush va vouloir s'attaquer au règlement de la question palestinienne, s'inquiétant de la facilité avec laquelle Saddam Hussein s'était fait le chantre de cette cause et de l'écho que cela avait suscité dans le monde arabe. Il va s'opposer au Premier ministre israélien Yitzhak Shamir, menaçant de geler les crédits américains à Israël si l'État hébreu continue d'étendre ses colonies en territoires occupés. Cela a conduit à la chute du gouvernement Shamir, mais, par la suite, de nombreux analystes verront dans cet affrontement avec Israël l'une des causes de sa défaite de 1992.

George Bush a toujours soutenu publiquement la politique de son fils George Walker Bush. Pourtant, de nombreux observateurs, y compris américains, ont soulevé d'énormes différences dans leur approche. À la grande expérience internationale du père dès son arrivée à la Maison-Blanche s'oppose l'inexpérience du fils, qui ne s'était auparavant rendu que dans deux pays étrangers. Le multilatéralisme du père, sa célébration des Nations unies s'opposent à l'unilatéralisme débridé du fils et à la méfiance, pour ne pas dire le mépris, qu'il a à l'égard des organisations internationales. À la guerre du Golfe « réussie » de

1990-1991, largement soutenue et sous égide de l'ONU, s'oppose une guerre-fiasco de 2003. Aux spécialistes réalistes qui étaient proches du père s'opposent les néoconservateurs aveuglés par l'idéologie qui entouraient le fils.

BUSH, GEORGE W.



État civil

George Walker Bush est né le 6 juillet 1946 à New Heaven dans le Connecticut. Il passe son enfance à Houston dans le Texas puis obtient un diplôme d'histoire à Yale. Il fait, sous protection paternelle, son service militaire en 1968 dans la garde nationale du Texas au lieu d'être envoyé comme les jeunes de son âge au Viêt Nam. En 1975, il obtient un MBA à la Harvard Business School. Après une tentative pour se faire élire à la Chambre des représentants en 1978, il fonde une entreprise pétrolière en 1989 avec quelques amis. Il achète également l'équipe de base-ball des Texas Rangers. Les parts qu'il a achetées pour 600 000 dollars seront revendues pour 15 millions en 1994. Le club contribue grandement à sa renommée et à sa popularité.

En 1991, George W. Bush est élu gouverneur du Texas avec 53 % des suffrages ; il sera réélu avec 69 % des voix en 1998. Au cours de ces deux mandats, il se distingue par une très forte politique de réduction des impôts et une augmentation du nombre de peines de mort appliquées.

Candidat républicain à la Maison-Blanche en 2000, il est élu contre le vice-président démocrate sortant, Al Gore, après une élection très contestée. Il doit en fait sa victoire à l'État de Floride

dont son frère, Jeb, est gouverneur : il y remporte l'élection sur son challenger par à peine 737 voix sur fond de contestation et d'irrégularités. La Cour suprême décide le 9 novembre d'arrêter le recomptage des voix et d'attribuer l'ensemble du scrutin de la Floride à George W. Bush, qui devient le 43^e président des États-Unis alors qu'il avait pourtant obtenu moins de voix directes que son adversaire.

George W. Bush, sur fond de guerre contre le terrorisme, est néanmoins réélu le 2 novembre 2004 face au candidat démocrate John Kerry par 50,7 % des suffrages contre 40,3 : John Kerry avait lui aussi voté en faveur de la guerre en Irak.

Très conservateur et très croyant, George W. Bush est un « born again », après qu'il a résolu ses problèmes d'alcoolisme en 1986. Répondant à une question sur son philosophe préféré, George W. Bush a répondu « le Christ, parce qu'il a changé mon cœur ».



La polémique

Porté au pouvoir par une base électorale modeste des États-Unis, critiquant l'activisme international de Bill Clinton trop fort à son goût, ce président à la faible légitimité changera de dimension après les attentats du 11 Septembre : il endossera alors le rôle du président d'un pays en guerre contre le terrorisme, surfant sur le choc émotionnel et le traumatisme politique, mais également sur un soutien international quasi unanime.

Il livre, à partir du 7 octobre 2001, une guerre contre le régime des talibans en Afghanistan, en réponse au refus de livrer Oussama Ben Laden, chef de l'organisation al-Qaïda et désigné comme principal responsable des attentats. En janvier 2002, dans son discours sur l'état de l'Union, il évoque un axe du mal

composé de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord et commence à mettre en cause l'Irak pour ses liens présumés avec al-Qaïda et pour son programme clandestin, et même fictif, de fabrication d'armes de destruction massive.

Malgré les réticences et l'hostilité de la majorité de la communauté internationale, il entame, en dépit d'un vote négatif de 11 voix sur 15 au Conseil de sécurité, une invasion de l'Irak le 20 mars 2003. Cette guerre qui n'a pas été décidée par le Conseil de sécurité et qui ne correspond pas au cas de légitime défense sera considérée comme illégale. La « victoire » est rapidement obtenue, Saddam Hussein est renversé le 9 avril 2003. Mais, par la suite, l'occupation de l'Irak s'avérera être un borborygme, avec de nombreuses pertes américaines, les plus importantes depuis la guerre du Viêt Nam.



Le diagnostic

Au-delà de la faillite stratégique, il y aura également une faillite morale avec la mise en place d'un centre d'emprisonnement à Guantanamo en dehors de toute légalité, ou encore avec le scandale de la prison d'Abou Ghraïb en Irak, dans laquelle des soldats américains ont été photographiés alors qu'ils torturaient les prisonniers. Les motifs qui ont été avancés pour livrer la guerre – lien entre Saddam Hussein et al-Qaïda et fabrication d'armes de destruction massive – se révéleront faux.

Au cours du mandat de George W. Bush, l'image des États-Unis dans le monde s'est très fortement dégradée. Les États-Unis connaissent un pic d'impopularité non seulement dans les pays arabes et musulmans, mais également dans les pays européens qui étaient traditionnellement leurs alliés, comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Le chômage va doubler entre 2001 et 2003,

passant de 3,9 % de la population active à 6,1 %. Le dollar va baisser de 82 % de sa valeur face à l'euro au cours du mandat de George W. Bush, qui verra la crise des subprimes éclater à la fin de son deuxième mandat pour devenir la plus grande crise économique mondiale depuis 1929, malgré un plan d'aides aux entreprises à hauteur de 700 milliards, adopté en octobre 2008. George W. Bush fut également très critiqué pour sa passivité à l'occasion des dégâts provoqués par l'ouragan Katrina en Louisiane.

Les différents échecs de George W. Bush, pourtant bon communicant, conduisent à le désigner comme l'un des pires présidents (si ce n'est LE pire) de l'histoire des États-Unis. Son principal mérite aura été, par rejet de sa politique, de contribuer à faire élire Barack Obama.



CAMP DAVID



État des lieux

Le nom officiel de Camp David est « Naval Support Facility Thurmont ». C'est le lieu officiel de villégiature du président des États-Unis. Situé dans le Maryland, il fournit un cadre informel qui permet de réunir des rencontres internationales et des négociations diplomatiques. C'est une propriété de l'US Navy qui, depuis Roosevelt, sert de lieu de repos, notamment le week-end, pour les présidents américains. Le président s'y rend en empruntant l'hélicoptère présidentiel « Marine One », qui lui permet d'être dans un lieu exceptionnel à l'abri des tumultes de la ville, en toute sécurité, et à une demi-heure de la Maison-Blanche.

Le premier hôte étranger à s'y rendre fut Winston Churchill en mai 1943. John Kennedy y a tenu des réunions avant le débarquement de la baie des Cochons à Cuba en 1961 et Lyndon Johnson l'a souvent utilisé comme cadre de travail pour des réunions sur la guerre du Viêt Nam.

Mais la résidence sert aussi d'outil diplomatique aux présidents américains : l'idée est en effet de fournir un cadre agréable, loin des contraintes de la ville, où l'on puisse discuter tranquillement pour déboucher sur des compromis ou des solutions. Être reçu à Camp David en dehors du cadre officiel signifie, pour les hôtes étrangers, avoir un lien de proximité particulier ou amical avec le président américain.



La polémique

C'est dans ce lieu qu'ont été négociés les accords menant au

traité de paix israélo-palestinien de 1978 entre le président égyptien Anouar el-Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin, sous les auspices de Jimmy Carter.

La configuration du site facilite l'organisation de ces rencontres : c'est un endroit calme, sécurisé, à l'abri complet des journalistes et permettant d'être hébergé dans des bâtiments indépendants tout en étant à proximité de Washington.

Camp David est lié au processus de paix israélo-arabe avec un succès en 1978 et un échec en 2000. Du 5 au 17 septembre 1978, Égyptiens et Israéliens vont se réunir à Camp David pour négocier un traité de paix. Carter va refuser de laisser partir les négociateurs tant qu'ils ne seront pas parvenus à un accord. Le 17 septembre 1978 étaient ainsi signés les accords de Camp David. Israël acceptait de se retirer du Sinaï, conquis en 1967, et de le rendre à l'Égypte. L'Égypte reconnaissait ainsi Israël et signait un traité de paix avec l'État hébreu. La question des Territoires palestiniens était cependant renvoyée à une date ultérieure. En représailles, l'Égypte fut exclue de la Ligue des États arabes pour avoir fait une paix séparée avec ce qui était considéré, à l'époque, comme l'ennemi israélien. L'accord de paix sera signé ultérieurement, le 26 mars 1979, à Washington.

En juillet 2000, sous l'égide de Bill Clinton, il y eut un deuxième sommet qui réunissait la partie israélienne sous la présidence d'Ehoud Barak, Premier ministre, et la partie palestinienne représentée par Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne. Bill Clinton voulait à tout prix aboutir à un accord de paix définitif avant la fin de son second mandat. Le sommet s'est tenu du 11 au 25 juillet, et malgré les efforts des Américains pour mettre au point un accord, l'échec fut cuisant.



Le diagnostic

Ehoud Barak a fait des concessions, acceptant pour la première fois d'évoquer la question du statut de Jérusalem, ce qu'aucun Premier ministre israélien n'avait jamais accepté de faire auparavant. Mais Barak ne voulait pas aborder le problème de l'esplanade des mosquées et du mont du Temple et n'offrait qu'une autonomie sur certains quartiers de la ville, tout en gardant la souveraineté sur la majeure partie de Jérusalem. Par ailleurs, il voulait garder 9 à 10 % de la Cisjordanie et n'accordait en échange que 1 à 3 % du territoire israélien dans le désert du Néguev. Arafat refusa ses propositions et commit l'erreur de ne pas les prendre comme une base de départ des négociations. De son côté, Ehoud Barak communiqua, par la suite, sur les offres généreuses des Israéliens mais refusées par les Palestiniens.

Dans ce bras de fer, tous les intervenants furent perdants : les Israéliens se sont dit que leur Premier ministre qui voulait négocier n'avait pas de partenaire, tandis que les opposants au processus de paix d'Oslo reprochaient à Arafat d'avoir mené le peuple palestinien dans une impasse. De plus, Bill Clinton, qui avait promis à Yasser Arafat de ne pas le tenir pour responsable d'un échec, n'a pas tenu son engagement.

L'échec de Camp David et le départ de Bill Clinton du pouvoir vont déboucher sur la reprise de l'Intifada, de très forts affrontements israélo-palestiniens et finalement à la mort du processus d'Oslo.

CARLOS



État civil

Ilitch Ramírez Sánchez est né le 12 octobre 1949 au Venezuela dans une riche famille communiste. Son prénom, Ilitch, lui été donné en référence à Vladimir Ilitch Oulianov, alias Lénine. À 14 ans, il rentre dans la clandestinité et rejoint un camp d'entraînement à Cuba.

Il effectue des études à Moscou, mais est expulsé d'URSS en 1970 à cause de ses penchants jugés excessifs pour l'alcool et les femmes. Il rejoint le Front de libération de la Palestine où il prend son nom de guerre, Carlos. En janvier 1975, il tire sur un avion au lance-roquettes depuis la terrasse de l'aéroport d'Orly mais manque sa cible. Il y revient six jours plus tard pour réaliser une prise d'otages et s'enfuit à Bagdad à bord de l'avion qu'il a réussi à négocier. Le 26 décembre 1976, il prend 62 personnes, dont 11 ministres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), en otage à Vienne.

Faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international, il rentre dans la clandestinité totale. On le dit à Beyrouth, puis au Yémen, en Libye et en Syrie. Il se réfugie au Soudan en 1991.

En 1992, un tribunal français le condamne à la détention à perpétuité par contumace pour le meurtre de deux agents de la DST commis en février 1975. Le 14 août 1994, Carlos est arrêté alors qu'il est endormi pour subir une opération de chirurgie plastique afin de transformer son visage : il est extradé en France puis condamné à la détention criminelle à perpétuité le 24 décembre 1997. Il avait pour avocat Jacques Vergès et Isabelle Coutant-

Peyre avec laquelle il s'est marié. Carlos est depuis détenu dans un quartier de haute sécurité à la prison de Poissy.



La polémique

Connu pour sa vie aventureuse et ses opérations spectaculaires, Carlos a été la figure emblématique du terrorisme avant son arrestation. Il a commencé sa carrière au nom du communisme pour se convertir par la suite à l'islam sous l'influence de la situation des Palestiniens.

Carlos prône une contestation radicale des sociétés occidentales, un profond anticapitalisme et un antiaméricanisme total. Il justifie le terrorisme comme une guerre asymétrique, déclarant que les terroristes qui s'offrent en sacrifice avec une ceinture d'explosifs ne sont pas moins licites que les bombes des B52 ou les mines antipersonnel. Le président Hugo Chávez a tenté d'obtenir l'extradition de Carlos au Venezuela pour qu'il y purge sa peine.



Le diagnostic

Si Carlos a pu apparaître provisoirement à certains comme une sorte de héros du tiers-monde, réalisant des coups spectaculaires comme sa prise d'otages des ministres de l'OPEP, son aura depuis est largement retombée et il n'a plus un grand impact sur le public.

Il a publié en 2004 une autobiographie intitulée *L'Islam révolutionnaire* qui n'a pas rencontré de succès. Comme ennemi public numéro 1, il a été largement détrôné par Oussama Ben Laden. Sa rhétorique fumeuse essayant de conjuguer marxisme et islamisme, ainsi que sa vie pour le moins dissolue ne font pas

de lui un modèle. Il faut se rendre à l'évidence : sa condamnation à perpétuité l'empêche d'être une nuisance.

CASQUES BLEUS



État des lieux

« Casques bleus » est le nom donné aux soldats des forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies, en référence à la couleur de leur casque, « bleu ONU ». Leur déploiement est autorisé par le Conseil de sécurité (et de façon exceptionnelle par l'Assemblée générale) qui définit leur mandat en vertu de son rôle pour le maintien ou le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales.

La première opération des Casques bleus date de 1956 après la crise du canal de Suez, suite à un vote de l'Assemblée générale des Nations unies. On a choisi le bleu pour différencier les soldats internationaux des soldats anglais, à la demande du président égyptien Nasser. Contrairement à ce qui était prévu initialement par sa charte, l'ONU ne dispose pas d'une armée permanente, mais dépend des contingents fournis sur la base du volontariat par les différents pays membres.

L'intervention des forces onusiennes est encadrée par plusieurs règles. La première est le consentement des parties au conflit. Dans le cas contraire, il s'agit d'une action punitive décidée par le Conseil de sécurité en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU. Les Casques bleus interviennent donc après un cessez-le-feu, même si ce dernier n'est pas toujours très bien respecté. La seconde règle est l'impartialité face aux forces en présence.

La troisième est la limitation de l'usage de la force à des fins de légitime défense.

Depuis la création de cette force, 1 million de Casques bleus ont participé à 60 missions de maintien de la paix, 2 000 soldats y ayant trouvé la mort. Les Casques bleus ont reçu le prix Nobel de la paix en 1988.



La polémique

L'efficacité des Casques bleus a été souvent mise en question, notamment pour les guerres balkaniques des années 1990 où ils n'ont pas pu empêcher le massacre de la population bosniaque réfugiée à Srebrenica, normalement sous leur protection. Le génocide au Rwanda en 1994 fut également un échec terrible. Par ailleurs, leur réputation fut entachée par quelques scandales de corruption, de trafics d'armes ou d'abus sexuels sur les populations à protéger.

Leurs missions se sont multipliées après la fin de la guerre froide. Mais le mandat qui leur est donné n'est pas toujours clair, le matériel à leur disposition est parfois insuffisant et l'addition de forces hétéroclites n'ayant pas l'habitude de manœuvrer ensemble est parfois inappropriée. La longueur de la chaîne de commandement est un obstacle supplémentaire. Les Casques bleus sont également limités par un mandat qui se veut consensuel entre les belligérants ou ex-belligérants,



Le diagnostic

On fait des reproches injustes aux Casques bleus car on ne veut pas leur donner les moyens et la structure d'une armée traditionnelle. Très peu armés, ils ont souvent un mandat peu clair qui ne

leur permet pas d'exercer une véritable pression multilatérale. Par ailleurs, la difficulté d'agir du Conseil de sécurité est la conséquence de l'absence de volonté d'action des grandes puissances, membres permanents, qui sont de surcroît les premières à refuser la création d'une véritable armée de l'ONU.

Cela doit donc faire largement relativiser les critiques adressées aux Casques bleus. Ils ne sont pas responsables de l'état du monde ni de la poursuite des conflits. Ils ne sont que des pompiers disposant de peu de moyens. Certes, ils n'ont pas amené la paix mondiale, mais ils ont souvent limité les effets négatifs d'une guerre et ont joué un rôle important de prévention.

CASTRO, FIDEL



État civil

Né le 13 août 1926 à Cuba dans une famille aisée, Fidel Castro obtient son diplôme de droit à l'université de La Havane en 1950 et se montre actif politiquement. En 1948, il participe à une grande manifestation à Bogotá pour protester contre la création de l'Organisation des États américains, manifestation au cours de laquelle 3 000 personnes trouvent la mort.

Son premier fait militaire est l'attaque de la caserne de Moncada le 26 juillet 1953. C'est un échec : il est arrêté, mais en tant qu'avocat, il assure lui-même sa défense dans un plaidoyer resté célèbre, « L'histoire m'absoudra ». Il est emprisonné à l'île des Pins, mais est libéré au bout de deux ans. Castro se réfugie au Mexique avec son frère Raúl, monte un groupe appelé M-26-A II (Mouvement du 26 Juillet). Il fait la connais-

sance d'un Argentin, un certain Ernesto Guevara, et avec un petit groupe d'hommes montés à bord du bateau *Granma*, il débarque à Cuba en décembre 1956. Le débarquement est un fiasco, la plupart de ses compagnons sont tués ou faits prisonniers – la légende voudra qu'il n'en resta que 12, comme pour les disciples du Christ. Il se réfugie alors dans la sierra Maestra où il mène une action de guérilla contre l'armée de Fulgencio Batista, le dictateur cubain.

À l'automne 1958, les villes de Santiago et de Santa Clara tombent, et La Havane est prise le 8 janvier 1959 : les héros sont célébrés par une foule en liesse. L'arrivée au pouvoir marque la fin de l'époque « romantique » de Fidel Castro. Castro, dont le programme est initialement nationaliste et progressiste, s'attaque aux intérêts économiques américains qui l'ont d'abord soutenu. En effet, 80 % des surfaces cultivées et des richesses économiques de l'île appartiennent à des intérêts américains. Après la nationalisation des terres agricoles, les Américains vont refuser d'acheter le sucre cubain qui est le principal produit d'exportation. Castro va alors se tourner vers les Soviétiques, ravis de pouvoir établir des contacts avec un pays d'Amérique latine, de surcroît distant d'à peine 90 miles des États-Unis. Les États-Unis, qui avaient rapidement reconnu le nouveau régime de Castro, vont lui devenir hostiles.

En février 1960, Castro signe un accord avec l'URSS pour l'achat de pétrole, suite au refus des raffineries américaines expropriées de lui en fournir. Les Américains vont suspendre les relations diplomatiques avec Cuba, poussant un peu plus Castro dans les bras des Soviétiques.

En 1961, la CIA monte une opération militaire avec des réfugiés anticastristes, un débarquement à Cuba sur la baie des Cochons (à Playa Gijón). L'opération échoue totalement, les oppo-

sants cubains sont repoussés. Castro bénéficiant d'un soutien populaire interne très fort.

Castro se déclare alors marxiste-léniniste et fait le pari d'une alliance totale avec l'Union soviétique pour être protégé contre les États-Unis. En octobre 1962, des avions espions U2 américains détectent la présence de missiles soviétiques nucléaires sur l'île. C'est la plus grave crise diplomatique de l'histoire Est-Ouest, le monde étant à deux doigts de sombrer dans une guerre nucléaire. Les États-Unis décrètent un embargo sur l'île et un blocus. La crise sera résolue par le retrait des fusées soviétiques en échange de la garantie que les Américains cesseront de vouloir renverser de façon militaire le régime cubain.

En 1980, Castro annonce que tous ceux qui souhaitent quitter l'île le peuvent. 125 000 Cubains partiront, soit pour des raisons politiques, soit dans l'espoir de meilleures conditions économiques aux États-Unis. Castro en profite pour expulser 20 000 criminels.

La chute de l'Union soviétique va porter un nouveau coup à l'île qui perd son soutien international et économique. Castro tente une timide ouverture et entreprend de compenser la fin de l'aide soviétique par la libéralisation du tourisme auquel il était initialement opposé. L'arrivée de Hugo Chávez au pouvoir au Venezuela va lui offrir un allié en Amérique latine. Suite à de très graves problèmes de santé en 2006, il va laisser la place de numéro un cubain à son frère Raúl, officiellement le 19 février... 2008.



La polémique

Guérillero, Castro obtient le soutien des paysans cubains et également de l'opinion internationale par des coups spectaculaires

comme l'enlèvement du célèbre coureur automobile argentin, Juan Manuel Fangio, qui fera la « publicité » de ses ravisseurs. Les barbus (les guérilleros se sont laissé pousser la barbe, faute de rasoirs) présentent une image de romantisme, de révolutionnaires sympathiques par opposition au pouvoir brutal et répressif de Batista.

Fidel Castro et « Che » Guevara développent la théorie du *foco*, le foyer révolutionnaire à partir duquel les campagnes vont conquérir les villes, à l'inverse de la théorie marxiste classique qui veut que la révolution passe par le développement de la classe ouvrière. Les communistes se méfient initialement de Castro qu'ils jugent aventuriste et petit-bourgeois. Le Parti communiste ne se ralliera à Castro qu'à la mi-1958, au moment où sa victoire paraît certaine.

Les États-Unis vont continuer cependant à monter des complots contre Castro. L'ouverture des archives de la CIA a montré que l'Agence avait imaginé les scénarios les plus divers : l'envoi d'une tenue sous-marine empoisonnée, à l'image de la tunique de Nessus, ou celui de cigares toxiques qui auraient fait perdre à Castro sa barbe, et par là même son charisme auprès des Cubains.

Durant les années 1960, Cuba va tenter d'aider l'ensemble des mouvements révolutionnaires d'Amérique latine, se présentant comme le premier territoire libéré du continent. Castro critique la passivité de l'URSS, trop concentrée sur sa politique de superpuissance, adversaire avec les États-Unis. Ces mouvements vont accentuer l'isolement du régime cubain et se traduire par la mort du Che en Bolivie en 1967. Dans les années 1970, c'est en Afrique que Castro va porter son attention en envoyant des troupes aussi bien au Mozambique qu'en Angola après la décolonisation portugaise. 1970 sera l'année de la Grande Zafra

(grande récolte de canne à sucre avec un objectif de 10 millions de tonnes) qui sera un échec. En 1968, Castro perd beaucoup de son prestige en approuvant l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie.

Isolé, le régime devient de plus en plus répressif. Si les succès sont indéniables en matière d'éducation et de santé, le blocus américain et la rigidité du système économique cubain font stagner l'économie.



Le diagnostic

Castro est diabolisé aux États-Unis et chez tous leurs alliés, mais il apparaît comme un mythe et un héros pour tous ceux qui s'opposent à la domination américaine, notamment en Amérique latine. Les espoirs nés de la révolution cubaine n'ont pas été confirmés et le régime est devenu répressif.

CHARIA



État des lieux

Le mot charia signifie le « chemin [vers Dieu] » en arabe. Il s'agit d'un ensemble de règles d'origine religieuse qui doivent régir les vies publique et privée dans les sociétés musulmanes.

Ses applications et interprétations sont diverses et variées. Ses principes peuvent par ailleurs être érigés au rang de Loi nationale, comme c'est le cas en Arabie saoudite, ou incarner une simple source d'inspiration du droit parmi tant d'autres, comme en Syrie. Les pays musulmans qui l'appliquent le plus

strictement sont l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, le sultanat d'Oman, l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan, le Soudan et, depuis un vote parlementaire datant d'avril 2009, la Somalie.

La polémique

La charia ne doit pas être confondue avec le Coran qui la mentionne comme étant la voie à suivre pour les musulmans. Elle n'est pas codifiée, et est donc composée de règles coutumières construites à partir de la mort du prophète Mahomet en 632. Elle a néanmoins une valeur sacrée, les musulmans la qualifiant de *chariâ Allah* (le « chemin divin »).

La charia met en place cinq catégories d'actes, à savoir : les actes obligatoires, recommandés, permis, blâmables et interdits. Chacune de ces catégories peut, suivant le cas, valoir récompense ou punition à ses auteurs. La sévérité de plusieurs dispositions de la charia peut choquer dans les sociétés occidentales qui n'appliquent pas ou plus des châtiments corporels tels que les coups de fouet, la lapidation ou l'exécution en public. Elle comporte d'ailleurs aussi des discriminations à l'encontre des femmes et des homosexuels, l'homosexualité étant strictement proscrite par l'islam.

Le diagnostic

Le 31 juillet 2001, la Cour européenne des droits de l'homme a proclamé « l'incompatibilité des règles de la charia avec le régime démocratique ». La charia symbolise à ses yeux ce qu'il y a de plus fondamentaliste et de plus radical dans les sociétés musulmanes. Certains théologiens ou penseurs musulmans évoquent

d'ailleurs la caducité d'une partie de ses dispositions, eu égard aux normes sociales du monde contemporain.

Le problème principal de la charia réside en effet, pour un pan important de ses fondements, dans l'époque de son élaboration, qui n'a plus rien à voir avec les normes du monde actuel. Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler que le même constat pourrait valoir pour ce qui relève de l'Ancien et du Nouveau Testaments.

CHÁVEZ, HUGO



État civil

Hugo Rafael Chávez Frías est né le 28 juillet 1954 dans une famille d'enseignants. Il fait des études à l'Académie militaire du Venezuela, entame une carrière militaire et obtient le grade de lieutenant-colonel.

En juillet 1983, lors des commémorations du 200^e anniversaire de la naissance de Simón Bolívar, Chávez crée, au sein de l'armée, le Mouvement bolivarien révolutionnaire 200, très orienté à gauche. En février 1992, ce mouvement tente un coup d'État contre le président élu, Carlos Andrés Pérez, accusé d'incompétence et de corruption. Le coup d'État échoue et Chávez est emprisonné pendant deux ans. Il est libéré en 1994 et crée un mouvement civil : le Mouvement pour la Cinquième République. Il se présente comme le « fléau de l'oligarchie et le héros des pauvres ». La coalition des partis de gauche gagne une courte majorité au Congrès vénézuélien et Chávez remportera dans la foulée l'élection présidentielle de 1999 avec 56 % des voix.

Faute de pouvoir faire passer ses réformes au Parlement, il organise un référendum pour faire approuver la mise en place d'une nouvelle assemblée constituante. Il remporte ce référendum avec 92 % des voix, mais avec seulement 40 % de participation du fait du boycott de l'opposition. La nouvelle constitution est mise en place, le nom du pays est changé en République bolivarienne du Venezuela, le Sénat est aboli. Une nouvelle élection présidentielle en 2000 voit la réélection de Chávez avec 59,5 % des voix et son parti remporte 93 des 165 sièges de l'Assemblée nationale.

En décembre 2001, le patronat et certains syndicats appellent à une grève générale pour protester contre la politique économique de Chávez et son programme de nationalisations. En avril 2002, une manifestation de l'opposition dégénère et fait 21 morts. Chávez refuse de démissionner comme le lui demande l'opposition ; un coup d'État militaire est alors mené contre lui, au cours duquel il est arrêté, et un nouveau gouvernement est mis en place. Ce dernier tombera assez vite devant l'ampleur des manifestations pro-chavistes. Un référendum est organisé en août 2004, visant à le destituer, mais le « non » passe et Chávez l'emporte avec 58 % des voix.

Chávez est réélu président en décembre 2006 avec 63 % des voix. Il veut alors modifier la Constitution de manière à abolir la limitation du nombre de mandats présidentiels pour pouvoir se présenter à nouveau. Sa proposition sera adoptée par référendum le 2 avril 2007. Le socialisme est par ailleurs inscrit dans la Constitution du Venezuela.

La polémique

Chávez a mis en place une politique économique populiste qu'il nomme « révolution bolivarienne ». Il profite de la manne pétro-

lière de son pays pour opérer une redistribution des richesses, il décide de nationaliser les domaines en friche des riches propriétaires et les redistribue sous forme de coopératives à de petits agriculteurs. Il nationalise une partie du secteur bancaire, les télécoms, l'électricité, le pétrole, la production de lait ou de ciment. Sur 6,5 millions de salariés au Venezuela, 2 millions sont des salariés de l'État.

L'Unesco a présenté la politique de lutte contre la faim de Chávez comme un exemple. Le taux de pauvreté a diminué de moitié. Au cours de sa présidence, Hugo Chávez a par ailleurs mis en place plusieurs programmes d'éducation afin de réduire l'analphabétisme. En échange de la livraison de pétrole, Cuba fournit des milliers de médecins qui exercent dans les quartiers défavorisés ou dans les zones rurales reculées du Venezuela.

Sur le plan international, Chávez s'est distingué par des positions très hostiles aux États-Unis et à George W. Bush qui, il est vrai, avait approuvé le coup d'État qui l'avait destitué provisoirement en 2002. Chávez portera plainte devant l'Organisation des États américains (OEA) en 2004, accusant les États-Unis d'avoir participé au putsch. Il proposa même de déménager le siège de l'ONU pour quitter un pays qui ne respecte pas les résolutions de son Assemblée générale.

En avril 2007, le Venezuela quitte le FMI. Il va se rapprocher de la Russie et également de l'Iran, de la Libye, et de la Chine. Au cours du conflit israélo-libanais de 2006 et pendant la guerre de Gaza, Chávez a traité Israël d'assassin, de génocidaire, et a expulsé son ambassadeur le 6 janvier 2009. Il demande même à ce que le président de l'État d'Israël soit jugé devant la Cour pénale internationale. Au Sommet des Amériques de mars 2009, il a échangé de façon très symbolique une poignée de main amicale avec Barack Obama. Tribun exceptionnel, Chávez

peut parler des heures dans des tirades qui mêlent réflexions et imprécations. Il prend Fidel Castro pour modèle mais a su garder de bons contacts avec le président brésilien Lula, plus modéré.



Le diagnostic

Les médias occidentaux le présente assez souvent comme un dictateur potentiel ou actuel et dénoncent son autoritarisme, son populisme. Mais Chávez, malgré l'opposition de la presse, a été régulièrement conforté par le suffrage universel. La seule fois où il a échoué à un référendum, il a respecté le choix des électeurs. Il n'a pas su créer un réel parti, et la limite du système, et sa force en même temps, est le lien direct entre Chávez et la population.

La gauche radicale et altermondialiste le soutient très fortement, ainsi d'ailleurs que les grandes sociétés du CAC 40 françaises soucieuses d'avoir accès aux marchés du Venezuela. Le véritable défi pour Chávez est de savoir comment il va se comporter avec Obama, car d'un certain côté, le rôle de l'opposant numéro un à George W. Bush était assez confortable, plus que de trouver la juste position face à un Obama ni opposant systématique ni allié docile.

CHIRAC, JACQUES



État civil

Jacques Chirac est né le 29 novembre 1932 à Paris. À 17 ans, il signe l'appel de Stockholm contre l'armement nucléaire, péti-

tion mondiale lancée en 1950 par le mouvement communiste. Il intègre Sciences Po en 1951 et part étudier aux États-Unis pendant un an. Il entre à l'ENA en 1954. Il se marie avec Bernadette Chodron de Courcel en 1956 et se porte volontaire pour la guerre d'Algérie la même année.

Chirac entre au cabinet de Georges Pompidou en 1962, avant d'être nommé secrétaire d'État à l'Emploi dans le troisième gouvernement Pompidou en mai 1967. Il fera partie de tous les gouvernements successifs jusqu'en 1974. À la mort de Georges Pompidou, il soutient Valéry Giscard d'Estaing contre le candidat de la famille gaulliste, Jacques Chaban-Delmas. Giscard le nomme Premier ministre après son élection, poste qu'il occupe jusqu'en 1976. Il devient maire de Paris en 1977.

Candidat malheureux aux élections présidentielles de 1981 et 1988, il remporte celle de 1995 et sera réélu en 2002. Suite à sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale en 1997, il devra cohabiter avec un gouvernement de gauche dirigé par Lionel Jospin de 1997 à 2002.

La polémique

Jacques Chirac restera dans les mémoires pour son engagement contre la guerre d'Irak en 2003, avec l'aide de son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin. Il mettra en avant les dangers de se lancer dans un conflit dans une zone aussi sensible, sans résolution favorable de l'ONU, avec les risques de voir se développer le terrorisme et s'élargir le fossé entre le monde occidental et le monde musulman. Beaucoup d'observateurs mirent cette opposition sur le compte de l'anti-américanisme, ou de son hostilité à Israël ou encore son tropisme proarabe.

Premier ministre, Chirac avait développé de 1974 à 1976 des relations commerciales et politiques approfondies avec Saddam Hussein. Il est considéré par bien des Américains comme profondément antiaméricain ou comme l'allié ayant trahi les États-Unis au moment où ceux-ci étaient atteints au plus profond.

Jacques Chirac a mis en avant la nécessité de préserver la légitimité de l'ONU comme instrument de sécurité collective et d'éviter de se lancer dans des guerres contraires au droit international.

Il s'est fortement engagé en faveur de la réduction de la fracture Nord-Sud et de la lutte contre le réchauffement climatique en déclarant au Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002 qu'il « faudrait trois ou quatre planètes pour supporter le niveau de consommation actuel » et que « le monde regarde ailleurs alors que la maison brûle ».

L'image de Jacques Chirac, du fait de l'opposition à la guerre d'Irak, restera extrêmement forte dans le monde arabe et musulman, ainsi que pour une grande partie des opinions de gauche ou pacifistes.



Le diagnostic

L'héritage de Jacques Chirac est paradoxal. Alors qu'il se pose en chantre de la lutte contre la réduction de la fracture Nord-Sud, il n'a pas respecté ses engagements d'augmenter l'aide publique française au développement. Son combat contre le réchauffement climatique est également resté plus verbal que réel et il a toujours été partisan de l'agriculture extensive.

Il est diabolisé en Israël et aux États-Unis. Son algarade avec un soldat israélien qui en 1996 voulait l'empêcher d'aller où il

voulait dans Jérusalem, est restée une image forte. Pourtant, Jacques Chirac s'est toujours présenté comme l'ami d'Israël et a toujours eu les meilleurs rapports avec la communauté juive lorsqu'il était maire de Paris. Il fut le premier président français à reconnaître la responsabilité de l'État dans la déportation des Juifs du Vél' d'Hiv.

Au début de son premier mandat, il a voulu réintégrer la France dans l'OTAN, réintégration empêchée par l'alternance et l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1997. Lorsque François Mitterrand était président, Chirac dénonçait sans cesse l'antiaméricanisme de ce dernier et soutenait les différentes propositions américaines : il avait même proposé que la France participe à la « guerre des étoiles » lancée par Ronald Reagan. Il mettait en avant le fait qu'il avait vécu dans sa jeunesse aux États-Unis pour expliquer son amour pour ce pays. Il fut le premier dirigeant occidental à se rendre à New York après les attentats du 11 Septembre. Bizarrement, même après que les Américains eurent compris que la guerre d'Irak avait été une erreur, ils en voulurent toujours à Jacques Chirac de l'avoir dénoncée.

Pourtant, après 2005, il opéra un rapprochement tant avec les Américains qu'avec Israël, notamment contre la Syrie après l'assassinat de son ami l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, ainsi que dans le cadre du dossier nucléaire iranien. Il a reçu triomphalement Ariel Sharon en juillet 2005 en laissant de côté la question palestinienne, et c'est lorsqu'il fut président qu'il a été décidé que les relations bilatérales franco-israéliennes ne seraient pas dépendantes de l'avancement (ou du non-avancement) du dossier israélo-palestinien.

CHOC DES CIVILISATIONS



État des lieux

En 1993, la revue *Foreign Affairs* publiait un article de l'universitaire américain Samuel Huntington intitulé *Clash of Civilisations* (Le choc des civilisations). Selon Huntington, le monde était entré dans un nouveau paradigme des guerres. Celles-ci opposaient initialement les princes et les rois, puis à partir de la Révolution française, les nations entières. Au ^{xx}e siècle, les guerres sont devenues idéologiques : communisme contre libéralisme, puis nazisme et fascisme contre démocratie d'un côté, communisme de l'autre. La guerre froide a été une guerre idéologique entre l'Est et l'Ouest. La disparition de l'Union soviétique et de son bloc allait mettre fin aux guerres idéologiques. Mais contrairement à Francis Fukuyama qui prédisait la « fin de l'histoire », Huntington estimait que les conflits allaient se prolonger d'une autre façon. Ils allaient désormais opposer les civilisations entre elles.



La polémique

Une civilisation est une identité culturelle. Elle se définit par des éléments objectifs – langue, religion, histoire, coutume, institutions – et un élément subjectif – l'auto-identification des personnes. Elle peut englober plusieurs États-nations ou n'en comporter qu'un seul.

Huntington définissait 8 types de civilisations : occidentale, confucéenne, japonaise, islamique, hindoue, slave orthodoxe,

latino-américaine, africaine. Selon lui, les différences entre civilisations étaient fondamentales et il prédisait que l'axe futur de la politique internationale sera un affrontement entre le monde occidental dominant, mais en récession, et le monde musulman dominé, mais en expansion, ou le monde confucéen, à savoir la Chine, également dominé, mais en expansion.

Il préconisait donc que le monde occidental renforçât la coopération notamment entre l'Europe et l'Amérique du Nord incorporant l'Europe de l'Est et l'Amérique latine.



Le diagnostic

Cette thèse allait être confortée par deux événements, la guerre du Golfe de 1990-1991, au moment où la disparition de la menace soviétique faisait rêver à un monde sans guerre, et les guerres en ex-Yougoslavie qui voyaient les conflits armés être réintroduits en Europe alors qu'il n'y en avait pas eu tout au cours de la guerre froide. En ex-Yougoslavie effectivement, les Croates chrétiens s'opposaient aux Serbes, aux Slaves orthodoxes qui eux-mêmes étaient opposés aux Bosniaques musulmans.

La thèse d'Huntington allait connaître un succès plus grand encore après les attentats du 11 Septembre qui semblaient prouver l'antagonisme fondamental entre monde occidental et monde musulman. Elle allait devenir la référence centrale des débats stratégiques. La thèse d'Huntington n'était cependant pas vérifiée dans les faits. La première guerre d'Irak n'a pas opposé le monde musulman au monde occidental, mais a opposé l'Irak à une coalition internationale à laquelle participaient la Syrie, l'Arabie saoudite, le Koweït et l'Égypte. Par ailleurs, la guerre est initialement entre l'Irak et le Koweït, deux pays culturellement

proches. De même, l'histoire, la langue, les institutions réunissaient Serbes et Croates, séparés uniquement par la religion. Les principaux conflits des années 1990 ont été en fait des conflits intracivilisationnels comme les guerres civiles en Afrique, y compris le génocide rwandais.

On peut se demander également qui (pays ? chef d'État ? leader d'opinion ?) peut représenter une civilisation. Les deux principaux conflits interétatiques concernent la Chine et Taïwan ou les deux Corées qui, à l'évidence, font partie du même bloc civilisationnel.

On peut reprocher à la thèse d'Huntington un caractère trop déterminisme comme si nécessairement les civilisations devaient s'affronter ou comme si l'histoire était écrite à l'avance. L'autre danger consiste à nier l'hypothèse du choc des civilisations au nom de la bonne conscience ou de la bonne volonté, tout en menant des politiques qui peuvent y conduire. En ce sens, George W. Bush en menant la guerre d'Irak aura beaucoup contribué à cette erreur. D'ailleurs, Samuel Huntington, l'inventeur du choc des civilisations, dira après coup avoir regretté avoir voté pour George W. Bush et condamnera la guerre d'Irak.

CIA



État des lieux

La Central Intelligence Agency a été fondée en 1947 par le National Security Act réorganisant les forces armées des États-Unis. Elle est chargée de fournir et d'analyser des informations et renseignements sur les gouvernements, les entreprises et les

individus de tous les pays du monde pour le compte du gouvernement américain. Son siège est à Langley en Virginie.

La CIA a le droit de conserver secret l'ensemble des renseignements la concernant, allant du nombre d'employés à l'organigramme, au budget, etc. On estime qu'elle emploierait 16 000 personnes dans son siège et environ 21 000 dans le monde entier.

La polémique

Sa création s'inscrit dans un contexte de guerre froide : l'Agence est créée pour s'opposer, partout dans le monde, à l'expansion de l'URSS et du communisme. Elle va également opérer contre les mouvements révolutionnaires en Asie, Afrique et Amérique latine, et particulièrement contre les guérillas latino-américaines. Elle sera à l'origine de la capture et de l'assassinat d'Ernesto Guevara en 1967 en Bolivie. Elle essaye également de débaucher des agents de l'Est ou d'infiltrer les services de ces pays tout en luttant contre les tentatives d'infiltration inverses.

Hormis ces faits d'armes, on peut citer le renversement du gouvernement du Premier ministre iranien Mohammad Mossadegh (1953), celui du président Jacobo Arbenz au Guatemala (1954), le renversement du leader progressiste Patrice Lumumba au Congo par Sese Seko Mobutu (1961) et le putsch militaire organisé contre le gouvernement élu de Salvador Allende le 11 septembre 1973 au Chili. Elle va également procéder à un coup d'État au Cambodge qui va déposer en 1970 le roi Norodom Sihanouk. La CIA va en revanche échouer dans ses différentes tentatives de renversement de Fidel Castro à Cuba, notamment lors du débarquement raté de la baie des Cochons en avril 1961.

L'Agence va prendre une part déterminante dans l'appui aux combattants islamistes moudjahidin dans la lutte contre l'Union soviétique en Afghanistan à partir de 1980. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, elle est soupçonnée de pratiquer l'*extraordinary rendition* consistant à enlever une personne et à l'envoyer secrètement dans un pays où la torture est couramment pratiquée.



Le diagnostic

Dans un premier temps, la disparition de l'Union soviétique et la fin du clivage Est-Ouest a conduit la CIA à réorienter son activité sur l'intelligence et sur la guerre économiques contre ses concurrents, y compris européens. Dans les années 1990, elle fait de nouveau de la lutte contre le terrorisme international et l'islam fondamentaliste l'axe essentiel de sa politique, notamment pendant les deux mandats de George W. Bush. On lui reprochera de n'avoir pas prévu les attentats du 11 Septembre, malgré les alarmes venues de sources françaises, et d'avoir privilégié les moyens technologiques sur le renseignement humain. En 2002-2003, les analystes de la CIA ont déploré que leurs travaux aient été détournés par l'entourage de Dick Cheney et Donald Rumsfeld pour grossir la menace irakienne.

À partir de 2009, et l'élection de Barack Obama, la CIA se diversifie à nouveau : outre la traque d'al-Qaïda, elle s'occupe de la lutte contre le trafic de drogue au Mexique, du programme nucléaire iranien et de la menace de prolifération d'armes de destruction massive, de la Corée du Nord, de la Chine, etc.

La CIA a un fort potentiel symbolique, mis en scène par Hollywood. Elle est admirée, redoutée, crainte. Depuis 1975, deux commissions parlementaires, l'une à la Chambre des repré-

sentants, l'autre au Sénat, sont chargées de contrôler l'activité de la CIA. Celle-ci a désormais l'interdiction, sauf ordre spécial du président des États-Unis, de procéder à des assassinats.

Son culte du secret a d'ailleurs des conséquences fâcheuses : de nombreuses théories du complot se sont développées, impliquant la CIA, sans éléments de preuve, dans l'assassinat de J. F. Kennedy.

La déclassification récente d'archives a cependant montré que dans les années 1950 et 1960, la CIA finançait la bataille des idées en Europe en soutenant des intellectuels proches des positions américaines ou en menant des campagnes contre des adversaires comme, par exemple, l'écrivain chilien, Pablo Neruda. Il faudra attendre quelques années pour que la déclassification des documents concernant la période actuelle montre si cette politique a été maintenue et au profit de qui. On a hâte de savoir si des prises de position vertueuses en faveur de la politique américaine, par exemple sous George W. Bush, correspondaient à des convictions profondes ou à des intérêts d'une autre nature.

CLINTON, BILL



État civil

William Jefferson Clinton est né à Hope en Arkansas le 19 août 1946. Issu d'une famille modeste, il fait des études de droit et sera diplômé d'universités prestigieuses comme Georgetown, Oxford et Yale, où il rencontre sa future femme, Hillary.

Tout d'abord professeur de droit, il est élu procureur de l'Arkansas en 1976, puis gouverneur en 1978, devenant, à 32 ans,

le plus jeune gouverneur d'un État américain. Battu en 1980, il est réélu en 1984 et en 1988.

Candidat du Parti démocrate à l'élection présidentielle de 1992 contre le président sortant George H. Bush, il gagne malgré le bilan avantageux de son adversaire en politique étrangère (fin de la guerre froide, victoire dans la guerre d'Irak) en faisant des questions économiques et sociales une priorité (son slogan « *It's economy stupid !* »), et grâce à la présence d'un candidat indépendant, Ross Perot.

Réélu facilement en 1996, Bill Clinton doit néanmoins faire face à un Congrès acquis aux républicains depuis 1994, ce qui va considérablement gêner sa marge d'action sur le plan intérieur.

À l'issue de son second mandat, il va créer une fondation, la Clinton Foundation, et s'investit dans des conférences hautement rémunérées. Il tente en vain d'aider sa femme Hillary à obtenir l'investiture démocrate en 2008. La nomination de cette dernière au poste de secrétaire d'État va venir limiter les possibilités d'expression de sa fondation ainsi que les financements de certains pays étrangers.



La polémique

Doté d'un très grand charisme et d'une redoutable capacité de séduction, Bill Clinton devra, deux ans après son élection, composer avec un Congrès républicain qui, en termes de politique intérieure, va l'empêcher de mener les réformes qu'il comptait mettre en œuvre. Il va recentrer le Parti démocrate, qu'il juge trop à gauche, et prendre des mesures qui amorcent un recul du *Welfare State* (l'État providence) dans de nombreux domaines.

Sa politique économique sera considérée comme un succès avec la création de plus de 22 millions d'emplois au cours de ses

deux mandats, et une capacité d'absorption de 1 million d'immigrants par an. Mais il aura également été servi par la chance de venir au pouvoir au moment où les États-Unis bénéficiaient de l'explosion des nouvelles technologies de l'information. Il a assaini le déficit budgétaire américain qui paraissait chronique pour présenter en 2000, pour la première fois en 30 ans, un budget excédentaire de 230 milliards de dollars.

Parrain de la signature des accords d'Oslo en septembre 1993 – et sa poignée de main historique entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat – il échouera à asseoir un traité de paix définitif à l'été 2000 à Camp David. L'opposition du Congrès l'empêchera de faire ratifier, entre autres, le protocole de Kyoto et le traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Il prônera l'extension de la démocratie comme facteur de sécurité internationale.

Son deuxième mandat sera entaché par un début de procédure d'impeachment, lancée par les républicains à propos de sa liaison avec Monica Lewinski, une stagiaire de la Maison-Blanche, et des jeux sexuels et fellations pratiqués dans le bureau ovale, faits qu'il a tout d'abord niés. Très populaire chez les jeunes, Bill Clinton cultive une image de proximité, mange au McDonald's et joue du saxophone. Avocat du droit des Noirs, il sera considéré comme le « premier président noir » à l'époque où l'élection d'un Noir à la Maison-Blanche paraissait encore irréaliste.



Le diagnostic

Le bilan de Bill Clinton, qui est considéré comme un président pro-européen et multilatéral, est surtout rehaussé par celui, catastrophique, de George W. Bush. Si le Congrès républicain a empêché les États-Unis de signer de nombreux traités multilatéraux, Bill Clinton n'a pas hésité à engager son pays dans

plusieurs opérations militaires, comme la guerre du Kosovo, en dehors de tout mandat de l'ONU, ou avec des bombardements réguliers de l'Irak, en liaison avec les Britanniques, à partir de 1998, là encore en dehors de tout cadre légal.

Il a insisté pour que le sommet de Camp David ait lieu à l'été 2000 pour pouvoir conclure son mandat par un succès, alors que les conditions d'un accord entre Ehoud Barak et Yasser Arafat n'étaient pas tout à fait réunies. De plus, il n'a pas respecté l'engagement qu'il avait pris auprès d'Arafat, de ne pas lui faire porter seul la responsabilité en cas d'échec. Il a été parfois jugé plus habile que sincère, comme par exemple lorsqu'il avait déclaré à propos de la marijuana que, jeune, il en avait fumé, mais pas inhalé. Monica Lewinski aurait pu en dire de même à propos de leur liaison...

CLINTON, HILLARY



État civil

Née le 26 octobre 1947 à Chicago, Hillary Clinton commence son engagement politique par l'opposition à la guerre du Viêt Nam. Elle étudie le droit à Yale où elle rencontre en 1971 Bill Clinton. Ils participent ensemble à la campagne présidentielle du candidat démocrate George McGovern, battu par Richard Nixon en 1972. Ils se marient en 1975 et ont une fille, Chelsea. Hillary Clinton devient avocate dans un important cabinet, Rose Law Firm, très influent en Arkansas, État où son mari accède au poste de gouverneur.

Elle participe activement à la campagne présidentielle de 1992 remportée par Bill Clinton et devient une *first lady* particulièrement active politiquement. Éluée sénatrice de l'État de New York en novembre 2000, elle est réélue en 2006 avec 68 % des voix. Elle n'a pas voulu participer à l'élection présidentielle de 2004, mais se lance dans la campagne en 2008. Elle est battue pour l'investiture démocrate par Barack Obama alors qu'elle était donnée favorite. Ce dernier la nommera secrétaire d'État.

La polémique

Elle a joué un rôle très important pour l'élection de son mari à la présidence de 1992 et l'a soutenu publiquement lors d'un premier scandale, suite à des rumeurs de relation adultère avec la chanteuse Jennifer Flowers. Ce soutien médiatisé a constitué un tournant dans la campagne.

Bill Clinton avait déclaré que si les électeurs votaient pour lui, ils votaient aussi pour sa femme « *Buy one, get one for free.* » Hillary sera plus qu'une première dame et sera très impliquée dans les affaires politiques. Tout d'abord aux affaires intérieures, avec sa nomination à la tête d'un conseil chargé des réformes du système de santé. Elle est alors rebaptisée « Hillary Care » (dérivée de *health care*). La prise de contrôle du Congrès en 1994 par les républicains va la conduire à s'occuper davantage d'affaires internationales, notamment à propos des droits de la femme et des enfants et des programmes internationaux liés à la santé. Elle a de nouveau soutenu Bill Clinton lors de l'affaire Monica Lewinsky, lorsque le président fut accusé d'avoir eu une relation avec une stagiaire à la Maison-Blanche et d'avoir menti à ce propos.



Le diagnostic

Hillary Clinton est un personnage brillant. À 22 ans, le magazine *Life* lui consacrait déjà un article intitulé « La nouvelle vague. » Elle fut considérée comme l'une des avocates les plus influentes des États-Unis et consacrée comme la 4^e personne la plus influente du monde par *Times Magazine* en 2008.

Brillante, mais parfois cassante, elle polarise les attentions en étant soit admirée, soit rejetée, notamment par la droite conservatrice qui lui reproche des positions trop à gauche sur le plan social et sur la question du droit des femmes. La façon dont elle a soutenu Bill Clinton dans différentes affaires a été perçue par les uns comme le signe d'un grand dévouement, et par les autres comme le prix à payer pour ses ambitions personnelles. Sénatrice de New York, Hillary Clinton a soutenu les opérations militaires en Afghanistan, mais également la guerre d'Irak avec laquelle elle n'a commencé à prendre ses distances qu'en 2006. Elle a déclaré publiquement qu'elle regrettait d'avoir eu à serrer la main de l'épouse de Yasser Arafat lorsqu'elle était première dame. Elle a pris des positions très dures également sur l'Iran. Elle s'est fait une image de faucon semblant plus suivre les mouvements de l'opinion que voulant l'éclairer.

Hillary Clinton a mis très longtemps à reconnaître sa défaite face à Barack Obama dans les primaires démocrates de 2008, continuant avec obstination une lutte déjà perdue et justifiant son maintien dans la course par une déclaration de la droite sur un éventuel attentat contre Barack Obama. Elle est apparue mauvaise perdante. Sa nomination au poste de secrétaire d'État lui donne une chance de corriger les aspects les plus négatifs de son image.

Le choix d'Obama, au-delà du message de réconciliation du camp démocrate, semble être inspiré d'un principe attribué au président Lyndon Johnson à propos d'un rival potentiel : « Je préfère l'avoir dans ma tente et qu'il pisse dehors que l'avoir dehors et qu'il pisse dans ma tente. » Obama s'est assuré non seulement de l'absence de critique d'Hillary mais également de Bill Clinton, justifiant aussi le slogan de ce dernier, « *Buy one, get one for free* ».

Finalement, Hillary semble avoir plutôt le rôle d'exécutant que d'architecte de la politique étrangère américaine sous le président Obama.



État des lieux

Cable News Network est un réseau câblé d'informations et une chaîne d'informations télévisées américaine fondée par Ted Turner en 1980 à Atlanta. Elle innove en proposant un flux continu d'informations 24 heures sur 24. C'est la première chaîne télévisée uniquement destinée à l'information.

Au départ, uniquement diffusée aux États-Unis, un canal international appartenant au même groupe a été créé en 1985. En 2004, CNN a été rachetée par le groupe Times Warner.



La polémique

CNN a acquis sa notoriété en diffusant certains événements marquants. En février 1986, elle est la seule chaîne à diffuser

en direct le lancement et, donc, l'explosion de la navette spatiale Challenger avec tout son équipage à bord.

C'est surtout pendant la guerre du Golfe, en 1991, qu'elle marque les opinions en diffusant en direct à partir de l'Irak où elle est la seule chaîne étrangère à assister au début des bombardements sur Bagdad.



Le diagnostic

CNN est accusée de véhiculer une vision essentiellement pro-américaine et de présenter toutes ses informations selon une approche nationale. Pourtant, les programmes de CNN International se démarquent de ceux de CNN National. À l'inverse, certains conservateurs l'ont accusée d'avoir une approche trop libérale ou trop démocrate de l'actualité.

Après la guerre d'Irak de 2003, CNN a épousé, comme d'autres médias, une plus grande logique patriotique américaine. Il faut dire qu'elle est concurrencée par des chaînes soit conservatrices, comme Fox News de Rupert Murdoch, lancée en octobre 1996, soit par des réseaux comme ceux d'Al Jazeera ou d'Al Arabia, qui souhaitent présenter une information avec une approche arabe. TeleSUR en Amérique latine ou CCTV en Chine ont à leur tour brisé le monopole de CNN.

CNN a un temps été présentée comme le 6^e membre permanent du Conseil de sécurité dans la mesure où les Casques bleus de l'ONU n'intervenaient que si la chaîne avait montré les images d'un conflit. Toute-puissante dans les années 1990 par son modernisme et les moyens mis à sa disposition, CNN a créé des émules ou des concurrents et a été légèrement banalisée depuis. Après avoir été le symbole de l'information télévisée et le symbole de la domination américaine sur l'information, ce

statut est venu jouer contre elle, notamment à la fin des années George W. Bush. Elle a créé un modèle dont elle n'est plus le seul représentant et dont elle a perdu le monopole.

COUR PÉNALE INTERNATIONALE



État des lieux

La Cour pénale internationale (CPI) a été instituée par le traité de Rome, signé le 17 juillet 1998. Ce traité est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002, lorsque 60 États ont ratifié son statut. C'est la première juridiction pénale internationale permanente qui a compétence pour les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les génocides. Au 1^{er} avril 2009, le traité de Rome avait été ratifié par 108 pays.

La CPI prend la suite des tribunaux pénaux internationaux spéciaux institués pour les crimes perpétrés en ex-Yougoslavie, au Rwanda ou en Sierra Leone. L'idée est que cette juridiction ait, contrairement à ces précédents tribunaux, une portée générale et ne soit pas assimilée à une justice des vainqueurs.

Le siège de la CPI est situé à La Haye. Elle dispose d'un budget d'environ 100 millions d'euros par an.



La polémique

Plusieurs centaines de plaintes ont été déposées auprès de la CPI. Quatre situations sont déjà évoquées à propos de crimes

commis en République démocratique du Congo, en Ouganda, au Soudan (pour le Darfour) et en République centrafricaine. L'avocat général de la CPI a même lancé un mandat d'arrêt contre le président soudanais Omar al-Bachir : c'est la première fois qu'un mandat d'arrêt est lancé contre un président en exercice.



Le diagnostic

Cependant, ces plaintes récentes ont été critiquées par la plupart des pays africains et la Ligue des États arabes, ces derniers estimant que l'on se montrait sévère avec les faibles, mais que les crimes de guerre perpétrés en Irak, à Gaza ou dans le Caucase n'étaient pas jugés du fait de l'identité (les grandes puissances) de ceux qui les avaient commis. L'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'est élevé contre cette position en déclarant que, pour imparfaite qu'elle soit, la Cour constituait un progrès pour l'humanité.

Le reproche est donc que la CPI est compétente pour des pays qui ne sont pas liés aux membres permanents du Conseil de sécurité. Pour que la Cour soit compétente, il faut que l'accusé soit ressortissant d'un État parti au traité ou qui accepte sa juridiction, que le crime ait été commis sur le territoire d'un État parti ou que le Conseil de sécurité ait saisi le procureur en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU.

Si la naissance d'une juridiction permanente universelle est un progrès, elle reste néanmoins sujette à caution dans la mesure où le rapport de force du Conseil de sécurité continue à s'exercer. La Chine, la Russie et même les États-Unis ont refusé de ratifier le traité de Rome afin que leurs ressortissants ne soient pas mis en cause. Les États-Unis exercent même des pressions importantes. Par exemple, ils menacent de mettre fin à l'aide

économique ou aux avantages douaniers auprès des États s'apprêtant à ratifier le statut. C'est pour cette raison que la saisie de la CPI à l'égard du Soudan, à la demande de ces pays, a été particulièrement mal reçue. Les États-Unis ont signé des accords bilatéraux avec certains États signataires du traité, garantissant que les Américains qui seraient amenés à répondre de leurs actes devant la CPI soient rapatriés aux États-Unis.

CRISE ÉCONOMIQUE 2008-2009



État des lieux

La crise économique déclenchée à l'automne 2008 est considérée comme la plus grave depuis celle de 1929 et la première survenant à l'heure de la globalisation. Née aux États-Unis, elle a atteint immédiatement le reste du monde. Elle trouve son origine dans le développement des prêts hypothécaires à haut risque souscrits aux États-Unis. Le 15 septembre 2008, la banque Lehman Brothers, une des premières banques d'affaires américaines, dépose son bilan. Trois autres importantes institutions (Fannie Mae, Freddie Mac et AIG) sont récupérées par l'administration américaine pour un coût de 285 milliards de dollars. En octobre, les principales Bourses occidentales ont perdu 40 % de leur valeur.

Aux États-Unis, le taux de chômage passe de 4,9 % en décembre 2007 à 9,5 % en juin 2009. Les États établissent des plans de sauvetage sans précédent pour aider des institutions

financières en faillite qui menacent d'entraîner dans leur chute l'ensemble de l'économie. Aux États-Unis, l'État intervient avec une injection de 700 milliards de dollars dans le secteur bancaire. La Commission européenne organise un plan de relance de 200 milliards d'euros.



La polémique

La crise a été considérée par l'opinion publique internationale comme étant causée par des excès du capitalisme financier, déconnecté de l'économie réelle. Les banques ont été accusées d'investir les fonds des épargnants dans des titres risqués afin d'obtenir des résultats immédiats positifs qui leur permettent d'empocher des primes et des bonus conséquents. Des agences de notation ont été accusées d'être trop consanguines avec les institutions qu'elles devaient surveiller et de ne pas avoir joué leur rôle d'alerte.

Les États ont été accusés de ne pas avoir joué leur rôle de contrôle. C'est la dérégulation excessive qui a été mise en cause. On a, par la suite, reproché aux États d'être venus aider avec l'argent des contribuables des banques qui avaient très largement distribué primes et bonus à leurs dirigeants, ces derniers s'étant enrichis tout en contribuant à façonner la crise économique.



Le diagnostic

Les gouvernements ont su réagir relativement vite devant l'ampleur de la crise et en ont limité les effets. Contrairement à ce qui s'était produit en 1929, il n'y a pas eu de réaction nationale de repli sur soi qui serait venue aggraver la crise.

La crise ayant montré la nécessité d'une régulation à l'échelle mondiale, le G8 et surtout le G20 ont pris les choses en main. Mais les remises en cause des bonus des traders ou de l'existence des paradis fiscaux risquent de ne pas être traitées sur le fond une fois les effets les plus graves de la crise passés. Il est encore trop tôt pour savoir si la peur suscitée par la crise va déboucher sur un comportement plus vertueux des grands acteurs économiques ou si, celle-ci passée, chacun retournera peu ou prou dans ses travers. L'euro est apparu comme un bouclier pour les pays qui en disposaient.



DALAI-LAMA



État civil

Dalaï-lama signifie en tibétain « océan de sagesse ». C'est le plus haut chef spirituel du Tibet. Il est la réincarnation du Bouddha. Il est également devenu le chef temporel du gouvernement du Tibet depuis le ^{xviii} siècle. Tenzin Gyatso, né le 6 juillet 1935, est le quatorzième dalaï-lama, et le chef du gouvernement tibétain en exil.

Le Tibet, après avoir été brièvement occupé par les Britanniques, jouissait d'une situation d'autonomie mais sans être formellement reconnu comme un État. La Chine considère que le Tibet fait partie de son empire depuis le ^{vii} siècle suite à un mariage d'une princesse chinoise et du roi du Tibet. Pourtant, le Tibet était culturellement plus proche de l'Inde du fait du bouddhisme qui y est répandu depuis le ^{viii} siècle. À partir du ^{xviii} siècle, les lamas se reconnaissent vassaux de l'empereur de Chine, mais ils n'y sont pas formellement rattachés. Les Chinois furent ensuite chassés du Tibet à la chute de la dynastie mandchoue en 1911.

Après la prise du pouvoir par les communistes en 1949, l'armée chinoise entre au Tibet et l'annexe officiellement. Les Chinois dénoncent alors le servage auquel serait soumise la population du Tibet au profit du clergé. Après 1959, le dalaï-lama s'enfuit, se réfugie en Inde où il constitue un gouvernement en exil. Le dalaï-lama reçoit le prix Nobel de la paix en 1989.



La polémique

Le dalaï-lama ne peut pas rentrer au Tibet, mais il bénéficie d'un vaste système de soutien international composé à la fois de gens qui sont hostiles à la Chine pour des raisons politiques ou géopolitiques, d'admirateurs et de partisans de sa philosophie non violente ou de personnes inspirées par la philosophie bouddhiste.

Le gouvernement tibétain en exil est installé à Dharamsala, dans le nord de l'Inde. Au cours de la Révolution culturelle en Chine, de nombreux temples bouddhistes sont détruits au Tibet. Le dalaï-lama est dénoncé comme étant indépendantiste. Celui-ci prône la voie de la non-violence et cherche à aboutir à un compromis politique pour la reconnaissance d'une certaine autonomie du Tibet. Le gouvernement chinois a déclaré en juin 2008 que le prochain dalaï-lama naîtra en Chine et sera choisi par la Chine. Dans ce cas, il est probable qu'il n'aura pas une réelle légitimité aux yeux de la population du Tibet.



Le diagnostic

Le dalaï-lama est très populaire aux yeux de nombreuses stars de Hollywood. À l'approche des jeux Olympiques de Pékin de 2008, des incidents ont éclaté au Tibet et ont provoqué une répression chinoise. Fin politique, le dalaï-lama n'a pas demandé le boycott des Jeux de Pékin, sachant que cela serait vu comme une déclaration de guerre non seulement par les dirigeants, mais également par la population chinoise. Le dalaï-lama est aujourd'hui beaucoup plus influent en dehors de son pays, où son aura grandit régulièrement, qu'au sein

du Tibet, auquel il n'a pas accès et où la situation est sérieusement prise en main par la Chine. Il fait attention à ne pas être instrumentalisé par ceux qui veulent se servir de son combat non pas au bénéfice des Tibétains mais dans des visées géopolitiques antichinoises. Les autorités chinoises essaient de l'isoler, provoquant des incidents s'il est reçu par des chefs d'État étrangers.

Les responsables chinois continuent de mettre en avant le développement économique du Tibet, la construction d'infrastructures et l'amélioration des biens matériels de la population, qui effectivement était auparavant en état de quasi-servage. Cependant, on reproche à la Chine de modifier l'équilibre démographique du Tibet en y faisant venir des Han, ethnie majoritaire en Chine, et de faciliter l'acculturation du Tibet. Ce phénomène est en fait dû à la fois à la politique chinoise et au développement économique. Le Tibet a une importance stratégique majeure pour la Chine face à l'Inde et est d'un intérêt capital pour ses réserves d'eau.

DÉCHETS



État des lieux

Il existe différentes catégories de déchets. Il y a ceux qui sont biodégradables, ceux qui sont recyclables et ceux qui sont dangereux (radioactifs, explosifs, inflammables, irritants, toxiques, cancérigènes, corrosifs, infectieux, etc.) et qui doivent faire l'objet d'un traitement particulier.



La polémique

La gestion des déchets est résumée par la gestion des « 3 R » : Réduire la quantité des produits qui arrivent en fin de vie, Réutiliser et Recycler. En effet, les déchets constituent l'une des principales sources de pollution et ils sont devenus un problème international à partir du moment où les pays développés, qui en produisent le plus, ont été tentés de les recycler dans les pays en voie de développement.

La convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination est entrée en vigueur en mai 1992 et vise à réduire leur transfert des pays développés vers les pays en développement. Dans ce cadre, les déchets sont définis comme des substances de rejet qu'on élimine ou qu'on a l'intention d'éliminer ou que l'on est tenu d'éliminer en vertu des dispositions du droit national.



Le diagnostic

Les déchets en mer causent également un problème important par rapport à la biodiversité et à la protection des espèces (végétaux, poissons, cétacés, oiseaux de mer). En 2005, il y a eu 260 déclarations d'accidents maritimes dus à des collisions avec des déchets flottants, on parle même du « septième continent » pour qualifier une zone, supérieure à la superficie de la France, constituée de déchets plastiques accumulés dans le Pacifique nord, qui se déplace de façon sous-marine. Par endroits, la quantité de plastique est plusieurs fois supérieure à celle du plancton.

L'un des scandales les plus récents fut l'affaire Trafigura, une compagnie pétrolière multinationale qui avait transféré une

partie de ses déchets industriels en Côte d'Ivoire en août 2006 pour un traitement plus rapide et moins coûteux. Responsable d'une pollution considérable autour d'Abidjan, elle a dû s'engager à verser à titre de compensation une indemnité de 150 millions de dollars à la Côte d'Ivoire. Mais ces chiffres sont loin d'être dissuasifs : les pays du Nord peuvent trouver qu'il est au final moins coûteux de faire traiter les déchets dans les pays du Sud, où les règles environnementales sont moins sévères que chez eux.

DÉLOCALISATION



État des lieux

La délocalisation est le transfert d'activité, de capitaux ou d'emplois dans un autre lieu que celui où réside l'activité initiale afin de bénéficier d'avantages compétitifs et de conditions économiques plus favorables : aides à l'investissement, salaires moins élevés, droits du travail plus souples, taux de change favorables, fiscalité plus légère ou accès à un marché nouveau.

Le phénomène a été accéléré par l'abaissement des coûts de transports et l'amélioration des techniques de communication qui permettent de mieux supporter l'éloignement, d'en faire une entrave moins grande à l'activité et à la coordination, qui viennent diminuer les notions de temps et de distance.



La polémique

La mondialisation, l'abaissement des tarifs douaniers et une plus grande libre circulation des capitaux sont venus donner

une nouvelle impulsion au phénomène de délocalisation. Cela s'est souvent traduit par le détournement d'activités là où la main-d'œuvre est moins chère et, par conséquent, le développement du chômage dans les anciens pays industrialisés.

La délocalisation est donc perçue comme la cause des abaissements des conditions sociales dans les pays développés au profit de la recherche de plus grands bénéfices. Dans le même temps, les délocalisations sont venues accélérer l'industrialisation des pays pauvres. Les investissements étrangers peuvent également concerner des pays développés.



Le diagnostic

En France, par exemple, on se plaint beaucoup des délocalisations vers le Maghreb, l'Asie ou l'Europe de l'Est, alors que la France est l'un des pays qui attirent le plus les capitaux étrangers.

Par ailleurs, la délocalisation ne donne pas forcément un avantage économique énorme. L'entreprise qui délocalise doit en effet très souvent consentir des efforts pour expatrier ses cadres et former la main-d'œuvre locale. De plus, l'augmentation du coût du pétrole pourrait remettre en cause certains avantages liés à la baisse du coût des transports.

Mais les délocalisations les plus avantageuses demeurent celles qui concernent la conquête de nouveaux marchés intérieurs. Des cas très médiatisés pour lesquels on proposait à des ouvriers européens d'aller continuer à exercer leur métier dans les conditions du nouveau pays d'accueil ont créé des scandales et un vif émoi dans les opinions publiques.

DÉMOCRATIE



État des lieux

Le terme démocratie vient du grec *dêmos* (peuple) et *cratos* (le pouvoir) ; il signifie donc « le pouvoir par le peuple ». Il s'oppose au système oligarchique, où le pouvoir était détenu par un petit groupe. La démocratie s'est longtemps opposée à la monarchie, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, de nombreuses monarchies étant démocratiques et constitutionnelles comme, par exemple, la Grande-Bretagne. Un système démocratique exige donc des élections libres, le pouvoir par le peuple, la séparation des pouvoirs.

La démocratie s'est vigoureusement répandue au cours de la seconde partie du ^{xx}e siècle, apparaissant en Asie, où elle n'existait pratiquement pas, mais aussi en Afrique, et s'établissant surtout de façon quasi-universelle en Amérique latine et, par la suite, en Europe de l'Est, après la chute des régimes communistes.



La polémique

Pour reprendre la formule de Churchill, la démocratie est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres. Elle est associée à la liberté et à la libre détermination des individus. La guerre froide avait été ainsi présentée comme une lutte entre démocratie et dictature communiste, même s'il ne faut pas mettre totalement de côté les rivalités géopolitiques.

Il ne faut pas résumer la démocratie à la seule organisation d'élections. Celles-ci peuvent en effet être truquées, orientées, la

presse peut n'être pas libre, l'opposition peut voir ses droits bafoués. Une véritable démocratie suppose donc un État de droit.



Le diagnostic

Il est difficile de définir un archétype de démocratie. Elle repose sur le principe de liberté d'expression, de pensée, de mouvement, de religion et d'égalité entre les citoyens.

Mais il n'y a pas de démocraties parfaites et même les systèmes les plus achevés ont leur faille.

Les dictatures ont organisé des élections à des fins purement démonstratives. Les démocraties peuvent ainsi être tronquées. À Athènes, par exemple, la démocratie était basée sur l'esclavage, et pendant très longtemps les femmes ont été exclues du droit de vote dans les démocraties occidentales : quant aux minorités ethniques, telles que les Noirs aux États-Unis, elles ont longtemps été, de fait, entravées dans l'exercice de leurs droits. Le coût des campagnes électorales peut également être un frein au libre-exercice de la démocratie.

Si la démocratie est un système préférable aux autres, elle n'est pas pour autant synonyme de paix ni de développement. À l'inverse, des dictatures peuvent amorcer le décollage économique d'un pays, mais en revanche au bout d'un certain taux de développement économique, l'exigence de démocratie par la population devient plus forte que la dictature elle-même. Par ailleurs, la démocratie n'est pas un gage de pacifisme, certains pays ayant une attitude parfois agressive et même « va-t-en-guerre » comme les États-Unis contre l'Irak en 2003 ou encore Israël dont les réponses militaires peuvent sembler disproportionnées face aux provocations, au Liban et à Gaza en 2006 et 2008.

DOLLAR



État des lieux

Le premier dollar a été imprimé en 1690 dans le Massachusetts. Il deviendra la monnaie nationale des États-Unis après la proclamation de l'indépendance en 1776. En 1922, le dollar est désigné par les accords de Gênes comme monnaie de réserve substitutive à la livre britannique dans un système dit d'« étalon d'échange ». La fin de la Seconde Guerre mondiale marque son triomphe comme monnaie internationale, parallèlement à l'émergence des États-Unis comme première puissance mondiale.

Considéré comme « *as good as gold* » (aussi bon que l'or), le dollar est défini comme la monnaie pour les échanges commerciaux mondiaux, à l'instar de l'or. Le taux de change est fixé à 35 dollars pour une once d'or. Les dépenses liées à la guerre du Viêt Nam et les déficits commerciaux dus aux investissements américains dans le monde vont entraîner une diminution du stock d'or américain. Par la suite, la multiplication d'émissions de dollars rend impossible de maintenir la parité or-dollar. Nixon la suspend en 1971 avant de dévaluer le dollar en 1973.



La polémique

John Connally, secrétaire américain au Trésor, déclare : « Le dollar, c'est notre monnaie, mais c'est votre problème. » Une déclaration qui survient avant le choc pétrolier, le début de marasme économique international et un dérèglement de la

valeur du dollar dont la variation des cours rend difficile le service de la dette, il va passer à environ 4 francs pour 1 dollar à la fin des années Carter, jusqu'à un pic de 10 francs pour 1 dollar au début des années 1980. La fin des repères idéologiques et la soif de consommation des populations ont fait dire à certains qu'il était le nouveau dieu universel.



Le diagnostic

L'euro sera introduit au cours de 1 euro pour 1 dollar, avant que le billet vert ne perde du terrain pour arriver à un pic, le 15 juillet 2008, de 1 euro pour 1.60 dollar. Le dollar représente néanmoins toujours 89 % des transactions internationales. Il reste la principale monnaie de réserve, même si son avenir semble menacé et qu'il est de plus en plus concurrencé par l'euro. Avant le sommet du G20 d'avril 2009, la Chine a demandé à ce que le dollar soit remplacé comme monnaie internationale par une autre monnaie, neutre.

Le dollar est lié à la suprématie américaine, il donne un avantage comparatif inégalable aux États-Unis tant qu'il est considéré comme la monnaie internationale ; les États-Unis peuvent en émettre et s'endetter sans grand risque. Mais cela les a conduit également à des comportements peu prudents et à un endettement qui peut être l'une des sources de la crise financière. À terme, la question de l'avenir du dollar comme unique monnaie internationale est posée.

DOMMAGES COLLATÉRAUX



État des lieux

L'expression dommage collatéral a été créée par le Pentagone : elle désigne toute blessure ou tout dégât causés de manière involontaire ou secondaire à des personnes, des objets qui n'étaient pas initialement des cibles militaires légitimes. Ainsi, de tels dommages ne sauraient être considérés comme illégitimes, tant qu'ils restent négligeables par rapport à l'avantage militaire obtenu lors de l'attaque en cause.



La polémique

L'expression est apparue lors de la guerre du Viêt Nam pour désigner les victimes civiles et les installations endommagées lors des bombardements américains. Cependant, elle est employée par les responsables politiques et militaires occidentaux pour insister sur le caractère non intentionnel des dégâts créés et en même temps sur leur caractère quasi inéluctable en vertu de principes comme « il n'y a pas de guerre propre », « on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs ». Il est donc difficile, voire impossible, de les éviter.

Le discours est destiné aux opinions occidentales qui peuvent éprouver des réticences par rapport aux guerres et éprouver de la compassion pour les souffrances des populations civiles du camp adverse si elles leur semblent excessives.



Le diagnostic

Le monde occidental veut bannir la mort de son univers, ou du moins sa visibilité. L'expression est un euphémisme pour désigner les victimes civiles d'un conflit. Elle se veut lénifiante en n'évoquant ni la guerre ni la mort, car, collatéraux ou non, les dommages signifient bien tueries, voire même massacres de civils.

L'effet apaisant de cette expression sur les opinions commence à s'estomper, car elle a été trop souvent employée et est désormais clairement identifiée comme une volonté de masquer par les mots une réalité tragique. On peut donc penser que les communicants du Pentagone vont devoir en trouver une nouvelle.

DOW JONES,

voir Indice Dow Jones

DROITS DE L'HOMME



État des lieux

Les droits de l'homme se définissent comme inhérents à la personne humaine et sont considérés comme inaliénables et universels ; ils concernent la liberté de pensée, de mouvement, d'expression, de religion. Les premiers textes les protégeant sont la Magna Carta anglaise de 1215, puis la Déclaration d'indépendance américaine du 4 juillet 1776

et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 en France.

Le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution instituant la Déclaration universelle des droits de l'homme qui sera néanmoins refusée par les pays communistes et par les pays musulmans. En 1966, l'ONU établit le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Leurs points principaux concernent la liberté, la sûreté, la propriété et ont été élargis aux questions de dignité, de bien-être, d'éducation et de santé.

La polémique

Les droits de l'homme ont été un motif idéologique d'affrontements entre l'Est et l'Ouest au cours de la guerre froide. L'Ouest reprochait aux pays de l'Est de ne pas reconnaître les libertés individuelles et collectives, l'Est estimant que les pays capitalistes ne respectaient pas les droits sociaux des individus. Mais tout en dénonçant le non-respect des droits de l'homme par les pays de l'Est, les pays occidentaux ont très souvent soutenu, voire mis en place, des dictatures à partir du moment où elles étaient anticomunistes. Aujourd'hui, au nom de la lutte antiterroriste, les États occidentaux soutiennent parfois des régimes répressifs qui présentent leurs opposants comme terroristes.

Le diagnostic

Les pays occidentaux estiment que les droits de l'homme sont inhérents aux sociétés occidentales. Les autres pays critiquent

cette hypocrisie, mettent en avant qu'il y aurait « deux poids, deux mesures ». Les ONG se veulent être les vigies des droits de l'homme et avoir une capacité d'alerte sur leurs violations, estimant que, sur des proportions différentes, tous les États peuvent potentiellement les enfreindre. La thématique des droits de l'homme, de plus en plus importante dans le champ des relations internationales, est une conséquence de l'émergence des opinions publiques dans ce domaine.

À côté de mobilisations sincères et justifiées pour la défense des droits de l'homme, ceux-ci sont, à l'évidence, parfois instrumentalisés par des intérêts géopolitiques. Ainsi, on dénoncera la violation des droits de l'homme avec une vigueur qui se trouve davantage indexée sur la qualité des relations que l'on a avec un État qu'en fonction de l'ampleur réelle des violations.

ÉMEUTES ALIMENTAIRES



État des lieux

Les émeutes alimentaires désignent des révoltes politiques spontanées, survenant la plupart du temps dans les pays pauvres lorsqu'une partie de la population, notamment urbaine, n'a plus de quoi se ravitailler en nourriture et proteste de façon désorganisée et anarchique contre le régime.

Entre 2007 et 2008, le monde a connu de nombreuses émeutes alimentaires dues au doublement du prix du blé sur le marché international et à l'augmentation du prix du lait, du pain, du riz et du soja dans certains pays.



La polémique

En 2007, des émeutes ont éclaté au Burkina Faso, au Cameroun, au Sénégal, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire, en Égypte et au Maroc. Par la suite, le Mexique, la Bolivie, l'Ouzbékistan, le Bangladesh, le Pakistan et le Sri Lanka ont également connu des émeutes de ce type, ainsi que Haïti. Face à cette situation, la Banque mondiale et le FMI ont lancé des aides d'urgence pour soutenir les pays les plus touchés.

Les politiques agricoles poursuivies par les États-Unis et l'Union européenne ont également été critiquées parce qu'elles élèvent des barrières douanières par rapport au pays du Sud.



Le diagnostic

Ce phénomène est dû au dépassement de la consommation de certains produits par rapport à leur production, à des phénomènes naturels comme la sécheresse et à la hausse du cours du pétrole, qui renchérit le coût du transport des matières premières alimentaires ou qui suscite la tendance à fabriquer du carburant à partir des denrées agricoles. Ainsi, en 2007, 23 % de la récolte de maïs aux États-Unis étaient consacrés aux agrocarburants.

Le réchauffement climatique, la destruction des terres arables et la spéculation sont également tenus pour responsables.

ENFANT SOLDAT



État des lieux

Un enfant soldat est une personne, garçon ou fille, âgée de moins de 18 ans, membre d'une armée gouvernementale, d'un groupe armé quel que soit son rôle, ou accompagnant de tels groupes. Cette définition, reprenant des propositions de l'Unicef et d'ONG, a été reprise par le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant adopté à l'ONU le 25 mai 2000 : ce protocole concerne l'implication d'enfants dans les conflits armés.

Un enfant soldat peut donc exercer des fonctions de combattant, mais être aussi poseur de mines ou démineur, éclaireur, espion, porteur, coursier, garde, cuisinier, voire esclave sexuel pour les jeunes filles.



La polémique

L'utilisation d'enfants soldats est une tradition ancienne dont on connaît le premier signalement à Sparte, au IV^e siècle avant Jésus-Christ. On peut également citer les cadets de Louis XIV, les Marie-Louise de Napoléon Bonaparte, les jeunes enrôlés durant la guerre de Sécession ou encore les Jeunesses hitlériennes.

L'ONU estime qu'il y a aujourd'hui 300 000 enfants soldats, dont 100 000 en Afrique. Le phénomène s'est développé dans les années 1990 par le fait que les conflits infra-étatiques sont devenus plus nombreux que les conflits interétatiques et que les groupes armés utilisent plus facilement les enfants soldats que les armées officielles. Par ailleurs, il y a eu, notamment sur le

continent africain, une prolifération des armes légères faciles à utiliser pour les enfants soldats.



Le diagnostic

Les groupes armés utilisent cette main-d'œuvre car elle ne coûte pas cher, elle est docile et influençable, elle se révèle tout à fait efficace et peut servir de chair à canon. De plus, un lien de dépendance et d'identification peut être facilement établi.

Les enfants soldats s'enrôlent soit parce que, étant orphelins et n'ayant pas de moyens de subsistance, ils n'ont pas d'autre alternative, soit parce qu'ils sont enrôlés de force. Ils ne peuvent échapper au groupe où ils trouvent un rôle, une existence, une reconnaissance qu'ils n'ont pas ailleurs, notamment par l'impression de prestige et de force que dégage l'utilisation des armes. Le désir de venger un proche peut également être une motivation.

Le traité de Rome de 1998, qui a établi la Cour pénale internationale, classe parmi les crimes contre l'humanité le recrutement ou l'utilisation d'enfants de moins de 15 ans dans les conflits armés. Différentes résolutions passées par le Conseil de sécurité ont également condamné le recrutement ou l'utilisation d'enfants soldats dans les conflits armés. Ce combat, largement médiatisé et popularisé, est devenu une cause internationale. 119 États ont ratifié la Convention sur les droits de l'enfant concernant l'implication de mineurs dans les conflits armés.

Les enfants soldats sont à la fois bourreaux et victimes. De nombreux projets ont été élaborés pour permettre, après la fin d'une guerre civile, leur retour à une vie normale par la scolarisation, par l'apprentissage d'un métier et surtout par la recherche d'un emploi, afin d'éviter qu'ils ne soient incités à revenir à la violence s'ils n'ont pas d'autre moyen de subsistance. Cela peut

parfois créer des tensions vis-à-vis d'autres habitants du pays qui n'ont pas un passé aussi lourd et n'ont pas toujours le même type d'aides.

À l'occasion de la Journée internationale des enfants soldats le 12 février 2008, Radikha Coomaraswamy, secrétaire générale adjointe des Nations unies, a indiqué que 58 organisations continuaient à recruter et à utiliser des enfants soldats dans 13 pays : Afghanistan, Burundi, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Birmanie, Népal, Somalie, Soudan, Tchad, Colombie, Philippines, Sri Lanka et Ouganda.

EURO



État des lieux

Leuro est une monnaie en circulation depuis le 1^{er} janvier 2002, créée en 1999 par 11 pays de l'Union européenne, en l'occurrence l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal, qui ont été rejoints en 2001 par la Grèce, en 2007 par la Slovénie, en 2008 par Chypre et Malte et en 2009 par la Slovaquie.

Leuro avait été prévu par le traité de Maastricht sur l'Union européenne signé en 1992. Il a succédé à l'ECU (*European Currency Unit*) créé en 1979 : l'ECU n'était pas une monnaie, mais servait juste de base pour créer un espace de stabilité monétaire au sein du système monétaire européen. Pour être admis dans l'euro, il fallait observer un certain nombre de conditions : ne pas dépasser une inflation supérieure de 1,5 % à celle des

trois pays membres réunissant les plus faibles taux d'inflation, avoir un déficit budgétaire inférieur à 3 % du PIB et un endettement public inférieur à 60 % du PIB.

La polémique

La Grande-Bretagne refuse toujours d'intégrer la zone euro. Cependant, la crise financière et économique que le monde a connue en 2008 a rendu l'euro plus populaire. De nombreux pays refusant jusqu'alors la monnaie européenne veulent à présent l'adopter, l'euro ayant montré qu'il pouvait servir de bouclier aux turbulences monétaires. Cela avait d'ailleurs déjà été le cas avant même sa création, en 1997-1998, années durant lesquelles il n'y a pas eu de spéculations contre les monnaies nationales qui allaient appartenir à l'euro.

L'euro est accusé par une partie des Européens d'être la cause de l'augmentation des prix de l'inflation. Pourtant, si les prix ont augmenté, l'euro n'en est pas la cause.

Un euro fort est un signe de concurrence du dollar et un facteur majeur pour la puissance européenne. L'euro a été introduit avec une parité de 1 dollar pour 1 euro, il a baissé à 0,80 cents pour 1 euro avant de parvenir à 1,60 dollar pour 1 euro. Ceux qui reprochent à l'euro d'être la cause des difficultés d'exportation de la France oublient de voir que l'Allemagne continue à avoir un solde commercial excédentaire en ayant la même monnaie.

Le diagnostic

La création de l'euro a été un geste fort après la réunification allemande. L'Allemagne a renoncé au mark qui était plus qu'une monnaie nationale pour elle : il constituait le symbole de sa

vigueur économique et donc de sa stabilité politique. En échange, l'Allemagne, attisée par les bouleversements monétaires et l'inflation des années 1920 et 1930 qui avaient mené Hitler au pouvoir, a négocié l'indépendance de la Banque centrale européenne.

Le taux de réserve en euro est passé de 18 % de la masse monétaire mondiale en 1999 à 26,5 % en 2008, le dollar baissant simultanément de 71 à 64 %. L'euro est donc devenu la deuxième monnaie mondiale, concurrençant de plus en plus le dollar.





État des lieux

Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont été créées en 1964 par Jacobo Arenas et Manuel Marulanda comme branche armée du Parti communiste colombien sur fond général de développement des mouvements de guérilla en Amérique latine.

Il y avait cependant un contexte particulier à la Colombie. Le pays sortait d'une guerre civile qui, entre 1948 et 1960, avait fait 300 000 morts. Le conflit avait pris fin par une répartition du pouvoir entre les deux principaux partis. Les communistes ont dénoncé cet arrangement et ont prôné la voie armée pour parvenir au pouvoir. L'échec des guérillas après la mort de Che Guevara en 1967 ne leur permettra cependant pas de prendre le pouvoir.

La disparition de l'Union soviétique et la fin du clivage Est-Ouest vont altérer au fur et à mesure le sens du combat des FARC, avec lesquelles le Parti communiste colombien rompra en 1993. En 1998, le président Andrés Pastrana décide de proposer une trêve en offrant certains territoires aux FARC.

À partir de l'élection du président Álvaro Uribe en 2002, les combats reprennent. Raúl Reyes, l'un des hauts dirigeants de l'organisation, est tué le 1^{er} mars 2003, tandis que, le 24 mai, on annonce la mort de son chef historique, Manuel Marulanda.



La polémique

L'administration colombienne a mis en place un programme de

réinsertion pour encourager les militants des FARC à se rendre.

Les FARC ont réussi un coup d'éclat en février 2002 en enlevant Ingrid Betancourt, candidate à l'élection présidentielle. Sa captivité, qui aura un grand écho dans l'opinion, notamment en France, prendra fin le 2 juillet 2008.



Le diagnostic

Hugo Chávez, qui plusieurs fois a appelé à ce que les FARC soient rayées de la liste des organisations terroristes, a finalement condamné, en janvier 2008, les méthodes violentes de ces dernières.

Après la chute de l'URSS, les FARC se sont lancées dans différents trafics de drogue pour se financer. Elles vont également pratiquer des enlèvements contre rançon. La cause politique s'estompe, la survie de l'organisation par tous les moyens devient l'unique objectif. C'est le type même de ce qu'on appelle les « guérillas dégénérées ».

La popularité initiale des FARC s'explique par la situation économique de la Colombie, où 3 % des plus riches possèdent 70 % des terres cultivables et où 1 % de la population contrôle 45 % de la richesse du pays. Les FARC, qui initialement ont joué sur ces inégalités, ont progressivement perdu le soutien de la population en raison de leurs méthodes jugées aussi répressives que celles de l'armée à laquelle elles s'opposaient. Elles ont à présent perdu toute légitimité politique.



État des lieux

Le FBI (Federal Bureau of Investigation) est le principal organe du service fédéral de police judiciaire américain et des renseignements intérieurs. Il est placé sous la tutelle du département de la Justice, dont il dépend pour son budget (6,4 milliards de dollars en 2008) et qui définit ses priorités.

Le FBI est compétent pour les affaires et enquêtes touchant à l'antiterrorisme, le contre-espionnage, le crime organisé, les enlèvements, la criminalité financière et les renseignements généraux. Son siège est à Washington, ses bureaux sont présents dans plus de 100 villes aux États-Unis et on compte 50 délégations à l'étranger. Le FBI emploie 30 000 personnes.



La polémique

Entre les deux guerres, le FBI se signale surtout par sa lutte contre les mafias et le crime organisé, à l'époque de la prohibition où les gangsters régnaient en maîtres. Le FBI a également des missions politiques comme lutter contre le Ku Klux Klan.

Après 1945, la cible prioritaire du FBI sont les partis de gauche, notamment le Parti communiste américain, les « compagnons de route » et les réseaux communistes aux États-Unis : la lutte contre le Ku Klux Klan reste également une priorité.

Après la prise d'otages des jeux Olympiques de Munich en 1972, le FBI se dote d'une unité d'élite, la Hostage Rescue Team, chargée de lutte antiterroriste et de la libération d'otages. Une unité chargée du piratage informatique a également été

créée dans les années 1970. L'agence va se signaler par quelques échecs, comme les négociations ratées lors du siège de la secte des Davidiens à Waco en 1993 (82 morts), mais aussi par des réussites comme l'arrestation de l'auteur de l'attentat d'Oklahoma City en 1995 ou du terroriste mathématicien « Unabomber » en 1996.

La première tentative d'attentat contre le World Trade Center de 1993 et, surtout, les attentats du 11 septembre 2001 conduisent le FBI à se spécialiser de nouveau sur les activités antiterroristes. Le Patriot Act, voté dans la foulée du 11 Septembre, lui permet notamment d'augmenter son activité en termes d'écoutes et de renseignements intérieurs.

En novembre 2003, l'administration Bush a créé le Terrorist Screening Center, une agence qui dépend du FBI et qui est consacrée à l'identification et au stockage de données concernant les personnes suspectées d'être terroristes ou complices du terrorisme. 700 000 personnes sont inscrites sur ce fichier.

Enfin, on ne peut aborder le FBI sans évoquer un de ses personnages emblématiques : J. Edgar Hoover. L'ancêtre du FBI, le Bureau of Investigation, avait été créé en 1908 pour lutter contre le crime organisé. Edgar Hoover en prend la tête en 1924, puis celle du FBI lors de sa création en 1935 pour ne le quitter qu'en 1972. Edgar Hoover a dirigé l'agence pendant 8 présidences et a été accusé d'abus d'autorité sur ses propres agents, de partialité envers les minorités ethniques et d'avoir usé de ses fonctions pour faire chanter des responsables politiques et en tirer des avantages personnels, y compris de la part de la Mafia. À la fin de sa direction, il a été décidé, pour éviter les abus, que le directeur du FBI ne pouvait pas rester en poste plus de 10 ans.



Le diagnostic

La priorité donnée à la lutte contre le terrorisme fait oublier celle liée à la délinquance financière : seulement 15 agents ont été affectés à la surveillance des fraudes sur les hypothèques, qui sont considérées comme l'une des causes importantes de la crise des subprimes.

FIN DE L'HISTOIRE



État des lieux

Le concept de fin de l'histoire a été développé par Francis Fukuyama, un analyste américain d'origine japonaise qui travaillait à l'époque au centre de prévision du département d'État américain (ministère des Affaires étrangères). Dans un article publié en 1989, intitulé *The End of History ?*, il expliquait que la fin de la guerre froide représentait une victoire idéologique de la démocratie et du libéralisme, qui n'avaient plus de concurrents, les dictatures et autres formes de régimes ne pouvant plus fournir de modèle alternatif.

Si la démocratie et l'économie de marché n'étaient pas répandues de façon universelle, leur suprématie n'était plus contestée et la disparition de l'URSS faisait s'évanouir le dernier obstacle à leur extension. Fukuyama écrivait : « Ce que nous vivons aujourd'hui n'est pas seulement la fin de la guerre froide ou l'achèvement d'une nouvelle période de l'histoire de l'après-guerre, mais tout simplement la fin de l'histoire. C'est le terme final de l'évolution idéologique de l'homme et de l'universalisation

de la démocratie libérale occidentale comme forme ultime de gouvernement. »



La polémique

La thèse de Francis Fukuyama a eu un très fort retentissement et le livre qu'il a publié à la suite de son article fut un best-seller.

La théorie de la fin de l'histoire représente la vision optimiste, voire triomphante, des Américains après la disparition de l'Union soviétique. Ils pouvaient croire à la fin de la contestation du modèle américain et du modèle libéral et au triomphe de ce même modèle libéral confondu avec le système américain. La position de l'auteur, analyste au département d'État, et sa personnalité, Américain d'origine japonaise, ont beaucoup contribué à sa popularité.

Fukuyama reprenait en fait la thèse de Hegel, selon laquelle l'avènement de l'État de droit, grâce à Napoléon, mettrait un terme aux relations violentes entre les nations. Alexandre Kojève avait pour sa part écrit que l'histoire s'était finie avec la victoire de la Grande Armée de Napoléon I^{er}, qui avait introduit la codification du droit dans les terres conquises.



Le diagnostic

Cette vision optimiste de la période post-guerre froide allait se voir concurrencée par une vision pessimiste, celle du « choc des civilisations » de Samuel Huntington. Francis Fukuyama, qui était très proche des néoconservateurs, fut, dès 1998, partisan d'une intervention en Irak pour destituer Saddam Hussein. Il s'est démarqué après la faillite de la guerre d'Irak et a même qualifié

la présidence de George W. Bush comme l'un des pires moments de l'histoire américaine. Il a appelé à voter Obama en 2008. Si sa thèse est demeurée célèbre, elle a été constamment démentie par les réalités stratégiques.

FMI



État des lieux

Le Fonds monétaire international (FMI) est une institution multilatérale qui regroupe 145 pays. Elle siège à Washington et totalise 2 700 employés. Selon une règle non écrite, le directeur du FMI est européen, alors que le président de la Banque mondiale est américain. Cette règle de partage instaurée en 1945 est de plus en plus fortement contestée par les puissances émergentes. Son directeur général est le Français Dominique Strauss-Kahn depuis le 28 septembre 2007.

Le FMI a été créé en juillet 1944 en même temps que la Banque mondiale lors de la conférence de Bretton Woods visant à garantir la stabilité du système monétaire international. Après la Seconde Guerre mondiale, le FMI a trois grandes missions : accorder des prêts aux pays en difficultés financières, conseiller les États membres dans leur politique économique et apporter une assistance technique aux États membres. Le conseil d'administration est composé de 24 personnes : 8 pays y ont un représentant permanent (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon, Allemagne, Chine, Russie et Arabie saoudite), les 16 autres étant élus selon un système de rotation.

La polémique

Les ressources du FMI sont de 300 milliards de dollars, l'institution pouvant également recourir à des emprunts. Lors du sommet de Londres du 2 avril 2009, qui a accordé au FMI une place plus importante dans la gestion de la crise, il a été décidé d'accroître ses ressources à hauteur de 1 000 milliards de dollars.

La gestion du FMI a été extrêmement critiquée lors de la crise économique asiatique de 1997 qui s'étendit à la Russie, au Mexique, à la Corée du Sud ou au Brésil ou encore lors de la crise argentine en 2001. Le FMI est accusé de vouloir trop libéraliser l'économie, d'être le cheval de Troie des puissances du monde occidental travaillant à l'encontre des intérêts des pays en voie de développement.

Le diagnostic

Le FMI a été également mis en accusation dans la crise de la dette des pays du Sud dans les années 1980. Cette crise avait été initialement provoquée par le choc pétrolier de 1974 et le phénomène du recyclage des pétrodollars. La dette publique des pays en développement étant devenue trop grande, en 1979, lors du choc pétrolier, les banques commerciales se trouvent peu disposées à fournir de nouveaux crédits à des pays présentant déjà un risque important. Les banques vont alors se tourner vers le FMI, mais l'accès à ses ressources va être subordonné à la réalisation d'un programme d'ajustement structurel, fidèle aux principes néolibéraux prônés par l'institution américaine. Ce programme va se traduire par une très forte réduction des dépenses publiques dans les pays concernés, la fin de la

subvention de produits alimentaires et parfois la réduction des dépenses d'éducation et de santé.

Dans son livre *La Grande Désillusion* (2002), Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, reproche au FMI de faire des prescriptions fondées sur des a priori idéologiques faux, comme l'hypothèse selon laquelle le marché aboutirait spontanément à des résultats efficaces alors que l'intervention de l'État serait vouée à l'inefficacité. Il l'accuse également d'un mélange d'idéologie de mauvaise économie, comme le fait d'obliger les pays en développement à ouvrir leur marché alors que les pays industriels, qui n'ont pas besoin de recourir au FMI, peuvent continuer à protéger le leur.

Récemment, le FMI a admis que les mesures d'ajustement structurel dans les pays en développement doivent s'accompagner d'un volet social et que la réduction de la pauvreté et des inégalités peut également avoir un effet positif sur la croissance générale.

Le FMI s'est vu confier par le G20 un rôle accru dans la gouvernance mondiale après la crise de l'automne 2008.

FRANCAFRIQUE



État des lieux

L'expression a été forgée par Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire de 1960 à 1993, qui l'a utilisée pour la première fois en 1955. Partisan de l'indépendance de son pays, effective en 1960, il souhaitait le maintien d'une étroite coopération avec Paris. L'expression avait une valeur positive.

l'indépendance des pays africains ne se faisant pas sur une rupture brutale. La décolonisation ne reposait alors pas sur le développement de relations antagonistes entre l'ex-colonisateur et l'ex-colonisé, mais, au contraire, sur la base de liens historiques, humains, économiques et politiques, sur une collaboration pour le bien commun.

Par la suite, l'expression va devenir négative, signifiant le maintien de liens incestueux, affairistes et de corruption entre l'ex-métropole et les ex-colonies dont les populations des jeunes pays africains seraient les principales victimes. L'association Survie, qui dénonce le soutien du gouvernement français aux régimes autoritaires africains et la corruption de ces derniers, l'utilise pour la première fois avec cette connotation en 1997.

En 1998, l'essayiste François-Xavier Verschave publie *la Françafrique : Le plus long scandale de la République*. Il y dénonce une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires en France et en Afrique, organisés en réseaux et lobbys et polarisés sur l'accaparement de deux rentes : les matières premières et l'aide publique au développement. La logique de cette ponction est d'interdire l'initiative hors du cercle des initiés. Le système est naturellement hostile à la démocratie.



La polémique

Jacques Foccart, qui fut le « Monsieur Afrique » de 1960 à 1974, est considéré comme le principal acteur de la création de la Françafrique avec ces fameux réseaux, la politique africaine ayant été traditionnellement déterminée à l'Élysée, sous la V^e République.

Considérée comme une forme de néocolonialisme par ses adversaires, la coopération entre la France et les pays africains

est vécue comme assurant le maintien d'une domination politique et économique par la France sur les pays africains avec l'aide de pouvoirs autoritaires ou corrompus sur lesquels on ferme les yeux en échange de leur soumission à Paris.

Les partisans de la coopération avec l'Afrique disent, au contraire, qu'elle permet aux pays africains d'être protégés contre les appétits extérieurs, de limiter au maximum leurs dépenses militaires et de permettre le maintien de liens humains et économiques entre les pays africains francophones et la France, tout en les faisant échapper à la rivalité Est-Ouest. Il est vrai que jusqu'aux années 1980, les pays francophones ont été épargnés par les affrontements et les guerres civiles, contrairement aux pays africains anglophones.



Le diagnostic

Le système a néanmoins eu des effets pervers, notamment avec des pouvoirs qui n'ont jamais été remis en cause, à l'image d'Omar Bongo, président du Gabon entre 1967 et 2009, ou de Gnassingbé Eyadema, président du Togo entre 1967 et 2005.

La France a signé avec de nombreux pays africains des accords de coopération militaire qui prévoient d'assurer la sécurité extérieure de ces pays. Une présence militaire qui a également été utilisée pour maintenir les pouvoirs en place face aux contestations internes. Les partisans du développement des liens entre la France et l'Afrique critiquent ce système, lui reprochant de ne pas faire place aux jeunes générations, de ne pas être à l'écoute de la demande démocratique des populations et de trop s'appuyer, au détriment d'alternatives politiques, sur les pouvoirs en place, contestés et souvent inefficaces.

Lorsque François Mitterrand a été élu président de la République en 1981, on s'est demandé s'il allait changer ce système, mais ses liens personnels, tissés sous la IV^e République avec la plupart des dirigeants africains, l'ont emporté. Jean-Pierre Cot, son ministre de la Coopération qui disait lire avant tout déplacement en Afrique le rapport annuel d'Amnesty International, a été contraint rapidement à la démission.

Nicolas Sarkozy, après avoir dénoncé la Françafrique, s'en est finalement accommodé. Le secrétaire d'État à la Coopération, Jean-Marie Bockel, lui aussi très critique à l'égard de la Françafrique, a dû abandonner son poste à la demande, semble-t-il, d'Omar Bongo aux obsèques duquel Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy étaient présents en juin 2009.

La France hésite à rompre avec un système vieillissant mais existant, au risque de privilégier le présent au détriment du futur. L'époque où la France était un des rares pays actifs en Afrique, pouvant y jouer le rôle d'une superpuissance régionale, est révolue. La France doit à présent subir la concurrence des États-Unis, de la Chine, du Japon, du Brésil et de nombreux autres acteurs qui s'intéressent à l'Afrique.

FRANCOPHONIE



État des lieux

La communauté des populations francophones est organisée au sein de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), ex-Agence de coopération culturelle et technique, qui regroupe 56 États. Elle a pour objectif de contribuer à la prévention des

conflits au sein de l'espace francophone, de favoriser la consolidation de l'état de droit et de la démocratie, de promouvoir la diversité culturelle et les droits de l'homme.

Le secrétaire général de l'OIF est l'ancien président du Sénégal Abdou Diouf. Tous les deux ans se tient un sommet de la francophonie regroupant les chefs d'État et les gouvernements des pays membres.

L'OIF repose sur cinq acteurs principaux : l'Agence intergouvernementale de la francophonie, l'Agence universitaire de la francophonie, l'université Senghor d'Alexandrie, l'Association internationale des maires francophones et la chaîne de télévision TV5 Monde.

On estime le nombre de locuteurs français à environ 200 millions. Il faut ajouter 400 millions de personnes qui ont le français comme seconde langue ou comme langue étrangère. Selon ces chiffres, le français serait la septième langue la plus parlée au monde, en tant que langue maternelle, après le mandarin, l'hindoustani, l'espagnol, l'anglais, le portugais et l'arabe.

La polémique

La francophonie a été longtemps perçue comme une valeur nostalgique et défensive, soutenue pour contrecarrer la domination montante de l'anglais comme langue internationale. Le français, qui a remplacé le latin dans les relations diplomatiques au XVII^e siècle, est resté la langue de la diplomatie jusqu'au traité de Versailles de 1919, premier traité écrit à la fois en anglais et en français. Par la suite, la montée en puissance de la Grande-Bretagne et surtout des États-Unis a fait de l'anglais la langue internationale.

À côté de la vision défensive, voire crispée, de la francophonie qui semble chercher à contrecarrer l'avènement de l'anglais dans un mouvement impossible, existe une vision plus offensive : la francophonie est un espace qu'il faut préserver au nom de la protection de la diversité culturelle.



Le diagnostic

La défense du français comme langue ne peut se résumer à l'interdiction de l'anglais. L'anglais est devenu indispensable pour tout métier à vocation internationale. Cela ne doit pas empêcher la francophonie de se faire respecter et de veiller à ce que le français soit utilisé là où il est reconnu comme langue de travail. Ne serait-ce que par respect pour ceux qui ont fait l'effort d'apprendre cette langue.

FRAPPE CHIRURGICALE



État des lieux

Une frappe chirurgicale est une opération militaire menée avec des armes hautement sophistiquées et destinée à frapper avec une très grande précision la cible choisie en évitant de faire des dommages collatéraux humains ou matériels.

L'objectif est donc de ne détruire que ce qui est militairement indispensable et de limiter les dégâts, qu'il s'agisse d'infrastructures (routes, ponts), de bâtiments et, plus encore, des populations civiles. Le but est double : limiter la capacité de riposte de l'adversaire en détruisant ses centres de commandement, de contrôle,

voire ses dirigeants, tout en épargnant le reste, c'est-à-dire la société et ses moyens d'existence.

La frappe chirurgicale prend le contre-pied de la théorie des bombardements massifs, en vogue depuis la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle on estimait que pour affaiblir son adversaire il fallait s'en prendre à ses centres de production et à sa population.



La polémique

Les opinions publiques supportaient de moins en moins ces destructions aveugles, y compris celles se déroulant chez l'adversaire. Sur ce point, la guerre du Viêt Nam a constitué un tournant dans la mesure où les victoires militaires obtenues par des bombardements massifs n'ont pas empêché une défaite politique et, dans une certaine mesure, y ont même contribué. Les horreurs vues sur les télévisions ont créé une contestation nationale et internationale, aux États-Unis et dans le monde. Ainsi, c'est sur le terrain de l'opinion publique que la bataille avait été perdue, le caractère aveugle des destructions étant rejeté par les opinions américaine et mondiales.

La théorie des frappes chirurgicales correspond à un nouveau paradigme de la guerre dans les pays occidentaux. Il faut en effet des moyens sophistiqués que seuls ces derniers possèdent pour réaliser de telles frappes. Par ailleurs, l'écart de puissance entre les pays développés, amenés à combattre sur des territoires extérieurs, et leurs adversaires, plus faibles, pourrait apparaître illégitime s'il ne s'accompagnait pas d'une volonté d'économiser les pertes dans le camp d'en face.

Les frappes chirurgicales correspondent également au principe selon lequel ce n'est pas le peuple du pays attaqué qui est

l'adversaire, mais seulement ses dirigeants. Dès lors, ce n'est pas le peuple entier que l'on veut punir par la destruction du pays ou par les pertes humaines, il s'agit simplement d'empêcher ses dirigeants de nuire.



Le diagnostic

La notion de frappe chirurgicale donne le sentiment que l'on veut guérir le pays attaqué en le débarrassant de ses cellules nuisibles. S'il y a effectivement une réduction des dégâts imposés sur le théâtre des opérations, une frappe chirurgicale s'accompagne pourtant nécessairement de « dommages collatéraux », euphémisme pour désigner les bavures.

Les frappes chirurgicales sont-elles un nouveau mode opératoire de la guerre, économe en vies humaines, ou un terme de propagande destiné à apaiser et à endormir les consciences des opinions publiques ? La question peut se poser...





État des lieux

Le président français Valéry Giscard d'Estaing estimait que les relations personnelles entre dirigeants permettraient de dénouer des problèmes politiques. En 1975, il lance l'idée d'une réunion annuelle des dirigeants des cinq pays les plus industrialisés, à savoir les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Japon et la France. L'Italie et le Canada s'ajouteront à ce club restreint qui tiendra son premier sommet à Rambouillet au mois de novembre 1975.



La polémique

Il s'agissait de faire face à la crise économique qui commençait à sévir du fait de la fin de la convertibilité du dollar en or depuis 1971 et du choc pétrolier de 1973. Selon Valéry Giscard d'Estaing, l'idée initiale était d'organiser un échange de points de vue entre les principaux dirigeants occidentaux dans une ambiance de réunion d'amis dans une maison de campagne.

L'objectif était, dans ce contexte de crise économique, d'éviter les réactions de repli sur soi et de protectionnisme adoptées par les États dans les années 1930, une attitude qui était venue aggraver la crise de 1929.



Le diagnostic

Au fur et à mesure, le G7 basé sur des réunions informelles

va se transformer en un véritable barnum médiatico-politique. C'est une lourde machine politique qui est suivie par des milliers de journalistes, préparée par des centaines de collaborateurs dont les « sherpas » (en référence aux guides de montagne qui aident à gravir les grands sommets), représentants personnels des chefs d'État et de gouvernement. Par la suite, des dizaines de milliers de contestataires vont également accompagner ces réunions pour y dénoncer un directoire mondial.

C'est dans les années 1980 que Ronald Reagan a voulu quitter le seul domaine économique abordé lors des réunions pour imposer un agenda stratégique et faire du G7 un directoire mondial. François Mitterrand s'y est farouchement opposé, estimant que cela serait mal perçu par les pays non participants et viendrait faire une concurrence indue à l'ONU.

Le G7 s'est plus souvent signalé par son impuissance, se contentant de réagir aux événements sans pouvoir réellement en assumer le cours. Ainsi, le G7 a condamné les essais nucléaires indiens et pakistanais lors du sommet de 1998, ou encore l'offensive israélienne contre le Liban lors du sommet de 2006, sans aucun effet réel. Les différents appels à condamner le terrorisme ou à lutter contre la pauvreté sont restés eux aussi sans effet. Dénoncé comme le directoire mondial des pays riches qui dicteraient leur agenda au reste de la planète, le G7 est tout autant un théâtre d'ombres où les grandes puissances cachent leur impuissance par des communiqués ronflants et sans efficacité. L'envie du directoire est certainement existante, la réalité est tout autre.



État des lieux

En 1998, le G7 est élargi à la Russie et est donc censé réunir les 8 pays les plus industrialisés du monde. Le premier G8 a lieu du 15 au 17 mai 1998 à Birmingham au Royaume-Uni. Y participent Bill Clinton (États-Unis), Boris Eltsine (Russie), Jacques Chirac (France), Tony Blair (Royaume-Uni), Romano Prodi (Italie), Helmut Kohl (Allemagne), Jean Chrétien (Canada) et Ryutaro Hashimoto (Japon).

Le G8 représente 13 % de la population mondiale et 57 % du PIB. En 2006, la Russie en a été pour la première fois le pays organisateur.



La polémique

Les sujets abordés lors des différents sommets se sont considérablement diversifiés, allant de la réduction de la pauvreté à la situation en Afrique, du réchauffement climatique à la question de l'énergie ou au développement durable.

Les sommets du G8 sont désormais l'occasion pour les opposants à la mondialisation d'organiser des manifestations de masse dans les villes où se tient le sommet, suivant l'exemple de ce qui s'était passé à Seattle en 1999 lors du sommet de l'Organisation mondiale du commerce. Lors du sommet du G8 de Gênes en 2001, un jeune manifestant a même été abattu d'une balle dans la tête par des policiers. Depuis, les semaines de réunion ne sont plus organisées dans les capitales mais dans des villes périphériques, d'accès plus difficile et plus simples à sécuriser.



Le diagnostic

L'inclusion de la Russie au G8 tient plus à des questions stratégiques qu'à des questions économiques. Si les seuls critères économiques avaient été pris en compte, le choix de la Russie n'aurait certainement pas eu lieu en 1998 puisque, sous Eltsine, le PNB russe avait diminué de moitié pour atteindre celui des Pays-Bas. Les PIB de la Chine ou même du Brésil, de l'Espagne, de l'Australie ou de la Corée du Sud justifiaient beaucoup plus leur accession au club. Cependant, la Russie devait être confortée par les pays occidentaux en raison de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'existence de son arsenal nucléaire. Prendre un autre pays que la Russie au sein du G8 aurait été un camouflet pour Moscou. La choisir consiste à envoyer un message fort, celui de l'accrocher au monde occidental par une reconnaissance qui est beaucoup plus diplomatique qu'économique.

Les remarques faites sur le directoire mondial à propos du G7 sont réitérées pour le G8. Le G8 recrée finalement un clivage Nord-Sud.

Après la crise économique et financière de 2008, le G20 va se substituer au G8.

G20



État des lieux

Le G20 a été créé en marge d'une réunion des ministres des Finances du G7 en septembre 1999 à Washington. Il s'agis-

sait d'établir un dialogue entre pays industrialisés et pays émergents pour tenir compte du poids économique croissant de ces derniers.

Les pays appartenant au G20 représentent environ les deux tiers de la population mondiale et 90 % de la richesse de la planète. Le G20 est composé de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Chine, de la Corée du Sud, des États-Unis, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Italie, du Japon, du Mexique, du Royaume-Uni, de la Russie et de la Turquie. À ces 19 États il faut ajouter l'Union européenne, représentée par le président du Conseil, ainsi que le directeur général du FMI et le président de la Banque mondiale.

La polémique

À Washington en novembre 2008, le sommet du G20 a été organisé pour faire face à la crise financière en condamnant la tentation protectionniste. Il a été suivi par un autre sommet à Londres en avril 2009, réunissant également des chefs d'Etat et de gouvernement. Un plan de relance de 1 000 milliards de dollars a été établi, ainsi qu'une liste noire des paradis fiscaux, vite réduite à néant, mais aussi de nouvelles règles de gouvernance des marchés financiers dont il est prématuré de juger l'efficacité.

Le diagnostic

Le sommet du G20 de Londres a été perçu comme une étape supplémentaire vers la multipolarisation du monde, comme s'il y avait eu un transfert de pouvoir du G8 au G20. Il sera difficile, à

l'avenir, de revenir en arrière et d'avoir des sommets du G8 sans que, d'une façon ou d'une autre, ils ne soient élargis. Le G20 a pour avantage d'être plus représentatif de l'état du monde que le G8, mais il n'est pas pour autant universel. Les pays les plus pauvres, ceux qui en ont le plus besoin, en sont exclus.

Le sommet de Londres a été bénéfique pour l'urgence d'un plan de relance, et non pour le long terme, sur le terrain de la lutte contre les paradis fiscaux et de la gouvernance internationale. Il ne s'est pas réellement attaqué à la racine des problèmes.

GATES, BILL



État civil

Né en 1955, fils d'un avocat d'affaires et d'une dirigeante de sociétés, Bill Gates découvre l'informatique à la Lakeside School de Seattle. En 1973, il intègre l'université Harvard où il rencontre Steve Ballmer, futur P-DG de Microsoft.

Gates abandonne ses études pour fonder avec son ami d'enfance, Paul Allen, la société Traf-O-Data qui bientôt sera rebaptisée Microsoft, contraction de *microcomputer software*, marque déposée en novembre 1976. Persuadé que le marché informatique va se développer chez les particuliers, il crée un langage de programmation fonctionnant sur les micro-ordinateurs de la plupart des constructeurs. L'informaticien signe en 1980 un contrat avec la multinationale IBM à qui il vend un programme d'exploitation pour son nouveau micro-ordinateur, tout en gardant

les droits de propriété intellectuelle. Il récupérera ce système d'exploitation qui deviendra Windows.

La licence Windows impose aux constructeurs de pré-installer le système d'exploitation sur chaque ordinateur personnel vendu, ce qui va offrir à Microsoft une situation de monopole et lui permettre de devenir le numéro un mondial de la micro-informatique.

En 2000, Bill Gates laisse la direction de Microsoft à Steve Ballmer. Gates devient alors l'homme le plus riche de la planète avec une fortune évaluée à 55 milliards de dollars. Il s'est marié en janvier 1994 à Melinda French avec laquelle il a eu deux enfants. Bill Gates a fondé en 2000 la Fondation Bill et Melinda Gates, avec un capital de 30 milliards de dollars : la fondation lutte principalement contre le sida avec un budget supérieur à celui de l'Organisation mondiale de la santé.



La polémique

Bill Gates suscite l'admiration pour ses capacités créatrices. Il est, avec sa société Microsoft, le symbole des nouvelles technologies de l'information, de leur essor, de leur impact dans la vie quotidienne, dans la société et l'économie.

Il s'est bâti en quelques années la première fortune mondiale, preuve d'une réussite fulgurante pour un homme né dans une famille aisée, mais ne disposant pas d'une fortune héritée.

On lui reproche néanmoins un abus de position dominante et des pratiques anticoncurrentielles qui ont fait condamner Microsoft par les autorités antitrust américaines et européennes. En 2004, la Commission européenne a condamné Microsoft par les autorités antitrust américaines et européennes. En 2004, la Commission européenne a condamné Microsoft

à 500 millions d'euros d'amende pour abus de position dominante et à 300 millions pour ne pas se conformer aux règles de concurrence. Microsoft a désormais l'obligation de transmettre les informations techniques nécessaires aux développeurs afin que les autres logiciels puissent être compatibles avec Windows. L'interface de Bill Gates équipant d'office 90 % des ordinateurs de la planète.



Le diagnostic

Bill Gates a déclaré qu'il léguerait sa fortune à la fondation qui porte son nom, seuls 5 % étant destinés à ses enfants. Certains lui reprochent de se donner bonne conscience avec sa fondation pour éviter que la lumière ne se porte sur ses pratiques monopolistiques.

Gates est désormais le 3^e homme le plus riche du monde, dépassé par son ami l'Américain Warren Buffet et le Mexicain Carlos Slim. En 2005, Microsoft a réalisé 12 milliards de dollars de bénéfices pour un chiffre d'affaires de 40 milliards. Mais cette entreprise pionnière est désormais concurrencée par de nouveaux venus du type Google, mais aussi par Apple qui connaît, grâce à iPhone et iTunes, une seconde jeunesse. Le système libre et gratuit Linux vient également concurrencer Microsoft qui reste profitable même si elle est en perte de vitesse.

S'il n'est plus le dirigeant exécutif de Microsoft, Bill Gates en demeure le principal actionnaire avec 9 % du capital. La Fondation Bill et Melinda Gates est aujourd'hui la première organisation privée humanitaire mondiale.



État des lieux

La ville de Gaza a été fondée en 1 500 avant Jésus-Christ. Elle a été rattachée à l'Empire ottoman du début du XVI^e siècle jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, date à laquelle elle a fait partie du mandat britannique sur la Palestine.

Après la première guerre israélo-arabe de 1948, la bande de Gaza est occupée par l'Égypte sans y être réellement annexée : les Palestiniens vivant dans la bande de Gaza n'avaient pas la nationalité égyptienne. L'armée israélienne a occupé la bande de Gaza lors de la deuxième guerre israélo-arabe de 1956, mais elle s'en est retiré à la fin du conflit. Ce n'est que lors de la guerre des Six-Jours de 1967 que la bande de Gaza a été occupée par l'État d'Israël.

En 2005, le Premier ministre israélien Ariel Sharon décide le retrait de la bande de Gaza, qui va se heurter à la résistance des 7 000 colons qui y vivent, mais qui sera toutefois réalisé en septembre 2005. Alors que le mouvement du Hamas a remporté les élections de janvier 2006 sur l'ensemble des territoires palestiniens – Cisjordanie et bande de Gaza –, le Fatah est chassé par le Hamas de la bande de Gaza en juin 2007, une réaction qui sera qualifiée de guerre civile palestinienne.

En janvier 2008, Israël met en place un blocus autour de la bande de Gaza, auquel le Hamas répliquera par des tirs de roquettes sur les villes du Sud israélien. Fin décembre 2008, Israël lance l'opération « Plomb durci » qui fera 1 300 morts et provoquera un choc psychologique important dans l'opinion publique internationale.

La polémique

La bande de Gaza est l'un des territoires où la densité démographique est la plus forte au monde : 1 400 000 Palestiniens s'y entassent dans ce qui est présentée comme une prison à ciel ouvert du fait du blocus.

De plus, la population civile de Gaza semble être victime du radicalisme croisé du Hamas et des Israéliens.

Le diagnostic

La guerre de Gaza de décembre 2008-janvier 2009 peut apparaître comme la suite du retrait unilatéral de l'armée israélienne. Ce retrait n'ayant pas été négocié avec l'Autorité palestinienne, celle-ci n'a pas pu se prévaloir d'un succès auprès de son opinion publique et le Hamas en a indirectement profité.

Le retrait unilatéral de Gaza a débouché sur une double incompréhension : les Israéliens sont persuadés que, lorsqu'ils font une concession, ils reçoivent pour toute réponse des tirs de roquettes et que dès lors, seule une politique de force à l'égard des Palestiniens peut déboucher sur la paix, ce qui a conduit à la guerre de décembre 2008. De leur côté, les Palestiniens estiment que les concessions israéliennes ne sont pas réelles et que, s'il y a bien eu un démantèlement des colonies, Gaza n'a pas pu disposer d'une liberté économique, d'infrastructures portuaires et aéroportuaires et que, au contraire, leurs conditions d'existence sont devenues encore plus draconiennes avec la mise en place du blocus à leur encontre.

Le plan de retrait de Gaza a été considéré par certains comme le premier pas annonçant d'autres retraits israéliens de Cisjordanie. Mais pour d'autres, il s'agissait avant tout de rétablir

une avance démographique israélienne : il y avait 7 000 colons juifs à Gaza pour 400 000 Palestiniens. Avec de tels chiffres, l'ensemble Israël-territoires occupés devait être majoritairement arabe à l'horizon 2020. En se retirant de Gaza, Israël a pu, au contraire, conforter son contrôle sur la Cisjordanie et y développer des colonies.

GÉNOCIDE



État des lieux

Le concept de génocide a été développé en 1944 par un juriste américain d'origine juive polonaise, Raphael Lemkin, pour qualifier les crimes commis au cours de la Seconde Guerre mondiale par les nazis contre les peuples juif et tsigane. Lemkin définissait le génocide comme la destruction d'une nation ou d'un groupe ethnique.

Le 9 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait la Convention pour la prévention et la répression du génocide qui est entrée en vigueur en 1951. La Convention définit le génocide comme des actes commis dans l'intention de détruire tout ou partie d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Le statut de la Cour pénale internationale actuelle reprend la définition de 1948.

Le génocide fait partie des trois crimes considérés comme les plus graves aux côtés des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

Plusieurs génocides ont été reconnus par la communauté internationale. Celui commis à l'encontre des Juifs par le régime

nazi a été reconnu comme tel par la cour de Nuremberg en 1945. Historiquement, le premier génocide connu a été celui commis par l'Empire ottoman à l'encontre des Arméniens en 1915 et 1916, qui a fait entre 500 000 et 1 500 000 morts. Le Tribunal pénal international pour le Rwanda a reconnu comme génocide celui des Tutsi par les milices extrémistes Hutu. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a également qualifié de génocide le massacre de Srebrenica, massacre de 8 000 hommes bosniaques commis en juillet 1995. Le massacre des Cambodgiens par les Khmers rouges est généralement qualifié de génocide, même s'il a été commis au sein d'un même peuple.

La polémique

Au départ exclusivement utilisé en référence aux crimes nazis, le qualificatif de génocide s'est progressivement élargi. Concernant le génocide arménien, la Turquie continue à refuser de le reconnaître, bien qu'il s'agisse aujourd'hui d'un État différent de l'Empire ottoman. Les débats, longtemps interdits sur ce sujet en Turquie, commencent à peine à exister. La reconnaissance du génocide arménien est parfois utilisée comme un instrument de politique intérieure, soit pour satisfaire des communautés arméniennes, soit pour stigmatiser la Turquie, notamment dans le débat sur son adhésion à l'Union européenne.

Si l'ampleur des massacres ne fait pas de doute, ni l'identité de ceux qui l'ont commis, reste la question de savoir s'ils ont été perpétrés dans l'intention volontaire et préméditée de faire disparaître le peuple arménien ou s'il s'agissait plutôt de crimes de guerre.



Le diagnostic

Le terme de génocide, également évoqué pour les massacres au Darfour, est employé par des responsables américains mais pas par la Cour pénale internationale. Ainsi, lorsque la CPI a émis un mandat d'arrêt contre le président du Soudan Omar al-Bachir, elle l'a fait sur la base de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

La condamnation légitime et justifiée du génocide a donc eu pour effet pervers une inflation terminologique et l'utilisation parfois abusive du terme pour mobiliser les opinions publiques.

GORBATCHEV, MIKHAÏL



État civil

Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev est né le 2 mars 1931. Il fait des études de droit à Moscou et adhère en 1952 au Parti communiste. Il entre au Comité central à 40 ans et en 1980 au Politburo, dont il devient le plus jeune membre. Il est élu secrétaire général du Parti communiste et prend donc la tête de l'Union soviétique en mars 1985 à 54 ans.

L'URSS, qui avait connu trois secrétaires généraux depuis 1982 (Brejnev, Andropov et Tchernenko), des personnages donnant l'image d'un pouvoir à la fois instable, immobile et vieillissant, voit arriver à sa tête un secrétaire général jeune, dynamique et doté du sens de la communication. Gorbatchev est conscient du retard économique et structurel de l'Union

soviétique, ainsi que de l'impasse dans laquelle l'a menée une diplomatie agressive. Percevant la nécessité d'améliorer les relations avec les États-Unis et les pays occidentaux afin d'accéder à leurs crédits et à leurs technologies, il lance la « glasnost » (transparence) et la « perestroïka » (restructuration). Il veut également que les citoyens soviétiques se sentent plus concernés par le régime et disposent de plus d'autonomie pour être responsables et motivés.

Gorbatchev va modifier la politique extérieure soviétique, mettre fin à la crise des euromissiles en acceptant l'« option zéro » (démantèlement de tous les missiles nucléaires d'une portée de 500 à 5 000 kilomètres) et décider du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Il met surtout fin à la doctrine Brejnev selon laquelle l'URSS avait un droit d'intervention dans tous les pays du pacte de Varsovie. Il estime par ailleurs qu'il n'y a pas de modèle unique de socialisme et que chacun peut suivre son chemin.

Ces réformes sont critiquées en URSS par ceux qui estiment qu'il faut aller beaucoup plus loin et beaucoup plus vite, et par les conservateurs qui pensent que Gorbatchev met le système en danger en voulant le réformer. Ces derniers vont d'ailleurs organiser un coup d'État contre lui en août 1991, tentative qui va échouer mais qui va laisser libre cours à Boris Eltsine, un ex-apparatchik devenu contestataire du régime (il avait quitté le Parti communiste pour avoir un espace politique plus libre).

Élu président de la Russie, Boris Eltsine va partager le pouvoir avec Gorbatchev jusqu'à décembre 1991 où il va mettre fin à l'Union soviétique comme entité juridique et géopolitique. Gorbatchev le met en garde et prédit des difficultés entre les différentes nationalités qui composaient l'URSS. Il va créer une

fondation et multiplier les conférences à l'étranger où il est plus populaire qu'en Russie.

La polémique

Gorbatchev a exercé une véritable séduction sur les opinions occidentales après sa prise du pouvoir. Sa jeunesse, sa capacité à parler clair et vrai établissaient un contraste marqué avec la gérontocratie soviétique. On a pu parler d'une véritable « gorbymania ».

Par ailleurs, Gorbatchev avait une femme élégante. Et si cela tranchait avec les tenues habituelles des épouses des dirigeants soviétiques, Raïssa était jugée hautaine par de nombreux citoyens.

En voulant réformer le système sans l'abolir, Gorbatchev en a été le prisonnier, coincé entre ceux qui voulaient accélérer les réformes et ceux qui pensaient qu'il allait trop vite et mettait en danger le système. L'action de Gorbatchev a été décisive pour mettre fin à la guerre froide et à la division du monde en deux blocs.

Le diagnostic

De tous les prix Nobel de la paix, Gorbatchev est certainement celui qui mérite le plus cette récompense. Il voulait non pas mettre fin au socialisme, mais le réformer de l'intérieur. Il est arrivé trop tard, le système était trop rigide pour être réformé. Gorbatchev a géré la fin de l'Empire soviétique sans que cela dégénère en guerre et a réellement accordé la liberté aux pays de l'Est en refusant au leader est-allemand, Erich Honecker, d'utiliser les armes contre les citoyens qui protestaient contre le

régime, à l'automne 1989, à l'image des manifestations chinoises sur la place Tian'anmen en mai de la même année.

Son refus d'utiliser la force allait mettre fin à un système qui ne tenait plus que par la contrainte. Le communisme n'avait jamais reçu de réelle légitimité en Europe de l'Est. Une fois l'Europe de l'Est indépendante de l'Union soviétique, celle-ci allait s'effondrer de l'intérieur sous les coups et les ambitions de Boris Eltsine qui, président de la Russie, voyait dans la structure fédérale de l'Union soviétique un obstacle à ses propres pouvoirs.

Après avoir beaucoup espéré en lui, les citoyens soviétiques se sont détournés de Gorbatchev. Il avait cependant su donner des libertés aux citoyens soviétiques, libérer les prisonniers politiques à l'image de l'émblématique Sakharov, libéraliser la presse, rendre les élections plus ouvertes, mais il n'a pas su engager une véritable réforme économique portant ses fruits et ayant des résultats visibles. Si les citoyens soviétiques pouvaient s'exprimer librement, les consommateurs, eux, n'étaient toujours pas satisfaits. C'est exactement l'inverse de ce qui s'est déroulé en Chine. Résultat : Gorbatchev a quitté le pouvoir, le régime chinois est toujours en place.

Par la suite, Gorbatchev a voulu se présenter aux élections en Russie et il a obtenu à peine 1 % des voix. Les Russes l'ont en effet rendu responsable de l'effondrement de l'Union soviétique, un résultat pourtant plus attribuable à la politique d'Eltsine qu'à la sienne.

Gorbatchev a été l'un des premiers dirigeants du Nord à mettre l'accent sur les questions de protection de l'environnement. Dès 1987, il écrivait dans son livre *Perestroïka* qu'il s'agissait d'une menace commune qui devrait rapprocher l'Est et l'Ouest.

GUANTÁNAMO



État des lieux

Guantánamo est une base militaire américaine installée à Cuba en vertu d'un bail passé lorsque l'île était sous domination américaine en 1901. Après la victoire de Fidel Castro en 1959, les Américains ont conservé cette base, y compris après la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

C'est sur cette base extraterritoriale qu'ont été ouverts à partir de 2001 plusieurs camps (camp X-Ray, camp Delta et camp Iguana) pour y permettre la détention des « combattants illégaux », dénomination des personnes capturées lors d'opérations militaires américaines à l'étranger et soupçonnées d'être liées ou d'appartenir à al-Qaïda.

Le statut de combattant illégal, non reconnu par le droit international, permet à l'armée américaine la détention sans limites et sans chef d'accusation, en violation des conventions de Genève sur la protection des prisonniers de guerre en cas de conflit.



La polémique

George W. Bush a justifié les détentions à Guantánamo par la guerre contre le terrorisme, terrorisme qui échappe pour sa part aux règles de la guerre.

Entre 2002 et 2008, 779 personnes ont été incarcérées à Guantánamo. Il n'y en avait plus que 275 lorsque Barack Obama a décidé de fermer cette base immortalisée par la tenue orange des prisonniers.

Guantánamo était en effet devenu le symbole de la violation des droits de l'homme par les États-Unis et de la négation des principes auxquels les Américains se réfèrent. Les conditions de détention y étaient particulièrement dures et des cas de torture se sont produits régulièrement. Les témoignages des anciens détenus qui ont été publiés étaient accablants pour les États-Unis et ont très largement contribué à ternir leur image dans le monde.



Le diagnostic

Amnesty International a été jusqu'à qualifier le centre de Guantánamo de « goulag moderne » et Barack Obama le considère comme un triste chapitre de l'histoire américaine. Guantánamo est devenu un symbole particulièrement négatif pour les États-Unis, décrédibilisant le discours américain sur la démocratie, les droits de l'homme et les libertés publiques.

De surcroît, aucun renseignement réellement utile dans la lutte contre le terrorisme n'a été obtenu grâce aux méthodes employées à Guantánamo.

GUÉRILLA



État des lieux

Terme emprunté à l'espagnol et qui signifie « petite guerre », pour décrire des combats menés par des petits groupes mobiles qui s'en prennent à une armée régulière, plus lourde, plus puissante, mais ayant du mal à faire face à cette guerre dissymétrique. Il n'y

à pas de ligne de front, la guérilla est par excellence le moyen du faible par rapport au fort.

La guérilla se distingue du terrorisme au sens où ses cibles sont militaires et non civiles et où l'objectif est strictement politique : c'est la conquête du pouvoir. Mao Tsé-toung ou Che Guevara ont été les grands théoriciens de la guérilla au XX^e siècle. Mais la pratique est beaucoup plus ancienne. Elle est en grande partie à l'origine de la défaite de Napoléon, son armée ayant été épuisée en Espagne par la guérilla. De même, Hitler a perdu beaucoup de forces contre la guérilla yougoslave, ce qui a retardé son avancée sur Stalingrad.

La polémique

Le guérillero est censé être « comme un poisson dans l'eau », c'est-à-dire qu'il doit être en lien avec la population locale dont il représente l'avant-garde. Il peut se fondre dans la population dans la mesure où il est guérillero la nuit et paysan le jour. Au Viêt Nam, la tactique de la guérilla a conduit aux défaites successives des Français et des Américains.

Le diagnostic

La guérilla était initialement marquée à droite : les chouans en Vendée, la lutte contre la domination napoléonienne en Europe. Au XX^e siècle, l'idée de la guérilla sera plutôt marquée à gauche : les Yougoslaves contre Hitler, Che Guevara, Mao Tsé-Toung ou le mouvement zapatiste au Mexique.

Aujourd'hui, il y a de nombreuses guérillas « dégénérées », comme les FARC colombiennes dont le but n'est plus la conquête

du pouvoir mais le maintien de la structure et la survie à travers des moyens comme le trafic de drogue ou la prise d'otage.

Le premier protocole additionnel de la convention de Genève de 1977 reconnaît comme combattant celui qui, en raison de la nature du conflit, ne porte pas d'uniforme mais porte des armes ouvertement pendant les opérations militaires. C'est le cas du guérillero.

GUERRE DES ÉTOILES



État des lieux

Le 23 mars 1983, le président Ronald Reagan lançait une « initiative de défense stratégique » sur la base des recommandations d'une fondation conservatrice, la Heritage Foundation. Il indiquait que les États-Unis allaient consacrer 26 milliards de dollars sur cinq ans, uniquement pour un programme de recherche sur les défenses antimissiles (Strategic Defense Initiative, ou SDI). Cette somme représentait à l'époque 18 mois de dépenses militaires totales de la France.

Il s'agissait de mettre en place un système d'intercepteurs au sol et dans l'espace qui aurait pour effet d'empêcher tout missile nucléaire soviétique d'atteindre le sol américain. Ronald Reagan prenait ainsi ses distances avec la doctrine de la dissuasion, disant qu'il était préférable de sauver des vies plutôt que de vouloir venger leurs pertes et dressant la perspective d'un monde où les armes nucléaires seraient devenues obsolètes.



La polémique

Le programme de Reagan allait très vite être appelé « Guerre des étoiles » en référence au film de George Lucas.

Ce projet a été dénoncé par les Soviétiques comme ayant pour effet de relancer la course aux armements et non pas d'y mettre fin. En réaction à ce déploiement de missiles défensifs, ceux-ci ont annoncé qu'ils allaient multiplier leur nombre de missiles balistiques afin de s'assurer de franchir cette barrière d'intercepteurs. Les Soviétiques ne voulaient pas être placés sous la menace des missiles des Américains alors que ces derniers seraient à l'abri des missiles soviétiques. Cela aurait marqué la fin de la partie stratégique américano-soviétique.

Les Américains avaient confiance dans leur supériorité technologique. Le déploiement de missiles antimissiles avait déjà été envisagé dans les années 1960. Soviétiques et Américains avaient décidé à l'époque d'en limiter le nombre pour deux raisons. La première était d'ordre économique, leur déploiement ayant un coup prohibitif. La seconde était d'ordre stratégique : Henry Kissinger avait théorisé le fait que la vulnérabilité mutuelle contraignait Soviétiques et Américains à adopter un comportement modéré sur le plan international. Ronald Reagan prenait le contre-pied de cette théorie avec sa guerre des étoiles.



Le diagnostic

Par son discours, Ronald Reagan satisfaisait à la fois les faucons, avec la perspective de distancer définitivement l'Union soviétique et de lui faire rendre gorge grâce à la supériorité militaire et technologique américaine, et les pacifistes antinucléaires qui pouvaient croire à la perspective d'un monde où l'arme nucléaire

ne jouerait plus aucun rôle. Mais, très vite, les inconvénients du système allaient apparaître supérieurs à ses avantages.

Tout d'abord, on s'est rendu compte que la mise en place d'un système efficace entraînerait des coûts énormes, que même les États-Unis ne pourraient pas assumer. Deuxièmement, si ce système pouvait être efficace contre les missiles balistiques, il ne l'était pas contre les missiles de croisière dont les Soviétiques étaient équipés. Enfin, rien ne permettait de penser que le système était sûr à 100 %. Or, si les Soviétiques n'avaient ne serait-ce que l'espoir qu'un seul missile ou qu'un faible pourcentage de leurs armes nucléaires n'atteignent leurs buts, l'initiative de défense stratégique perdait tout intérêt.

François Mitterrand, qui avait soutenu Ronald Reagan dans la crise des euromissiles, condamnait très fermement ce projet, susceptible à ses yeux de relancer inutilement la course aux armements à un moment où la détente devenait possible avec Moscou.

Le projet fut finalement abandonné. Il appartient cependant à la psychologie américaine qui ne craint pas une attaque conventionnelle mais qui craint une attaque balistique. Aux États-Unis, une protection contre les missiles est donc une idée populaire qui rejaillit régulièrement. Afin de déployer un nouveau système de défense antimissile, George W. Bush a dénoncé les traités ABM-SALT I, conclus en 1972 et visant à limiter le nombre d'armes nucléaires défensives et offensives soviétiques et américaines. Ce dernier projet était présenté comme une réponse à la menace iranienne, mais comme il devait être déployé en Pologne et en République tchèque, la Russie a considéré qu'il était dirigé contre elle et qu'il menaçait de relancer la course aux armements.

Obama avait abandonné ce projet en vue d'améliorer les relations avec Moscou, mais aussi pour ne pas déployer un système qu'un de ses conseillers a présenté comme étant « destiné à contrer une menace qui n'existe pas, par des technologies qui n'ont pas encore été développées, et avec l'argent que nous n'avons pas ».

GUEVARA, ERNESTO



État civil

Ernesto Guevara de la Serna est né en Argentine, le 14 juin 1928, dans une famille aisée et progressiste. En 1948, il commence des études de médecine à Buenos Aires. En 1951, il entame un périple d'un an à travers toute l'Amérique latine. Il prendra conscience de la pauvreté de la population et de la globalité des problèmes du continent latino-américain au-delà des barrières nationales. Il se forge une conscience politique très à gauche et internationaliste.

Après un retour en Argentine où il finit ses études, il repart pour un second périple, de 1953 à 1956, au cours duquel il participe à différents mouvements révolutionnaires en Bolivie et au Guatemala. Il se lie au président guatémaltèque Jacobo Arbenz, élu démocratiquement, mais qui sera renversé par la CIA en 1954. Guevara en conclura que les États-Unis sont une puissance impérialiste qui s'oppose à tout gouvernement désireux d'améliorer la situation sociale en Amérique latine.

Il part au Mexique où il fait la connaissance en 1955 de Fidel Castro, avec lequel il débarque à Cuba dans la sierra Maestra

en 1956. Il prend une part active à la guérilla et fait preuve de qualités en tant que chef militaire et leader. Castro modifie la Constitution du pays en 1959 après la victoire des guérilleros pour permettre à un étranger de devenir membre du gouvernement. Guevara prend la tête de l'Institut national de la réforme, puis de la Banque nationale de Cuba pour devenir ensuite ministre de l'Industrie.

Rapidement, ses fonctions officielles le lassent, il déplore une certaine bureaucratisation de la révolution et disparaît de la vie publique en 1965. On apprendra qu'il se trouve à ce moment en Afrique pour participer à une guérilla progressiste au Congo. Celle-ci échoue, Guevara revient en Amérique latine où il essaye de renouveler, en Bolivie, ce qui a été réussi à Cuba. Mais sa présence est vite signalée, l'armée bolivienne fait appel à la CIA pour l'aider à localiser le Che. Il sera capturé le 8 octobre 1967 et exécuté le jour même en présence d'agents de la CIA.



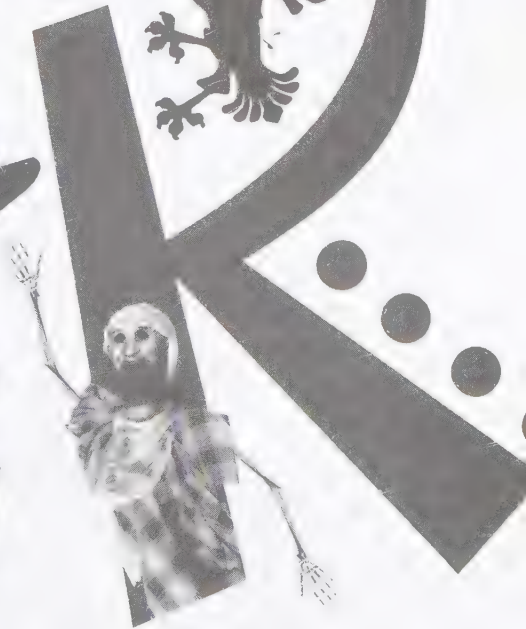
Le diagnostic

Guevara est devenu une icône révolutionnaire : plus de 20 millions de personnes ont porté un tee-shirt avec son effigie au béret étoilé, une célèbre photo prise par Alberto Korda. Il est mort suffisamment jeune pour ne pas être atteint par l'usure de l'exercice des pouvoirs. L'engouement qu'il suscite, outre son visage angélique et son sort de martyr, est lié à son refus du pouvoir et son retour à la base combattante en prenant tous les risques. Il avait toujours détesté les avantages matériels.

On l'a souvent opposé à Fidel Castro, nationaliste et se perdant dans la bureaucratie, alors que lui serait resté un héros révolutionnaire romantique et internationaliste. Certains disent même que Castro aurait poussé Guevara à l'exil pour se débarrasser

d'un rival gênant dont la popularité lui faisait de l'ombre. En fait, les deux hommes étaient liés, mais Guevara, qui n'était pas cubain, se sentait un destin continental et ne voulait pas se cantonner à l'île. Par ailleurs, ce sont surtout les opposants à Castro qui ont développé cette théorie, mais seulement après la mort du Che. De son vivant, Guevara était en fait plus radical que Castro. Au cours de la guérilla, puis comme ministre, il a fait preuve d'une très grande sévérité, n'hésitant pas à procéder à des exécutions sommaires.

Son surnom de Che lui a été attribué du fait qu'il ponctuait toutes ses phrases de cette expression, une interjection qui signifie « eh oh mon pote » en langue argentine. C'est en 1967 qu'il a lancé, dans son message au peuple du monde, sa célèbre phrase, « Créer deux, trois, cent Viêt Nam », afin de s'attaquer à l'impérialisme américain.





État des lieux

Situé sur l'île d'Hispaniola, qu'il partage avec la République dominicaine, Haïti a une surface de 27 750 km² pour une population inférieure à 10 millions d'habitants. Haïti est présidé par René Préal depuis 2006. C'est le pays le plus pauvre de l'Amérique latine, en 146^e position sur 170 selon l'indice de développement humain. 74 % de la population vit en zone rurale. La quasi-totalité des Haïtiens sont des descendants d'esclaves noirs. Il y a 5 % de mulâtres issus du métissage entre Africains et Français.

Découverte en 1492 par Christophe Colomb, Hispaniola va, dans sa partie occidentale, attirer les convoitises des Français. À partir du xvii^e siècle, la France y développe des plantations grâce à l'esclavage. Sous l'impulsion de Colbert, elle devient la plus riche colonie européenne du Nouveau Monde.

Au déclenchement de la Révolution française, on compte 500 000 esclaves noirs encadrés par 30 000 Blancs. La propagation des idéaux révolutionnaires et les conditions de vie des esclaves déclenchent leur révolte en 1791, sous l'influence de Toussaint Louverture. La Convention proclame la liberté des esclaves d'Haïti en 1793. Bonaparte rétablit l'esclavage en 1802, mais la résistance à Haïti met en déroute les forces françaises. L'indépendance est proclamée le 1^{er} janvier 1804.

En 1826, pour reconnaître l'indépendance d'Haïti, la France exige des réparations à hauteur de 150 millions de francs-or. L'économie va se désagréger au xix^e siècle sur fond d'instabilité

politique, puisque, entre 1804 et 1957, 24 chefs d'État sur 36 seront renversés ou assassinés.

En 1957, François Duvalier, dit « Papa Doc », est élu président avec le soutien des Noirs qui voient en lui le moyen de mettre fin au règne des mulâtres. Duvalier va exercer une dictature sanglante. Son fils Jean-Claude (« Bébé Doc ») lui succède en 1971 avant d'être renversé par un soulèvement populaire en 1986.

La fin de la dictature n'entraîne pas le développement économique, bien au contraire, et les États-Unis interviennent militairement en 1994 pour remettre au pouvoir Jean-Bertrand Aristide, élu en 1990 et renversé par les militaires en 1991. Aristide est réélu en 2000 mais il déçoit, devient de plus en plus imprévisible. Les États-Unis le contraignent à l'exil en 2004. Pour éviter une guerre civile, une force internationale de l'ONU est stationnée à Haïti.



Le diagnostic

Le passé esclavagiste, les relents coloniaux, les interventions politiques et militaires américaines et les régimes corrompus expliquent qu'Haïti, île potentiellement très riche, soit l'un des pays les plus pauvres du monde. La faiblesse des infrastructures explique également que les ouragans tropicaux qui la ravagent régulièrement y font beaucoup plus de dégâts, matériels et humains, que dans d'autres endroits.

En 1960, Haïti et la République dominicaine étaient au même niveau économique (800 dollars par habitant et par an). Les deux pays partagent la même histoire et ont une géographie semblable. Aujourd'hui, le revenu par tête en République dominicaine est de 2 500 dollars, et de seulement 130 en Haïti.

La République dominicaine a su se lancer dans le développement, même si des problèmes sociaux demeurent. Haïti reste enfoncée dans une instabilité chronique et une violence politique et criminelle qui empêche tout développement.

HAMAS



État des lieux

Créé en décembre 1987, peu après le début de la première Intifada, le Hamas, ou Mouvement de la résistance islamique, a été fondé par des militants proches des Frères musulmans. Sa charte, adoptée en août 1988, le présente comme une annexe de cette organisation en Palestine et lui fixe comme objectif la libération du pays, la création d'un État islamique, le refus de toute présence occidentale dans les pays musulmans et la destruction d'Israël.

Le Hamas se signale au départ par des attaques contre les militaires israéliens. Son leader, Ahmed Yassine, sera arrêté en 1987 et libéré en 1997 dans le cadre d'un échange de prisonniers. Le Hamas va dénoncer les accords d'Oslo signés en septembre 1993 par le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le président de l'OLP, Yasser Arafat. Le 6 avril 1994, il réalise un premier attentat suicide sur le sol israélien. Il en commettra une vingtaine entre 1994 et 2000 avec pour but explicite de mettre fin au processus d'Oslo, jugé trop favorable à l'État israélien, entre autres raisons, parce qu'il en reconnaît l'existence.

Le Hamas participe aux élections législatives de 2006, qu'il remporte par 44,5 % des suffrages contre 41 % au Fatah, gagnant 74 sièges sur 132. Ismaël Haniyeh est nommé Premier ministre par Mahmoud Abbas qui a succédé à Yasser Arafat en février 2006 à la tête de l'Autorité palestinienne. Les pays occidentaux et Israël refusent de reconnaître la victoire du Hamas tant que celui-ci ne reconnaît pas l'existence de l'État d'Israël, n'accepte pas les accords d'Oslo et ne renonce pas à la violence.

Le Hamas et le Fatah veulent rompre. En juin 2007, le Hamas chasse tous les représentants du Fatah de la bande de Gaza et prend le contrôle total de la région. Alors qu'une trêve entre le Hamas et Israël avait été déclarée en juin 2008, elle sera rompue, selon le Hamas, par des raids israéliens en novembre 2008, et, selon Israël, par des tirs de roquettes du Hamas sur le territoire d'Israël. La situation aboutit à la guerre de Gaza, qui démarre le 27 décembre 2008 pour s'achever le 18 janvier 2009.

La polémique

Le Hamas figure toujours sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne, des États-Unis, du Canada, du Japon et d'Israël.

Le Hamas a bénéficié en 2006 des accusations de corruption à l'égard de l'Autorité palestinienne, mais également de l'impasse des accords d'Oslo. Le Hamas s'y était opposé et les Palestiniens constataient que, depuis la signature de ces accords, leur situation tant matérielle que politique ne s'était pas améliorée, mais, au contraire, dégradée. Voyant que les négociations n'avaient pas abouti, ils ont favorisé ceux qui dénonçaient ces négociations.



Le diagnostic

En privé, puis plus récemment en public, les dirigeants du Hamas reconnaissent qu'un accord de paix pourrait être conclu avec Israël sur la base des frontières de 1967. Ils ont même évoqué publiquement « une trêve de 30 ans », ce qui fait dire que le Hamas pourrait suivre la voie de l'OLP qui est passée du refus de la reconnaissance d'Israël à l'acceptation de son existence en échange de la création d'un État palestinien.

Le Hamas doit également sa popularité au mode de vie simple de ses dirigeants, loin de l'opulence de certains dirigeants du Fatah, et aux multiples actions caritatives (orphelinats, écoles, dispensaires) qu'ils ont mises en place.



État des lieux

Quartier de Los Angeles, Hollywood désigne l'industrie du cinéma américain puisqu'il abrite une forte concentration de sociétés de production et de studios de l'industrie audiovisuelle.

Le premier studio de cinéma y a été ouvert en 1911. Progressivement, la majorité des producteurs new-yorkais, mécontents des patentes à verser à Thomas Edison qui détenait le droit de propriété du système de tournage, se sont installés à Hollywood. Outre l'attrait financier, ils pouvaient également profiter des paysages de la région, notamment pour y tourner des westerns.



La polémique

Avec la politique du New Deal de Franklin Roosevelt, on a tourné à Hollywood de nombreux films mettant en cause la difficulté des défavorisés, les raisons de la colère ou la critique du capitalisme sauvage (*Monsieur Smith au Sénat*, 1939). Durant le maccarthysme, de nombreux scénaristes ou acteurs ont été mis sur une liste noire (« blacklist ») s'ils étaient soupçonnés d'appartenir ou d'être proches du Parti communiste, ou même s'ils refusaient de dénoncer ceux qui pouvaient l'être.

Hollywood est maintenant le symbole des grosses productions (« blockbusters »). Les lettres HOLLYWOOD, affichées sur l'une des collines qui entourent le quartier, ainsi que le Walk of Fame où s'exposent les noms des grandes stars sur Hollywood Boulevard sont connus dans le monde entier.

Les recettes en salles des films produits à Hollywood au niveau mondial ont atteint 28 milliards de dollars pour l'année 2008.



Le diagnostic

Hollywood participe à la suprématie culturelle américaine en imposant de façon soft, des standards culturels. Le monde politique a toujours recherché le soutien de Hollywood, très largement acquis à la cause du Parti démocrate. Cependant, la Californie est aujourd'hui dirigée par Arnold Schwarzenegger et l'un de ses prédécesseurs fut Ronald Reagan, avant qu'il ne devienne président : deux grandes « stars » du Parti républicain (et tous deux anciens comédiens).

Hollywood a été mis à contribution avant que les États-Unis ne se lancent dans la Seconde Guerre mondiale pour convaincre l'opinion de la nécessité de le faire. Pendant la guerre froide, la

plupart des films de Hollywood mettaient en avant la supériorité du modèle occidental sur le modèle soviétique. Hollywood a cependant produit des films critiques sur la guerre du Viêt Nam.

Avec la disparition de la guerre froide, une partie de la production a mis en scène des films centrés par la menace du terrorisme, avant tout arabe ou musulman. Après les attentats du 11 Septembre, Par la suite, pour être plus « politiquement correct », Hollywood a changé de ton et a cessé d'assimiler terrorisme et musulmans. Après l'opposition de la France à la guerre d'Irak, le rôle des méchants, autrefois attribué à des Allemands anciens nazis, a été souvent assigné à des Français.

Hollywood est à la fois une source de profits et une source d'influence pour les États-Unis. Après les attentats du 11 Septembre, les scénaristes de Hollywood ont été mis à contribution pour imaginer des scénarios de nouveaux attentats afin de pouvoir en protéger les États-Unis.

HUSSEIN, SADDAM



État civil

Saddam Hussein Abd al-Majid al-Tikriti est né le 28 avril 1937 près de Tikrit, dans le nord de l'Irak. Il arrive à Bagdad à l'âge de 18 ans et commence à être actif au sein du parti Baas, formation panarabe laïque et progressiste. Il participe en 1959 à une tentative d'assassinat contre le Premier ministre Karim Kassem. L'échec le conduit à s'exiler à Damas, puis au Caire où il entame des études de droit.

Hussein revient en Irak en 1963 après que le parti Baas a réussi un coup d'État. Il est nommé vice-président du Conseil de commandement de la Révolution (CCR) en 1969 et obtient les pleins pouvoirs en 1979, date à laquelle il devient à la fois président de la République, président du CCR, secrétaire général du parti Baas, et commandant en chef des armées.



La chute

Grâce à ses richesses pétrolières, son agriculture développée, sa richesse en eau et une population à la fois nombreuse par rapport à ses voisins et bien formée, l'Irak devient une puissance majeure dans la région.

L'Irak est une dictature, mais une dictature laïque qui apparaît comme modernisatrice aux yeux de beaucoup. Hussein courtise aussi bien l'Union soviétique (un traité d'amitié est signé en 1972) que la France (notamment après le choc pétrolier de 1973-1974).

Après le renversement du shah d'Iran, le régime iranien est fragile et Saddam Hussein se lance dans une guerre pour récupérer le Chatt al-Arab en 1980, l'estuaire stratégique marquant la frontière Iran-Irak. C'est une erreur majeure, car l'Iran va résister et le régime de l'ayatollah Khomeini sera renforcé, sur le plan intérieur, par cette agression. Cette guerre va entraver le développement de l'Irak et faire des centaines de milliers de victimes.

Les voisins du Golfe ont soutenu l'Irak contre la menace à la fois perse et chiite représentée par l'Iran, mais étaient satisfaits de voir l'Irak, dont ils se méfiaient pour son poids régional, s'engluier dans cette guerre.

À la fin de la guerre, l'Irak va demander des compensations financières à ses voisins du Golfe, mais le Koweït ne voudra pas céder sur le remboursement de la dette à son égard. Saddam Hussein va alors commettre une seconde erreur stratégique majeure en envahissant le Koweït le 2 août 1990, pensant que l'Union soviétique le protégera et que les États-Unis ne réagiront pas. C'est la première fois qu'un pays entier (le Koweït) est annexé par un autre (l'Irak), membre de l'ONU.

La guerre froide est pratiquement terminée, Moscou veut coopérer avec Washington et une coalition internationale sous l'égide de l'ONU se met en place. Elle va déloger Saddam Hussein de l'Irak et des sanctions seront décidées contre ce pays. On découvre qu'il avait mis en place un programme nucléaire clandestin malgré le fait qu'il soit membre du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Après la fin du conflit, Saddam Hussein essaie de développer son aura comme adversaire le plus farouche d'Israël et des États-Unis dans le monde arabe. L'embargo international n'affectera pas le régime irakien, mais fera 500 000 victimes dans la population. Le développement de l'Irak est alors définitivement compromis.

Les néoconservateurs, Israéliens et de nombreux Occidentaux, estiment que tant que Saddam Hussein sera au pouvoir il n'y aura pas de solution possible : les néoconservateurs vont profiter de l'effet 11 Septembre pour établir un lien, en fait inexistant, entre al-Qaïda et l'Irak et dénoncer de nouveau la fabrication d'armes de destruction massive par l'Irak.

Or, la majeure partie de la communauté internationale pense qu'il serait dangereux d'entamer une guerre contre l'Irak alors qu'il n'y a aucun progrès dans le conflit israélo-palestinien. George W. Bush décide de passer outre le 23 mars 2003 en se

lançant dans une guerre contre Saddam Hussein qui sera rapidement gagnée. Bagdad est prise le 9 avril. Saddam Hussein est contraint à la fuite. Il sera capturé en décembre 2003 pour être jugé et exécuté en décembre 2006.



Le diagnostic

Saddam Hussein était un dictateur sanglant qui ne laissait pas une once de liberté publique à sa population. Il a violemment réprimé les Chiites et les Kurdes, qui étaient minoritaires. Mais la guerre contre Hussein n'a pas été menée pour instaurer la démocratie en Irak dans la mesure où d'autres dictateurs, tout aussi sanguinaires, n'ont pas été renversés par une intervention militaire. C'est davantage son opposition constante aux Occidentaux et à Israël, qui était pour lui un moyen de propagande, qui a conduit à cette intervention.

HYPERPUISSANCE



État des lieux

Le terme a été forgé par Hubert Védrine en 1998, alors ministre des Affaires étrangères français, pour décrire les rapports de force internationaux. Il y a selon lui une hyperpuissance, les États-Unis, et 7 puissances mondiales (la Russie, la Chine, le Japon, l'Inde, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne).

En 2000, Hubert Védrine publiait un livre intitulé *l'Hyperpuissance américaine*.



La polémique

Selon Hubert Védrine, le thème de superpuissance ne suffisait plus pour décrire les États-Unis. Ce terme est trop connoté à la guerre froide et trop exclusivement militaire alors que la suprématie américaine d'aujourd'hui s'exerce aussi bien sur l'économie, la monnaie, la technologie, les moyens militaires que sur les modes de vie, la langue et les produits culturels de masse qui submergent le monde, modelant les esprits et les consciences et fascinant jusqu'aux adversaires des États-Unis.

Le terme hyperpuissance a été connoté comme étant agressif ou contestant la puissance américaine. D'autres reprochaient à Hubert Védrine d'admettre cette puissance et de céder au renoncement.



Le diagnostic

En fait, ce terme était purement descriptif. Il décrivait une situation et il n'avait pas la connotation d'un jugement de valeur. Il correspondait à la situation où les États-Unis avaient vu leur rival soviétique disparaître et l'ensemble de leurs concurrents être rejetés loin derrière en termes de puissance.



État des lieux

Le Dow Jones Industrial Average a été fondé par Charles Dow en 1884, il est la propriété de la société Dow Jones & Company, également éditeur du *Wall Street Journal*. C'est le plus vieil

indice boursier du monde. Charles Dow avait imaginé avec Edward Jones dans sa lettre d'information *Customer's Afternoon Letter* – qui deviendra par la suite le *Wall Street Journal* – une moyenne arithmétique du cours des 11 valeurs boursières les plus importantes. L'indice prend sa forme définitive en 1928 en se fondant sur le cours de 30 sociétés.



La polémique

Le Dow Jones subira de nombreux remous, comme le krach de 1929 ou celui du 19 octobre 1987 dont il se remit plus rapidement après une chute de 22 % en une seule journée. L'indice subira également des baisses importantes après les attentats du 11 Septembre ou lors de la crise financière de septembre 2008.

Le Dow Jones reste limité à 30 sociétés, même si celles-ci ne sont pas les mêmes qu'à sa création. C'est en 1999 que Intel et Microsoft ont intégré le Dow Jones.



Le diagnostic

Le Dow Jones semble rythmer la vie économique internationale. l'ensemble des médias suivent son cours quotidien et l'annoncent comme si cela concernait directement l'ensemble de la population mondiale, ses fluctuations ayant des répercussions sur les bourses nationales des autres pays.

Le Dow Jones est pondéré sur la valeur des actions qui le composent et non pas sur leur capitalisation, ce qui vient un peu fausser le résultat. Il a été complété par l'indice Standard & Poor's 500 (S&P 500), qui reflète plus fidèlement l'état de l'économie américaine.

INGÉRENCE



État des lieux

L'ingérence est une limitation à la souveraineté par l'intervention d'un État ou par une action internationale dans les affaires intérieures d'un État. Elle est souvent aujourd'hui accolée au terme humanitaire.

Ce sens est né, sous sa forme moderne, au cours de la guerre du Biafra (1967-1970), région pétrolière peuplée de chrétiens Ibo qui avait proclamé son indépendance vis-à-vis du Nigeria. Un blocus, mis en place par le Nigeria, avait conduit une grande partie de la population à la famine. Les images qui avaient été montrées à la télévision, au moment où la plupart des foyers occidentaux commençaient à s'équiper de téléviseurs, ont créé un choc émotionnel, un vaste mouvement de solidarité et une exigence d'intervention au nom de l'extrême urgence et en dehors des règles traditionnelles de souveraineté.

L'ingérence veut établir un principe qui, par exception, fait échapper le respect des droits humains à la compétence exclusive de l'État en accordant certaines responsabilités et droits de regard en ce domaine à la communauté internationale.



La polémique

L'ingérence permet de s'affranchir des règles qui protègent les États au détriment des populations. Il s'agit d'en finir avec l'impunité des tyrans et des dictateurs et de faire jouer un devoir de solidarité à l'égard des individus et des peuples qui souffrent.

L'ingérence s'oppose alors à l'indifférence. Elle est liée au développement des organisations non gouvernementales et, par

bien des aspects, à la mondialisation, puisque c'est la diminution du temps et de l'espace qui permet d'avoir connaissance des situations et d'intervenir rapidement. Présentée ainsi, l'ingérence est liée à l'universalisme de la condition humaine.

Au-delà de son aspect sympathique, l'ingérence continue de poser plusieurs problèmes. S'agit-il d'un droit ou d'un devoir ? Dans le premier cas, il faudrait intervenir en toute situation ; dans le second, les grandes puissances choisiraient le moment et l'heure.



Le diagnostic

Il y a eu en fait une inversion des perceptions. Autrefois, l'ingérence était considérée comme contraire au droit international puisque la souveraineté et la non-ingérence dans les affaires intérieures permettaient de protéger les États faibles contre les puissants ou encore les jeunes États issus des colonisations contre les ex-puissances coloniales ou néocoloniales.

En effet, l'ingérence ne peut se produire que du puissant vers le faible. Certains rappellent qu'on peut la relier au principe d'humanité qui justifiait les interventions coloniales au début du ^{xx}e siècle. L'ambiguïté de l'ingérence date de ses origines, car, si les opinions étaient sincèrement émues du sort du Biafra, la France avait favorisé les interventions humanitaires dans la mesure où elles s'opposaient au Nigeria, puissance anglophone. Or Elf, compagnie pétrolière française, voulait s'implanter dans la région et les services secrets français étaient d'ailleurs intervenus au profit du Biafra.

La Charte de l'ONU posait comme principe l'égalité souveraine des États, quelle que soit la puissance de chacun, et la non-ingérence dans les affaires intérieures, ce qui était perçu

comme la mise en valeur d'un principe démocratique à l'échelle internationale. Mais comment faire pour que la souveraineté ne soit pas le bouclier des dictateurs, ni l'ingérence le cache-sexe d'une politique de puissance qui se pare des habits de la morale ?

La seule solution est une intervention, décidée, réellement collective, par le Conseil de sécurité des Nations unies. La guerre d'Irak, menée de façon fallacieuse au nom de la démocratie et du peuple irakien en 2003 alors que ces motivations étaient essentiellement géopolitiques, est venue jeter une lumière différente sur la notion d'ingérence : les aventures de l'Arche de Zoé en ont aussi dévoilé une autre facette.

INTERNET



État des lieux

Internet est né, dans les années 1960, d'un projet militaire américain prévoyant de permettre de laisser en contact, de façon décentralisée, différents acteurs et responsables après une éventuelle attaque nucléaire qui aurait détruit les centres de commandement. Le World Wide Web a été fondé en 1992 et les différents réseaux informatiques expérimentaux ont été rattachés en un réseau mondial.

Internet est devenu, de façon extrêmement rapide, l'outil de communication et d'information planétaire, symbole de la globalisation, convivial, décentralisé et facteur de liberté. Il permet un échange de l'information échappant à tout contrôle

et ne nécessitant pas de moyens financiers importants pour être mis en place.

À la fois produit et facteur de la globalisation, Internet a contribué considérablement à réduire le temps et l'espace. Le nombre d'internautes est passé de 2 millions en 1994 à 500 millions en 2000 et à 1,7 milliard aujourd'hui.

La polémique

Historiquement, la gouvernance d'Internet est sous tutelle américaine par le biais de l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers), qui gère l'Internet mondial, supervise le nom des domaines, autorise la constitution d'un réseau. Une polémique a abouti à la constitution d'un comité de surveillance gouvernemental international, cette réforme étant réclamée par l'Union européenne depuis 2005.

Internet étant un outil qui permet d'échapper au contrôle gouvernemental, certains régimes autoritaires essaient de créer un système permettant de bloquer la consultation de sites extérieurs à leurs ressortissants ou permettant la surveillance des échanges par la constitution de mots clés. Mais la décentralisation et la fluidité des réseaux contournent les frontières étatiques.

Le diagnostic

Internet est devenu un outil essentiel dans la mobilisation des altermondialistes, mais il est également un outil essentiel pour les groupes terroristes qui se servent d'Internet pour échanger des informations, drainer des ressources financières, organiser la propagande, voire même préparer des attaques.

L'importance prise par Internet est en même temps un facteur de fragilité : c'est le danger des cyber-attaques. Un hacker de talent peut déclencher des attaques ciblées sur n'importe quel ordinateur, serveur ou réseau informatique. La localisation des auteurs de telles attaques est relativement difficile et les poursuites judiciaires le sont encore plus. En 2007, l'Estonie a été quasiment paralysée pendant quelques heures du fait d'une attaque Internet dont elle a, à demi-mot, accusé le pouvoir russe d'être l'auteur.

Une grande partie de l'humanité n'a pas encore accès à Internet. C'est ce que l'on appelle la « fracture numérique ».



État des lieux

L'Irish Republican Army a été fondée en 1919 par Michael Collins au cours de la guerre d'indépendance (1916-1921) de l'Irlande contre la Grande-Bretagne. Elle répond à la violence de l'armée anglaise par des stratégies de guérilla. En 1921, le traité de Londres établit un État libre d'Irlande pour les 26 comtés dotés d'un statut de dominion, 6 des 9 comtés de l'Ulster formant l'Irlande du Nord qui demeure au sein du Royaume-Uni.

Une guerre civile va opposer partisans et adversaires de ce plan de paix jusqu'en 1923. En 1948, l'État libre d'Irlande devient une république indépendante. L'IRA mène une nouvelle lutte, procédant à des attentats en Irlande du Nord et en Grande-Bretagne, visant à intégrer l'Irlande du Nord dans la nouvelle

république. En 1962, elle annonce un cessez-le-feu, mais la répression des Britanniques contre les marches des droits civiques en Irlande du Nord dans les années 1960 va conduire à une remontée du nationalisme irlandais.

À partir des années 1970, de nombreux attentats spectaculaires vont être organisés par l'IRA en réponse au « Bloody Sunday » du 30 janvier 1972 durant lequel 14 militants pacifistes sont abattus par l'armée britannique à Londonderry. Le 21 juillet 1972, c'est le « Bloody Friday » à Belfast : 22 attentats sont organisés en moins de 1 heure 30. En 1979, lord Mountbatten, cousin de la reine Élisabeth II et dernier vice-roi des Indes, est tué dans son bateau par l'explosion d'une bombe. En 1984, l'IRA ira jusqu'à organiser un attentat contre Margaret Thatcher dans un hôtel de Brighton où elle réside pour le Congrès du Parti conservateur. En 1981, Bobby Sands se laisse mourir de faim en prison, Margaret Thatcher lui ayant refusé le statut de prisonnier politique.

Après le départ de Margaret Thatcher du pouvoir, Londres va adopter une attitude plus ouverte et privilégier la voie politique sur la solution militaire au problème irlandais. L'IRA annonce un premier cessez-le-feu en 1994, mais une partie de ses militants le refuse et continue à entretenir un climat de violence. Un nouveau cessez-le-feu va aboutir à l'accord de paix du Vendredi saint du 10 avril 1998, conclu entre Londres et Dublin, protestants et catholiques, et gratifié par référendum, tant en Irlande du Nord qu'en République d'Irlande.

Le 28 juillet 2005, l'IRA ordonne à tous ses membres de déposer les armes, mettant fin à une violence de moins en moins supportée par la population irlandaise. Les troupes britanniques se retirent le 1^{er} août 2007, en laissant le contrôle des questions de sécurité à la police.



Le diagnostic

L'IRA fut le symbole de la lutte contre la domination britannique et, en même temps, le symbole du terrorisme en Europe. Héros de l'indépendance pour les uns, auteurs d'actes violents pour les autres, actes qui ont à de nombreuses reprises touché les civils, les membres de l'IRA ont fait régner, par peur des représailles, un climat de terreur au sein de la population, aussi bien protestante que catholique, et l'IRA aura de toute façon constitué un problème politique de première ampleur pour Londres. Dès que le choix de la négociation politique a été privilégié sur celui d'une solution sécuritaire ou militaire, dont il est vite apparu qu'elle était impossible à atteindre, une paix a pu être mise en place, même si, comme toujours, elle est soumise aux soubresauts des extrémistes qui la refusent.

ISLAMISME



État des lieux

Courant de pensée politique musulman, l'islamisme se caractérise par une volonté de la part de ses promoteurs d'appliquer strictement les principes du Coran et de la charia, et vise à établir un État islamique pour que les populations y vivent dans le respect de la foi et des règles de l'islam.

Ses adeptes oscillent schématiquement entre islamistes nationalistes (Hamas palestinien, Frères musulmans égyptiens...) et islamistes nihilistes (telle l'organisation al-Qaïda qui refuse de reconnaître les frontières nationales contemporaines).

L'islamisme apparaît sous sa forme moderne en Égypte, en 1928, avec les Frères musulmans. L'islamisme défend l'idée d'un État théocratique au sein duquel le religieux dominerait. Les islamistes sont généralement plutôt rétifs, voire hostiles, à l'encontre des personnes ne comptant pas au titre des « gens du Livre », c'est-à-dire n'ayant pas le monothéisme pour credo. Ils considèrent par ailleurs que les gouvernements des États musulmans qui coopèrent aveuglément avec l'Occident sont des impies ou des traîtres, puisqu'ils acceptent la domination occidentale.



Le diagnostic

On confond souvent musulmans et islamistes, voire islam radical et terrorisme, notamment du fait des talibans afghans ou de l'organisation al-Qaïda et de leurs orientations et actions abusives. La théorie du choc des civilisations, le développement du terrorisme et la montée en puissance de l'islam politique sont venus accélérer et approfondir ce processus.

Le développement de l'islam politique semble par ailleurs être dû à une volonté de combler un vide idéologique laissé par les gouvernements. C'est le cas au Moyen-Orient et au Maghreb, avec la crise du nationalisme arabe, idéologie très en vogue jusqu'à la guerre des Six-Jours de juin 1967. Mais c'est aussi le cas dans les pays africains à majorité musulmane, où les principes du panafricanisme ne dépassent pas le stade de la rhétorique, ainsi qu'en Asie, où les gouvernements oscillent le plus souvent entre pro-occidentalisme inconditionnel et/ou délitement politique, au grand désarroi des populations.

Par ailleurs, les pays occidentaux avaient au départ aidé les mouvements islamistes à contrer les formations politiques,

laïques, arabes et musulmanes, plus enclines selon eux à passer d'éventuels accords et alliances avec l'Union soviétique.

Le terme de fondamentalisme que l'on applique de plus en plus souvent à l'islam est, quant à lui, né chez les protestants américains qui voulaient appliquer les préceptes de la Bible de façon fondamentale.

JEAN-PAUL II



État civil

Karol Józef Wojtyła est né à Cracovie le 18 mai 1920. Il est ordonné prêtre en 1946 et va poursuivre sa formation à Rome. Il est nommé évêque en 1958 par Pie XII, puis cardinal par Paul V en 1967.

Il est élu pape le 16 octobre 1978 au huitième tour de scrutin. C'est le premier pape non italien depuis 1522. Il se démarque par sa jeunesse, son caractère sportif et, surtout, il vient d'un pays communiste dans une époque de guerre froide, au moment même où la Pologne va connaître des jours agités avec les années Solidarnosc.

Atteint par la maladie de Parkinson dans les années 1990, Jean-Paul II finira son pontificat extrêmement affaibli, très loin de l'image de vigueur qu'il donnait initialement. Il décède le 2 avril 2005.



La polémique

La totalité de ses voyages représente une distance de 1 163 835 ki-

lomètres, soit 28 fois le tour de la Terre. Durant son pontificat, Jean-Paul II aura en effet visité 129 pays, parlant devant des foules gigantesques, notamment lors de manifestations comme les Journées mondiales de la jeunesse qui ont réuni plus de 1 million de personnes.

Il s'est fermement opposé au mouvement de la théologie de la libération, un mouvement progressiste sur les plans social et politique qui s'éloigne du catholicisme conservateur. Il a été critiqué pour ses prises de position sur le plan social. Hostile à l'usage du préservatif, à l'IVG, soutenant la condamnation de l'homosexualité, l'interdiction du mariage des prêtres. Il est aussi accusé d'avoir été trop compréhensif vis-à-vis des prêtres pédophiles.



Le diagnostic

Jean-Paul II a eu des vues plus progressistes sur la pauvreté et sur la condamnation des guerres. Il a plaidé pour la démocratie et a beaucoup œuvré pour le dialogue œcuménique.

Il a été le premier pape à visiter une synagogue. Il a décidé de reconnaître en 1993 l'État d'Israël, établissant des liens diplomatiques entre le Vatican et l'État hébreu, tout en plaidant le droit pour les Palestiniens d'avoir un État. Il a également entamé un dialogue avec l'Islam en étant le premier pape à se rendre dans une mosquée en mai 2001, à Damas. Il aura également rencontré à six reprises le dalaï-lama.

Le 13 mai 1981, il est victime d'un attentat commis par un jeune Turc sur la place Saint-Pierre à Rome. Par la suite, il ne se déplacera que dans une voiture blindée, baptisée « papamobile ». L'Union soviétique a été accusée d'être derrière l'attentat, le pape ayant exprimé sa solidarité avec le peuple polonais qui

luttait contre le régime communiste. Certains ont même voulu voir en Jean-Paul II un acteur déterminant dans la chute du communisme.

Après plus de 26 années de pontificat, Jean-Paul II était resté très populaire : 3 millions de personnes ont défilé devant sa dépouille du 2 au 8 avril 2005.

KIM, JONG-IL



État civil

Né le 16 février 1941, Kim Jong-il est le fils du leader de la Corée du Nord, Kim Il-sung, qui la dirige sur un mode stalinien depuis 1948.

Kim Jong-il obtient un diplôme d'économie politique en 1964. Il commence alors une ascension dans la hiérarchie du parti du Travail (parti communiste) de Corée, devient membre du Politburo en 1968 et directeur du département de la Propagande l'année suivante. Il est officieusement désigné comme successeur de son père en 1974, créant ainsi une première succession dynastique dans l'histoire des systèmes communistes. Il va occuper plusieurs postes, dont un au sein des services secrets nord-coréens. Il apparaît publiquement pour la première fois aux côtés de son père comme un des dirigeants du parti lors du VI^e congrès du parti du Travail de Corée en 1980. En 1991, il devient commandant suprême de l'armée populaire de Corée.

Après le décès de Kim Il-sung, en 1994, s'ouvre une période d'incertitude sur fond de crise internationale (notamment, le

bras de fer avec la communauté internationale à propos du programme nucléaire à vocation militaire de la Corée du Nord), mais aussi nationale : une famine frappe la population qui, contrairement aux dirigeants du régime et aux forces de sécurité, souffre d'un problème d'approvisionnement.

Kim Jong-il n'est officiellement désigné comme successeur que trois ans plus tard, en 1997, et devient président du Comité de la défense nationale, titre le plus important après celui de chef d'État et pour lequel Kim Jong-il n'a toujours pas de successeur. En juin 2009, il désigne son troisième fils, Kim Jong-un, âgé de 26 ans, comme successeur potentiel.

La polémique

La Corée du Nord est non seulement l'un des derniers pays communistes du monde, mais également l'un des derniers pays totalitaires. Alors que les deux Corées étaient sur un pied d'égalité en 1950, avec même un avantage relatif pour la Corée du Nord, plus industrialisée, la Corée du Sud va connaître un succès éclatant et devenir le 13^e PNB mondial, alors que la Corée du Nord va s'enfoncer dans l'autarcie, les privations, la répression et un système étouffant où n'existe aucun espace privé.

Longtemps protégée par l'Union soviétique et la Chine, dont elle se maintient à distance relativement égale pendant la guerre froide, la Corée du Nord va se trouver particulièrement isolée après l'implosion de l'Union soviétique. Même la Chine, qui entame une politique d'ouverture économique et qui a de très bonnes relations avec la Corée du Sud, s'en détache.



Le diagnostic

Kim Jong-il mise sur la force militaire pour maintenir son pouvoir. La Corée du Nord a dénoncé le traité de non-prolifération auquel elle avait adhéré en 1993 pour se diriger vers l'arme nucléaire. Elle a ainsi entamé ce qu'on a qualifié de « stratégie d'extorsion » : en effet, afin de consentir à limiter son programme nucléaire et ses exportations de missiles balistiques et d'éléments nucléaires vers des pays étrangers, la Corée du Nord demande une aide importante à la Corée du Sud et aux États-Unis.

Kim Jong-il va souffler le chaud et le froid sur la scène internationale, passant de rapprochements diplomatiques à diverses crispations, la dernière en date étant un essai nucléaire réalisé en mai 2009 afin d'attirer l'attention de Barack Obama.

Il avait reçu en octobre 2000 la visite de la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright, mais Bill Clinton, qui aurait dû suivre celle-ci pour signer un accord de paix, n'avait pas pu se rendre en Corée du Nord, trop occupé à vouloir régler le conflit israélo-palestinien.

Kim Jong-il a à présent de lourds problèmes de santé : il a été atteint d'une attaque cérébrale en 2008 et est particulièrement affaibli. Il est connu pour aimer la compagnie des actrices de cinéma, être un féru du septième art, et pour apprécier la consommation de cognac. S'il fait l'objet d'un culte de la personnalité moins appuyé que son père, il est toujours qualifié de « cher dirigeant », des défilés de masse sont organisés en son honneur et un endoctrinement est mené à l'école dès le plus jeune âge.

KOSOVO



État des lieux

Après avoir fait partie de la Serbie, le Kosovo est sous domination ottomane de 1389 (défaite des Serbes contre les Ottomans de Kosovo Polje) jusqu'en 1912. Il est rattaché alors à la Serbie à l'issue des guerres balkaniques.

La région est très majoritairement peuplée de musulmans laïcs, les Serbes ne représentant qu'une minorité de l'ordre de 10 %. À la fin des années 1960, le Kosovo va réclamer le statut de république autonome. En 1974, il devient une province autonome au sein de la Serbie, l'un des États de la fédération yougoslave. Les Kosovars continuent d'avoir un statut mineur, mais les Serbes vivant sur place font l'objet d'une réaction de rejet.

À la suite de la dissolution de la Yougoslavie, les parlementaires du Kosovo proclament l'indépendance du territoire. Celui-ci ne sera reconnu que par l'Albanie qui partage les mêmes caractéristiques ethniques. Les Kosovars accusent les Serbes de faire preuve de discrimination à leur égard. Si en 1995 les accords de Dayton mettent fin au conflit en Bosnie-Herzégovine, ils ne règlent pas la question du Kosovo.

En 1997, l'Armée de libération du Kosovo commence une campagne de guérilla armée et s'en prend aux militaires et à la police serbes, ainsi qu'aux civils. En retour, le pouvoir serbe accroît la répression de façon aveugle, ce qui va conduire en 1999 les pays occidentaux à réagir, à convoquer une conférence internationale où toutes les parties engagées dans le conflit sont représentées. Ils craignent la répétition au Kosovo de la politique de nettoyage ethnique mise en place par Slobodan Milosevic

en Bosnie-Herzégovine. La conférence ne débouche sur rien et le 24 mars 1999, c'est le début de frappes de l'OTAN sur la Yougoslavie afin de contraindre celle-ci à se retirer du Kosovo. La guerre va durer 78 jours, durée après laquelle Milosevic va reconnaître sa défaite.

La polémique

La résolution 1244 du Conseil de sécurité met en place une mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo. Les pays occidentaux ne remettent pas en cause la souveraineté de la Yougoslavie sur le Kosovo mais disent être intervenus pour empêcher un nettoyage ethnique. La mise en place d'une administration internationale ne va pas résoudre le problème. Il y aura même une épuration ethnique « à rebours » à l'encontre des Serbes, mal protégés et qui, à leur tour, vont fuir le Kosovo.

Toutes les négociations mises en place échouent, les Serbes ne voulant pas reconnaître l'indépendance du Kosovo et les Kosovars ne voulant aucune autre solution. Les États-Unis étaient favorables à cette indépendance, sachant que ce pays leur est très favorable. La Russie s'y opposait. Les pays européens se sont ralliés à cette solution afin de ne pas maintenir trop longtemps une présence militaire qui, perçue initialement comme une force de protection pour les populations kosovares, commençait à être ressentie comme un élément empêchant l'indépendance.

Le 17 février 2008 est proclamée l'indépendance du Kosovo, reconnu par les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, mais pas par l'Espagne ni la Russie et la Chine.



Le diagnostic

Deux principes s'affrontent : le droit à l'autodétermination des peuples, qui peut justifier l'indépendance, et celui de l'intégrité territoriale, qui aurait dû conduire à ne pas remettre en cause la souveraineté de la Yougoslavie sur le Kosovo. Dans cette affaire, les pays occidentaux privilégient l'autodétermination pour les Kosovars, mais ils ne la reconnaissent pas pour les Serbes du Kosovo qui voudraient, eux aussi, faire sécession pour être rattachés à la Serbie.

Pour la Serbie, le Kosovo, dans lequel se trouvent des monastères orthodoxes très importants, avait une forte valeur symbolique. De façon paradoxale, la défaite de Kosovo Polje est considérée comme une date historique importante du nationalisme serbe.

KOUCHNER, BERNARD



État civil

Né le 1^{er} novembre 1939, Bernard Kouchner mène des études de médecine tout en s'impliquant dans l'Union des étudiants communistes (UEC) avec laquelle il rompt en 1965. À l'automne 1968, il se rend au Biafra pour le compte de la Croix-Rouge française. Il s'agit d'aider les victimes d'une guerre entre la province sécessionniste, riche en pétrole, et le Nigeria. Le Biafra est soumis à un encerclement et la famine frappe femmes et enfants. Les opinions occidentales découvrent des images d'horreur au moment même où la majorité des foyers sont équipés en télévision.

Bernard Kouchner est l'un des fondateurs de Médecins sans frontières, en décembre 1971. Il lance en 1975 l'opération « Un bateau pour le Viêt Nam » pour venir au secours des boat people vietnamiens qui fuient le régime communiste. Accusé de jouer trop « personnel » au congrès annuel de Médecins sans frontières en 1979, il quitte l'organisation pour fonder Médecins du monde l'année suivante.

Kouchner se rapproche de François Mitterrand après l'élection de ce dernier en 1981, fait campagne pour lui au cours des élections de 1988 et devient la même année secrétaire d'État chargé de l'Insertion sociale, puis secrétaire d'État chargé de l'Action humanitaire jusqu'en 1992, puis ministre de la Santé et de l'Action humanitaire de 1992 à 1993.

En 1992, il réalise une opération ultramédiatisée de collecte de riz dans les écoles françaises pour la Somalie, et se fait filmer en train de décharger des sacs de riz sur la côte somalienne.

Il redevient secrétaire d'État chargé de la Santé pour le gouvernement Jospin en 1997, puis assume les fonctions d'administrateur de l'ONU au Kosovo de 1999 à 2001. Il est par la suite candidat malheureux à plusieurs postes internationaux comme ceux de haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés ou de directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, en 2005 et 2006.

Membre de l'équipe rapprochée de Ségolène Royal pour les élections présidentielles de 2007, il accepte le poste de ministre des Affaires étrangères et européennes le 18 mai 2007 à la demande du président Nicolas Sarkozy, devenant le symbole de la politique d'ouverture de ce dernier.



La polémique

Bernard Kouchner est l'un des hommes politiques les plus populaires en France, probablement parce qu'il vient de la société civile. Il a théorisé le droit, ou devoir, d'ingérence, perçu extrêmement positivement par les opinions comme le symbole même de la non-indifférence au malheur des autres et du refus des dictatures. Il a bousculé régulièrement les appareils politiques, ce qui accroît sa popularité.

Cependant, ses différentes tentatives pour se faire élire député ont été des échecs cinglants.

Le poste de ministre des Affaires étrangères est pour lui la reconnaissance de ses mérites, même s'il ne joue pas un rôle décisif dans la détermination de la politique étrangère, laquelle est, plus encore qu'auparavant avec Nicolas Sarkozy, concentrée à l'Élysée.



Le diagnostic

Bernard Kouchner entend incarner la morale en politique. Devenu ministre, il a admis que le réalisme était nécessaire et que les droits de l'homme ne pouvaient tenir lieu d'axe majeur de la diplomatie d'un grand pays. Il aura des relations difficiles avec la secrétaire d'État aux Droits de l'homme, Rama Yade, qui chasse sur ses terres en termes d'image et de popularité. Kouchner plaidera avec succès pour la suppression de ce secrétariat d'État.

Parmi les nombreux reproches adressés à Kouchner figure son goût à fixer les caméras : il réplique en disant qu'il est nécessaire de populariser les justes causes. Il a hérité du surnom de « 1/3 mondiste, 2/3 mondain », ce qui est injuste, car s'il ne déteste pas les salons, il a toujours pris de véritables risques

physiques et s'est rendu dans des endroits où les conditions de vie et de sécurité étaient les plus dures, contrairement à beaucoup d'autres donneurs de leçons.

Comme ministre des Affaires étrangères, il est certainement en désaccord avec le tribun qu'il a été. Certains pensent même que c'est pour mieux le contrôler que Nicolas Sarkozy l'a nommé à ce poste, évitant ainsi d'être mis en accusation par cette figure morale.

Bernard Kouchner ne laisse pas indifférent : il est adulé par ses proches compagnons et par une large partie du public et extrêmement contesté dans toute une partie du milieu humanitaire, où son sens du spectacle, voire un certain cynisme, lui est reproché.

Il lui sera sans doute difficile d'endosser à nouveau le rôle de puissance morale irréprochable après son passage au ministère des Affaires étrangères où son image a été ternie par les conditions de la nomination de son épouse, Christine Ockrent, à la tête de l'Audiovisuel extérieur de la France et par les révélations d'un livre de Pierre Péan, *le Monde selon K*, qui le met en cause dans ses activités de consultant généreusement rémunéré auprès de certains gouvernements africains comme ceux du Gabon ou du Congo, peu compatibles avec l'image d'un pourfendeur des régimes amoraux, ou, de façon plus anecdotique, pour s'être fait domicilier en Corse lorsqu'il était parlementaire européen pour augmenter ses remboursements de frais de transport. Autant d'actes qui auraient, aux États-Unis, ruiné définitivement la carrière de cet admirateur de l'Amérique.

Bernard Kouchner a toujours été considéré comme pro-américain depuis l'opération « Un bateau pour le Viêt Nam ». Alors que toute la gauche s'opposait à la guerre d'Irak, il a adopté une attitude jugée ambiguë au cours de celle-ci. Il a également été

mis en cause pour avoir fait un rapport rémunéré pour le groupe Total, blanchissant celui-ci d'accusations de complicité avec le régime birman.

Comment expliquer que les différentes révélations sur les aspects moins reluisants de son personnage n'aient que modérément altéré sa popularité ? Sans doute parce que les Français ont besoin d'avoir des figures morales et lorsqu'ils ont fait leur choix, ils ne veulent pas que cette image soit écornée par des réalités déplaisantes. C'est le syndrome du traumatisme créé lorsqu'on apprend que le père Noël n'existe pas. L'opinion française a besoin de croire en des mythes sympathiques et flatteurs et ne veut pas qu'ils soient démystifiés.

KREMLIN



État des lieux

Kremlin signifie en russe « forteresse au sein de la ville », forteresse qui protégeait au Moyen Âge les bâtiments les plus importants comme les résidences royales ou seigneuriales, ou encore les églises. Celle de Moscou a été érigée à partir de 1330.

Moscou prend le dessus sur Kiev et devient la capitale de la Russie au ^{xv} siècle, sous le règne d'Ivan III. C'est au Kremlin qu'Ivan III déchire symboliquement le traité qui soumettait Moscou à l'Empire mongol. Ivan IV devient le premier tsar de la Russie en 1547 et fait du Kremlin sa résidence officielle. Le Kremlin sera la résidence des tsars jusqu'en 1712, date à laquelle Pierre le Grand transfère la capitale à Saint-Petersbourg. Néanmoins, les tsars sont toujours couronnés à Moscou.

En 1812, le Kremlin servira de résidence à Napoléon I^{er} et sera partiellement détruit par les troupes françaises pendant leur retrait.

Outre la résidence du chef de l'exécutif, le Kremlin abrite également de nombreux bâtiments administratifs, religieux ou politiques, comme le Sénat et le palais des Congrès. Son enceinte est entourée de 19 tours allant de 20 à 70 mètres de hauteur.



Le diagnostic

Après la révolution bolchevique, Moscou devient la capitale de l'Union soviétique et le Kremlin redevient le centre majeur du pouvoir. Il est fermé au public jusqu'à ce que Khrouchtchev décide sa réouverture partielle en 1955.

Aujourd'hui, il est la résidence du chef de l'État russe, occupé successivement par Boris Eltsine, Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev. Il est le symbole même de la puissance soviéto-russe, du centre de pouvoir et fut l'équivalent de la Maison-Blanche tout au long de la guerre froide.

KURDES



État des lieux

Les Kurdes, dont le nombre est évalué entre 27 et 37 millions, sont le peuple le plus important à ne pas disposer d'un État indépendant. Ils sont essentiellement répartis entre quatre pays du Proche-Orient : la Turquie (entre 13 et 20 millions), l'Iran (6 à 9 millions), l'Irak (5 à 7 millions) et la Syrie (3 millions). Les

Kurdes ont conservé leur identité malgré leur domination systématique par de nombreux empires : Assyriens, Grecs, Romains, Byzantins, Arabes, Mongols et Ottomans.

Le traité de Versailles de 1919 avait reconnu l'existence d'un État kurde, mais après la victoire de Mustafa Kemal (Atatürk) contre les Alliés et le traité de Lausanne de 1923, ce projet avait été abandonné.

En Iran, les Kurdes avaient, avec le soutien de Moscou, créé en 1946 une république autonome qui a été reconquise par le shah d'Iran.

C'est en Turquie que la question kurde est la plus sensible. Pendant très longtemps les droits culturels et même la langue kurde ont été niés et interdits, les Kurdes étant présentés comme des Turcs des montagnes. Dans les années 1980, Abdullah Öcalan fonde le PKK, parti des Travailleurs du Kurdistan, qui va se lancer dans la lutte armée. Le PKK sera considéré par la Turquie, mais également par les États-Unis et l'Union européenne, comme un groupe terroriste. Öcalan sera arrêté en 1999.

La polémique

Aujourd'hui, la plupart des mouvements kurdes ne réclament plus la création d'un Kurdistan indépendant, mais l'obtention de droits culturels et l'autonomie administrative. La création d'un État qui viendrait désorganiser les équilibres de quatre pays importants de la région, parmi lesquels la Turquie serait certainement la plus atteinte, entraînerait de tels bouleversements stratégiques imprévisibles que les grandes puissances ne souhaitent pas cette solution.

Plus de 1 million de Kurdes vivent en Europe, dont 800 000 en Allemagne et 150 000 en France, où il existe un centre de recherche, l'Institut kurde de Paris. Les Kurdes, qui ne sont pas arabes, sont majoritairement sunnites.



Le diagnostic

C'est parce qu'elle craignait que l'autonomie ou l'indépendance du Kurdistan irakien ne soit une incitation pour les Kurdes turcs à en faire autant que la Turquie a refusé en 2003 le droit de passage à l'armée américaine sur son territoire pour aller mener la guerre d'Irak, malgré une promesse d'aide de 26 milliards de dollars.

Depuis peu, la Turquie est moins crispée sur la question kurde et il y a une certaine reconnaissance des droits culturels de ce peuple.

Depuis la guerre du Golfe (1990-1991) et la création d'une ligne d'exclusion pour l'armée irakienne de chaque côté des 32^e et 36^e parallèles, le Kurdistan irakien connaît une relative autonomie qui a été renforcée après le renversement de Saddam Hussein en 2003. La question de l'avenir de l'unité irakienne est posée. Certains évoquent un schéma de la création d'un État kurde irakien, d'un État chiite et d'un État sunnite au milieu. C'est un Kurde, Jallal Talabani, qui est actuellement président irakien.



LA MECQUE



État des lieux

La Mecque est une ville située dans le désert du Hedjaz, à l'ouest de l'Arabie saoudite. Le prophète Mahomet y est né en 570. Cette cité multireligieuse et marchande à l'origine, Mahomet est contraint, dans un premier temps, à la quitter pour s'exiler à Médine, qui deviendra une autre ville sacrée de l'islam. Cet événement, intervenu en 622, marque le début de l'hégire, le calendrier islamique.

Aujourd'hui peuplée de 1,5 million d'habitants, La Mecque attire chaque année plusieurs millions de musulmans qui font le pèlerinage (*hadj*) autour de la Kaaba (le « cube », en arabe). Le pèlerinage à La Mecque, recommandé mais non obligatoire, fait partie des cinq piliers de l'islam, les autres étant la *chahada* (affirmer l'unicité d'Allah et que Mahomet est son prophète), les cinq prières de la journée, le jeûne du mois de ramadan, et l'aumône. Accomplir le hadj accorde un statut particulier aux pèlerins au sein de la communauté musulmane.

La Kaaba compte au rang de monument le plus sacré de l'islam. Partout dans le monde les musulmans se tournent dans sa direction pour prier. Pour se rendre dans le périmètre sacré, il faut présenter des titres attestant de l'affiliation à la religion musulmane. La violation de ce périmètre est sanctionnée par la peine de mort selon la loi saoudienne.



Le diagnostic

Les pèlerinages à La Mecque constituent une source importante de revenus, mais également une source de prestige et

d'influence pour l'Arabie saoudite. Ils font également peser des obligations. Certains font un parallèle entre la présence du lieu le plus saint de l'islam en Arabie saoudite et les difficultés du pays à se moderniser et à s'ouvrir.

C'est parce que des troupes américaines étaient stationnées après la guerre du Golfe de 1990-1991 dans ce pays qui compte les plus grands lieux saints de l'islam que Ben Laden a déclaré la guerre au royaume saoudien.

La Mecque est devenue l'expression synonyme de « référence suprême », de « lieu dépassant tout autre en importance » (par exemple, New York est la Mecque de la finance).

LULA



État civil

Luiz Inácio Lula da Silva est né le 6 octobre 1945 dans une famille pauvre au Brésil, dans l'État du Pernambouc. Il quitte l'école à 10 ans et enchaîne les petits boulots (cireur de chaussures, vendeur de cacahuètes) afin de faire vivre sa mère et ses frères et sœurs, réunis au sein d'une famille monoparentale. Il devient ensuite métallurgiste et adhère au mouvement syndical dont il devient l'un des leaders. Il est élu en 1975 président du syndicat de la métallurgie. Ses prises de position lui valent des séjours réguliers en prison.

En 1980, il fonde le parti des Travailleurs, d'inspiration trotskiste, au moment où le Brésil se démocratise. Il est élu gouverneur de l'État de São Paulo en 1982 et député en 1985. Il se présente à l'élection présidentielle de 1989 où il sera battu

par Fernando Collor de Mello. Il sera de nouveau battu deux fois par Fernando Henrique Cardoso avant de connaître enfin la victoire à l'élection présidentielle de 2002. Il sera réélu triomphalement en 2006.

La polémique

Ses adversaires l'avaient présenté comme un épouvantail d'extrême gauche pouvant faire fuir les investisseurs internationaux et les aides du Fonds monétaire international. Mais Lula va, au cours de son premier mandat, rassurer les milieux économiques tout en provoquant le mécontentement des classes défavorisées qui l'accusent de ne pas tenir ses promesses.

Son second mandat s'inscrit sous le signe de la lutte contre la pauvreté, contre la faim et le phénomène des bidonvilles. La Constitution brésilienne l'empêche de pouvoir solliciter un troisième mandat.

Le diagnostic

Lula est l'une des personnalités internationales les plus populaires, tout d'abord grâce à son exemple d'ascension sociale, d'enfant de la rue devenu syndicaliste, puis président. Sa popularité tient également au développement du Brésil sous ses deux mandats.

Le Brésil n'est plus la nation décrite par Clemenceau (« un pays d'avenir qui le restera longtemps ») ; il est devenu un pays émergeant, parmi les dix premières puissances mondiales, un pays dont le poids économique et stratégique s'est affirmé. Le Brésil est également devenu le leader incontesté de l'Amérique du Sud, postulant à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Sa cote de popularité au bout de deux mandats restant supérieure à 70 %, Lula pourrait être élu sans problème pour un troisième mandat si la Constitution le permettait. Lula a refusé de la modifier.

Il a accompagné la montée en puissance du Brésil sur la scène internationale. Il a réussi à fédérer derrière lui le patronat et les travailleurs, ainsi que la gauche latino-américaine sociale-démocrate et les dirigeants populistes de gauche comme Hugo Chávez au Venezuela ou Evo Morales en Bolivie. Lula s'est très nettement opposé aux États-Unis de George W. Bush tout en restant un interlocuteur indispensable pour Washington. Il se murmure que Barack Obama pourrait lui proposer, à la fin de ses fonctions de président du Brésil, la présidence de la Banque mondiale qui a, jusqu'ici, toujours été occupée par un Américain.

MAFIA



État des lieux

Une mafia est une organisation criminelle dont les activités sont clandestines. Le terme, d'origine sicilienne, sert à désigner une organisation secrète au service des classes populaires qui trouvent dans la mafia la protection que l'administration ou les structures officielles ne leur fournissent pas.

La Mafia se développe sur fond d'insuffisance de l'État dans le sud de l'Italie : c'est la Camorra napolitaine, la Cosa nostra sicilienne ou la 'Ndrangheta calabraise. La Mafia s'est par la suite exportée aux États-Unis où elle est venue défendre les

intérêts des Américains d'origine italienne et où elle a prospéré pendant la prohibition de l'alcool entre 1920 et 1933, avec la figure emblématique d'Al Capone. Interpol a été créé en 1923 pour apporter une coopération internationale contre l'internationalisation montante des activités criminelles.

Le terme de mafieux est devenu générique pour toute organisation criminelle. Il peut désigner également les triades chinoises, les yakuzas japonais, la mafia russe, turque ou albanaise kosovare.

La mafia fonctionne sur le mode d'une économie souterraine et parallèle, elle prospère sur les commerces des activités interdites ou fortement taxées. Drogue, prostitution, fausses monnaies et contrefaçons, trafics d'êtres humains, d'organes, de cigarettes, jeux d'argent, rackets, etc. L'argent dégagé par ses activités lui permet d'acquérir de l'influence politique afin de ne pas gêner son activité économique. Intimidation, corruption, chantage sont les moyens d'augmenter son influence. Les mafias agissent de façon violente pour protéger leurs intérêts à l'encontre des témoins gênants ou des traîtres, mais aussi des repentis qui ont rompu l'omerta (la loi du silence) et qui collaborent avec la justice en échange d'une protection policière ou d'une amnistie. Elles peuvent également instaurer une taxe à leur profit en échange d'une protection, là encore en s'établissant sur le manquement de l'État. L'économie illégale lui permet d'investir ensuite dans l'économie légale (immobilier, entreprise, etc.) afin de blanchir l'argent sale.



Le diagnostic

Les nouveaux territoires de la mafia sont les trafics de déchets industriels, les fraudes aux subventions alimentaires, les grands

travaux d'infrastructure, notamment lors de l'organisation d'événements sportifs, mais aussi les paris et la cybercriminalité.

La Mafia a un fort potentiel symbolique, très souvent mis en scène par Hollywood : *Le Parrain*, *Scarface*, *Les Incorruptibles*, *Les Affranchis*, *Donnie Brasco*, et autres *American Gangster*.

La Mafia est soupçonnée d'avoir longtemps dominé la vie politique italienne, au point que des responsables politiques aussi emblématiques que Giulio Andreotti, plusieurs fois Premier ministre, ont été cités comme étant influencés par la Mafia. Cependant, aucune preuve n'a pu être établie contre Andreotti.

Dans un rapport rendu aux autorités italiennes en 2007, on estime que le produit économique des mafias représente environ 15 % du PNB italien, soit 220 milliards d'euros.

MAISON-BLANCHE



État des lieux

La Maison-Blanche est la résidence officielle ainsi que le lieu de travail du président des États-Unis. Construite entre 1792 et 1800, elle est située à Washington et tient son nom de l'ancienne maison de l'épouse du premier président américain, George Washington, la « White House Plantation ». La Maison-Blanche devient le nom officiel de la résidence en 1901 lorsque Theodore Roosevelt l'inscrit sur son papier à lettres de président. John Adams fut le premier Président à y résider au début du XIX^e siècle.

Du fait de l'augmentation du nombre des collaborateurs, la Maison-Blanche a été agrandie, notamment avec l'aile Ouest

(West Wing) où se trouve le bureau ovale, le bureau officiel du président, construit en 1910. Celui-ci est le symbole du pouvoir américain.

C'est dans ce bureau qu'ont été réalisées les grandes interventions des présidents, notamment à la télévision, comme celles de John Fitzgerald Kennedy lors de la crise des missiles de Cuba, de Ronald Reagan après l'explosion de la navette Challenger ou de George W. Bush lors du lancement de la guerre d'Irak.

Dans l'aile Ouest se trouvent également le Cabinet Room qui réunit les secrétaires et conseillers du président, et la Situation Room, qui est la salle où le président réunit ses collaborateurs lors des crises et des situations d'urgence.

Avec les deux ailes Est et Ouest, la Maison-Blanche contient plus de 130 pièces et de grandes infrastructures comme un terrain de sport ou une salle de cinéma. Elle sert d'arrière-plan incontournable pour toutes les interventions télévisées en direct des États-Unis et de Washington. La Maison-Blanche est reconnue, partout dans le monde, comme le symbole de la puissance américaine.



Le diagnostic

John Kennedy s'est fait photographier dans le bureau ovale avec ses enfants jouant dans la pièce pendant qu'il travaillait, donnant ainsi une image de fraîcheur et de décontraction, détonnant avec la lourdeur de sa tâche et de ses responsabilités.

Bill Clinton avec la stagiaire Monica Lewinski a également utilisé le bureau ovale à des fins privées, mais dans une connotation nettement moins familiale et qui n'a pas donné lieu à la publication de photos. Le bâtiment a été presque entièrement brûlé par les troupes britanniques en 1812 au cours d'une

guerre anglo-américaine. Lors des attentats du 11 Septembre, le quatrième avion, celui qui s'est écrasé en Pennsylvanie après une révolte des passagers, était apparemment destiné à s'écraser sur la Maison-Blanche.

MANDELA, NELSON



État civil

Nelson Mandela est né le 18 juillet 1918 à Mvezo en Afrique du Sud. Il entame des études de droit, mais est renvoyé d'une première université pour avoir participé à une manifestation d'étudiants. Il obtient son diplôme en 1942. En 1944, il adhère au Congrès national africain (ANC).

En 1948, le Parti national (afrikaner) prend le pouvoir en Afrique du Sud et y instaure l'apartheid qui repose sur le développement séparé des Blancs et des Noirs. Cette politique établit en fait la domination totale des Blancs sur les Noirs. Mandela est une première fois arrêté en 1956 pour avoir participé à la rédaction de la Charte de la liberté qui veut lutter contre l'apartheid. Il est acquitté en 1961. Mais l'ANC, qui prône l'action non violente, est interdite. Mandela va dès lors prôner la résistance armée. Il est emprisonné en 1962 et va être condamné à la détention à perpétuité en 1964 pour sabotage, trahison et complot.

Incarcéré, il continue à lutter pour la reconnaissance des droits des Noirs et l'égalité des races. Au cours des années 1980, l'Afrique du Sud est de plus en plus isolée et perd le soutien tacite des États-Unis, du fait de la mobilisation des Noirs améri-

cains et de la perte de son importance stratégique après la fin de la guerre froide. Le Parti Afrikaner constate alors qu'il n'a pas d'autre issue que de mettre fin à l'apartheid. Frederik De Klerk libère Mandela le 11 février 1990 et lève l'interdiction sur l'ANC.

Mandela, qui a passé 28 ans en prison, travaille de concert avec Frederik De Klerk pour assurer une transition douce. Il recevra le prix Nobel de la paix en 1993. Il est élu en avril 1994 président de l'Afrique du Sud dont il devient le premier président noir, entouré de deux vice-présidents, Thabo Mbeki et Frederik De Klerk, et d'un gouvernement d'union nationale composé de l'ANC, du Parti national Afrikaner et du Parti Zoulou Inkhata. Il ne se représente pas aux élections de 1999, conformément à son engagement.

Nelson Mandela a créé une fondation qui porte son nom et prend position sur de grands sujets internationaux, comme la lutte contre le sida, les droits de l'homme, le Proche-Orient, ou encore le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Après son divorce d'avec sa première femme, Winnie Mandela, dont le discours prônait l'affrontement avec les Blancs, il a pris pour compagne la veuve de l'ex-président mozambicain Samora Machel.

La polémique

Nelson Mandela est immensément populaire, certainement l'homme le plus populaire du monde, du moins jusqu'à l'élection de Barack Obama. Il a su tourner la page, ne pas appeler à la vengeance, regarder vers l'avenir et opter pour une politique de réconciliation entre les Noirs et les Blancs. Il n'a pas pour autant tout à fait oublié le passé avec la mise en place de la

Commission de la vérité et de la réconciliation. Cette commission entendait des témoignages de victimes de l'apartheid, mais également des auteurs d'exactions ou de crimes commis par les forces de sécurité. L'idée était de mettre les choses sur la table, non pas pour en juger les auteurs, mais pour faire toute la lumière sur le passé.

Cependant, Mandela n'était pas pour la non-violence à l'origine puisqu'il a prôné la lutte armée pendant la politique d'apartheid, mais, contrairement à sa première femme, autre figure marquante de l'ANC, il a réfuté toute idée de vengeance.

Mandela est, à l'image de Gandhi ou de Martin Luther King, une figure morale incontestée, symbole de la lutte contre le racisme, de la tolérance et de la liberté.



Le diagnostic

Si l'on demandait à 100 artistes ou sportifs de haut niveau quel est leur personnage historique préféré, 95 % d'entre eux répondraient certainement Nelson Mandela. Bien qu'affaibli, c'est une véritable icône mondiale et les gens font des pieds et des mains pour pouvoir être pris en photo avec lui.

Mandela a beaucoup fait pour l'image de l'Afrique du Sud. À la différence de Gandhi, il s'est montré plus réaliste dans l'exercice du pouvoir et, contrairement à Martin Luther King, il l'a réellement exercé.

L'image consensuelle qu'il donne ne l'a pas empêché de prendre des positions très fermes sur des sujets particulièrement polémiques, comme lorsqu'il s'est élevé contre la guerre menée en Irak par les États-Unis et le Royaume-Uni sans l'aval de l'ONU, ou lorsqu'il a contesté vivement la politique d'Israël à l'égard des Palestiniens. Il a fallu attendre juillet 2008 pour

que d'autres responsables politiques de l'ANC soient rayés de l'US terrorist watch list par une loi américaine. L'ANC était en effet considérée du temps de la guerre froide comme un groupe terroriste par les États-Unis.

L'intervention de Nelson Mandela a été déterminante pour que l'Afrique du Sud obtienne l'organisation de la Coupe du monde de football de 2010, première du genre à avoir lieu sur le continent africain et enjeu essentiel de rayonnement et de prestige pour son pays.

MAO TSÉ-TOUNG



État civil

Mao Tsé-toung est né le 26 décembre 1893 dans la province du Hunan, dans une famille paysanne. En 1919, il obtient un poste d'aide-bibliothécaire à l'université de Pékin où il va découvrir le marxisme. En 1920, il participe au Mouvement du 4 mai qui dénonce le traité de Versailles, trop favorable, selon les étudiants chinois, aux Japonais. Le patriotisme chinois s'oppose alors aux Occidentaux et aux Japonais.

Mao rejoint le Parti communiste chinois en 1921, lequel va s'allier en 1927 au Parti nationaliste kuomintang. Une insurrection ouvrière à Shanghai va mettre fin à cette alliance.

Mao va créer en 1931 la République soviétique chinoise du Jiangxi et commence à se démarquer du socialisme soviétique en s'appuyant sur la paysannerie. Pour échapper au Kuomintang, il lance la « Longue Marche » et prend la tête du Parti communiste chinois en 1935. En 1937, il suspend

la guerre civile pour faire un front commun avec les nationalistes contre les Japonais. Après la défaite de l'Empire nippon, il reprendra la guerre contre le Kuomintang qu'il vaincra en s'emparant du pouvoir et en proclamant la République populaire de Chine en 1949.

Les nationalistes se replient sur l'île de Taïwan où ils installent une dictature militaire protégée par les Américains. En 1957, Mao lance la campagne des Cent Fleurs (« Que cent fleurs s'épanouissent ») censée permettre la liberté d'expression, mais qui va se traduire dans les faits par une féroce répression contre ceux qui auront eu la naïveté de croire en ses promesses. De même, il va lancer le Grand Bond en avant en 1959, censé donner l'autonomie à la Chine, et qui va aboutir à une grande famine et des millions de morts.

En 1961, il rompt avec l'Union soviétique, dénonçant sa trahison des idéaux marxistes-léninistes et critiquant la politique de détente avec les États-Unis. Il s'agit en fait d'échapper à la tutelle de l'URSS qui domine le camp socialiste, les prétextes idéologiques masquant en fait des différends nationalistes qui ne sont bien sûr pas conformes avec le dogme de l'Internationale socialiste.

En 1966, Mao Tsé-toung lance la Grande Révolution culturelle prolétarienne dénonçant les autorités. Il s'agit pour lui d'écartier ses rivaux grâce aux gardes rouges, les jeunes étudiants qui vont commencer à mener une grande campagne de terreur et d'élimination des opposants.

Mao est surnommé le « Grand Timonier » et fait l'objet alors d'un véritable culte de la personnalité. En 1971, il se rapproche des États-Unis à la demande de Richard Nixon et Henry Kissinger qui veulent créer une alliance contre l'URSS. Les États-Unis estiment judicieux de favoriser le régime commu-

niste chinois qui leur paraît moins puissant que l'Empire soviétique. La Chine populaire va pouvoir reprendre à Taïwan le siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Atteint de la maladie de Parkinson, Mao va se retirer en 1974. Il meurt des suites de cette maladie en 1976. Des millions de Chinois pareillement habillés scandent son nom et brandissent le « Petit Livre rouge » contenant ses citations et maximes.



Le diagnostic

Mao a fait, dans les années 1960, l'objet d'une adoration dans les milieux gauchistes et une partie de la jeunesse en Europe, de par son opposition aussi bien aux États-Unis qu'à l'Union soviétique.

Curieusement, le régime chinois sera moins critiqué en Occident du temps où Mao était au pouvoir (alors qu'il s'agissait réellement d'un régime totalitaire) qu'il ne l'est actuellement, alors que le contrôle sur les citoyens pour continuer à exister s'est nettement relâché.

En mettant de côté la répression, le régime totalitaire de Mao voulait aller jusqu'à contrôler la vie privée de ses citoyens, avait fixé la date de mariage à 30 ans pour les hommes, 25 ans pour les femmes, afin de limiter le nombre de naissances. Cependant, Mao menait lui-même une vie dissolue et faisait une grande consommation de jeunes filles comme l'ont appris par la suite les révélations posthumes de son médecin.

MARADONA, DIEGO



État civil

Diego Armando Maradona est né le 30 octobre 1960 dans les faubourgs de Buenos Aires. Remarqué par un recruteur dès l'âge de 11 ans, il joue son premier match professionnel avec le club Argentinos Juniors en 1976, alors qu'il n'a que 15 ans.

Il rejoint en 1981 le principal club argentin, Boca Juniors, avant d'être transféré au FC Barcelone, puis en 1984 au club de Naples. Il va faire de ce club sans palmarès un club performant qui remportera deux championnats d'Italie, une coupe d'Italie, une coupe de l'UEFA et une super-coupe d'Italie au cours des sept ans qu'il y passera.

En 1986, Maradona est champion du monde avec l'équipe d'Argentine dont il est le capitaine. Mais, en 1991, il est suspendu pour 15 mois après avoir été contrôlé positif à la cocaïne. De retour en 1993 en Argentine pour y terminer sa carrière, il participe à la Coupe du monde de 1994, mais est exclu de la compétition pour avoir été contrôlé positif à l'éphédrine. En octobre 2008, il est nommé sélectionneur de l'équipe nationale d'Argentine, qu'il qualifie difficilement pour la Coupe du monde 2010.



La polémique

« El Pibe de Oro » (l'enfant en or) a été élu en 2000 meilleur joueur du siècle devant le Brésilien Pelé par un vote populaire organisé par la FIFA.

Contrairement à Pelé qui a toujours prêché le bon comportement, Maradona a une réputation d'enfant maudit, conjuguant un talent exceptionnel qui confine au génie avec un comportement personnel sulfureux : il se serait lié à la Mafia à Naples et est tombé dans une dépendance aux drogues dures. Devenu obèse, il a entamé plusieurs cures de désintoxication avant de sembler parvenir à sortir de sa dépendance. Il a été plusieurs fois à l'article de la mort.

Le match de la Coupe du monde 1986 contre l'Angleterre – à laquelle l'Argentine avait été opposée dans la guerre des Malouines quatre ans auparavant – résume les deux faces du personnage. Maradona va marquer le premier but de la main, donc en trichant. Il déclarera que c'était la « main de Dieu » qui avait marqué le but. Le second, il le marque balle au pied après avoir remonté tout le terrain et dribblé sept joueurs anglais. Cependant, Maradona a toujours dit préférer le premier au second.



Le diagnostic

Fils du peuple, Maradona est resté fidèle à ses racines populaires et n'a jamais vraiment intégré les élites dirigeantes.

Il a fait la connaissance de Fidel Castro au cours d'une cure de désintoxication à Cuba en 2000 et est tombé sous le charme du personnage, au point d'en faire son idole et d'arborer un tatouage le représentant. Il a, à de très nombreuses reprises, pris position contre George W. Bush et s'est également lié avec les présidents Hugo Chávez (Venezuela) et Evo Morales (Bolivie), tous deux connus pour leurs propos antiaméricains. Il s'est néanmoins félicité de l'élection de Barack Obama. En

2007, invité à l'émission hebdomadaire de Chávez, il proclame : « Je hais tout ce qui vient des États-Unis de tout mon cœur. »

Son côté railleur, anti-élite, et bien sûr son talent font que ses supporters lui ont tout pardonné au nom du principe de la fidélité à ses origines, aussi longtemps du moins que l'équipe d'Argentine obtiendra de bons résultats.

MARÉE NOIRE



État des lieux

Les marées noires sont des catastrophes industrielles et écologiques qui se traduisent par le déversement d'une importante quantité de pétrole brut ou de produits pétroliers à la mer et l'arrivée de cette nappe d'hydrocarbures en zone côtière sous l'effet des marées et des vents.

Les marées noires peuvent être dues à un accident survenu sur une plate-forme pétrolière, au dégazage en mer d'un pétrolier ou à son naufrage.

Les plus importantes ont été la destruction du puits sous-marin Ixtoc-One dans le golfe du Mexique en 1979 (600 000 tonnes de pétrole déversées), les naufrages du *Torrey Canyon* en 1967 au sud de l'Angleterre, de l'*Amoco Cadiz* en 1978 sur les côtes bretonnes, de l'*Exxon Valdez* en 1989 en Alaska, de l'*Erika* en décembre 1999 sur les côtes du Finistère et de Charente-Maritime, ou encore du *Prestige* en 2002 sur les côtes atlantiques espagnole et française.

Les marées noires détruisent les fonds marins et s'attaquent à la flore et à la faune maritime. Elles compromettent

gravement le tourisme local, ainsi que l'économie du fait de la contamination des produits de la mer. Elles peuvent également avoir des conséquences sanitaires en raison de l'inhalation de produits dangereux ou de leur contact avec la peau.

La polémique

Les responsabilités d'une marée noire ne sont pas toujours faciles à déterminer. Dans le cas du *Prestige* en 2002, le pétrolier parti de Russie a été fabriqué au Japon, l'affrètement était suisse, l'assureur anglais, le capitaine grec, l'équipage philippin, le propriétaire libérien, la société de classification américaine, le navire naviguait sous le pavillon des Bahamas, le naufrage a eu lieu en Espagne et la destination était Singapour.

Le diagnostic

Les marées noires ont un impact médiatique très fort et mobilisent les opinions. Elles ont entraîné une plus grande sévérité et un plus grand contrôle de la sécurité des navires. L'Europe a créé une Agence européenne de la sécurité maritime dont le but est de fournir une assistance technique et scientifique en matière de pollution accidentelle ou intentionnelle par les navires.

Entre les années 1970 et aujourd'hui, le nombre de tonnes de pétrole déversées en mer a été divisé par 10 en passant d'une moyenne annuelle de 300 000 tonnes à 30 000.

MASSOUD



État civil

Ahmed Chah Massoud est né en 1953, dans la vallée du Panchir en Afghanistan : il appartient à l'ethnie minoritaire tadjike. Il suit sa scolarité au lycée français de Kaboul avant d'entreprendre des études de génie civil à l'École polytechnique.

Massoud participe à une insurrection islamiste en 1975 qui le contraint à fuir au Pakistan. Il rentre pour lutter contre les Soviétiques après leur invasion de l'Afghanistan en 1979, et va devenir un chef emblématique de la lutte contre l'occupant en dirigeant le Conseil de surveillance qui contrôle le nord du pays.

Après le retrait des troupes soviétiques, Massoud devient ministre de la Défense de mai 1992 à 1995. Il est exclu lorsque le fondamentaliste pachtoune Gulbuddin Hekmatyar devient Premier ministre. Massoud va ensuite s'opposer aux talibans qui prennent le pouvoir en septembre 1996.

Massoud sera assassiné le 9 septembre 2001 par deux Tunisiens membres d'al-Qaïda au cours d'un attentat suicide.



La polémique

Baptisé le « Lion du Panchir », Massoud a toujours été plus populaire à l'extérieur de son pays qu'en Afghanistan où il fut plus controversé. Son combat contre les Soviétiques rejoignait en effet les intérêts occidentaux. Il représentait par ailleurs, après la prise du pouvoir par les talibans, un islam plus tolérant et moins radical.

Massoud fut reçu par le Parlement européen en avril 2001 et au Congrès américain comme un véritable héros, représentant la cause de la liberté en Afghanistan. En effet, Massoud avait fait preuve de véritables capacités militaires en tenant tête aux Soviétiques malgré des moyens matériels limités.

Son assassinat, deux jours avant, est vu comme le feu vert donné aux attentats du 11 Septembre 2001. Mais Massoud, d'origine tadjike (minoritaires en Afghanistan), ne pouvait prétendre au premier rôle dans ce pays, même si la démocratie s'y était installée.



Le diagnostic

Héros de la résistance contre les Soviétiques et victime des talibans, à peine 48 heures avant les attentats du 11 Septembre, Massoud est célébré dans tout le monde occidental, y compris et surtout par ceux qui ne le connaissaient pas ou qui connaissent peu l'Afghanistan.

S'il était rompu aux techniques de la communication et si, effectivement, il n'incarnait pas l'islamisme radical de certains Pachtouns, Massoud n'était pas pour autant un enfant de cœur. Les combats que sa milice a menés pour la prise de Kaboul en 1992 ayant été particulièrement meurtriers pour la population civile. Des combats menés contre une autre milice en 1993 vont même être l'occasion d'un massacre de centaines de civils chiites, notamment des enfants.

S'il a pu fédérer militairement plusieurs milliers d'hommes autour de lui pendant la guerre contre les Soviétiques, il n'a pas réussi à le faire politiquement après leur départ. Sa mort tragique, historiquement liée aux attentats du World Trade Center, en fait un héros éternel et une icône absolue.

MENCHÚ, RIGOBERTA



État civil

Indigène maya de l'ethnie des Quiché, Rigoberta Menchú Tum est née au Guatemala le 9 janvier 1959. Elle travaille dans les grandes propriétés agricoles (*fincas*) à partir de 5 ans dans des conditions de quasi-servage. Elle n'apprendra l'espagnol qu'à l'âge de 20 ans.

Rigoberta Menchú décide de lutter contre la junte militaire et de faire reconnaître les droits culturels, sociaux et politiques des Indiens guatémaltèques. Elle rejoint le Comité d'unités paysannes, fondé par son père en 1979. Ce dernier ainsi qu'une vingtaine d'autres paysans vont périr dans un incendie provoqué par les forces de l'ordre le 31 janvier 1980. Rigoberta Menchú s'exile alors au Mexique. Elle défend également le droit des paysans sans terre.

En 1983, elle publie un livre intitulé *Moi, Rigoberta Menchú* qui sera traduit en 11 langues et deviendra un succès international. Elle y raconte son enfance difficile et témoigne de la maltraitance des Indigènes du Guatemala. En 1991, elle participe à la préparation par les Nations unies d'une Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Elle recevra en 1992, année du 500^e anniversaire de la conquête des Amériques, le prix Nobel de la paix, en reconnaissance de son travail « pour la justice sociale et la réconciliation ethno-culturelle basée sur le respect pour le droit des peuples autochtones ».

À 33 ans, Rigoberta Menchú est la plus jeune lauréate du prix Nobel. Rentrée au Guatemala, elle crée la Fondation Rigoberta Menchú qui a pour but de promouvoir le respect des

droits de l'homme et la reconnaissance des droits des peuples indiens. Candidate à l'élection présidentielle du Guatemala en 2007, elle ne remportera que 3 % des suffrages.



Le diagnostic

Rigoberta Menchú est considérée comme le symbole de la lutte des indigènes, non seulement des Mayas, mais de toutes les cultures indiennes du continent américain, traditionnellement bafouées. Elle prône un mouvement non violent de résistance civique.

La victoire d'Evo Morales à l'élection présidentielle en Bolivie, la première d'un Indien à la tête d'un pays latino-américain, peut être considérée comme se situant dans le sillage des combats de Rigoberta Menchú, mais Morales dispose visiblement d'un ancrage populaire plus réel et plus important. Rigoberta Menchú étant plus populaire à l'étranger que chez elle.

MERKEL, ANGELA



État civil

Angela Merkel est née le 17 juillet 1954 à Hambourg en République fédérale d'Allemagne. Son père, pasteur, est affecté en Allemagne de l'Est la même année. Elle obtient un diplôme de physique à l'université Karl-Marx de Leipzig en 1978 et intègre la même année l'Institut central de physique-chimie de Berlin-Est où elle travaille jusqu'en 1990.

Son dossier à la Stasi témoigne de son soutien au syndicat polonais Solidarność et de son anticomunisme. À la fin de l'année 1989, elle participe à la fondation de l'association Éveil démocratique qui demande une réunification rapide des deux Allemagnes.

Élue aux premières élections libres de la Chambre du peuple de la République démocratique allemande en mars 1990, Angela Merkel devient porte-parole du dernier gouvernement de la RDA avant que sa formation politique ne fusionne avec la CDU en décembre 1990. Elle est alors nommée ministre fédéral des Femmes et de la Jeunesse dans le cabinet d'Helmut Kohl. Elle devient ministre de l'Environnement en 1994. Après la défaite de la CDU aux élections de 1998, Angela Merkel accède au secrétariat général du parti pour en prendre la présidence en avril 2000. En 2002, elle devient chef de l'opposition au Bundestag.

En septembre 2005, sa formation arrive en tête des élections (35,2 % des suffrages pour l'union CDU-CSU contre 34,2 % pour le SPD). Angela Merkel devient chancelière en formant un gouvernement de « grande coalition » avec les sociaux-démocrates.

Elle gagne de nouveau les élections en septembre 2009 et formera cette fois-ci une coalition plus à droite avec le Parti libéral.



Le diagnostic

Sans approuver la guerre d'Irak, Merkel estime que le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder avait une opposition trop vive à l'égard des États-Unis. Elle fait de la réconciliation avec les États-Unis une priorité. Néanmoins l'Allemagne a changé.

n'est plus dépendante de Washington pour sa sécurité et prend des positions en fonction de ses intérêts nationaux.

En septembre 2007, Merkel sera le premier chef de gouvernement à recevoir le dalaï-lama sans que cela ne provoque le courroux que Pékin a manifesté plus tard à l'égard de la France.

Le magazine *Forbes* l'a désignée, trois fois de suite, de 2006 à 2008, comme la femme la plus puissante du monde. Comparée, à ses débuts, à Margaret Thatcher, Merkel fait preuve de beaucoup plus de souplesse. Sa modération et le fait qu'elle dirige le pays le plus riche et le plus peuplé d'Europe en font un des leaders incontestés de l'Union européenne.

MITTERRAND, FRANÇOIS



État civil

François Mitterrand est né le 26 octobre 1916 à Jarnac, dans une famille bourgeoise catholique et conservatrice. Il monte à Paris faire des études de droit et se rapproche du mouvement nationaliste de droite. En 1940, il est blessé et fait prisonnier par les Allemands. Il s'enfuit, travaille à Vichy pour aider les prisonniers de guerre avant d'entrer dans la clandestinité.

Après-guerre, Mitterrand commence une carrière politique et est élu député de la Nièvre en 1946. En 1947, il est, à 31 ans, ministre des Anciens Combattants (gouvernement du socialiste Paul Ramadier). Il participera à plusieurs gouvernements de la IV^e République, notamment en tant que ministre de l'Intérieur du gouvernement de Pierre Mendès France, puis garde des Sceaux du gouvernement de Guy Mollet en 1956. Il s'op-

pose alors à l'indépendance de l'Algérie, à l'instar de la très grande majorité de la classe politique française. Il est hostile à de Gaulle et à l'instauration de la V^e République et appelle à voter « non » au référendum de 1962 qui permet l'élection du président de la République au suffrage universel.

Mitterrand se présente une première fois à l'élection présidentielle contre de Gaulle en 1965, le met en ballottage mais est battu au second tour. Il crée en 1971 le Parti socialiste et va entamer une politique d'union de la gauche avec le Parti communiste et le Mouvement des radicaux de gauche. Candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle de 1974, il perd de justesse avec 49,2 % des voix face à Valéry Giscard d'Estaing.

Dans les années 1970, le PS devient le premier parti de gauche au détriment du Parti communiste. Après avoir bataillé contre Michel Rocard pour obtenir l'investiture du Parti socialiste, François Mitterrand va remporter l'élection présidentielle en 1981, puis être réélu en 1988.

La gauche ayant perdu les élections législatives en 1986 et 1993, il sera contraint à deux cohabitations, d'abord avec un gouvernement Chirac de 1986 à 1988, puis avec un gouvernement Balladur de 1993 à 1995. Il meurt le 8 janvier 1996 d'un cancer.



Le diagnostic

Figure politique de la IV^e République, Mitterrand apparaît comme un homme du passé lorsqu'il se présente en 1981. Il sera pourtant élu et mettra fin au monopole de la droite sur le pouvoir. Son gouvernement va prendre des mesures d'ordre interne (la semaine des 39 heures, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés), mais il se heurtera à la

crise économique en 1982-1983 et à la contradiction de sa politique de relance, menée sans les partenaires européens. François Mitterrand sera contraint à une politique de rigueur mais refusera de céder à ceux qui lui proposent de rompre avec l'Europe.

Mitterrand aura été pendant 23 ans l'opposant le plus farouche au gaullisme et à ses héritiers, avec des critiques marquantes sur la constitution d'une force nucléaire par la France, ou sur la rupture des liens stratégiques entre la France et Israël et le départ des organismes militaires intégrés de l'OTAN. Mais, une fois élu président, il prolongera la politique de De Gaulle en l'adaptant à sa personne et aux circonstances. On parlera donc de « gaullo-mitterrandisme », avec lequel la recherche de l'indépendance de la France et sa capacité à façonner les événements internationaux reste une priorité.

Il ira jusqu'à dire « La dissuasion, c'est moi », et deviendra le plus farouche partisan de la possession par la France d'un outil de dissuasion qui lui assure sécurité et indépendance, position qu'il défendra à la fois face à l'URSS et aux États-Unis. Alors qu'il était considéré comme atlantiste sous la IV^e, il s'opposera vivement à Ronald Reagan et refusera toute tentative de domination américaine.

Il prendra en revanche une part très importante dans ce qu'on a appelé la crise des euromissiles dès le début de son premier septennat. Alors que les Soviétiques ont déployé des missiles SS-20 d'une portée limitée à l'Europe, les États-Unis veulent répliquer en mettant en place des fusées Pershing et des missiles de croisière. La gauche européenne et les pacifistes s'y opposent. Mitterrand déclarera que « si les pacifistes sont à l'Ouest, les missiles sont à l'Est » et qu'il est nécessaire de procéder à un rééquilibrage par le haut par le déploiement

de missiles américains avant de parvenir à un équilibre par le bas, avec la réduction des armements. En 1983, il prononcera le fameux discours du Bundestag où il prend parti pour le déploiement des missiles américains contre l'avis de ses camarades sociaux-démocrates allemands alors en pleine campagne électorale.

Lui qui passe pour être très pro-israélien (du fait de ses liens avec Israël, personnels et à travers l'Internationale socialiste), et antiarabe (le souvenir de la guerre d'Algérie), il est le premier dirigeant occidental à demander la création d'un État palestinien dans un discours à la Knesset, mais aussi le premier président français à se rendre en Israël.

Lui qui passait pour colonialiste, il prononce le discours de Cancún en 1981 – où il plaide vigoureusement pour une solidarité Nord-Sud –, et va jusqu'à aider militairement le Nicaragua que Reagan veut déstabiliser.

S'il a soutenu le déploiement des euromissiles, Mitterrand s'oppose vigoureusement (et sera le seul en Europe occidentale) au programme d'initiative de défense stratégique (Strategic Defense Initiative, SDI) du président Reagan, appelé également « guerre des étoiles ».

Mitterrand aura un engagement constant pour la construction européenne en trouvant un compromis accepté par la très eurosceptique Margaret Thatcher au sommet de Fontainebleau de 1984, qui permet de relancer l'Europe en encadrant la réunification allemande avec le traité de Maastricht et la mise en place de l'euro.

L'image marquante de son premier septennat sera la photo de lui et d'Helmut Kohl se tenant la main dans le cimetière de Verdun. Il fera de l'alliance avec l'Allemagne un élément fondateur de sa politique.

MORALES, EVO



État civil

Juan Evo Morales Ayma est né le 26 octobre 1959 à Orinoca, en Bolivie. Issu d'une famille paysanne modeste de sept enfants, il est très rapidement déscolarisé et exerce divers petits métiers pour vivre.

Indigène Aymara, il s'engage dans le combat syndical et devient en 1985 secrétaire général du syndicat régional des exploitants de coca. Il va s'opposer à la politique d'éradication de la culture du coca lancée en 1988 par le gouvernement bolivien, sous la pression internationale, notamment américaine, une politique qui est menée sans indemnisation des paysans. Il est plusieurs fois emprisonné et a même failli être tué par les forces de police boliviennes.

En 1994, après un nouvel emprisonnement, il lance une marche de 600 kilomètres, du Chapare jusqu'à La Paz, pour la vie, le coca et la souveraineté nationale, et devient l'une des figures de proue du mouvement des producteurs de coca.

Cette marche a un retentissement considérable et Morales est nommé au prix Nobel de la paix en 1995 et 1996. Élu député en 1997, il va créer l'année suivante « l'instrument politique » pour la souveraineté des peuples, afin de doter le mouvement paysan d'une organisation politique. Il rejoint en 1999 le MAS (Movimiento al Socialismo), mouvement qui appelle à la nationalisation de l'industrie, à la légalisation de la production du coca et à la répartition équitable des ressources nationales. Ces positions le font exclure du Congrès en 2002, exclu-

sion qui sera jugée inconstitutionnelle et illégale par la Cour constitutionnelle.

Morales se présente à l'élection présidentielle de 2002. Il est battu mais devient le leader de l'opposition de gauche. Suite à des troubles politiques, de nouvelles élections sont organisées en 2005. Il est élu avec 53,7 % des voix et devient le premier président d'origine indienne de Bolivie et même d'Amérique latine.

La polémique

L'élection de Morales est perçue comme un vaste mouvement vers la gauche de l'ensemble du continent latino-américain. En mai 2006, il nationalise la production d'hydrocarbures et renégocie les contrats des concessions avec les entreprises étrangères. Il décide également d'augmenter les prix du gaz, ce qui crée des tensions passagères avec le Brésil, la société Petrobras étant l'un des principaux acteurs en Bolivie.

En 2006, un référendum est organisé dans les régions de Santa Cruz et de Tarija, régions qui détiennent le plus de matières premières et qui restent dominées par la bourgeoisie blanche. Ce référendum vise à donner une quasi-autonomie, notamment économique, à ces régions. Il est rejeté et Morales en organise un lui-même, où il met sa responsabilité en jeu. Il va le remporter en août 2008 avec 67 % des suffrages.

Le diagnostic

Morales est proche de Chávez mais également du président brésilien Lula. Il s'oppose régulièrement à George W. Bush et aux États-Unis. Il ira jusqu'à expulser l'ambassadeur américain en septembre 2003, l'accusant d'alimenter le sécessionnisme des régions riches boliviennes.

Morales a déclaré lors de la 61^e assemblée générale de l'ONU en septembre 2006 : « La feuille de coca représente la culture andine. C'est une feuille de coca qui représente l'environnement et l'espoir de nos peuples. Il n'est pas possible que la feuille de coca soit légale pour le Coca-Cola, et qu'elle soit illégale pour d'autres consommations médicinales dans d'autres pays du monde entier. »

MOSSAD



État des lieux

Le Mossad désigne l'« Institut pour les renseignements et les affaires spéciales ». C'est l'une des trois agences de renseignements d'Israël avec le Shin Bet (service de sécurité intérieure) et le Service de sécurité militaire. Le Mossad a été créé en 1949 par David Ben Gourion pour lequel « le renseignement constitue la première ligne de défense ». Il a également pour mission de favoriser l'*aliyah*, le retour en Israël de la diaspora juive.

Le Mossad jouit d'une réputation d'excellence avec des recrues particulièrement bien formées. Initialement originaires de la Diaspora, elles maîtrisent plusieurs langues et sont capables de s'adapter dans plusieurs sociétés, d'avoir des approches pluriculturelles.



La polémique

Parmi les grandes réussites du Mossad, il y a eu l'infiltration du gouvernement syrien dans les années 1960 par Elie Cohen qui sera pendu publiquement le 18 mai 1965 après avoir été

démasqué, ou encore une infiltration de l'armée égyptienne au début des années 1960. En décembre 1969, huit vedettes commandées à la France, mais mises sous embargo par le général de Gaulle après la guerre des Six-Jours, ont pu être acheminées en Israël, constituant au passage une humiliation pour la France. Il faut également citer le kidnapping en 1960 du criminel de guerre nazi Adolf Eichmann en Argentine.

Plus contestée fut l'action de l'ingénieur israélien Mordechai Vanunu qui avait révélé l'existence à un quotidien anglais du programme nucléaire militaire israélien. Le Mossad a également participé à l'élimination de nombreux responsables des attentats des JO de Munich de 1972 ou à celle du scientifique canadien Gerald Bull qui travaillait au projet d'un « super-canon » à longue portée pour le compte de l'Irak.

Parmi les grands ratés du Mossad, on peut citer la tentative d'empoisonnement de Khaled Mechaal : les agents responsables avaient été découverts par la Jordanie qui a obtenu, contre leur libération, la fourniture de l'antidote au poison, mais aussi la libération du fondateur du Hamas, le cheikh Yassin. Autre bavure : l'assassinat d'un serveur norvégien d'origine algérienne, Ahmed Bouchiki, en 1974, qui ressemblait à l'un des cerveaux des attentats de Munich.



Le diagnostic

Le budget du Mossad est secret. L'institut a un réseau d'influence tentaculaire. Au début des années 2000, le Mossad a mis en place une cellule spéciale pour mener la bataille de l'information. Hélas, il n'y a pas, pour le moment, de déclassification des archives du Mossad, à l'instar de ce que fait la CIA, et il n'y a donc pas d'espoir de savoir, fût-ce sur le tard, quels ont

été ces agents d'influence non officiel qui ont travaillé pour le Mossad. Cela eût été pourtant très instructif.

Le Mossad favorise ou ne néglige pas le renseignement humain, considéré par les Israéliens comme absolument nécessaire car tous les moyens sont utiles pour obtenir la survie de l'État d'Israël. Contrairement aux autres services secrets, le Mossad comporte une section de tueurs professionnels.

MUGABE, ROBERT



État civil

Né le 21 février 1924 en Rhodésie du Sud, alors colonie britannique, Robert Gabriel Mugabe appartient à l'ethnie majoritaires des Shona. Après des études en Rhodésie du Sud, en Afrique du Sud et à Londres, il devient enseignant.

Mugabe revient en Rhodésie pour créer la Zimbabwe African National Union (ZANU). Mais le Premier ministre de Rhodésie Ian Smith interdit les partis nationalistes. La Rhodésie a proclamé son indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne en 1965. La minorité blanche a le pouvoir et pratique un régime d'apartheid et de discrimination vis-à-vis des Noirs, comme en Afrique du Sud. La Rhodésie est isolée en Afrique. Mugabe est arrêté et envoyé en prison pour 10 ans.

Relâché en 1974, il mène la lutte armée à partir du Mozambique. Mugabe devient Premier ministre en 1980. L'apartheid vient en effet d'être supprimé avec les accords de Lancaster House, établis sous l'égide de la Grande-Bretagne.

La Rhodésie devient le Zimbabwe et prend une place normale en Afrique.

Cependant, une guerre fratricide va opposer la ZANU à la ZAPU (la Zimbabwe African People Union). Mugabe prendra, à l'issue du conflit, la tête d'un parti unique et écartera définitivement les Blancs du pouvoir en 1987.

En 2000, Mugabe lance une réforme agraire destinée à exproprier les fermiers blancs qui assurent 80 % de la richesse nationale. L'opposition fait une percée aux élections législatives de 2000 et aux présidentielles de 2002. En 2008, le Mouvement pour le changement démocratique dirigé par Morgan Tsvangirai, malgré une fraude massive et une campagne de violences et de tueries contre ses adversaires, force Mugabe à l'organisation d'un second tour. Mugabe s'en proclame vainqueur malgré l'évidence du contraire. Sous la pression internationale, il doit partager le pouvoir, de très mauvais gré, avec Tsvangirai.

La polémique

Mugabe a ruiné son pays. Un quart de la population s'est enfuit à l'étranger. Autrefois grenier à blé de l'Afrique, le Zimbabwe reçoit aujourd'hui une aide internationale. L'inflation est de 165 000 %. 4 adultes sur 5 sont au chômage, les magasins sont vides et l'espérance de vie a dégringolé à 36 ans.

Nelson Mandela a dénoncé la tragique faillite du leadership au Zimbabwe et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, déclarait que la situation représentait le plus grave défi à la stabilité de l'Afrique australe. Cependant, Mugabe bénéficie encore d'une relative indulgence de la part de ses pairs africains qui ne veulent pas voir d'interférences des anciens pays colonisateurs. La Grande-Bretagne a obtenu difficilement la suspension

du Zimbabwe du Commonwealth. Mugabe est interdit de voyage sur le sol de l'Union européenne depuis plusieurs années en raison de ses violations des droits de l'homme.



Le diagnostic

Mugabe représente l'archétype du libérateur d'un pays devenu dictateur, ne supportant plus aucune critique et s'accrochant au pouvoir tout en conduisant son pays à la ruine.

Mugabe a longtemps joué sur un réflexe de solidarité des dirigeants noirs pour éviter d'être lâché par ses pairs, mettant sur le compte du néocolonialisme les attaques dont il était l'objet. Cette tactique l'a longtemps protégé. Le président sud-africain Thabo Mbeki a ainsi longtemps voulu épargner Mugabe en souvenir de la fraternité dans la lutte anti-apartheid. Mais la dégringolade économique au Zimbabwe, l'exode massif de la population qui en fut la conséquence et l'image déplorable que Mugabe donnait de l'Afrique (de nature même à réjouir les nostalgiques de l'époque coloniale sur le principe du « vous voyez que les Africains sont incapables de se gérer eux-mêmes ») ont eu raison des plus patients ou des plus bienveillants des leaders africains.

MULTILATÉRALISME



État des lieux

Le multilatéralisme est une manière d'agir pour les États dans le domaine des relations internationales, en coordination et en coopération avec les autres États et non en opposition ou de

façon solitaire. Il part du principe qu'il est nécessaire de mettre en place un cadre international commun pour rendre plus organisées, plus prévisibles et plus stables les relations entre États.

Le multilatéralisme s'est particulièrement développé au ^{XX} siècle avec la mise en place de nombreux organismes internationaux et notamment en réaction à la Première Guerre mondiale, pour laquelle les égoïsmes nationaux ont été jugés responsables. Après la Première Guerre mondiale, le président américain Woodrow Wilson a voulu mettre en place une organisation internationale générale politique ayant pour but la sécurité collective, base de la paix mondiale, en opposition avec les politiques nationales individuelles. Il s'agit de réduire au minimum, voire d'éliminer, le recours à la force dans les relations internationales. Ce multilatéralisme stratégique et politique a été ensuite incarné par l'ONU et ses différentes institutions.

Le multilatéralisme n'est pas la négation des intérêts nationaux, mais la tentative de rendre compatibles leurs reconnaissances réciproques. Le multilatéralisme s'oppose à l'unilatéralisme, qui est le fait de vouloir agir seul dans l'ordre international. Or, dans un monde globalisé, cela devient de plus en plus difficile.

La polémique

L'unilatéralisme a été symbolisé par la politique de George W. Bush qui s'est notamment lancé dans la guerre d'Irak contre l'avis de la majorité des nations, même s'il a été suivi par quelques-unes (elles étaient en désaccord avec lui initialement). Cela s'appuyait sur une méfiance vis-à-vis des législations et des organisations internationales.

L'unilatéralisme de cette époque était basé sur l'illusion d'un monde unipolaire, contraire à l'idée même d'un monde globalisé. Il s'est avéré être un échec plus encore sur le plan stratégique que sur le plan moral. La guerre d'Irak, qui devait être le triomphe annoncé de l'hyperpuissance américaine, se transforme en bourbier, mettant en cause le statut des États-Unis dans le monde.



Le diagnostic

Une politique internationale n'est jamais ni tout à fait unilatérale ni tout à fait multilatérale : il y a en fait un dosage de ces deux principes.



NARCOTRAFIK



État des lieux

Le narcotrafic désigne le commerce clandestin et illégal des différents stupéfiants : cannabis, héroïne, cocaïne, LSD, opium, etc. Le circuit de la drogue est désormais mondialisé, les lieux de production et de consommation étant différents. Le narcotrafic est une activité particulièrement rentable, mais il est difficile d'avoir une estimation précise d'un commerce clandestin. Certains l'estime à 600 milliards de dollars par an.

Le trafic de stupéfiants est interdit dans tous les pays, les sanctions pouvant aller jusqu'à la peine de mort. Les grandes régions de production sont l'Amérique latine et andine, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique du Nord. L'Afghanistan est considéré comme un État narcotrafiquant dans la mesure où il y a des accusations récurrentes d'un laisser-faire des dirigeants sur ce trafic.

L'observatoire géopolitique des drogues estime que la répartition des revenus de ces trafics est de 2 à 5 % pour les producteurs, 15 % pour les transformateurs et intermédiaires locaux, 25 % pour les transporteurs et les trafiquants internationaux, 55 % pour les distributeurs dans les pays consommateurs.



La polémique

Le narcotrafic est associé à d'autres trafics (armes) et est également lié à l'instabilité politique dans certains pays, notamment lorsque les narcotrafiquants occupent un espace économique et

social tel qu'ils peuvent concurrencer le pouvoir politique. C'est le cas de l'Afghanistan.

Dans le passé, le cartel de la drogue de Bolivie avait proposé de racheter la dette nationale en échange d'un accord de non-extradition de ses membres. Au Mexique, les narcotrafiquants sont accusés d'avoir investi la police et font régner une violence sociale qui s'est traduite par plusieurs centaines de morts.

Localement, il est parfois difficile de demander aux paysans d'arrêter leur production car elle constitue leur seule source de revenu. La récolte de stupéfiants est parfois plus facile et elle vient souvent se superposer à des traditions ancestrales de production et de consommation.



Le diagnostic

La lutte entre les trafiquants de drogue et les polices nationales ou Interpol semble sans fin. L'hebdomadaire libéral britannique *The Economist* avait proposé de dépénaliser le trafic de drogue en partant du principe que c'est la prohibition de la drogue qui lui donne sa valeur et son ampleur, et en prenant pour exemple ce qui s'était passé au temps de la prohibition de l'alcool aux États-Unis, prohibition qui n'avait pas entraîné de baisse de la consommation mais plutôt une augmentation de la criminalité.

Selon l'hebdomadaire, la dépénalisation de la drogue, qui peut s'accompagner de campagnes d'explication et de santé publique, permettrait de dégager des budgets, jusqu'ici alloués à la répression d'une façon relativement vaine, et ferait de la drogue un problème de santé publique et non pas un problème de criminalité internationale. Cette méthode réduirait à néant les sources de revenu du crime organisé.

NEOCONSERVATISME



État des lieux

Le néoconservatisme est une idéologie développée aux États-Unis. Elle a largement inspiré la politique internationale menée par George W. Bush et est symbolisée par la guerre contre l'Irak en 2003.

Le néoconservatisme trouve ses racines dans les années 1980, autour d'anciens démocrates ralliés aux républicains conservateurs et notamment à Ronald Reagan. Ils critiquent tant ce qu'ils considéraient être comme une trop grande ouverture aux autres puissances, et donc une faiblesse de Jimmy Carter (démocrate), que la politique de détente menée auparavant par Richard Nixon et Henry Kissinger (républicains) qui, selon eux, se sont trop accommodés de l'Union soviétique.

Les néoconservateurs veulent avoir une vision morale des relations internationales et considèrent qu'il ne faut pas tolérer, pour des questions de relativisme ou d'opportunisme, l'existence de dictatures. Cette tolérance ne peut pas non plus être justifiée par la stabilité internationale car elle la sape sur le long terme.



La polémique

Les néoconservateurs diraient d'eux-mêmes qu'ils sont des libéraux qui ont rencontré la réalité. Ils estiment que les concessions de la politique de détente ne font que renforcer les adversaires des États-Unis.

Le 11-Septembre est venu renforcer leur conviction qu'il ne faut pas se contenter d'un statu quo ni de l'alliance avec des régimes arabes, dits modérés mais en fait dictatoriaux,

notamment parce que 15 des 19 preneurs d'otages des avions qui se sont abattus sur le World Trade Center étaient d'origine saoudienne.



Le diagnostic

Pour les néoconservateurs, le 11-Septembre a plus été un effet d'aubaine qu'un déclencheur car ils développaient leurs thèses depuis déjà assez longtemps. Le 11-Septembre a en fait permis d'imposer leur agenda auprès de George W. Bush.

En effet, dès 1996, ils avaient publié dans leur *think tank* leur programme *Project for a New American Century* indiquant le refus du déclin de la puissance américaine, la nécessité d'empêcher l'émergence de puissances rivales, la revalorisation de l'outil militaire pour répondre aux agressions et la nécessité d'exporter les idéaux moraux et démocratiques des États-Unis. Ils prônaient déjà le renversement de Saddam Hussein et soutenaient le gouvernement du Likoud de Benyamin Netanyahou.

De nombreux néoconservateurs sont d'origine juive, mais on ne peut réduire ce groupe à sa dimension ethnique. La majorité des Juifs américains sont, à l'inverse, libéraux. De plus, il n'y a bien sûr pas que des Juifs dans le groupe des néoconservateurs. On peut plus vraisemblablement dire qu'ils étaient politiquement proches du Likoud israélien.

Les néoconservateurs s'opposent à l'ONU, qui est vue comme un obstacle au libre développement de la puissance américaine, essentiellement démocratique à leurs yeux, par des régimes dictatoriaux ou corrompus qui n'ont pas les valeurs morales des États-Unis. Ils reprochent à la détente de trahir les idéaux américains.

Le terme de néoconservateur est en fait mal choisi, puisqu'ils font figure de véritables révolutionnaires de l'ordre international. Ils estiment que les États-Unis n'ont pas le droit de conserver égoïstement leur système de valeurs, et que leur devoir est d'en faire bénéficier les autres peuples.

Concernant l'Irak, leur théorie résidait dans la mise en place d'un gouvernement démocratique en Irak qui servirait d'électrochoc et permettrait, par un effet de domino, d'installer des régimes démocratiques dans toute la région, et d'établir ainsi une véritable paix avec Israël et une alliance stratégique réelle, durable et sans arrière-pensée, avec les États-Unis. Leur absence de prise en compte des réalités et leur aveuglement idéologique expliquent l'échec de cette guerre. Celui-ci a conduit à décrédibiliser les thèses des néoconservateurs, même s'ils trouvent encore des partisans en France.

NO LOGO



État des lieux

No logo, La tyrannie des marques est un livre de Naomi Klein, l'une des leaders du mouvement altermondialiste. Publié en janvier 2000, peu après l'immense happening et les manifestations contre le sommet de l'OMC à Seattle en novembre 1999, cet ouvrage a été traduit en 28 langues et demeure une référence dans la galaxie altermondialiste.



La polémique

Dans *No logo*, l'auteur dénonce la société de consommation

issue de la mondialisation et le règne des marques.

Le livre est décliné en quatre parties : zéro espace (la publicité a envahi les villes), zéro choix (le commerce indépendant a disparu), zéro boulot (la mondialisation crée un chômage de masse) et zéro logo où Naomi Klein décrit des exemples de résistances au phénomène des marques et met en accusation les grandes firmes internationales qui, par exemple, utilisent le travail des enfants comme Nike, où qui s'avèrent complices de crimes de la junte militaire au Nigeria comme Shell.



Le diagnostic

Le *New York Times* a qualifié *No logo* de bible de l'altermondialiste. Au-delà de l'argumentation critique, Naomi Klein a réalisé un vrai travail d'enquête de terrain dans un livre très documenté, même si l'on peut penser qu'il est réducteur d'attribuer au monde occidental toute la responsabilité de la pauvreté du tiers-monde.

OBAMA, BARACK



État civil

Né le 4 août 1961 à Honolulu, dans l'État d'Hawaï aux États-Unis, Barack Obama est le fils d'un Kenyan noir, Barack Hussein Obama Senior, élevé dans la tradition musulmane, et d'une mère blanche, Stanley Ann Dunham, de religion chrétienne et originaire du Texas. Le couple s'est rencontré sur le campus de l'université d'Hawaï et se marie en 1960. Il divorce

en 1963, deux ans après la naissance de Barack Obama.

En 1967, la mère de Barack Obama, remariée à un Indonésien, va s'installer à Djakarta (Indonésie). Barack Obama y passe quatre ans et y est scolarisé pendant deux ans dans une école musulmane avant de rejoindre une école catholique. Sa mère le renvoie étudier aux États-Unis où il est inscrit au collège de Punahou, à Hawaï, fréquenté par l'élite blanche locale. Barack Obama est un bon élève qui, entre autres, montre de réelles dispositions pour le basket.

À sa sortie du lycée en 1979, Obama va étudier deux ans à Los Angeles avant de rejoindre l'université Columbia de New York, puis de s'installer à Chicago comme analyste d'affaires dans un cabinet financier, un travail aux revenus confortables qu'il quitte pour devenir animateur social dans les quartiers défavorisés de la ville. Il y rencontre le pasteur noir Jeremiah Wright et commence à s'engager politiquement. Converti à cette époque au christianisme, il reprend des études en 1988 et intègre l'université Harvard. Il sera le premier Afro-Américain élu rédacteur en chef de la célèbre *Harvard Law Review*.

Obama retourne à Chicago où il épouse en 1992 Michelle Robinson. Il est élu au Sénat de l'État de l'Illinois en 1996. En 2000, il échoue aux primaires démocrates et ne parvient pas à se faire désigner comme candidat à la Chambre des représentants. En 2002, il se fait remarquer en s'opposant à l'intervention américaine en Irak. En 2004, lors de la convention démocrate de Boston qui va désigner John Kerry comme candidat face à George W. Bush, il se fait remarquer lors d'un discours intitulé « The Audacity of Hope ». En novembre 2004, il sera élu sénateur de l'Illinois.

Après des primaires démocrates très discutées avec Hillary Clinton, il est désigné le 28 août 2008 candidat à l'élection

présidentielle contre le sénateur républicain de l'Arizona, John McCain. Le 4 novembre 2008, il est élu avec 52,50 % des suffrages contre 46,20 % pour son opposant, et devient le premier président noir des États-Unis.

En octobre 2009, il reçoit le prix Nobel de la paix, distinction rarissime pour un président en exercice et en tout début de mandat.

La polémique

L'élection présidentielle américaine de 2008 va susciter une immense attention dans l'ensemble du monde en raison de la place prééminente des États-Unis sur la scène internationale et du rejet dont George W. Bush était l'objet à peu près partout sur la planète.

Obama va représenter l'espoir, en premier lieu celui des États-Unis qui auraient dépassé la question raciale : Obama n'a pas été élu comme le candidat des Noirs, mais il a été élu alors qu'il était noir. Obama a pour priorité la réconciliation des États-Unis avec le reste du monde, la réparation des liens et la restauration de l'image des États-Unis, notamment par rapport aux mondes musulman et arabe.

Au cours de la campagne, il a été attaqué sur son prénom, Hussein, et sur le fait qu'il était musulman, ce qui était faux (il s'est converti au christianisme). Outre le rejet de George W. Bush, c'est également le déclenchement d'une crise économique et financière sans précédent qui a permis l'élection de Barack Obama. Tous les sondages l'ont donné gagnant à partir du moment où cette crise est apparue.

Obama incarne les États-Unis que le monde aime, source de progrès, de dynamisme et d'ouverture. Son parcours personnel

lui donne un rapport au monde bien différent de celui de George W. Bush qui ne s'était rendu que dans deux pays étrangers avant son accession à la Maison-Blanche.



Le diagnostic

Par rapport à son concurrent John McCain, partisan de solutions fortes à l'égard des autres pays, Obama représente également une image d'ouverture et de tolérance, même s'il ne faut pas espérer trop de lui. D'une part, ce n'est pas un magicien, il n'a pas de baguette magique, il ne pourra pas résoudre rapidement l'ensemble des défis stratégiques qui se posent au monde. D'autre part, il est le président des États-Unis et non des Nations unies, et il défendra avant tout l'intérêt national américain, même si on peut espérer qu'il le fasse de façon plus pertinente et plus intelligente que George W. Bush... ce qui ne sera pas bien difficile.

En s'opposant à la guerre d'Irak dès 2002, Barack Obama a fait preuve à la fois de courage politique (on était facilement présenté comme non patriotique en s'y opposant à l'époque) et de lucidité, puisque la guerre d'Irak s'est révélée un fiasco. Mais, lors de la campagne de 2008, la guerre d'Irak était passée au second plan par rapport aux autres défis. Barack Obama estimait que George W. Bush avait mal mené la guerre contre le terrorisme et qu'il fallait porter l'effort sur l'Afghanistan et non pas sur l'Irak comme il l'avait fait.

Obama entame un premier mandat de président en se présentant comme étant à l'écoute du monde et en se démarquant publiquement de la tendance générale des États-Unis (et d'autres pays occidentaux) à faire la leçon aux autres nations. Il se veut plus multilatéraliste, plus confiant dans le *soft power* que dans le *hard power*. Il a déclaré que les États-Unis ne peuvent,

seuls, résoudre les problèmes du monde mais que, sans la participation active des États-Unis, les problèmes du monde ne peuvent être résolus.

Il est, depuis son élection, l'homme politique le plus populaire du monde, au point que l'on parle d'« obamania ».

OCCIDENT



État des lieux

Le monde occidental est une réalité géopolitique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début de la guerre froide. Il désigne l'union des pays d'Europe occidentale et des États-Unis, ceux qui sont à l'ouest du rideau de fer mis en place par l'URSS et qui ont créé une alliance militaire en temps de paix, l'OTAN, afin de se défendre contre la menace soviétique.

Les pays occidentaux disaient vouloir défendre leur liberté et la promouvoir dans le monde. Culturellement, ils sont les héritiers du monde gréco-romain (notion de citoyenneté, développement des sciences) et judéo-chrétien (humanisme, dynamique de progrès), ainsi que des grandes révolutions démocratiques (pluralisme et libéralisme politiques, promotion des droits de l'homme).

La fin de la guerre froide a modifié la notion géopolitique de monde occidental. Mais celui-ci s'est néanmoins trouvé un autre ennemi avec la montée de l'islamisme radical symbolisée par les attaques du 11 septembre 2001 sur le World Trade Center et le Pentagone.



La polémique

Le monde occidental estime être porteur de valeurs universelles qu'il entend promouvoir à l'échelle internationale. Il a dominé le monde pendant cinq siècles.

La première mondialisation a largement été une européanisation du monde du début des grandes découvertes jusqu'à la fin de l'époque coloniale, les deux Guerres mondiales faisant passer le leadership aux États-Unis.

Au début du ^{xxi}e siècle, le monde occidental ne peut plus prétendre à dominer le monde, ni stratégiquement ni moralement. Sa domination économique est remise en question par la montée en puissance de la Chine et des pays émergents. Il est menacé démographiquement par l'Asie et l'Afrique et stratégiquement par la Chine et le monde musulman.



Le diagnostic

La supériorité morale du monde occidental a souvent été utilisée pour déguiser une volonté de puissance ou de domination. La conquête des Amériques s'est faite sur la base d'un ethnocide des populations indiennes. Le colonialisme s'est fait au nom de la nécessité d'apporter les « Lumières », le progrès, à des peuples défavorisés.

Au cours de la guerre froide, le monde occidental a très souvent défendu – voire mis en place – des dictatures, à condition qu'elles l'aident dans le grand combat contre le communisme. Aujourd'hui, au nom de la lutte contre le terrorisme, il protège des régimes autoritaires, voire répressifs.

Face à la montée en puissance d'autres pôles, le monde occidental a le choix entre une réaction crispée, avec une volonté de mettre à profit un avantage militaire qui reste indéniable pour

longtemps encore, et une ouverture, comprenant qu'il ne peut plus imposer son modèle et qu'il doit avoir une relation plus multilatérale avec le reste du monde.

Le journaliste britannique Robert Fisk a mis en avant le fait que, malgré les discours sur le refus du « choc des civilisations », il y a vingt-deux fois plus de soldats occidentaux dans le monde musulman qu'à l'époque des croisades (même si on cherche à éviter ce terme).

Ce qui est le plus souvent reproché au monde occidental, ce ne sont pas ses valeurs, mais plutôt leurs applications sélectives et le fait qu'elles soient mises en avant dans certains cas et oubliées dans d'autres. En effet, les mêmes critères ne s'appliquent pas de la même façon avec les pays amis et avec les pays pour lesquels les relations stratégiques sont difficiles.



État des lieux

L'Organisation des Nations unies a été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à l'issue de la conférence de San Francisco, pour pallier l'échec de la Société des Nations (SDN) qui n'avait pas réussi à faire respecter la paix. La Charte des Nations unies est signée par cinquante États fondateurs le 26 juin 1945.

L'ONU a pour mission la sécurité collective et le maintien de la paix, le respect des droits de l'homme et le développement économique. 192 États en sont membres aujourd'hui. C'est une

organisation universelle et mondiale, toutes les régions, toutes les sensibilités y sont représentées.

L'ONU a trois organes principaux : l'Assemblée générale, où chaque État membre dispose d'un siège et d'un droit de vote, et qui a un rôle essentiellement consultatif ; le Secrétaire général, désigné par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité pour un mandat de 5 ans ; le Conseil de sécurité, composé de quinze membres dont cinq membres permanents qui ont un droit de veto (États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni). Les dix autres membres non permanents, qui ne possèdent pas le droit de veto, sont élus par l'Assemblée générale pour une période de 2 ans sur la base d'une répartition géographique : cinq pays d'Afrique et d'Asie, un pays d'Europe orientale, deux d'Amérique latine, deux de ce qu'on appelle le groupe des États d'Europe occidentale et autres États et qui comprend l'Europe de l'Ouest, la Turquie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et Israël.

L'ONU interdit le recours à la force dans les relations internationales, à deux exceptions près : en cas de légitime défense, si un pays est agressé par un autre, ou en cas de décision collective du Conseil de sécurité à la majorité des deux tiers, sans droit de veto. Cette disposition a été utilisée deux fois, en 1950 contre la Corée du Nord – la Russie boycottant à l'époque le Conseil de sécurité – et en 1990 après l'annexion du Koweït par l'Irak.

L'ONU a également créé de nombreuses agences spécialisées qui travaillent dans des domaines très divers comme l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance), l'OMS (Organisation mondiale de la santé), le HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés). Il y a également le Programme

des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le budget de l'ONU est inférieur à 5 milliards de dollars par an. L'ONU est le symbole du multilatéralisme et des organisations internationales.

La polémique

On dit souvent que le droit de veto bloque le Conseil de sécurité, mais sans l'existence de ce dernier, il est probable que les pays n'auraient pas accepté de participer à une organisation mondiale.

On reproche à l'ONU son inefficacité. Elle est avant tout le fait des membres permanents qui ne se décident pas collectivement pour agir et qui n'ont jamais voulu créer l'armée permanente internationale prévue initialement.

Il avait été prévu en 2005 d'élargir le Conseil de sécurité, pour qu'il soit plus représentatif de l'état actuel du monde, en y incluant comme membres permanents le Brésil, l'Afrique du Sud, le Japon, l'Inde et l'Allemagne. Cette réforme a été bloquée, notamment par les États-Unis et la Chine.

Concernant le développement économique, le bilan de l'ONU est maigre, malgré la mise en place d'institutions spécialisées (CNUCED, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) et les différentes résolutions adoptées pour un nouvel ordre économique international. On est davantage dans le déclaratoire que dans l'opérationnel.

Pour ce qui est du respect des droits de l'homme, malgré le fait que de nombreuses ONG ont établi un partenariat avec l'ONU, la structure, interétatique par définition, ne laisse guère

la place à une véritable évaluation des situations. De fait, les membres permanents et leurs alliés sont toujours protégés.



Le diagnostic

La division des Alliés vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale a empêché l'ONU de fonctionner selon les règles prévues. Un bref espoir d'un retour à un véritable multilatéralisme a été opéré après la guerre du Golfe de 1990-1991 – le président américain George H. Bush célébrant même une époque où l'ONU, débarrassée des contraintes de la guerre froide, pourrait réaliser les objectifs de ses pères fondateurs.

Mais les divisions internationales et les rivalités interétatiques ont repris le dessus et les États-Unis, présidés par George Bush fils, ont été les premiers à s'extraire des règles de l'ONU, et même à les violer, pour la guerre d'Irak.

ONZE SEPTEMBRE



État des lieux

Le 11 septembre 2001, quatre avions détournés séparément par des membres d'al-Qaïda se sont écrasés sur le territoire américain : deux d'entre eux sur les tours jumelles du World Trade Center à New York, le troisième sur le Pentagone à Washington, le quatrième en Pennsylvanie, suite à une révolte des passagers. Il semble que ce dernier avion avait pour cible la Maison-Blanche.

Ces attentats ont fait 2 974 victimes. Les images des deux avions s'écrasant sur les tours de Manhattan, et de l'effondrement

de celles-ci en direct à la télévision, ont fait le tour du monde et ont créé un choc psychologique extrêmement important.

Les États-Unis ont été touchés dans les symboles mêmes de leur puissance, puissance commerciale avec le World Trade Center, puissance militaire avec le Pentagone et puissance politique avec la Maison-Blanche. Au moment où ils ont été atteints, les États-Unis semblaient au sommet de leur puissance.

Les attentats du 11 Septembre ont créé un choc psychologique important. On les a comparé aux attaques de Pearl Harbor, mais la comparaison ne vaut pas tout à fait dans la mesure où Pearl Harbor n'était pas sur le territoire continental américain. Il faudrait remonter à 1812, lorsque les Anglais ont tenté de brûler la Maison-Blanche, pour retrouver une attaque similaire, au cœur même de la puissance américaine, mais à cette époque les Américains n'étaient pas une nation aussi dominante.

Le 11 Septembre a remis au premier plan les théories sur le choc des civilisations : 15 des 19 preneurs d'otages des deux avions qui se sont abattus sur le World Trade Center étaient saoudiens. Le terrorisme devient un facteur majeur d'insécurité internationale.

La seule enquête officielle a été menée par la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, commission bipartisane (où siègent républicains et démocrates) créée en 2002. Cette commission attribue la responsabilité des attentats à Oussama Ben Laden qui s'est, à de nombreuses reprises, félicité de la réussite des attaques sans pour autant s'en attribuer la paternité.

Les talibans au pouvoir en Afghanistan n'ayant pas voulu déférer aux demandes américaines de leur livrer Oussama Ben Laden, les États-Unis ont engagé une guerre contre ce régime qui a amené sa fin en octobre 2001.

La polémique

Par la suite, le 11 Septembre a servi de prétexte pour mener la guerre contre l'Irak. Le gouvernement américain ayant établi un lien, en fait inexistant, entre Saddam Hussein et al-Qaïda et ayant communiqué sur le fait que l'on ne pouvait pas laisser Saddam Hussein se doter d'armes nucléaires car il pourrait en fournir aux groupes terroristes. « Que se serait-il passé si al-Qaïda avait eu des armes nucléaires ? », cette idée a été le leitmotiv délivré en préambule à la guerre.

La théorie du complot s'est également installée. Beaucoup ont imaginé que le 11 Septembre avait été commandité par le gouvernement américain ou que celui-ci, averti de son imminence, ne l'avait pas empêché pour le prendre comme prétexte afin d'intervenir dans le monde musulman ou arabe.

Le diagnostic

Les attentats du 11 Septembre n'ont coûté à leurs organisateurs que 100 000 dollars, mais ils ont entraîné des dépenses militaires supérieures à environ 300 milliards de dollars pour les États-Unis. Après le 11 Septembre, George W. Bush a fait de la guerre contre le terrorisme l'axe majeur de sa politique, ce qui a beaucoup contribué, en raison de la façon dont il l'a menée, à affaiblir non seulement l'image des États-Unis, mais également à éroder la puissance américaine. De nombreux observateurs ou spécialistes des questions stratégiques ont estimé que Bush s'était jeté dans le piège que Ben Laden lui avait tendu.

Le choc du 11 Septembre a été d'autant plus important aux États-Unis que ces derniers n'avaient plus connu la guerre sur leur territoire continental depuis la guerre civile de 1861. De plus, ces attentats sont survenus alors que les États-Unis étaient

au fait de leur puissance et qu'ils s'étaient débarrassés de la menace soviétique. Certains ont fait un parallèle entre la guerre contre le terrorisme et le combat contre le communisme en mettant en avant la théorie de la quatrième guerre mondiale, la troisième ayant été celle contre l'Union soviétique.

Lors des attentats du 11 Septembre, George W. Bush est apparu pendant une heure complètement dépassé par les événements, incapable de réagir. Il s'est ensuite transformé en chef de guerre et a joué sur le sentiment d'insécurité de la population américaine pour remporter les élections de mi-mandat de 2002 et l'élection présidentielle de 2004. Alors qu'il avait été élu dans des conditions extrêmement douteuses en 2000 et qu'il n'avait rien réalisé de convaincant depuis, le 11 Septembre a créé un réflexe patriotique autour de lui, réflexe dont il a bénéficié.

Mais la façon dont il a géré cette crise et les différents brouillages stratégiques dans lesquels il a jeté les États-Unis ont fait qu'il restera probablement dans l'histoire comme l'un des présidents les plus impopulaires. Alors que le jour du 11 septembre 2001, le monde entier, à part l'Irak, proclamait sa solidarité avec les États-Unis, avec la gestion post-11 Septembre catastrophique de George W. Bush l'hyperpuissance va devenir hyper-impopulaire.

OTAN



État des lieux

Le traité d'alliance de l'Atlantique Nord a été signé le 4 avril 1949 par les États-Unis, le Canada, la France, la Belgique, le

Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Italie, la Norvège, l'Islande, le Luxembourg et le Portugal. Pour la première fois, les États-Unis s'engagent dans une alliance militaire en temps de paix.

Il s'agit de faire face à la menace soviétique. Les pays européens, qu'ils soient les vainqueurs ou les vaincus de la Seconde Guerre mondiale, n'ont pas les moyens de s'opposer à la puissance militaire soviétique. Les États-Unis interviennent à la fois pour des motifs idéologiques (le camp de la démocratie) et stratégiques (ils ne peuvent pas laisser un autre État contrôler l'ensemble de l'Eurasie).

Le traité d'alliance Atlantique ne prévoit pas d'intervention militaire automatique en cas d'agression d'un pays membre, mais simplement des consultations entre alliés.

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sera élargie à la Grèce et à la Turquie en 1952, à la République Fédérale d'Allemagne en 1955, et à l'Espagne en 1982. Loin de déperir, l'Alliance atlantique va se développer après la disparition de la menace soviétique en s'élargissant à d'anciens pays membres du pacte de Varsovie, et même à des États issus de l'Union soviétique, avec l'adhésion en 1999 de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque, et en 2004 de l'Estonie, de la Lituanie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Slovaquie et de la Slovénie, puis en 2009 de l'Albanie et de la Croatie.

En termes de structure, l'OTAN dispose du Conseil de l'Atlantique Nord qui est l'organe principal de décision composé de représentants permanents des États membres. Il se réunit une fois par semaine. Le secrétaire général de l'OTAN est généralement un Européen, aujourd'hui le Danois Anders Fogh Rasmussen. Le commandement militaire est, quant à lui, assuré le plus souvent par un Américain.

La polémique

En 1966, le général de Gaulle a demandé que la France quitte les organes militaires intégrés de l'OTAN. Derrière cette rupture symbolique spectaculaire, il y eut une mise en place d'accords militaires entre les chefs d'état-major américains et français, afin de mettre en place une coordination en cas de guerre contre l'Union soviétique. La rupture avec l'OTAN se voulait symbolique et montrer une politique internationale de la France fondée sur l'indépendance à l'égard des États-Unis, la France bénéficiant alors d'un statut particulier car elle restait membre de l'OTAN tout en apparaissant comme indépendante des États-Unis.

À partir des années 1990, la France s'est rapprochée progressivement, réintégrant la plupart des comités de l'OTAN jusqu'à sa réintégration officielle décidée par Nicolas Sarkozy lors du sommet du 60^e anniversaire de l'organisation qui s'est tenu à Strasbourg en 2009.

Dans les années 1990, l'OTAN a développé des interventions militaires, d'abord en termes de maintien de la paix ou de missions humanitaires comme en Bosnie-Herzégovine, puis en termes plus offensifs comme en Afghanistan après 2001.

À la fin de la guerre froide, on a pu se demander si l'Alliance allait disparaître, puisque les conditions de sa création – la menace soviétique – avaient disparu. Mais l'OTAN va survivre, car les pays membres veulent garder ce lieu de consultation stratégique, et c'est, de plus, pour les États-Unis le moyen d'être une puissance européenne.

Le diagnostic

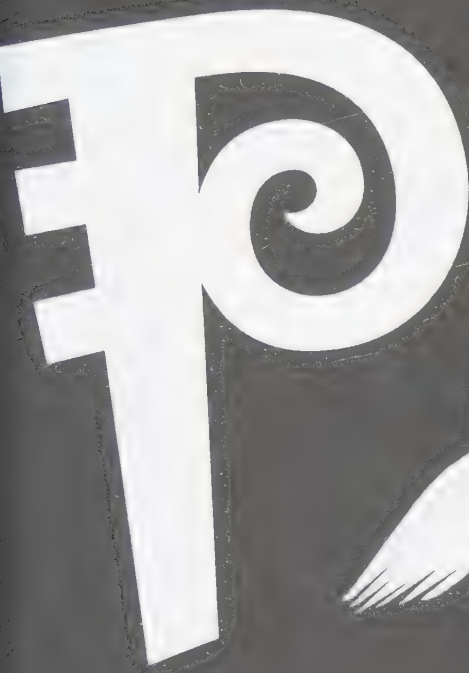
Outre ces élargissements géographiques, l'OTAN a donc

connu également un élargissement de ses missions. L'OTAN n'aura jamais été en guerre contre l'Union soviétique ou les pays membres du pacte de Varsovie. Toutefois, elle a mené deux guerres, la première en 1999 contre la Yougoslavie pour arrêter le nettoyage ethnique au Kosovo, puis par la suite en Afghanistan.

Les élargissements successifs de l'OTAN ont été vécus comme une provocation par l'Union soviétique qui estimait avoir eu la promesse qu'il n'y aurait pas d'élargissement de l'OTAN après la réunification allemande.

Il y a également un débat permanent sur la relation entre l'OTAN et l'Europe de la défense : pour certains, l'OTAN empêche l'émergence d'une Europe de la défense autonome : ils font un parallèle avec le dollar et affirment que si les différents pays européens avaient adopté le dollar pour monnaie, ils n'auraient jamais créé l'euro. Or, en matière de défense, disent-ils, l'OTAN joue le rôle du dollar.

La France, qui a longtemps voulu créer un pilier européen de la défense en dehors de l'OTAN, souhaite désormais le créer à l'intérieur de l'Alliance, ces tentatives ayant été longtemps vécues par les autres pays européens membres de l'OTAN comme une volonté non pas de développer une autonomie européenne, mais de substituer une domination française à une domination américaine.



PARADIS FISCAL



État des lieux

L'expression paradis fiscal désigne un territoire dont le niveau d'imposition est nettement plus bas que celui habituellement appliqué dans les pays développés. S'il n'y a pas de critères uniques ou objectifs qui permettent d'identifier un pays en tant que paradis fiscal, l'OCDE établit chaque année une liste des États qui peuvent être considérés comme tels. Outre le très faible niveau d'imposition, c'est surtout l'absence de transparence et de volonté d'information qui est prise en compte.



La polémique

Devenir un paradis fiscal peut être une source d'attractivité pour des États ou des micro-États dépourvus de ressources.

La volonté des pays développés de lutter contre les paradis fiscaux est très ambiguë dans la mesure où, très souvent, leurs grandes sociétés en profitent pour défiscaliser une partie de leur bénéfices afin d'augmenter leur compétitivité, ou tout simplement leur rentabilité.

Les paradis fiscaux peuvent être aussi un instrument de blanchiment d'argent au profit d'organisations criminelles ou de groupes terroristes.



Le diagnostic

La crise financière de 2008 est venue alerter les opinions et les dirigeants sur les conséquences négatives de l'existence de paradis fiscaux sur le système financier international. Le G20

a voulu en dresser une liste en avril 2009 et entreprendre une lutte contre ces paradis fiscaux. Il reste à vérifier à l'avenir que la lutte contre les paradis fiscaux soit réellement menée et ne se limite pas à des effets d'annonce.

PAYS ÉMERGENTS



État des lieux

Le concept de pays émergents est apparu dans les années 1980 : il est dérivé de celui d'économie émergente défini par l'économiste de la Banque mondiale Antoine Van Agtmael. Il désigne ainsi des pays en voie de développement dont les économies connaissent un important taux de croissance.

L'expression pays émergents désigne donc des pays qui n'ont pas encore atteint le niveau de pays développés, mais qui connaissent une forte croissance économique et qui sont appelés à devenir d'importantes puissances à l'avenir.



La polémique

On assimile parfois les pays émergents aux BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Les pays émergents, contrairement aux pays développés, connaissent de forts excédents commerciaux. Ainsi, le déficit des États-Unis atteint plus de 6 % de son PIB alors que l'excédent commercial de la Chine représente plus de 9 % de son PIB.

Les pays émergents ont également d'importantes réserves en devises, leurs entreprises sont des multinationales qui, parfois, peuvent racheter d'importantes sociétés des pays développés, à

l'exemple du groupe indien Mittal qui a racheté le géant de la sidérurgie française Arcelor.



Le diagnostic

Si le vocabulaire a évolué afin de ne pas stigmatiser les pays du tiers-monde (autrefois « pays sous-développés », puis « pays en voie de développement », puis « pays en développement »), le changement d'affectation n'a pas modifié la réalité économique. Mais le tiers-monde, qui pouvait être présenté comme un ensemble homogène dans les années 1960 et 1970, est devenu très hétérogène par la suite.

L'expression pays émergents casse un peu la logique Nord-Sud en distinguant parmi les pays de l'ancien tiers-monde ceux qui sont aptes à intégrer le jeu économique mondial. Les pays émergents font entendre leurs voix aussi bien au sein de l'OMC que dans différentes instances, représentatives ou non, et luttent pour que le G8 soit remplacé par un G13, un G15 ou un G20.

PIRATERIE



État des lieux

Florissante entre le ^{xvi}e et le ^{xviii}e siècle, la piraterie avait été éradiquée au ^{xix}e et au ^{xx}e siècle. Elle réapparaît en force aujourd'hui sur fond de développement du commerce maritime et du phénomène d'États « faillis », incapables d'assurer la sécurité sur leur territoire et ses abords maritimes. La piraterie est aujourd'hui importante en Asie du Sud-Est, dans le détroit de

Malacca, dans le golfe d'Aden, mais surtout au large des côtes somaliennes, dans le golfe de Guinée et les mers des Caraïbes.

Selon le Bureau maritime international, 1 000 actes de piraterie ont été enregistrés depuis 20 ans. Un rapport de la RAND Corporation estime le nombre d'attaques à 209 entre 1991 et 1999 et à 1 500 entre 2000 et fin 2006.

En 2008, le Bureau maritime international a compté 293 attaques de navires, 49 navires capturés et 900 marins pris en otage, 11 tués, 21 disparus et présumés morts. Le 15 novembre 2008, le *Sirius Star*, un cargo d'une longueur de 330 mètres et contenant une cargaison de 300 000 tonnes de pétrole brut dont la valeur est estimée à 100 millions de dollars, a été capturé par des pirates. Il a été restitué ainsi que l'équipage le 9 janvier 2009 contre une rançon de 3 millions de dollars.

Le 8 décembre 2008, l'Union européenne a lancé une opération militaire de lutte contre les pirates au large de la Somalie sous mandat de l'ONU regroupant de 6 à 8 navires de guerre européens et des avions de patrouille maritime.

La polémique

Les pirates utilisent des embarcations rapides et légères et tirent avantage du nombre restreint de membres d'équipage sur les navires cargos. Ils utilisent des bateaux de pêche transformés, lorsque les pêcheurs ne peuvent plus se livrer à leur activité traditionnelle en raison du pillage des mers par les navires-usines des pays développés. Ces pêcheurs font parfois alliance avec les groupes armés qui s'établissent dans les États faillis, comme par exemple en Somalie.

Les pirates peuvent négocier la restitution du cargo en échange d'une rançon ou se contenter des affaires person-

nelles et du coffre-fort du navire, parfois bien doté pour payer les salaires des équipages et les taxes portuaires. Ils peuvent également s'en prendre aux navires de plaisance.



Le diagnostic

« L'anarchie à terre, piraterie en mer » : en Somalie, les jeunes gens peuvent espérer gagner entre 300 et 400 dollars annuels s'ils restent à terre. La piraterie peut leur rapporter jusqu'à 10 000 dollars par an.

Les risques existent en mer, mais ils existent également à terre. S'ils ne travaillent pas à la piraterie, les jeunes Somaliens sont embauchés dans des milices, ce qui n'est guère mieux en termes de risques. Il y a donc plus d'avantages et moins de risques à être pirates. Par ailleurs, le pirate est bien vu par la population locale. L'idée est que l'on compense le pillage des richesses maritimes par les Occidentaux par la piraterie de leurs navires.

La piraterie est la deuxième source de revenus extérieurs de la Somalie : elle facilite la corruption et le gouvernement ne peut pas lutter contre cet argent. La piraterie en Somalie pourrait avoir un impact négatif sur l'économie égyptienne en cas de détournement de la route du canal de Suez.

PRIX NOBEL DE LA PAIX



État des lieux

L'inventeur de la dynamite, Alfred Nobel, a, dans son testament, laissé une dotation pour que soit décerné chaque année un prix

portant son nom. L'un de ces prix est celui de la paix à côté de la physique, de la chimie, de la médecine, de la littérature et de l'économie.

Alors que les autres prix sont décernés par l'Académie royale des sciences de Suède, le prix Nobel de la paix incombe au Parlement norvégien. Ce dernier fait un tri parmi quelques centaines de candidats pour obtenir une liste finale de cinq noms et décerner, en octobre, son prix récompensé d'un million d'euros.

Le premier prix Nobel de la paix a été attribué en 1901 au Suisse Henri Dunant et au Français Frédéric Passy, le premier pour avoir fondé le Comité international de la Croix-Rouge, le deuxième pour avoir fondé la Société française pour l'arbitrage entre les Nations.

Depuis, il a récompensé des chefs d'État, des hommes politiques, des organisations internationales ou des personnalités marquantes. Théodore Roosevelt (1906), Woodrow Wilson (1919), Aristide Briand (1926), Henry Kissinger et Lê Duc Tho (1973), Mikhaïl Gorbatchev (1990), Nelson Mandela (1993), Yasser Arafat, Shimon Peres et Yitzhak Rabin (1994), mais aussi l'Unicef, les Casques bleus, Amnesty international, Médecins sans frontières, sœur Teresa, le dalaï-lama, Martin Luther King, Andreï Sakharov.

Lê Duc Tho l'avait refusé en 1973 en indiquant que la paix n'était pas réellement rétablie.



Le diagnostic

L'attribution du prix Nobel est de plus en plus politique, à noter que Gandhi, symbole même de l'action pacifique, a été nommé plusieurs fois, mais n'a jamais reçu le prix.

Récemment les membres du comité Nobel ont adopté une approche extensible de leur prix en récompensant Muhammad Yunus (l'inventeur du microcrédit), faisant un lien entre le développement économique, la lutte contre la pauvreté et la paix ; ou plus récemment avec Al Gore et le Comité des experts contre le réchauffement climatique en faisant un lien entre la préservation du climat et la paix.

En 2009, Barack Obama, qui vient pourtant à peine de prendre ses fonctions de président des États-Unis, a reçu le prix Nobel de la paix. C'était plus un prix d'encouragement à poursuivre ses efforts qu'un prix de félicitations pour les actions réalisées. C'était aussi un prix « anti-Bush junior ».

PROLIFÉRATION



État des lieux

La prolifération est l'augmentation incontrôlée et rapide d'un phénomène. La prolifération nucléaire est donc la multiplication des pays possédant l'arme nucléaire, ou la multiplication des armes nucléaires dans les arsenaux des pays déjà en possession de l'arme nucléaire.

Dès l'invention de l'arme nucléaire, la question de sa non-dissémination s'est posée. Le caractère exceptionnel de l'arme impliquant, pour des questions de sécurité, que sa prolifération soit contenue. Il y a deux types de prolifération, horizontale et verticale. La prolifération horizontale est l'augmentation du nombre d'États possédant l'arme nucléaire. Lorsqu'un pays qui n'avait pas l'arme nucléaire auparavant acquiert ce type

d'armes, il s'agit de la prolifération horizontale. La prolifération verticale est l'augmentation du nombre d'armes nucléaires dans les arsenaux des pays ayant déjà le statut de puissance nucléaire.

Ainsi, par exemple, lors de la crise de Cuba en 1962, au moment où le monde a été le plus proche d'un affrontement nucléaire, les États-Unis possédaient environ 3 000 armes atomiques, les Soviétiques 400. À la fin de la guerre froide, les deux puissances regroupaient à elles deux 50 000 armes de ce type.

Afin de lutter contre la prolifération, les États ont institué le Traité de non-prolifération des armes nucléaires, qui interdit aux États nucléaires d'aider les États non nucléaires à se doter de ce type d'armes et interdit aux États non dotés d'armes nucléaires d'en acquérir.

Conclu en 1970 pour une durée de 25 ans, le traité a été renouvelé de façon illimitée en 1995. Il est désormais signé par presque tous les États de la planète à l'exception de l'Inde, du Pakistan et d'Israël. Il définit les États nucléaires officiels comme étant ceux qui ont procédé à un essai avant le 1^{er} janvier 1967. Cela concerne donc les États-Unis, l'Union soviétique à laquelle a succédé la Russie, la Grande-Bretagne, la France et la Chine.

En échange de leur renonciation aux armes nucléaires, les États non dotés de ce type d'armes devaient se voir garantir le plein accès aux technologies nucléaires civiles, tandis que les États nucléaires s'engageaient à négocier de bonne foi des accords de désarmement devant conduire à un désarmement nucléaire général et complet.



Le diagnostic

Aujourd'hui, lorsque l'on parle de prolifération, on ne parle plus que de la prolifération horizontale, même si l'on est également loin des promesses de désarmement vertical. La prolifération est vue comme l'un des défis les plus importants à la sécurité internationale. En effet, il y a une part d'hypocrisie dans les questions de prolifération, puisque les mêmes États qui prétendent avoir besoin de l'arme nucléaire pour garantir leur sécurité – considérant que la dissuasion joue un rôle positif dans la stabilité internationale – veulent aussi interdire aux autres le fait d'en acquérir.

Il y a quelque part l'idée que les grandes puissances, sages et raisonnables, ont le droit d'avoir ces armes alors que les autres ne sauraient en faire un usage rationnel. Mais il y a surtout la crainte de la remise en question de leur supériorité dans la mesure où l'arme nucléaire est un égalisateur de puissances et permet de créer un rapport moins favorable du faible au fort.

Le terme de prolifération n'est pas tout à fait exact concernant les armes nucléaires. Deux puissances nucléaires sont apparues dans les années 1940, une troisième dans les années 1950, deux autres dans les années 1960 et, depuis, seulement quatre autres nations, si on inclut la Corée du Nord, ont rejoint le club. Il y a donc augmentation et non pas prolifération.

Au début des années 1960, le président Kennedy envisageait un scénario où une trentaine d'États auraient l'arme nucléaire d'ici à 20 ans. Certains stratèges ont même suggéré que chaque État se dote de l'arme nucléaire afin de faire jouer une dissuasion générale et de permettre une paix absolue. Il y aurait cependant un risque de banalisation de l'arme nucléaire

et également une multiplication des risques d'utilisation accidentelle.

Malgré tout, la non-prolifération a un côté « faites ce que je dis, et non pas ce que je fais »...

QUAI D'ORSAY



État des lieux

Le Quai d'Orsay est le nom donné au ministère français des Affaires étrangères dont le siège se trouve dans un palais situé au numéro 37 du quai d'Orsay.

Officiellement, le ministère des Affaires étrangères est chargé de l'information du président de la République et du gouvernement sur l'évolution des affaires internationales et la situation des États étrangers, l'élaboration de la politique extérieure de la France, la coordination de ses relations internationales et sa représentation auprès des gouvernements étrangers au sein des organisations internationales, la protection des intérêts français à l'étranger et l'assistance aux ressortissants français en dehors du territoire national.

Le titulaire du Quai d'Orsay occupe l'un des postes les plus prestigieux du gouvernement français. La France a l'un des réseaux diplomatiques les plus développés avec 166 représentations à l'étranger, même si depuis quelque temps le ministère doit subir des coupes budgétaires et a vu ses moyens régulièrement rognés. La France occupe également un nombre important de sièges dans les organisations multilatérales.



La polémique

Longtemps le Quai d'Orsay a voulu avoir le monopole de l'action extérieure française, mais il est à présent concurrencé à la fois par les collectivités locales qui développent une très forte activité internationale et qui amènent des financements supplémentaires, par les ONG, les parlementaires et les différents ministères qui ont souvent leur propre représentation à l'étranger.

Le rôle du ministère des Affaires étrangères reste essentiel pour tenter de coordonner ces différentes activités.



Le diagnostic

Il y a toujours eu un débat pour savoir, sous la V^e République, qui dirigeait la politique étrangère de la France. Sa conception relève en fait principalement de l'Élysée, sauf en période de cohabitation où le Premier ministre a plus de poids. Le ministère des Affaires étrangères est plutôt chargé de la mise en œuvre : le Quai d'Orsay est souvent accusé d'avoir une politique propre qui serait déterminée par les seuls diplomates.

On reproche aussi régulièrement aux diplomates d'être refermés sur eux-mêmes, de n'être pas à l'image du pays et d'avoir une vision passéiste des intérêts de la France. Ces reproches sont en grande partie injustifiés : s'il est vrai que le recrutement du Quai d'Orsay n'est guère diversifié, aussi bien en termes ethniques que sociaux, le Quai d'Orsay en général applique la politique définie par le président de la République. Les grands changements, les grandes ruptures diplomatiques au cours de la V^e République n'ont pas été choisis par le Quai d'Orsay mais mis en œuvre par lui, qu'il s'agisse de la rupture avec Israël en 1967 et, par la suite, de la fameuse politique

arabe de la France, de la sortie des organes militaires intégrés de l'OTAN en 1966 et de leur réintégration en 2009, ou encore de l'engagement auprès des États-Unis dans la crise des euromissiles des années 1980 ou bien de l'opposition à la guerre des étoiles de Reagan à la même époque.



RAMBO



État civil

Rambo est un personnage fictif incarné au cinéma par l'acteur américain Sylvester Stallone. Le premier film est inspiré du roman *First Blood* écrit en 1972 par l'auteur canadien David Morrell. Le film, sorti en 1982, met en scène un ancien bérét vert, John Rambo, héros de la guerre du Viêt Nam qui se trouve, à son retour aux États-Unis, humilié et rejeté par la société américaine. Cette dernière veut oublier la guerre et les soldats qui y ont participé. Le shérif de la ville considère Rambo comme un vagabond et veut l'expulser de la ville. Rambo va se venger de façon violente.

Le second Rambo sort en 1985 et est intitulé *la Mission* : Rambo doit aller au Viêt Nam pour rapporter la preuve de l'existence de prisonniers de guerre américains. Il désobéit aux ordres de sa hiérarchie pour sauver les prisonniers et dénoncer l'aide des Soviétiques aux forces vietnamiennes.

Le troisième volet de la série sort en 1988. Rambo s'oppose de nouveau aux Soviétiques, mais cette fois-ci en Afghanistan où il va sauver son ancien commandant qui a été fait prisonnier. Témoin des exactions des Soviétiques, Rambo s'engage aux côtés des Afghans pour les combattre.

Le quatrième volet de la série (*John Rambo*) sort en 2008, et cette fois-ci Rambo vient en aide à un groupe de missionnaires chrétiens en Birmanie pour soutenir le peuple des Karen qui s'oppose à la dictature birmane.

La polémique

Rambo est le héros solitaire qui incarne les vraies valeurs américaines dans un monde d'hypocrisie et de lâcheté.

Les Guignols de l'info feront de Sylvester Stallone l'une de leurs marionnettes préférées, tout d'abord en soldat puis par la suite sous les traits d'un civil, chef d'industrie ou leader économique, mais dont les méthodes sont tout aussi brutales et peu respectueuses des autres.

Le diagnostic

Le personnage a évolué au fur et à mesure de la série. Le premier montre l'injustice faite aux soldats qui ont lutté pendant la guerre du Viêt Nam et doublement victimes d'avoir été envoyés à la guerre, d'en avoir subi le traumatisme, du moins pour les survivants, et d'en être tenus pour responsables à leur retour par des civils qui veulent oublier la guerre. Le personnage a une épaisseur humaine intéressante. Il fait partie des grands films où Hollywood interroge la société américaine sur la guerre du Viêt Nam, comme *Apocalypse Now* ou *Voyage au bout de l'enfer*.

Le second Rambo change radicalement d'inspiration et de ton. Cette fois-ci, le soldat américain s'oppose à sa hiérarchie, trop prête à faire des concessions aux Soviétiques. Au plus fort des années Reagan, Rambo incarne la fierté retrouvée des États-Unis et la réussite d'une politique musclée contre l'Union soviétique. Après avoir vu le film, Ronald Reagan déclarera en sortant du cinéma : « Si jamais l'Amérique a un problème, on saura qui appeler. »

Rambo III sort un peu à contretemps, alors que la période est à la perestroïka et à la détente avec les Soviétiques et le retrait

soviétique d'Afghanistan. En 1990, ce film entre dans le livre Guinness des records comme le plus violent de l'histoire avec 221 scènes de violence, 70 explosions et plus de 108 personnes tuées.

Rambo a été accusé de faire l'apologie de la violence et d'entretenir un esprit de guerre froide contre l'Union soviétique et de suprématie américaine.

RASMUSSEN, ANDERS FOGH



État civil

Anders Fogh Rasmussen est né le 26 janvier 1953. Après des études d'économie, il s'inscrit au Parti conservateur danois. En 1978, il se fait élire député à seulement 25 ans, puis devient ministre en 1987.

En 1998, il prend la tête du Parti libéral et remporte les élections législatives de novembre 2001, devant les socio-démocrates. Il forme une coalition avec le Parti conservateur tout en disposant du soutien sans participation du parti xénophobe, Dansk Folkeparti, qui a obtenu 12 % des voix. Il remporte de nouveau les élections législatives en 2005 et 2007.

Le 4 avril 2009, lors du sommet pour le 60^e anniversaire de l'OTAN, il est désigné secrétaire général de l'organisation malgré l'opposition initiale de la Turquie.



La polémique

Sur le plan de la politique intérieure, Rasmussen est libéral.

dénonce l'État providence et lance une politique de baisse générale des impôts. Il s'est prononcé pour une restriction de la politique d'immigration, notamment en rendant plus difficile le mariage, le regroupement familial et les demandes d'asile.

Il est l'un des rares chefs de gouvernement européens à avoir soutenu de façon inconditionnelle la guerre d'Irak. Il envoya même 550 soldats danois en Irak, la première intervention militaire danoise à l'étranger depuis un siècle. Devant l'opposition de son opinion, il devra annoncer le retrait de ces troupes en 2007.

Rasmussen était Premier ministre lorsqu'un journal danois publia les caricatures de Mahomet en 2005, qui allaient susciter un scandale international. S'il n'a pu, en tant que Premier ministre, interdire la publication de ces caricatures, son attitude au cours de l'affaire lui donne une part de responsabilité. Il plaida pour la liberté de la presse et refusa en effet de recevoir les 11 ambassadeurs des pays musulmans qui demandaient à s'entretenir avec lui.



Le diagnostic

À la suite de cette polémique, il s'est dit que Rasmussen n'était pas le mieux placé pour prendre la tête de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord au moment où celle-ci était engagée dans une guerre compliquée en Afghanistan et où le monde occidental, sous la conduite de Barack Obama, faisait du rapprochement avec le monde musulman une priorité diplomatique.

L'affaire des caricatures risque donc d'être évoquée régulièrement par les ennemis de l'OTAN.

RATZINGER, JOSEPH ALOIS



État civil

Aujourd'hui plus connu sous le nom de Benoît XVI, Joseph Alois Ratzinger est né le 16 avril 1927 en Allemagne. Il est enrôlé dans les Jeunesses hitlériennes (obligatoires pour les jeunes de son âge après 1938), mais refuse d'intégrer la Waffen-SS, mettant en avant sa volonté de devenir prêtre.

Il fait des études de philosophie et de théologie à Munich. Il est ordonné prêtre en 1951, puis professeur en dogmatique et théologie fondamentale en 1958 à Freising, puis à Münster et enfin à Bonn. Il est ordonné cardinal par Paul VI en 1977. Jean-Paul II le nomme en 1981 préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, anciennement le Saint-Office.

Le 19 avril 2005, il devient le 265^e souverain pontife à 78 ans, prenant la suite de Jean-Paul II.



La polémique

Dès les années 1960, Ratzinger va s'élever contre la sensibilité aux idées marxistes de certains prêtres et théologiens. Il sera particulièrement pointilleux dans la préservation de l'orthodoxie de la doctrine face aux évolutions sociales et culturelles. Il est donc perçu comme conservateur, voire réfractaire au modernisme. Par ailleurs, Ratzinger a joué un rôle important dans le concile Vatican II.

Dans un ouvrage paru en 1985, *Entretien sur la foi*, il critique les dérives politiques de certains courants religieux, notamment latino-américains, qui soutiennent des mouvements de gauche

ou révolutionnaires. En août 2000, dans la déclaration *Dominus Jesus*, il réaffirme la supériorité du catholicisme sur les autres confessions chrétiennes et non chrétiennes, en contradiction avec la volonté d'œcuménisme de Jean-Paul II et d'une partie de l'Église catholique.

S'il opère un rapprochement significatif avec le monde juif (visite à Auschwitz en mai 2006, visite d'une synagogue à New York en février 2008), ses relations avec l'islam et le monde musulman sont beaucoup plus tendues. Dans un discours de 2006 à l'université de Ratisbonne, Benoît XVI déplore toutes violences commises pour des motifs religieux, en pointant particulièrement l'islam.

Il procédera en 2007 à la béatification de religieux espagnols alliés de Franco pendant la guerre civile, au moment où le gouvernement socialiste de José Luis Zapatero reconnaît les combattants républicains.



Le diagnostic

Ratzinger a été élu comme un pape de transition. Le problème est que nul ne peut prédire combien de temps il va exercer son pontificat.

Son intransigeance lui a valu le surnom de « Panzer Cardinal ». Il a une attitude particulièrement traditionnelle, pour ne pas dire réactionnaire, sur l'homosexualité ou l'avortement et déclenchera un scandale en affirmant, contre toutes vérités scientifiques, que le préservatif est partiellement responsable de la pandémie de sida en Afrique. Selon lui, « on ne peut résoudre ce fléau en distribuant des préservatifs, au contraire, cela risque d'augmenter le problème ». Propos

condamnés par toutes les organisations sanitaires et les ONG chargées de la lutte contre le sida.

Sa réintégration dans l'Église catholique romaine de quatre évêques traditionalistes dont l'évêque Richard Williamson, coupable de propos négationnistes, fait également scandale.

Jean-Paul II était conservateur sur le plan sociétal et progressiste sur le plan international. Benoît XVI apparaît réactionnaire sur les deux, au grand dam d'une large partie des catholiques qui estiment qu'il n'incarne pas une image attractive de l'Église.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



État des lieux

Le réchauffement climatique est l'augmentation de la température moyenne de l'atmosphère à l'échelle mondiale. La très grande majorité des scientifiques, notamment le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), estime que ce réchauffement est dû à l'activité humaine. De nombreuses recherches, grâce notamment à l'étude de carottes de glace qui permettent d'étudier la composition de l'air à travers les âges, ont montré que l'augmentation de la température est liée à celle des quantités de gaz à effet de serre.

Le réchauffement actuel provient essentiellement de l'usage excessif des combustibles fossiles (charbon, produits pétroliers,

gaz naturel). La déforestation est également évoquée comme cause du réchauffement climatique.



La polémique

Outre la diminution des banquises et le recul des glaciers, ce phénomène produit une augmentation de la température des océans et une augmentation du niveau de la mer. Selon le GIEC, l'augmentation finale de température pourrait atteindre de 1,8 à 3,4° C. Cela conduirait à diminuer les rendements agricoles, les ressources en eau, à augmenter les phénomènes de sécheresses et d'incendies et à submerger une partie des terres. La raréfaction des terres habitables et des productions agricoles pourrait entraîner des conflits géopolitiques.

Le protocole de Kyoto signé en 1998 est entré en vigueur en février 2005, mais n'a toujours pas été ratifié par les États-Unis ni par la Chine, ni par l'Australie. Il prévoit un calendrier de réduction des émissions de gaz à effet de serre, dans des proportions différentes pour les pays industriels visés depuis longtemps et les nouveaux pays émergents.



Le diagnostic

Le GIEC et l'ex-vice-président américain Al Gore, qui a popularisé dans un documentaire saisissant la nécessité de lutter contre le réchauffement, ont reçu le prix Nobel de la paix en 2007, montrant ainsi qu'il s'agissait non seulement d'un problème environnemental et technologique, mais également d'un problème stratégique. Pour beaucoup, le réchauffement climatique est la principale menace qui pèse sur l'avenir de l'humanité, car il met réellement sa survie en cause.

Jusqu'à l'élection de Barack Obama, les États-Unis estimaient que la réponse à apporter à ce défi ne devait pas être un compromis juridique international, mais se trouvait dans l'innovation technologique.

Si la prise de conscience des dangers du réchauffement climatique est quasi universelle, si les solutions pour y faire face sont relativement connues, la volonté politique manque encore.

RUMSFELD, DONALD



État civil

Donald Rumsfeld est né le 9 juillet 1932 à Chicago. Après des études de sciences politiques à l'université de Princeton, il s'engage dans l'US Navy. Il est élu pour la première fois représentant de l'Illinois à la Chambre des représentants en 1962. Républicain, il sera constamment réélu avant d'entrer dans l'équipe du président Richard Nixon en 1971. Il est ambassadeur des États-Unis à l'OTAN entre 1972 et 1974, puis secrétaire général de la Maison-Blanche en 1974 et secrétaire à la Défense en 1975. Après l'élection du démocrate Jimmy Carter, il entre dans le privé.

En 1983, il est l'envoyé spécial du président Ronald Reagan au Moyen-Orient et travaille à la reprise des relations diplomatiques avec Saddam Hussein, en guerre à l'époque contre l'Iran. En 2001, George W. Bush le nomme secrétaire à la Défense. Il souhaite moderniser les forces armées américaines en misant sur les technologies de pointe et une réduction des effectifs grâce au recours aux sociétés militaires privées.

Après les attentats du 11 Septembre, il va prendre la tête du clan néoconservateur et sera l'un des artisans de l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Irak. La faillite de la guerre d'Irak et l'échec consécutif des républicains aux élections de « midterm » (les élections de mi-mandat qui renouvellent la Chambre des représentants et le Sénat) de 2006 le contraindront à la démission.



La polémique

Rumsfeld aura été le plus âgé des secrétaires à la Défense sous George W. Bush après avoir été l'un des plus jeunes sous Gerald Ford.

Il se sera opposé à l'état-major militaire à propos de la guerre d'Irak, ce dernier plaidant pour une présence militaire américaine plus nombreuse afin de maîtriser le terrain. Rumsfeld, quant à lui, était persuadé que la guerre pouvait être gagnée avec des effectifs réduits grâce à la supériorité technologique américaine. Il aura raison pour ce qui est de la guerre, mais les faits lui donneront tort, une fois que celle-ci sera terminée, et que l'occupation américaine commencera.



Le diagnostic

Il s'est opposé au secrétaire d'État Colin Powell, celui-ci avouant par la suite comme son pire regret le fait d'avoir dû accepter la présentation sulfureuse de la présence d'armes de destruction massive en Irak sur la base d'informations données par Rumsfeld.

Rumsfeld a créé le Bureau des plans spéciaux, qui réécrit les renseignements donnés par la CIA pour les rendre beaucoup plus alarmistes. Après les élections de novembre 2006, perdues

par les républicains, et face à l'immense montée des mécontentements et des oppositions, il sera contraint à la démission.

Il sera également l'homme du scandale de la prison d'Abou Ghraïb, où des prisonniers irakiens ont été torturés par des soldats américains qui ont filmé ces scènes, créant des fuites et un choc important dans l'opinion ainsi qu'une nouvelle montée de l'anti-américanisme.

Rumsfeld fut l'un des membres fondateurs du « think tank » néoconservateur Project for the New American Century.

SARKOZY, NICOLAS



État civil

Nicolas Sarközy de Nagy-Bocsa est né le 28 janvier 1955 à Paris. Après des études de droit, il devient avocat en 1981. En 1983, à 28 ans, il devient maire de Neuilly-sur-Seine puis, en 1988, député des Hauts-de-Seine.

Sarkozy soutient la candidature d'Édouard Balladur contre Jacques Chirac en 1995, mène la liste RPR-Démocratie libérale aux élections européennes de 1999, liste qui arrivera après celle menée par Charles Pasqua et après la liste socialiste.

En 2002, Sarkozy est nommé ministre de l'Intérieur par Jacques Chirac, puis ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie en mars 2004 avant de revenir à l'Intérieur en 2005, après l'échec du référendum sur le Traité constitutionnel européen et la constitution d'un gouvernement autour de Dominique de Villepin. Sarkozy incarne alors une politique sécuritaire musclée.

Il est élu président de la République le 6 mai 2007 avec 53 % des voix contre 47 % pour Ségolène Royal. Il nomme François Fillon Premier ministre et Bernard Kouchner, qui faisait partie de l'équipe de campagne de sa rivale, Ségolène Royal, ministre des Affaires étrangères.

Tout en se réclamant du gaullisme, Nicolas Sarkozy voulait incarner la rupture dans la politique étrangère. Sans avoir soutenu la guerre d'Irak, contrairement à ce qui est souvent dit, il estimait que l'opposition de la France à la politique américaine était trop frontale. Éric Besson, alors membre du Parti socialiste, l'avait qualifié de « néoconservateur américain à passeport français ». Sarkozy était également critique envers la politique française au Proche-Orient, la jugeant trop hostile à Israël. Il déclarait vouloir être le Président des droits de l'homme.

Sarkozy a exercé la présidence de l'Union européenne lors du dernier semestre 2008, jouant un rôle actif, après la guerre entre la Russie et la Géorgie au mois d'août, pour parvenir à un cessez-le feu. Il fut également très actif après le déclenchement de la crise financière, fin septembre, aux États-Unis. L'activisme européen contrastait alors avec une présidence américaine en fin de mandat.

L'un de ses grands projets est l'Union pour la Méditerranée, lancée après l'enlisement du processus de Barcelone. L'objectif de ce projet est de dépasser le clivage dû à la persistance du conflit israélo-palestinien. La guerre de Gaza de décembre 2008 est venue montrer que ce conflit pesait toujours dans les relations globales des pays méditerranéens.

Élu président, il va en fait infléchir la politique française, sans pour autant opérer la rupture que certains craignaient et que d'autres espéraient. Il a tout d'abord proposé le poste de ministre des Affaires étrangères à Hubert Védrine, qui

incarne la limite gaullo-mitterrandiste et qui a décliné la proposition, faute de garanties sur le périmètre du ministère et sur sa liberté d'action comme ministre. Il a alors confié ce poste à Bernard Kouchner, qui incarne une ligne plus pro-américaine. Néanmoins, la politique étrangère reste très largement définie à l'Élysée.



Le diagnostic

Nicolas Sarkozy s'est rapproché des États-Unis, allant jusqu'à passer ses premières vacances estivales de président non loin du lieu de villégiature du président George W. Bush qu'il rencontrera au cours de son séjour. Il revendique l'appartenance de la France à la famille occidentale, il se déclare ami d'Israël, mais reconnaît le caractère central du conflit israélo-palestinien et la nécessité de parvenir à une solution à deux États. Il ira jusqu'à critiquer la politique de colonisation d'Israël. Sarkozy a également décidé la réintégration de la France dans les organes militaires intégrés de l'OTAN en la justifiant par la nécessité de parvenir à une Europe de la défense, jugée inaccessible en dehors de l'OTAN. La constitution d'un pilier européen de la défense, présentée dans un premier temps comme étant la condition pour la réintégration de la France dans l'OTAN, sera ensuite présentée comme l'objectif à atteindre grâce à cette réintégration.

Alors qu'il avait vivement critiqué la Chine et la Russie alors qu'il était candidat, indiquant qu'il mettrait les droits de l'homme au sein de sa politique, Sarkozy a maintenu des relations traditionnelles avec ces deux pays. Après avoir hésité, Nicolas Sarkozy a assisté à l'ouverture des jeux Olympiques de

Pékin le 8 août 2008. Cependant, les relations avec la Chine se sont tendues après une rencontre avec le dalaï-lama.

Très à l'aise avec les médias, sa politique des droits de l'homme s'incarne avant tout par des exemples médiatisés, comme l'affaire des infirmières bulgares ou la libération d'Ingrid Betancourt.

Sarkozy a accepté un renforcement de la présence française en Afghanistan afin de ne pas compromettre la relation avec les États-Unis qui en font une priorité. Les relations sont plus difficiles avec les pays africains du fait du durcissement de la politique d'immigration. Certains ont surtout retenu le passage du discours de Dakar où il déclarait que l'homme africain n'est pas assez « rentré dans l'histoire », occultant la suite du discours qui était une dénonciation des effets néfastes de la colonisation et de l'esclavage. Il définit sa politique étrangère avant tout par un pragmatisme et un volontarisme et une hyperactivité qui agace certains et impressionne d'autres.

SHARON, ARIEL



État civil

Ariel Sharon est né le 26 février 1928 dans une communauté juive de Palestine, à l'époque sous mandat britannique. Il s'engage dans des mouvements de jeunesse paramilitaires et participe à la première guerre israélo-arabe en 1948, au cours de laquelle il est blessé.

Sharon entre au Mossad en 1951, prend le commandement de l'unité 101, première unité des forces spéciales de l'armée

israélienne. Le 14 octobre 1953, celle-ci opère un massacre dans le village de Kibya en Jordanie en réponse à un attentat à Tel-Aviv, attribué aux Palestiniens. En 1956, Sharon participe à la guerre de Suez où son courage militaire est loué et son indiscipline critiquée. Puis, lors de la guerre des Six-Jours, il conquiert le Sinaï à la tête d'une division. En 1973, sa division franchit le canal de Suez et isole l'armée égyptienne.

Sharon s'oriente ensuite vers une carrière politique : il est élu député en 1973 avec la formation de droite Likoud et sera nommé président du Comité ministériel en charge des colonies de peuplement de 1977 à 1981. Bien que non religieux, il soutient le Goush Emounim, le « bloc de la foi », un groupe de religieux qui construisent des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

Ministre de la Défense de Menahem Begin à partir de 1981, Sharon sera le maître d'œuvre de l'invasion israélienne du Liban en juin 1982. Il va prendre la tête du Likoud en septembre 1999 et remporter les élections le 6 février 2001.

En novembre 2005, devant l'opposition de son propre parti, le Likoud, à l'évacuation de la bande de Gaza, il demande la dissolution du Parlement et crée son propre parti, Kadima, qui signifie « en avant » en hébreu. Les élections sont fixées à mars 2006, mais Sharon subit deux attaques cérébrales consécutives en décembre 2005 et janvier 2006 et devient inconscient à partir du 4 janvier. Il est dans le coma depuis cette date.

La polémique

La guerre du Liban de 1982 sera le théâtre des massacres des camps de Palestiniens civils de Sabra et Chatila par des milices chrétiennes libanaises. La commission officielle d'enquête, la

commission Kahane, vise Sharon en le tenant indirectement pour responsable de ces massacres. La guerre du Liban va ternir l'image d'Israël, provoquer la création du Mouvement de la paix en Israël, mais également une crise morale.

Sharon est contraint à la démission de son poste de ministre de la Défense. Il sera réhabilité politiquement par Shimon Peres qui le nomme ministre du Commerce et de l'Industrie dans un gouvernement d'union nationale de 1984. Il occupera plusieurs postes par la suite et retrouvera un poste de premier plan en 1993, lorsque Benjamin Netanyahu le nomme ministre des Affaires étrangères.



Le diagnostic

Sharon est considéré comme un héros par de nombreux Israéliens et comme un bourreau par de nombreux Palestiniens. Il s'est opposé aux accords d'Oslo et a largement contribué à développer la colonisation des territoires palestiniens. Sharon va profiter de l'erreur d'Ehoud Barak, 10 ans après l'échec de Camp David qui a conduit au sentiment qu'il n'y avait pas de partenaires palestiniens, pour remporter les élections de 2001.

Sa promenade sur l'esplanade des mosquées de septembre 2000 est considérée par beaucoup comme le signal de départ de la seconde Intifada. Les services secrets israéliens l'avaient mis en garde contre ce geste. On peut penser qu'Ariel Sharon en a tiré profit, car c'est la reprise des violences qui a contribué à son élection. Par la suite, entre la reprise de l'Intifada et la répression, il a systématiquement remis en cause les accords d'Oslo et détruit les infrastructures de sécurité palestiniennes, en déclarant qu'il ne pouvait pas négocier tant que les violences continueraient (tout en contribuant à les provoquer).

Après le 11 Septembre, Sharon a su se rapprocher des États-Unis en communiquant sur le thème « nous avons notre Ben Laden, il s'appelle Arafat ». Il a donc refusé tout contact avec Arafat avant de le tenir assiégé à la Mouqata'a (le siège de l'Autorité palestinienne) et ne le laisser sortir que pour aller mourir à Paris.

Le retrait de Gaza, qui a été décidé unilatéralement, était vu par certains comme le premier pas vers la paix et vers le retrait d'autres territoires. Ariel Sharon, sous la pression internationale, avait accepté la feuille de route qui prévoyait la création d'un État palestinien avant fin 2005, avec quelques réserves pour 2003. Il semble plutôt qu'Ariel Sharon voulait se débarrasser d'un territoire qui n'a pas de signification biblique et qui était très difficile à protéger, puisque seuls 7 000 colons juifs y vivaient au milieu de 1 400 000 Palestiniens. En se débarrassant de Gaza, Ariel Sharon jouait également la carte démographique, puisque les prévisions mettaient en avant que d'ici à 2015-2020, sur l'ensemble Israël-territoires occupés, il y aurait plus de Palestiniens que de Juifs. Il s'est largement appuyé sur George W. Bush à une période où celui-ci avait une vision manichéenne du monde (« eux et nous »).

SIDA



État des lieux

Le sida (syndrome d'immunodéficience acquise) est un ensemble de symptômes consécutif à la destruction de cellules du système immunitaire par le rétrovirus VIH. Le dernier stade de l'infec-

tion est la mort par suite de maladies opportunistes.

Le sida connaît trois modes de transmission : sexuelle, sanguine et in utero. Il s'est répandu à partir de la fin des années 1970. Il a causé la mort de 25 millions de personnes entre 1981 et 2006. Selon l'OMS et l'organisation ONU sida, il y aurait eu, pour l'année 2007, 2,7 millions de personnes infectées dans le monde, et 2 millions de personnes en sont mortes la même année. Le total de personnes séropositives s'élève à 33 millions et 67 % d'entre elles se trouvent en Afrique subsaharienne.



La polémique

Les principales victimes de la maladie sont les habitants des pays en voie de développement. Les ONG et les organisations internationales ont très longtemps mis en avant que 90 % des malades étaient dans le Sud, alors que 90 % des financements étaient dans le Nord. Cette répartition est liée au tourisme sexuel en Asie du Sud-Est, à l'absence d'information de la population sur les facteurs de risques de transmission en Afrique noire, ou sur le poids des convictions religieuses qui interdisent les moyens de protection tels que le préservatif.

Tant Jean-Paul II que Benoît XVI ont été mis en cause pour ne pas prendre en compte l'ampleur de l'épidémie. À l'origine, le sida était associé, à tort, à l'homosexualité ou à l'injection intraveineuse de stupéfiants. La thèse principale en attribue aujourd'hui la responsabilité à la mutation du virus d'immuno-déficience simien présent chez les chimpanzés.

La théorie du complot s'est évidemment invitée et des thèses farfelues ont été avancées comme l'inoculation volontaire du virus chez l'homme par des forces occultes afin de contrôler les populations infectées et d'augmenter les revenus des labo-

ratoires, voire de limiter l'explosion démographique du sud de la planète.



Le diagnostic

Très longtemps, il y a eu une idée de culpabilité liée au virus du sida, les victimes étant non seulement malades, mais également exclues socialement par la mise en avant de principes moraux (abstinence, absence de relations sexuelles hors mariage) dont le respect se heurte aux réalités humaines.

Une bataille a été engagée contre les laboratoires pharmaceutiques, afin qu'ils acceptent de faire une concession sur leur brevet pour rendre accessibles à une partie des populations du Sud des traitements qui seraient hors de leur portée s'ils n'étaient pas délivrés sous forme de médicaments génériques.

En Afrique du Sud, le président Thabo Mbeki a longtemps nié, comme beaucoup de pouvoirs africains, l'ampleur du problème et minimisé également les moyens de le contenir. La lutte contre le sida est une cause emblématique et consensuelle qui réunit responsables politiques, artistes, etc.

SOROS, GEORGE



État civil

George Soros est né le 12 août 1930 à Budapest. Il fuit l'occupation soviétique en immigrant au Royaume-Uni en 1947. Il y fait des études d'économie et rencontre le philosophe anti-communiste Karl Popper qui va l'influencer durablement.

En 1956, il s'expatrie aux États-Unis où il devient trader avant de créer son propre fonds d'investissement, The Soros Fund, à destination des grandes fortunes. À partir de 1969, il crée une autre société, le Quantum Funds, domiciliée dans les paradis fiscaux, aux Antilles néerlandaises puis à Curaçao. En 40 ans, Soros a accumulé une fortune estimée à 7,2 milliards de dollars, apparaissant au 24^e rang des fortunes des États-Unis.



La polémique

George Soros devient un homme public en 1992 lorsqu'il spéculait contre la livre anglaise. Le 16 septembre 1992, il vend à découvert 10 milliards de livres, obligeant la banque d'Angleterre à sortir du serpent monétaire européen, et pariant donc sur la baisse de la monnaie. Il va par cette seule opération réaliser une plus-value de 1,1 milliard de dollars.

Il va également réussir d'importantes plus-values lors de la crise asiatique de 1998. En revanche, il subira des pertes lors du krach boursier de 1987, durant la crise russe de 1998 et au moment de l'éclatement de la bulle Internet.

Le fait que son fonds soit installé aux Antilles néerlandaises puis à Curaçao, ce qui lui permet de défiscaliser ses revenus, a conduit Soros à être accusé d'opérations de blanchiment d'argent.



Le diagnostic

À côté de ses opérations de spéculateur, George Soros est également un philanthrope. Il a été très actif lors de la chute du mur de Berlin et dans l'émergence des pays de l'Est vers la démocratie. Il a créé l'Open Society Institute, finançant les projets de sociétés civiles dans les anciens pays du pacte de

Varsovie. Il avait auparavant financé le mouvement Solidarnosc de Lech Walesa en Pologne et l'initiative « Charte 77 » en Tchécoslovaquie, suscitant les accusations de l'Union soviétique d'œuvrer pour la CIA.

Soros s'est très largement engagé dans la campagne de 2001 contre George W. Bush, consacrant 12 millions de dollars pour financer ses adversaires politiques. Il reprochait à George W. Bush une politique étrangère catastrophique. Selon Soros, la guerre d'Irak est une façon contre-productive de mener la guerre contre le terrorisme.

En janvier 2008, on a d'ailleurs appris qu'il avait financé un article dans la revue scientifique *The Lancet* sur le nombre de victimes durant la guerre d'Irak, article selon lequel cette guerre lancée par George W. Bush avait causé 650 000 morts.

Il a contribué par la suite à créer un lobby juif libéral afin de lutter contre l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), qu'il juge trop lié au Likoud. Tout en se déclarant pro-israélien, il estime que l'avenir d'Israël passe par un accord de paix équitable avec les Palestiniens et que, le refusant, la droite israélienne dessert les intérêts à long terme d'Israël.

George Soros continue de financer des actions humanitaires et des projets démocratiques mettant au service de la vertu l'argent gagné par le vice spéculatif.



TALIBANS



État des lieux

Les talibans sont les élèves d'une école coranique ou des étudiants en théologie islamique d'ethnie pachtoune.

Après l'invasion soviétique de l'Afghanistan, des milliers de jeunes Afghans ont été éduqués dans les écoles religieuses, ou madrasas. Les talibans veulent islamiser les mœurs, la justice et les êtres humains pour revenir aux fondements de l'école coranique. La forme de l'État n'a pas d'importance pour eux puisqu'il s'agit avant tout de respecter la loi divine. Seuls ceux qui l'ont étudiée, c'est-à-dire les talibans, sont à même de l'expliquer et d'en assurer le respect, d'où l'instauration d'une société étroitement contrôlée.



La polémique

Les talibans ont dû leur popularité initiale au fait que, dans les zones qu'ils ont contrôlées, les populations étaient lassées par les querelles et les guerres intestines entre chefs de guerre après le départ des Soviétiques. Les talibans ont pris le pouvoir en Afghanistan en 1996, malgré la résistance de l'Alliance du Nord dirigée par le commandant Massoud. Ils passent une alliance avec Ben Laden qui se réfugie en Afghanistan et qui lie des liens, y compris familiaux, avec le chef des talibans, le mollah Omar.

Les talibans imposent un ordre particulièrement répressif, en interdisant aux femmes le travail, mais également de quitter la maison sans leur mari ou un parent proche, et en leur impo-

sant le port de la burqa. Le port de la barbe devient obligatoire pour les hommes. Musique et sport sont interdits.

Après les attentats du 11 Septembre et devant le refus des talibans de livrer Ben Laden, les États-Unis ont entamé une guerre à leur encontre et renversent le régime taliban en novembre 2001. Un pouvoir laïc, dirigé par Hamid Karzaï, est alors mis en place, mais les frustrations nées de ce régime, la corruption qu'on lui reproche, l'absence d'amélioration de la qualité de vie pour la majorité des Afghans et les bavures des armées occidentales présentes en Afghanistan sont venues redonner une légitimité aux talibans, qui apparaissent comme des résistants à l'occupation militaire étrangère.



Le diagnostic

Les talibans ont amené l'ordre et la sécurité, fût-ce au prix d'une répression ou d'un contrôle de la vie privée des individus. Mais les règles qu'ils prescrivaient étaient en grande partie acceptées et suivies par une majorité de la population.

Initialement, les talibans ont eu un soutien des États-Unis dans leur lutte contre les Soviétiques et également un soutien des services secrets pakistanais, pour lesquels le contrôle de l'Afghanistan comme base arrière stratégique est essentiel.

TAXE TOBIN



État des lieux

James Tobin a proposé, au cours d'un colloque à l'université de Princeton en 1972, de taxer toutes les transactions de change

afin de décourager les spéculations qui effectuent des allers et retours trop rapidement. Ces opérations spéculatives se caractérisent par des échanges financiers très rapides et très nombreux avec des marges bénéficiaires très faibles, mais leur répétition sur un très court laps de temps permet d'accumuler des bénéfices importants. Or, la taxation de chacune de ces transactions, même de façon très faible, viendrait mettre un grain de sable dans les rouages de la spéculation et la limiterait. Tobin reçut le prix Nobel d'économie en 1981.

La polémique

Par la suite, le mouvement altermondialiste proposera d'affecter une éventuelle taxe Tobin au service de l'aide publique au développement. Le produit de la taxe serait redistribué soit par le FMI, soit par la Banque mondiale, soit, mieux encore, par une structure démocratique placée sous le contrôle des Nations unies, le FMI et la Banque mondiale étant accusés de n'être pas assez sensibles au sort des pays démunis.

Le diagnostic

De façon paradoxale, James Tobin se déclarera être en désaccord avec cette taxation au service du développement. Son objectif était de limiter la spéculation, non pas d'aider au développement des pays pauvres.

L'idée d'une taxation internationale ressurgit régulièrement. Ne faudrait-il pas, dans le cadre d'une éventuelle communauté internationale, créer un impôt international ?

La taxe a pris corps récemment sous la forme d'une taxation des billets d'avion afin d'alimenter un fonds d'aide contre le sida, mais cette taxation est volontaire et seuls les pays ayant donné

leur accord l'ont mise en place. C'est néanmoins le début d'une taxation internationale.

TERRORISME



État des lieux

La communauté internationale n'a jamais pu s'entendre sur la définition commune du terrorisme. L'ONU a été jusqu'à en recenser 142. On pourrait le définir ainsi : le terrorisme est un acte politique (il n'est pas dicté par des motivations criminelles), il recourt à la violence (il ne s'agit pas simplement de propagande ou de débats idéologiques), et il s'en prend de façon indiscriminée à des civils (les forces armées de l'adversaire ne sont pas spécifiquement visées) afin d'obtenir un résultat politique.

Lors de la période de décolonisation, l'ONU avait admis le recours à la force pour obtenir l'indépendance, mais il s'agissait d'actions contre les forces armées coloniales et non pas contre les résidents civils venant de métropole. L'autre problème consiste à savoir si le terrorisme est réservé aux groupes infra-étatiques ou si les États peuvent également s'en rendre coupables.

Les pays du Nord privilégient la première option, ceux du Sud la seconde et qualifient de terrorisme les bombardements aériens, parfois indiscriminés, de l'aviation israélienne ou américaine.

Le terrorisme est une forme de guerre asymétrique à laquelle des groupes ont recours afin de contourner la puissance militaire, notamment des pays occidentaux. Pendant très longtemps,

les groupes terroristes ont été utilisés, entraînés, voire manipulés par des États « sponsors » (Libye, Iran).

Le terrorisme est facilement utilisé pour toutes les causes : idéologie, politique, religion ou lutte pour l'indépendance. De la fin du XIX^e siècle jusqu'en 1914, les attentats étaient plutôt le fait d'anarchistes nihilistes. Entre les deux guerres mondiales, le terrorisme était essentiellement lié aux Balkans. À partir de la fin des années 1960, il sera lié à la scène proche-orientale.

Les premiers attentats suicides ont été commis au Sri Lanka par les Tigres tamouls. La terreur peut également prendre des formes extrajudiciaires, avec les milices paramilitaires ou autres « escadrons de la mort » qui frappent les opposants politiques ou les minorités. Les opposants disparaissent, sont torturés et exécutés sans que l'État, en apparence, n'en soit responsable. Cela s'est largement passé en Amérique latine pendant les dictatures militaires.

La polémique

Le terrorisme a été spectaculairement mis en avant avec le 11 Septembre lorsque l'hyperpuissance américaine a été attaquée, comme jamais elle ne l'avait été, au cœur de sa puissance.

Le terrorisme a un impact médiatique très fort dans la mesure où il peut avant tout frapper des civils et où il peut les frapper dans l'exercice de leur activité quotidienne (transports, travail, loisirs). Le terroriste peut choisir le lieu et le moment de son attentat. Le rapport coût/efficacité est économiquement sans comparaison : les attentats du 11 Septembre n'ont coûté que l'équivalent de 100 000 dollars.

Mais, politiquement pourtant, le terrorisme est de plus en plus contre-productif et fait disparaître le capital de sympathie associé à la cause qu'il est censé défendre.



Le diagnostic

La guerre contre le terrorisme, ou la nécessité de lutter contre celui-ci, a été parfois mise en avant par certains régimes autoritaires ou dictatoriaux qui qualifient leurs opposants de terroristes afin de les disqualifier politiquement. Certains jouent également sur la répulsion que provoque le terrorisme pour empêcher une réflexion globale sur les causes des conflits en cours.

Certains dirigeants occidentaux, en privilégiant les moyens militaires comme moyen principal, voire unique, de lutte contre le terrorisme, ont parfois mis hors d'état de nuire le terrorisme d'aujourd'hui tout en créant les conditions pour que la relève soit assurée demain.

Pour combattre efficacement le terrorisme, il faut certes des moyens militaires, mais surtout des moyens politiques, comme le montrent les exemples irlandais et basque.

THINK TANKS



État des lieux

Littéralement « réservoirs à penser » ou « boîtes à idées », les think tanks se sont développés aux États-Unis où ils alimentent la vie intellectuelle et politique. Centres de recherches, mais ne faisant pas de formations, ils sont considérés comme

des universités sans étudiants.

Les think tanks prennent une part active au débat à la fois politique et médiatique. Leurs analyses alimentent les dirigeants et l'opinion publique. Leurs membres participent aux différents débats sur des sujets de leur compétence dans les journaux ou les télévisions. Ils constituent un relais entre gouvernements, entreprises et grand public.

Les passerelles avec le gouvernement sont nombreuses. Souvent, les think tanks accueillent ceux qui ont quitté le pouvoir, et ceux qui travaillent dans les think tanks préparent l'avenir en se tenant prêts à entrer au gouvernement lors de la prochaine alternance.

Le système fiscal américain, qui permet de réduire ses impôts en faisant des dons aux œuvres d'intérêt général, accorde un financement généreux aux think tanks. Certains ont vu le jour grâce aux dotations des barons de l'industrie américaine comme la Carnegie Foundation, fondation philanthropique créée en 1903, ou la Rockefeller Foundation (1913). Le Council on Foreign Relations fut créé en 1921 après le rejet de la SDN (Société des Nations) par le Sénat américain. Ses membres rédigeront des éditos ou des « policy briefs » qui sont autant de volumes de recommandation à l'égard de l'administration.

Les think tanks ne font pas un travail purement académique, ils sont très souvent orientés politiquement comme, par exemple, la Brookings Institution, plutôt démocrate, ou les think tanks conservateurs (Heritage Foundation) ou néoconservateurs (Project for a New American Century).

Les think tanks sont passés d'une petite douzaine en 1970 à 300 aux États-Unis. Ils ont détrôné l'université de sa position de premier fournisseur d'expertises. L'un des plus connus

d'entre eux, la RAND Corporation, travaille étroitement avec le Pentagone.



Le diagnostic

Les think tanks se sont surtout développés initialement sur les questions stratégiques et les défis soviétiques. Le mot « tank » désigne à la fois un réservoir de savoir, d'idées ou de compétences, mais également un véhicule militaire.



État des lieux

Le 26 décembre 2004, au large de l'île indonésienne de Sumatra, un séisme sous-marin suivi d'importantes répliques se déclenche. Ce tremblement de terre provoque un tsunami (« grande vague » en japonais) avec des vagues atteignant 15 mètres, qui ont frappé les côtes de l'océan Indien, Indonésie, Sri Lanka, Inde, Thaïlande, et il a eu des répercussions jusqu'en Afrique.

Cette catastrophe a provoqué la mort de 232 000 personnes, soit 80 fois les attentats du World Trade Center.



La polémique

Ce tsunami suscita une mobilisation, une émotion et une aide humanitaire d'une ampleur sans précédent afin que des épidémies, du fait des conditions d'hygiène et du manque d'eau potable, ne viennent pas alourdir un bilan humain déjà catastrophique.

L'émoi a été si fort et a suscité un tel élan de solidarité qu'en France, ce sont 330 millions d'euros de dons qui ont été effectués par les citoyens. Médecins sans frontières ira même jusqu'à demander l'arrêt des dons pour cette cause particulière afin de les affecter à d'autres besoins.



Le diagnostic

Cette mobilisation d'une ampleur inédite correspond bien sûr à une réelle solidarité qui a été amplifiée par plusieurs facteurs. Le tsunami est survenu le 26 décembre, dans une période particulièrement calme médiatiquement, et a donc rempli les écrans. Par ailleurs, de nombreux Occidentaux se trouvaient à ce moment-là dans les endroits touchés par le tsunami pour les vacances de Noël, les victimes étaient des ressortissants de 70 pays différents. Il y eut donc une plus grande empathie par un sentiment de projection plus facile.

Le directeur général d'Oxfam-Solidarité, Stephan Declercq, a déclaré : « Pour une fois, l'ampleur de la réponse reflète celle de la catastrophe. » L'image des plages de rêve transformées en cauchemar a beaucoup joué. Peu après, un tremblement de terre a affecté le Pakistan, mais l'image moins positive de ce pays n'a pas suscité le même élan de solidarité.

UNESCO



État des lieux

L'United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, l'Unesco, a été créé le 16 novembre 1945. C'est

une institution spécialisée de l'ONU dont le siège se trouve à Paris. Ses objectifs sont de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde en resserrant, par l'éducation, la science, la culture et la communication, la collaboration entre les nations afin d'assurer le respect universel de la justice, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue, de religion que la Charte des Nations unies reconnaît à tous les peuples.

L'Unesco a cinq champs principaux d'activité : l'éducation, les sciences naturelles et exactes, les sciences humaines et sociales, la culture et la communication de l'information.

L'Unesco est connue pour l'établissement de la liste du Patrimoine mondial de l'humanité sur laquelle figurent les sites culturels et naturels d'importance pour l'héritage commun de l'humanité.

Les « journées » de l'Unesco, comme la Journée mondiale des enseignants, la Semaine de la femme ou la Décennie internationale pour la promotion d'une culture de la non-violence, constituent également des points forts.

La polémique

L'Unesco fait un travail important de préservation du patrimoine et de valorisation des différentes cultures. Mais, dans les années 1980, l'Unesco a voulu mettre en œuvre un travail sur l'information, incriminant le monopole de fait des grands médias occidentaux. Cela a été vu comme une volonté de mettre au pas l'information, voire comme une manœuvre pour aider la propagande soviétique. Cela a conduit les États-Unis et la Grande-Bretagne à quitter l'organisation en 1984 et 1985. Le Royaume-Uni y est revenu en 1997 après l'élection de Tony Blair

et les États-Unis en 2003, juste avant la guerre d'Irak, en signe de bonne volonté par rapport aux institutions internationales au moment où Washington allait se lancer dans une guerre contre l'avis de l'ONU.



Le diagnostic

L'Unesco est à la fois une lourde bureaucratie où, après le traumatisme du départ des États-Unis, c'est souvent le consensus et le plus petit dénominateur commun qui l'emportent. Néanmoins, ces instituts de recherche, ces travaux, ces publications ont un très fort impact.

VATICAN



État des lieux

L'État de la Cité du Vatican est le plus petit pays du monde, d'une superficie de 0,44 km². Sa population est de 824 habitants. Elle est composée par les membres du clergé et les 110 gardes suisses qui sont chargés de veiller à la sécurité du pape. La citoyenneté vaticane n'est pas exclusive et vient s'ajouter à la nationalité d'origine des ressortissants ; elle est liée à l'exercice de leur fonction.

La Cité du Vatican se situe à Rome, elle est enclavée dans le territoire italien et comprend la place Saint-Pierre, qui accueille environ 150 000 catholiques chaque dimanche, la basilique Saint-pierre, le Palais apostolique qui est la résidence officielle des papes et le musée du Vatican.

L'État du Vatican a été créé par les accords du Latran signé le 11 février 1929 entre l'État italien, représenté par Benito Mussolini, et le Saint-Siège, représenté par le cardinal Pietro Gasparri. Le Saint-Siège est considéré comme l'incarnation du pouvoir de l'Église catholique romaine dirigée par le pape.

L'État du Vatican n'est pas membre des Nations unies où il a le statut d'observateur. L'économie du Vatican dépend du tourisme et des contributions volontaires des fidèles. La chapelle Sixtine est l'un des musées les plus visités au monde.

La polémique

Staline a posé cette question, après la Seconde Guerre mondiale : « le pape, combien de divisions ? » Il voulait signifier que, faute d'avoir une armée, le Vatican ne pouvait pas peser sur le cours des événements internationaux. Il montrait ainsi qu'il ne croyait qu'au *hard power* et sous-estimait la force du *soft power*, cette même force qui allait faire vaciller le pouvoir communiste en Pologne.

L'influence morale du pape incarnant l'Église catholique, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, est une force avec laquelle tous les pouvoirs politiques doivent compter.

L'État du Vatican entretient des relations diplomatiques avec 174 États et dispose d'un réseau diplomatique réputé pour sa discrétion et son efficacité – extrêmement fourni, il est considéré comme l'une des meilleures sources de renseignements au monde.

Le diagnostic

Parmi les pays qui n'entretiennent aucune relations diplomatiques avec le Saint-Siège, il y a l'Afghanistan, le Bhoutan,

la République populaire de Chine, la Corée du Nord, Oman, l'Arabie saoudite et Tuvalu.

Ses relations vont vers une normalisation avec la Chine. Le Saint-Siège est représenté à Taïpei et reconnaît la République populaire de Chine comme représentant seule la Chine.

WALESA, LECH



État civil

Lech Walesa est né le 27 septembre 1943 en Pologne. Électricien sur les chantiers navals de Gdansk, il est l'un des acteurs des luttes de décembre 1970 entre les ouvriers du chantier et le gouvernement polonais. En 1976, il est renvoyé du fait de ses activités syndicales.

Walesa crée, en liaison avec les intellectuels du comité d'autodéfense (KOR), qui s'appuient sur les accords d'Helsinki, le syndicat Solidarnosc, premier syndicat non communiste dans les pays du pacte de Varsovie. Des grèves éclatent, protestant à la fois contre les restrictions dues à la crise économique (inflation de 100 % en 1980) et contre la mauvaise gestion de la direction politique. Celle-ci est par ailleurs accusée d'être soumise à l'Union soviétique. Dans ce pays de l'Est, la société civile a particulièrement résisté à l'influence du Parti communiste, notamment du fait du rôle important de l'Église catholique.

Une grève générale démarre et Lech Walesa en est le héros et le porte-parole. Le petit électricien devient le symbole de la

lutte contre le pouvoir polonais et, au-delà, contre le système communiste tout-puissant.

Les accords de Gdansk sont signés le 31 août 1980. La Pologne connaît une certaine libéralisation. Mais celle-ci ne diminue pas la contestation mais, au contraire, la stimule. Devant la poursuite de la contestation et craignant une intervention militaire soviétique directe, le général Jaruzelski décrète, le 31 décembre 1981, l'état d'urgence et met en prison Lech Walesa ainsi que les dirigeants de Solidarnosc. Il y aura près de 6 000 arrestations.

Walesa sera libéré en novembre 1982. Il recevra le prix Nobel de la paix en octobre 1983, ce qui est vu comme un signal en faveur des libertés syndicales dans les pays de l'Est, de la contestation et de la critique du régime soviétique. Walesa ne peut se rendre à la cérémonie de remise du prix, qui sera reçu par sa femme.

Il va continuer à fédérer la société civile et à contester une direction polonaise qui ne parvient pas à remplir ses objectifs économiques et politiques. Cette dernière organise un référendum sur les réformes à tenir à l'automne 1987. C'est le premier vote vraiment libre depuis 1945 dans les pays de l'Est. La population va rejeter le texte proposé par le général Jaruzelski. Celui-ci sera alors contraint d'organiser des élections législatives, le 4 juin 1989 pour sortir de la crise. Elles seront remportées par la formation de Lech Walesa. Ce seront les premières élections réellement libres dans un pays du bloc de l'Est depuis 1945.

C'est le début de l'implosion du système soviétique. Le 9 décembre 1990, Walesa remporte l'élection présidentielle pour entamer un mandat de cinq ans.



La polémique

Si le leader syndical était une icône populaire et incontestée, le président fera moins l'unanimité. Malgré le soutien de Jean-Paul II et la réussite de la transition démocratique pacifique en Pologne, Walesa va se brouiller avec ses compagnons de résistance et dévoiler des pratiques autoritaires. Ses conceptions sociales et morales paraîtront particulièrement réactionnaires. Il perdra l'élection présidentielle de 1995 face à l'ex-communiste Aleksander Kwasniewski. Il aura mis également en place une politique de rigueur très décevante par rapport aux attentes de la population.



Le diagnostic

En 2000, Walesa se présente une nouvelle fois, mais il ne recueillera que 1 % des voix. Il peut être toutefois considéré comme l'un des héros qui ont lutté contre le système soviétique et qui ont contribué à sa perte.

ZÉRO MORT



État des lieux

« Zéro mort » est un slogan-concept apparu pendant la guerre du Golfe de 1991. Il soulignait le faible nombre de morts du côté de la coalition internationale par rapport aux pertes irakiennes : 236 d'un côté, environ 200 000 de l'autre. Par la suite, on passa de la description à la prescription.

Suite au retrait américain de Somalie en 1993 après la destruction d'un hélicoptère Black Hawk et la mort de 19 soldats américains, ou encore en raison des réticences américaines à s'engager dans le conflit des Balkans tant qu'il y avait des combats terrestres, il est apparu que les États-Unis, voire d'autres puissances occidentales, ne s'engageraient militairement que s'ils avaient la garantie de ne pas subir de pertes militaires.



La polémique

L'objectif du zéro mort concerne la puissance intervenante, pas le pays dans lequel on intervient, et encore moins les forces adverses. Le zéro mort est apparu comme la conséquence d'une réticence des pays riches à risquer la vie de leurs soldats, le goût de l'aventure militaire ou l'acceptation de la mort étant réservés aux pays pauvres.



Le diagnostic

Ce concept correspond également au fait que les interventions militaires se font sur des théâtres extérieurs, souvent lointains, où la sécurité nationale n'est pas perçue comme étant directement en jeu. Dès lors, les opinions publiques sont beaucoup plus réticentes à accepter de voir les enfants du pays mourir pour des causes qui n'apparaissent pas vitales pour la défense nationale.

Dans le concept de guerre zéro mort, il y a un prolongement du syndrome vietnamien et le refus de morts qui se sont avérées inutiles.

Les entrées

A

Abkhazie
Accords de Munich
Afghanistan
Afrique du Sud
Al Jazeera
Altermondialisme
Antiaméricanisme
Arafat Yasser
Arche de Zoé
Armes de destruction massive
Armstrong, Lance

B

Banque centrale européenne
Banque mondiale
Ben Laden, Oussama
Benetton
Benoît XVI, *voir Ratzinger*
Berlusconi, Silvio
Betancourt, Ingrid
Blair, Tony
Boeing
Bollywood
Bond, James
Bové, José
BRIC
Bush, George H. W.
Bush George W.

C

Camp David
Carlos
Casque bleu
Castro, Fidel
Charia
Chávez, Hugo
Chirac, Jacques
Choc des civilisations
CIA
Clinton, Bill
Clinton, Hillary
CNN
Cour pénale internationale
Crise financière 2008-2009

DE

Dalaï-lama
Déchets
Délocalisation
Démocratie
Dollar
Dommages collatéraux
Dow Jones, *voir Indice Dow Jones*
Droits de l'Homme
Emeutes alimentaires
Enfant soldat
Euro

F

FARC
FBI
Fin de l'Histoire
FMI
Françafrique
Francophonie
Frappe chirurgicale

G

G.7
G.8
G.20
Gates, Bill
Gaza
Génocide
Gorbatchev, Mikhaïl
Guantánamo
Guérilla
Guerre des étoiles
Guevara, Ernesto

H à K

Haïti
Hamas
Hollywood
Husseïn, Saddam
Hyperpuissance
Indice Dow Jones

Ingérence
Internet
IRA
Islamisme
Jean-Paul II
Kim, Jong-Il
Kosovo
Kouchner, Bernard
Kremlin
Kurdes

L M

La Mecque
Lula
Mafia
Maison Blanche
Mandela, Nelson
Mao Tsé-toung
Maradona, Diego
Marée noire
Massoud
Menchú, Rigoberta
Merkel, Angela
Mitterrand, François
Morales, Evo
Mossad
Mugabe, Robert
Multilatéralisme

NO

Narcotrafic
Néo-conservatisme
No Logo
Obama, Barack
Occident
ONU
Onze septembre
OTAN

PQ

Paradis fiscal
Pays émergents
Piraterie
Prix Nobel de la paix
Prolifération
Quai d'Orsay

RS

Rambo
Rasmussen, Anders Fogh
Ratzinger, Joseph Aloïs
Réchauffement climatique
Rumsfeld, Ronald
Sarkozy, Nicolas
Sharon, Ariel
Sida
Soros, Georges

T à Z

Talibans
Taxe Tobin
Terrorisme
Think Tanks
Tsunami
Unesco
Vatican
Walesa Lech
Zéro mort

Imprimé en Espagne par Rodesa (Villatuerta)

Dépôt légal : janvier 2010

303276-01/11008998-décembre 2009

Sciences humaines
Histoire

Chacun applique les principes fondamentaux de façon sélective. Au Kosovo, les Occidentaux font prévaloir les principes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes contre celui de l'intégrité territoriale, défendu par la Russie. En Abkhazie, la Russie privilégie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes contre l'intégrité territoriale, défendue par les Occidentaux...

Ainsi commence ce dictionnaire incorrect, qui d'Abkhazie à Zéro mort en passant par *Al Jazeera*, *José Bové*, *Délocalisation*, *FMI*, *Barack Obama* ou *Taxe Tobin* analyse l'état du monde tel qu'il va.

Dans un style toujours clair, Pascal Boniface dresse en cent cinquante entrées un portrait incisif des relations internationales, s'intéressant aussi bien aux notions fondamentales (pays émergents, réchauffement climatique), qu'aux théories (choc des civilisations, néo-conservatisme), aux personnalités marquantes (Sarkozy, Berlusconi, Obama) qu'à l'air du temps (Benetton, Lance Armstrong, Rambo)...

Pascal Boniface est géopolitologue, directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques. Il est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages sur les questions de politique internationale. Éditorialiste à *Challenges*, il collabore avec plusieurs médias en France et à l'étranger.

Prix France TTC 20 €

ISBN : 978-2-03-584827-7



5598479


LAROUSSE
ESSAIS ET DOCUMENTS

www.editions-larousse.fr